PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national extraordinaire des 9, 10, 11 et 12 novembre 1944

Sommaire

Daniel Mayer, Secrétaire général du Parti 3
Le président (Édouard Depreux) 3
Matti (Rhône) 11
Daniel Mayer 12
Le président (Élie Bloncourt) 40
Gaston Defferre 40
Robert Verdier 56
Favier 67
Le rapporteur (Bidoux) 72
Le rapporteur 76
Fournier (Ardèche) 79
Barois (Indre-et-Loire) 81
Ligou (Tarn-et-Garonne) 82
Gérard Jacquet (Seine) 84
Lacroix (Jura) 87
Masson (Finistère) 91
Grognier (Oise) 93
Marianne Rauze (Pyrénées-Orientales) 94
Jean Minjoz (Doubs) 96
Espinasse (Aveyron) 100
Brourdet (Hérault) 102
Bertrand (Drôme) 104
Le président (Marcel-Émile Naegelen) 104
Daniel Mayer 106
Félix Gouin 108
Vincent Auriol 115
Pierre Graber (Suisse) 127
Harold Lasky (Grande-Bretagne) 129
Jean Lambert (social-démocratie autrichienne) 131
Louis De Brouckère (parti ouvrier belge) 133
Le président (Alexandre Bracke) 137
Pierre Bloch 137
Élie Bloncourt 141
André Ferrat (Rhône) 144
Debauges (Haute-Garonne) 147
Zaksas (Haute-Garonne) 150
Waiss (Vaucluse) 154
Marcheix (Hautes-Pyrénées) 154
Jacques Valjean (Seine) 156
Charzelege (Loiret) 158

Fondation Jean-Jaurès

Foulon (Ille-et-Vilaine) 161
Badiou (Haute-Garonne) 165
Exquarra (Tarn-et-Garonne) 166
Salomon Grumbach 169
Gérard Jacquet 175
André Philip (Rhône) 178
Noguères (Lozère) 184
Bercegeais (Loire inférieure) 187
Etienne Weill-Raynal 190
Rougeron (Allier) 193
Piat (Nord et Pas-de-Calais) 197
Rincent (Aube) 201
Secrétaire général du Parti (Daniel Mayer) 203
Le Secrétaire général 208
Le rapporteur (Jules Moch) 221
Le rapporteur (Provost) 222
Gérard Jacquet 223
Robert Verdier 224
Le rapporteur (Daniel Mayer) 226
Le rapporteur (Marianne Rauze) 232
Le rapporteur (Bideau) 235
Le rapporteur (André Philip) 242
Le rapporteur 244
Le rapporteur (Jules Moch) 244
Le président 246
Le rapporteur (François Moch) 246
Lavoquer 248
Le rapporteur (Lambert) 249
Le président 253
Daniel Mayer 254
Parfait (Indre) 256
André Philip 258
Félix Gouin 259
Élie Bloncourt 261
Levindrey 265
Veillard 266
Daniel Mayer 269
Butez (Puy-de-Dôme) 271
Gaston Defferre 272
Bricout 273
Édouard Depreux 274
Marsais 275
Robert 276
Daniel Mayer 277

Fondation Jean-Jaurès

Lagauche..... 278
Le rapporteur (Vincent Auriol) 280
Daniel Mayer 284
Le président 285

Séance du jeudi 9 novembre 1944, 1re séance.

Daniel Mayer, Secrétaire général du Parti

Camarades, je déclare ouvert le Congrès national extraordinaire du Parti Socialiste SFIO, reconstitué dans la clandestinité.
Je vous propose comme bureau de cette première séance :
Président : Édouard Depreux, président de la fédération Socialiste clandestine de la Seine, assisté de Jean Wagner (Haut-Rhin) et d'Andrée Viennot (Ardennes). Ils sont priés de prendre place au bureau.

Le président (Édouard Depreux)

Camarades, j'apprends la présence dans la salle de notre ami De Brouckère. Je lui demande, bien entendu, d'immédiatement prendre place à cette tribune. Nous saluons ici, en présence de De Brouckère, l'incarnation du Socialisme belge, et le président de l'Internationale ouvrière Socialiste.
(Applaudissements et chant de "l'Internationale")
En dehors de notre ami De Brouckère, notre ami Jarblhum, de l'exécutif de l'Internationale qui pendant la période clandestine a été un des bons artisans de la lutte pour la liberté, est également présent à cette tribune. Je vous demande de saluer également cette présence symbolique parmi nous.
(Applaudissements)
Un me dit que notre ami Kartany, représentant ici le Socialisme hongrois, est dans la salle. Vos camarades de Hongrie sont en train à l'heure actuelle de se libérer du joug hitlérien. Nous demandons à Kartany de bien vouloir venir à la tribune.
(Applaudissements)
De même pour le camarade Klemper, du Parti Socialiste autrichien.
Camarades, vous savez ce qu'était autrefois Vienne-la-Rouge. Vienne-la-Rouge était comme une anticipation radieuse de ce que sera la cité Socialiste de demain. Nos camarades ont été provisoirement vaincus : l'heure de la revanche va luire pour eux. Comme nous nous sommes débarrassés de Pétain, ils sauront se débarrasser du fascisme hitlérien et du fascisme austro-hongrois.
(Applaudissements)
Camarades, notre ami Daniel Mayer, qui a été le Secrétaire du Parti Socialiste clandestin, qui a été notre animateur, notre qui de et notre interprète dans les jours difficiles que nous avons connus depuis quatre ans, vient de déclarer solennellement ouvert le premier Congrès national extraordinaire du Parti Socialiste reconstitué. Au nom du comité exécutif, au nom aussi de la fédération

Fondation Jean-Jaurès

Socialiste de la Seine, il vous reçoit chez elle, dans Paris libéré, dans Paris doublement libéré : de l'oppression allemande et de l'oppression vichyssoise.
Je veux souhaiter la bienvenue cordiale et fraternelle à tous les délégués de province ; et parmi les délégués de province, je n'oublie pas ceux de nos camarades qui ont milité, soit à Alger, soit à Londres, soit en terre étrangère. Le Socialisme est indivisible : eux la liberté, nous dans la clandestinité, nous avons mené exactement le même combat, contre les mêmes adversaires.
Hélas ! Beaucoup des nôtres sont tombés, qui seraient aujourd'hui dans cette salle. Je ne veux pas vous en dresser l'énumération ; mais à l'aube de cette reconstruction Socialiste. Je veux dire combien nous regrettons l'absence du plus grand nombre de nos militants.
Notre ami Léo Lagrange n'est plus des nôtres. Vous savez que si Lagrange était encore vivant, il serait dans cette salle, il nous apporterait le réconfort de sa chaude éloquence, de sa cordialité Socialiste ; et nous savons combien nous aurions besoin de lui pour reconstruire le Parti, la démocratie, et la France, à laquelle il a fait don de sa personne.
Léo Lagrange a été un combattant volontaire. C'est volontairement et délibérément qu'il s'est sacrifié et qu'il est tombé au champ d'honneur, dans les jours tragiques de juin 1940, démontrant par là que le Socialisme avait été à la pointe de la Résistance, dès septembre 1939, c'est-à-dire dès l'époque où la France avait été menacée par l'agression hitlérienne.
Je suis certain d'être votre interprète en disant à notre camarade et amie Madeleine Lagrange combien son deuil a été le nôtre.
Et puis, camarades, il nous manque ici un certain nombre de nos amis, qui ont été assassinés par la section française de l'Internationale nazie, je pense tout particulièrement à notre grand ami Marx Dormoy, qui avait été au ministère de l'Intérieur le successeur de Roger Salengro. Ce n'est pas par hasard que tous les deux y succombaient, l'un à cause du poison savamment distillé par la presse infâme, aujourd'hui disparue, et dont nous faisons le serment qu'elle a disparu définitivement.
(Applaudissements)
Nous ne permettrons jamais, sous aucun prétexte, qu'un nouveau "Gringoire" vienne assassiner un nouveau Roger Salengro !
Marx Dormoy, lui, a été assassiné par le mécanisme d'horlogerie, qu'il connaissait bien, des cagoulards, contre lesquels il avait mené la lutte courageuse et clairvoyante que vous savez, Dormoy comme nous tous, savait, et savait mieux que quiconque, que la cinquième colonne n'a pas attendu pour se révéler le jour de la défaite, et que le fascisme français était le complice au fascisme international.
Camarades de l'Allier, nous sommes de tout cœur avec vous, mais nous savons que vous avez, pour continuer la lutte, des qui des, dans ceux qui avaient été les confidents et les compagnons d'armes de Marx Dormoy, et je pense tout particulièrement à nos deux camarades, les frères Ribière, qui ont été à la pointe de la reconstitution du Parti, et dont on ne dira jamais assez combien ils ont

servi, et la Résistance militaire contre Hitler, et la Résistance Socialiste, contre Pétain et contre Vichy.
(Applaudissements)
Camarades, en dehors de Marx Dormoy, notre ami Camel, de l'Ariège, a été, lui aussi, assassiné par les gens de Vichy, par ce qu'on pourrait appeler "la Gestapo française".
Et puis, il y a un ami, qui est mort à mes côtés, qui était le secrétaire de la fédération Socialiste de la Charente-Maritime, notre ami Grasset, assassiné par les miliciens, à quelques dizaines de mètres de la salle dans laquelle nous sommes réunis aujourd'hui, vers lequel va aussi notre pensée affectueuse.
Me tournant avec émotion vers notre camarade Andrée Viénot, je veux saluer la pure mémoire du premier ambassadeur à Londres du gouvernement républicain et révolutionnaire au général De Gaulle.
(Applaudissements)
Pierre Viénot, grand Socialiste, grand démocrate et grand français, qui, après avoir été persécuté par Vichy - je me souviens, n'est-ce pas Andrée, des quelques instants émouvants que j'ai passés avec lui, dans la prison de Val où il était détenu -, a été un des hommes qui ont servi avec le plus d'intelligence la cause française auprès de nos alliés. Et si aujourd'hui, trop tardivement à notre gré, le gouvernement du général De Gaulle est enfin reconnu sans réticence par nos grands Alliés, nous savons que nous le devons avant tout à Pierre Viénnot, qui a été un ambassadeur de grande classe.
(Applaudissements)
Enfin, camarades ! Vous m'en voudriez de ne pas évoquer le souvenir particulièrement émouvant de mon ami, de mon confrère, de mon frère de combat, Léon-Maurice Nordmann, membre de la Commission exécutive de la fédération de la Seine, membre du conseil d'administration du Populaire.
Léon-Maurice Nordmann, vous le savez, est tombé en héros. Vous ne connaissez peut-être pas les détails de ce procès où, face à ses bourreaux hitlériens, il a osé dire : "Je suis français, et comme tel, je me serais considéré comme un lâche si je n'avais pas été aidé de toutes les forces ceux de mes compatriotes qui, aux côtés de notre grande alliée, ont continué la lutte contre l'envahisseur. Nordmann, par son courage réfléchi, prémédité par son sang-froid à l'audience, par sa témérité même, a été au devant d'une condamnation à mort. Puis, face à ses bourreaux, en présence du peloton d'exécution, il à fait entendre une suprême et déchirante Marseillaise, dont jamais le rythme, à la fois patriotique, républicain et révolutionnaire, n'a dû paraître plus émouvant.
Ah ! Camarades, dans notre propagande, pensons toujours à Léon-Maurice Nordmann, incarnation du courage Socialiste, incarnation du patriotisme français !
(Applaudissements)
Je ne veux pas faire le tour des fédérations, ont leurs morts, toutes ont leurs victimes. Mais personne ne m'en voudra si je mentionne particulièrement le calvaire de la fédération Socialiste de la Loire-Inférieure, dont la totalité du

bureau fédéral a été fusillé ou déporté ; et j'évoque ici la pure mémoire du Secrétaire fédéral, Vinçon, et de mon ami Fourny, adjoint au maire de Nantes, avocat à Nantes, mort en héros à Châteaubriant, lui aussi en chantant la Marseillaise, ne se contentant pas de mourir héroïquement mais aidant les autres a mourir héroïquement.

Vous n'avez pas oublié non plus le calvaire, qui a été évoqué dans d'autres circonstances, de notre grand ami Brossolette ; vous savez dans quelles conditions scandaleuses Victor Basch et sa femme, président de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, militant Socialiste, ont été assassinés à Lyon. Vers eux, comme vers les victimes innombrables de la répression nazie et de la répression vichyssoise, s'élèvent aujourd'hui notre gratitude et notre reconnaissance.

Mais vous ne m'en voudrez pas non plus d'élargir le débat et de dire que nous nous inclinons avec la même piété patriotique et la même ferveur vers toutes les victimes de la guerre hitlérienne, qu'il s'agisse de Socialistes ou de "non Socialistes", tous sont tombés en français, et tous nous nous inclinons devant toutes les victimes, sans aucune exception.

Et puis, camarades, nous n'oublions pas non plus ceux qui aujourd'hui se trouvent déportés en Allemagne, victimes du Service du travail obligatoire, c'est-à-dire victimes très exactement des collaborateurs français, qui les ont livrés là-bas comme otages, victimes d'une persécution raciale qui a été la honte du nazisme et la honte de ses complices de Vichy et qui a risqué de faire retourner l'humanité en deçà de la barbarie médiévale, victimes politiques, héros de cette Résistance française qui constitue notre impérissable titre de créance morale vis-à-vis de nos grands alliés.

Je ne les énumérerai pas tous, je n'en citerai que deux, qui sont en quelque sorte des symboles. Je plains ceux des Socialistes qui ne considéreraient pas comme nous que Léon Blum est plus grand… (vifs applaudissements)… oui, Léon Blum, pour l'histoire, restera plus grand à la suite des persécutions qu'il ne l'était à l'heure de l'apothéose.

Léon Blum n'est pas seulement le qui de clairvoyant qui, dans cette salle même, dans un Congrès fumeux de 1933, avait été saisi d'une épouvante historique, en voyant certaines déviations, qui devaient conduire Monsieur Marcel Béat assez loin…

(Très bien)

Léon Blum est l'homme qui, par son attitude au procès de Riom, a donné à la Résistance tout son sens.

(Applaudissements)

Car il a démontré que la lutte pour la Libération nationale et la lutte pour la Libération démocratique ne faisaient qu'un, que le France était restée le pays de 1789 et 1792, le pays qui avait enseigné au monde l'usage de la liberté et de la démocratie et, avec ce sens de l'universel qui caractérise le génie de notre peuple, avait proclamé la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, cette charte impérissable de l'humanité politiquement affranchie.

Léon Blum, par son mépris de tout ce qui le touchait personnellement, par sa clairvoyance pour comprendre les grands intérêts de la patrie et de l'humanité, a été un très grand artisan de cette Libération nationale que nous saluons aujourd'hui. En attendant qu'il revienne, il peut être assuré qu'il est toujours présent parmi nous, fous savons ce qu'il a souffert ; non pas seulement par les persécutions dont il a été l'objet, mais par les persécutions plus lâches et abominables encore qui l'ont frappé dans ses affections les plus chères.

Et puis, camarades, je me tourne vers nos amis du Nord, vers Laurent, vers Provot, maire de Roubaix. Il y a un maire de Roubaix, Jean Lebas, qui pendant la guerre 1914-1918 avait été déporté à cause de son courage patriotique, et de son courage Socialiste. Jean Lebas, récidiviste de l'héroïsme, est aujourd'hui encore déporté dans les mêmes conditions. Nous saluons en lui le chef de la première fédération du Parti, un grand Socialiste, et un grand Français.

(Applaudissements)

Camarades, c'est parce que nous avons eu dans le Parti des hommes comme ceux que je viens d'énumérer que notre Parti Socialiste est aujourd'hui bien vivant. Il se présente devant vous épuré, rajeuni, rénové, trempé par l'épreuve qui lui a permis de discriminer les Socialistes sincères, convaincus, et les quelques arrivistes qui avaient pu se glisser parmi nous.

Aux heures les plus sombres, nous n'avons jamais désespéré de la France, nous n'avons jamais désespéré de la démocratie, nous n'avons jamais désespéré du Socialiste si nous avions cru à la victoire finale d'Hitler, même si nous avions été persuadés que l'atroce parenthèse su cours de laquelle l'histoire de France a été interrompue, avait dû durer pendant un demi-siècle, nous n'aurions jamais songé une minute à collaborer avec l'envahisseur, car la force, même la plus irrésistible n'aurait pu nous contraindre à nous déshonorer.

(Applaudissements)

Si nous avions été persuadés que nos enfants, et même nos petits enfants, auraient nécessairement connu l'esclavage nazi, eh bien dans la clandestinité, dans l'illégalité à laquelle nous étions condamnés, nous aurions au moins lancé un message pour la postérité, nous n'aurions pas laissé prescrire ces valeurs humaines auxquelles nous sommes plus que jamais passionnément attachés : l'indépendance nationale, la liberté, le sentiment de la dignité humaine. Nous aurions accompli ce que, dans le jargon juridique, on appelle des "actes interruptifs de prescription" ; nous aurions crié, pour nos arrières petits enfants : "aux pires jours de 1940, il y avait encore des Français qui affirmaient, et la permanence de la France et la permanence de la République et la permanence du Socialisme.

Nous n'avons jamais désespéré, et tandis que les prétendus réalistes s'inscrivaient dans le camp de la défaite, nous savions que l'idéal est un des éléments et la réalité. Et puis, nous savions aussi qu'il y avait de l'autre côté de la Manche, un grand peuple, fier et libre, qui était protégé par un fossé anti-tanks, la Manche, construit par la nature singulièrement plus prévoyante que nos états-majors, et nous savions que ce peuple, animé par un homme qui n'est pas

des nôtres, mais auquel nous voulons rendre hommage à cause de son courage indomptable, Winston Churchill, n'avait jamais désespéré, et qu'en luttant pour sa propre sécurité, il avait alors sauvé la civilisation.
(Vifs applaudissements)
Nous savions, car nous avions entendu l'appel du général De Gaulle, que la France avait perdu une bataille, mais qu'elle n'avait pas perdu la guerre. Nous savions que derrière l'Angleterre, des forces immenses se préparaient. Et je veux saluer ici l'indomptable patriotisme de la Russie soviétique, qui a opéré le prodigieux redressement de Stalingrad, et qui contribue aujourd'hui largement à la victoire des armées anti-hitlériennes.
(Applaudissements)
Je veux saluer la vaillante République chinoise qui depuis 1937 mène le combat que vous savez contre le Japon impérialiste et industriel.
Puis, je veux saluer la grande République sœur des États-Unis d'Amérique, dont les immenses ressources industrielles et démocratiques sont entrain de faire pencher définitivement la balance du côté du Droit et de la Liberté. Et, sans m'immiscer en rien dans la politique intérieure de l'état ami, vous me permettrez de dire avec quelle joie nous avons salué la réélection de son chef, le grand président démocrate, Roosevelt !
(Applaudissements)
Nous saluons fraternellement bien entendu tous les petits peuples alliés. Nous pensons spécialement, De Brouckère, à la Belgique, martyre mais indomptable.
(Applaudissements)
À la Belgique, dont le sort a toujours été lié au sort de la France, et que nous, Socialistes, aimons doublement, à cause de l'organisation magnifique et exemplaire de son grand Parti qui a fourni à notre internationale trois présidents successifs, Émile Vendervelde, De Brouckère, Camille Huysmans.
(Applaudissements)
Nous pensons à la Hollande, nous pensons à la Pologne, à la Pologne doublement martyre. Nous pensons à la Grèce, à la Yougoslavie, à tous les pays assortis du monde. Mais on nous permettra, sans aucun orgueil nationaliste, de célébrer aussi parmi les vaincus le peuple français, le peuple français qui n'a jamais collaboré, le peuple français qui n'a pas été à Montoire, le peuple français qui a saboté méthodiquement et patriotiquement l'œuvre abominable de trahison du gouvernement de Vichy.
Monsieur Pétain et les siens ont choisi le camp des vaincus : qu'ils y restent. Nous avons été, nous, fidèles à nos alliés. La défaite de 1940 n'a pas été une défaite de la France seule, elle a été une défaite provisoire des alliés. La victoire actuelle sera une victoire de tous les alliés, y compris le peuple français, qui n'a jamais démérité.
(Applaudissements)
Camarades, je ne veux pas oublier qu'à l'heure où je parle, si nous avons la chance d'être libérés à Paris, la guerre continue. La France n'est pas libérée. Oh, je ne dirai pas, Wagner, que l'Alsace-Lorraine est opprimée, car pour nous,

Fondation Jean Jaurès

Socialistes, il n'y a pas d'Alsace-Lorraine : l'Alsace-Lorraine est une création bismarckienne, dont la cinquième République devra, demain, éliminer jusqu'à la dernière trace !
(Applaudissements)
Il y a trois départements français, les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, qui ne sont pas encore libérés, mais qui le seront bientôt.
À l'heure où nous parlons, il est encore des Français qui tombent pour la cause de la Libération nationale, pas seulement à l'Est, mais près des grands ports de l'Atlantique, où d'héroïques FFI luttent, dans des conditions extrêmement difficiles, la supériorité d'armements étant encore provisoirement du côté des Allemands. Et puis nous savons, camarades du Nord que Dunkerque n'est toujours pas libéré ; nous savons que des alliés tombent tous les jours pour la même cause sacrée.
Aussi, aujourd'hui, dans la liberté recouvrée sans aucune contrainte gouvernementale de quelque nature que ce soit, nous avons le devoir de comprendre que toute autre préoccupation cessante, nous devons penser à la fin victorieuse la plus rapide de la guerre.
Ceci nous dicte des devoirs, je suis certain que dans ce Congrès, pas un mot ne sortira qui puisse porter atteinte à l'unité sacrée de la Résistance française.
(Applaudissements)
Nous porterons tous nos coups à Hitler, nous porterons tous nos coups à ses complices de Vichy ; mais nous disons que tous ceux qui ont été nos alliés dans la clandestinité sont aujourd'hui encore nos alliés et que nous sommes bien décidés à respecter ce pacte tacite de non-agression, qui nous unit les uns et les autres autour de la cause de l'indépendance nationale, et de la restauration de la démocratie.
Camarades, il va sans dire que c'est vers la quatrième République que nous marchons tous d'un pas allègre.
Vous savez que l'assemblée consultative provisoire, qui s'est réunie depuis avant-hier, a réélu, dans les conditions que vous me permettrez de saluer ici, comme président notre grand camarade Félix Gouin.
(Applaudissements)
Vous savez que le Socialisme est partout à l'ordre du jour, vous savez qu'on se tourne de tous côtés vers les hommes du Socialisme, et vers les solutions du Socialisme. Vous savez que nous ne sommes pas des réactionnaires qui, comme les Bourbons 1815, à travers la grande tourmente de la révolution et de l'empire, n'avaient rien appris et rien oublié.
Nous avons, au cours de la clandestinité, beaucoup appris. Nous avons un peu oublié. En ce qui concerne le Parti, j'ose dire que nous avons oublié définitivement tout ce qui, de loin ou de près, pourrait rappeler le souvenir dérisoire et quelque peu ridicule de nos anciennes luttes de tendances !
(Applaudissements)
Mais il ne s'agit pas seulement, dans l'enthousiasme de cette réunion, de faire un vœu pieux pour la solution des luttes de tendances. Il faudra que,

méthodiquement, raisonnablement, nous y parvenions les uns et les autres, en codifiant d'abord notre constitution antérieure, pour empêcher les causes même du renouvellement de ces luttes de tendances.
Et puis, en ce qui concerne le pays lui-même, nous ne voulons pas revenir à la troisième République telle qu'elle fonctionnait en 1939.
Oh ! Camarades, s'il fallait choisir entre la troisième République et Vichy, le plébiscite Socialiste comme le plébiscite français serait vite fait. Mais nous ne sommes pas des utopistes, nous savons que pendant cette période de cinq ans, notamment pendant les quatre ans d'occupation. Il y a eu dans ce pays un formidable décalage moral, intellectuel, politique, économique et social à tel point que, le voulut-on, et nous ne le désirons pas, on ne pourra pas revenir purement et simplement à ce qui fonctionnait en 1939. Le régime parlementaire lui-même doit être modifié.
Je n'ai pas le temps dans ce discours inaugural et vous exposer ses conceptions là-dessus, mais ce que je veux, c'est que nous disions avec force, dès le début de cette réunion, que ce que nous désirons de toutes nos forces, avec notre patriotisme français, avec nos sentiments démocratiques inaltérables, avec notre fidélité Socialiste, c'est faire quelque chose de nouveau, et d'abord contribuer à l'élaboration d'un gouvernement à la fois démocratique et fort.
Camarades, de ce Congrès doit sortir, pour le pays qui l'attend avec impatience, on message de liberté un message de démocratie, un message d'espérance.
C'est dans ces conditions que nous allons commencer nos travaux, et que je vais céder dans quelques minutes la parole à celui qui a été notre chef pendant la clandestinité, à notre ami Daniel Mayer, que tous nous aimions hier, et que nous aimons infiniment plus aujourd'hui, car nous l'avons vu à l'œuvre, et nous savons qu'il n'a pas été seulement l'incarnation du courage Socialiste dans les moments les plus difficiles, mais que, nul ne pouvait diriger le Parti avec plus de clairvoyance et plus d'autorité, avec plus d'intelligence que lui.
Camarades, nos débats vont commencer.
Nous allons devoir modifier quelque peu le programme initial. Nous devions donner la parole ce matin au rapporteur du regroupement de la zone sud, notre camarade Defferre, maire de Marseille, et au rapporteur au regroupement de la zone Nord, notre camarade Verdier, Secrétaire adjoint du Parti. Puis Daniel Mayer aurait pris ensuite la parole sur le rapport moral.
Cette après-midi, à l'assemblée consultative, le général De Gaulle doit faire un discours : il est évident que le Secrétaire général du Parti Socialiste, délégué à l'assemblée, devra être présent pour entendre le discours du chef du gouvernement. Dans ces conditions, d'accord avec les deux autres rapporteurs, Daniel Mayer va parler dès ce matin ; il est bien entendu que vous entendrez ensuite, et le rapport de Defferre, et le rapport de Verdier.
L'ordre au jour porte la nomination de la Commission de vérification des mandats. A-t-on des noms de camarades ?…

Voici les camarades dont on propose les noms : Florimond Lecomte (Nord), Coliette (comité zone nord), Missa (comité zone sud), Lavoquer (côtes du nord), Bach (Haute-Vienne).
Je prie ces camarades de s'occuper immédiatement de la vérification des mandats.

Matti (Rhône)

Camarades, le Rhône présente une motion préalable, dont je vais vous donner lecture, mais sur chaque table vous devez en avoir un exemplaire. La voici :
"La Commission exécutive élargie de la fédération du Rhône, réunie à Lyon le 5 novembre 1944, afin de préparer le Congrès national du Parti Socialiste, après avoir entendu le rapport sur la convocation du Congrès :
"1°) Regrette la manière dont la direction provisoire du Parti a fixé les conditions de réadmission, à savoir que tout membre du Parti en 1939 est de droit membre du Parti.
Considère que l'ancien Parti Socialiste SFIO a cessé d'exister en 1939, que seuls sont de droit membres du Parti Socialiste ceux qui ont adhéré au Parti Socialiste clandestin ou à un autre groupement de Résistance."
(Applaudissements)
Et à ceci nous ajoutons ; vous pourriez en prendre note par ce n'est pas inséré dans la motion écrite : "Ces camarades forment à l'origine les cadres du Parti. Les autres membres de l'ancien Parti doivent faire une demande de ré-adhésion.
2°) Déclare que le Congrès souverain doit fixer son ordre au jour et désigner à cette fin une Commission chargée de l'élaborer ;
Propose au Congrès d'adopter l'ordre du jour suivant :
1-Rapport sur l'activité du Parti et des Socialistes de la Résistance.
2-Rapport sur la composition, l'organisation et la structure du nouveau Parti.
3-Rapport sur la politique et l'orientation générale.
4-Rapport sur le problème de l'unité avec les autres mouvements de la Résistance.
5-Rapport sur les élections municipales et cantonales.
6-Rapport sur le Congrès national régulier.
7-Élection de la direction provisoire."
Ceci est sans commentaires, et je demande au Congrès d'adopter cette motion préalable.

Le président - Camarades, je crois qu'il est très facile de donner satisfaction à tout le monde. Daniel Mayer va parler dans son rapport de la plupart des questions soulevées par la motion préalable des camarades du Rhône. D'autre part, en ce qui concerne les conditions d'admission au parti, il est évident qu'elles seront, discutées par le Congrès, et le Congrès, suivant la loi Socialiste, respectera la volonté du suffrage universel.
Je vous demande de ne pas perdre de temps, et de m'autoriser à donner tout de suite la parole à Daniel Mayer, étant donné que la notion est renvoyée à la

Commission des résolutions, et que le camarade y siègera, bien entendu, pour faire entendre son point de vue.
Est-ce que le Congrès est d'accord ?
(Approbation)
La parole est à Daniel Mayer, Secrétaire général du Parti.

Daniel Mayer

Camarades, il y a cinq ans que nous attendons cette minute, et cependant, cette minute nous a surpris. Elle nous a surpris, et je ne vous cacherai pas mon émotion. Je ne sais pas exactement comment commencer ; je ne sais pas si je prononcerai des paroles d'allégresse, de joie, de contentement, ou au contraire, des paroles plus graves, des paroles de deuil.
Tout à l'heure, notre camarade Depreux a énuméré une série de morte, une série de camarades qui sont restés sur notre route. Sa liste était bien trop incomplète. Il vous a parlé d'un certain nombre des nôtres. Je voudrais, avec les quelques maigres renseignements que je possède, vous dire que cette liste, hélas, s'allonge chaque jour, et que nous n'avons pas à pleurer seulement ceux dont il a parlé, mais un nombre bien plus grand.
Léo Lagrange est mort à la guerre, St Martin, député du Gers, est mort à la guerre, Marx Dormoy a été assassiné, François Camel a été assassiné, Grasset a été assassiné, Léon-Maurice Nordmann a été fusillé, Vinçon a été fusillé, Fourny a été fusillé, Pierre Brossolette a été torturé, Ranier de Boulogne-Billancourt à été fusillé… (lecture de la liste)…
Je voudrais rappeler aussi le souvenir d'un certain nombre des nôtres, et plus des enfants de deux d'entre nous. Je veux parler du fils de Jules et Germaine Moch, et au fils de notre camarade Henri Ribière.
Nous n'avons pas que ces morts, nous en avons d'autres, et les Secrétaires fédéraux, chaque jour, nous envoient la liste innombrable de nos victimes.
Nous avons l'intention de publier un Livre d'or des victimes au Socialisme, des victimes de la République, des victimes de la démocratie, et de ceux qui ont combattu pour le Socialisme, la République, la démocratie, et la France ; et d'affirmer ainsi que nous n'avons jamais, à aucun moment, nous, Socialistes, dissocié la France, le Socialisme, la République et la démocratie.
Nous avons laissé sur notre route un homme, dont je voudrais aussi évoquer la mémoire, qui fût le trésorier général du Parti Socialiste clandestin, notre camarade Raoul Evrard, qui est mort le jour même où la Gestapo, dans son lit, alors qu'il agonisait, venait perquisitionner chez lui, et dont il nous a fallu faire des obsèques effroyables, chacun se demandant s'il n'allait pas être arrêté.
La fédération du Pas-de-Calais à pris l'engagement de faire à Raoul Evrard, ancien trésorier général du Parti Socialiste clandestin, des obsèques dans Lens libéré, au milieu des mineurs pour lesquels il avait travaillé toute sa vie.
Nous avons laissé sur notre route - Depreux en a parlé tout à l'heure -, le premier ambassadeur du gouvernement de la République française à Londres, notre camarade Pierre Viénot, qui est mort à la tâche.

Nous avons laissé sur notre route un membre du comité de la zone sud, notre camarade Léon Roche le seul parlementaire, de la Haute-Vienne qui dès le 10 juillet 1940, s'était dressé contre Pétain.
Je voudrais associer à ces morts de quelques noms de camarades de l'Internationale, quelques noms seulement car nous ne les connaissons pas encore tous, qui sont morts durant ces années : Robert Tanneberg (?), ancien ministre des Finances de Vienne, Kate Leichter, de la Social démocratie autrichienne, Émile Stol, ancien rédacteur du Social Democraten de Prague, Heinrich Hein de Vienne. Si… l'un des chefs du p…, suicidé en exil, tous assassinés ou torturés par la Gestapo.
Il n'y a pas que les morts qui sont absents de ce Congrès, il y à tous ceux qui sont encore en Allemagne, à la tête desquels Léon Blum, Jean Lebas, député du Nord, Jean Blondi, député de l'Oise, Eugène Thomas, député du Nord, Pierre Jondry (?), député du Rhône, Malrou, députe du Tarn, Butin député de la Dordogne, tous déportés.
Parmi les rédacteurs au Populaire, Pierre Brossolette, dont on a dit le martyre, et dont je veux saluer la présence dans cette salle, bien qu'elle n'appartienne pas aux cadres de notre Parti, de sa femme Germaine Brossolette, membre de l'assemblée consultative.
(Applaudissements)
Parmi les rédacteurs au Populaire, Jacques Grou, qui a disparu au moment où il franchissait la frontière espagnole, dont ses amis avec moi-même espèrent encore le retour, mais dont nous avons le, devoir de dire que le retour est sans doute improbable : Jean-Maurice Hermann, rédacteur au Populaire, déporté en Allemagne, Amédée Dunois, rédacteur au Populaire, déporté en Allemagne, Suzanne Buisson, rédactrice au Populaire, déportée en Allemagne.
Nous avons aussi des prisonniers, Max Lejeune, député de la Somme, qui est dans le même camp de représailles que Rosenfeld, rédacteur en chef du Populaire, et Robert Blum, fils de notre camarade Léon ; André Candel, Marcel Roche, rédacteur au Populaire.
Camarades, quand on a de telles listes, quand on les sait si incomplètes, ce n'est forcément pas par des paroles d'allégresse qu'on commence un Congrès, malgré que ce Congrès doive être un Congrès de joie, puisqu'il symbolise la Libération du pays, la libération du Socialisme, et puisqu'il est la première grande manifestation politique eu cours de laquelle nous nous retrouvons.
De cette tribune, où je vois vos visages, à vous que je connais pour la plupart, je sais bien que ce Congrès est devenu une sorte de carrefour, et qu'il y a loi à la fois des jeunes et des anciens, des femmes et des hommes, des camarades dont la destinée les a amenés, durant ces dernières armées, les uns à Londres, les autres à Alger, les autres en Suisse, tandis que quelques uns avaient le privilège de rester en France. Il n'y a pas entre nous de différences entre ces camarades, de quelque endroit qu'ils viennent. Il y a des Socialistes, qui se retrouvent, qui ont travaillé en commun, quel que soit l'endroit où ils étaient, et qui sont destinés à travailler en commun, pour le triomphe du Socialisme.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons monté de toutes pièces, en 1940-1941, un parti, un parti qui n'était pas habitué du tout à la clandestinité, qui n'avait rien préparé pour vivre dans la vie illégale, un parti qui se trouvait, mortellement divisé, qui avait un certain nombre d'hommes qui l'ont trahi, et qui se trouvait dans une situation telle qu'il n'avait pas la force de remplir la mission qu'il aurait pu remplir si les dirigeants de ce parti avaient eu le courage qu'ils n'ont pas eu. Nous nous trouvions, en 1940, devant une situation qui annonçait, qui préfigurait en quelque sorte, la décadence de la bourgeoisie.

1940 n'a pas été autre chose, pour nous, que l'abandon par la bourgeoisie des privilèges qu'elle détenait, et que l'affirmation par la classe bourgeoise qu'elle n'était pas patriote et qu'elle mettait au-dessus de l'intérêt national ses intérêts de classe.

Je voudrais vous lire une page, qui n'émane pas de nous, une page qui n'émane pas d'un Socialiste, et qui décrit beaucoup mieux qu'un Socialiste ne saurait le faire, et avec une force bien plus importante qu'elle n'aurait dans notre bouche, la société telle qu'elle se présentait à partir des années 1933-1934 : "Il faut découvrir le visage de cette bourgeoisie française, dont le jour et Gringoire ont été, pendant la crise, les porte-parole, il ne s'agit plus avec elle de soumission inconsciente.

On ne comprendra rien au comportement de cette fraction de la bourgeoisie française si on ne l'entend murmurer à mi-voix : "Plutôt Hitler que Blum."

C'est Emmanuel Mounier (?) dans là revue "Esprit", du 1er octobre 1938, qui brossait ce tableau.

Nous nous sommes trouvés en face du néant. Nous nous sommes trouvés, en 1940, en face d'une bourgeoisie qui capitulait, parce qu'elle espérait prendre sa revanche du Front populaire. Nous avons le droit et le devoir de dire que la capitulation de 1940 a été la revanche du Front populaire, la revanche ce 1944, la revanche de 1936.

(Applaudissements)

En face de cette bourgeoisie, une classe ouvrière divisée, une classe ouvrière scindée en plusieurs tronçons, deux tronçons principaux ; le tronçon Communiste dont on peut dire qu'il considérait, à cette époque, que les intérêts du pays auquel il est particulièrement attaché ne coïncidaient pas avec les intérêts de la défense nationale française, et c'est pour cette raison là qu'il n'a pas commis dès 1939 et dès 1940 comme on aurait été en droit de l'attendre de lui les actes de patriotisme glorieux qu'il commet depuis 1941.

(Applaudissements)

Un Parti Socialiste qui, peut-être, n'a pas eu suffisamment de courage, à partir des années 1938 pour se séparer, comme il aurait dû le faire, courageusement, en mettant, le fer dans la plaie, des hommes qui avaient, confondu le pacifisme et le défaitisme… (applaudissements)… et qui, sous prétexte de défendre la paie, en réalité défendaient simplement leur propre peau. Au lieu de défendre la paix avec courage, ils ne défendaient simplement qu'une sorte de peur individuelle et

personnelle. Pour la plupart d'entre eux, ils ont prouvé qu'effectivement ils manquaient surtout de courage, à partir des années 1940.
(Applaudissements)
Nous avons, à quelques-uns, tenté de reconstruire cela. Tout à l'heure, vous entendrez après moi, deux rapports, celui de Gaston Defferre au nom de la zone sud, celui de Robert Verdier au nom de la zone nord. Il faudrait peut-être que ces rapports fussent multipliés car à l'époque, vous vous souvenez peut-être qu'il y avait encore une troisième zone, que l'on appelait la "zone interdite", et que nos camarades du Nord et du Pas-de-Calais, avec un courage digne de Jean Lebas, digne de Roger Salengro, digne de Delory, se mirent à l'œuvre, alors qu'ils étaient totalement et complètement coupés du reste de la France Socialiste.
Jean Lebas, aujourd'hui déporté, faisait, à la main, des tracts qu'il allait lui-même le soir mettre dans les boîtes aux lettres de la région de Roubaix.
(Applaudissements)
Nos camarades de ce que l'on appelle "la zone nord", dont Verdier sera tout à l'heure l'interprète, se soit mis au travail comme ils ont pu, dans des conditions difficiles.
Nos camarades de la zone sud avaient une tâche qui était singulièrement différente. On ne connaissait pas l'occupation, et un certain nombre de gens pensaient que, peut-être après tout, l'Armistice avait sauvé quelques vies humaines, et qu'il ne fallait pas lutter là-bas contre la Gestapo, et contre l'occupant. Il fallait lutter contre une fraction de la population qui n'avait pas encore compris.
Aujourd'hui, où nous nous retrouvons, et où nous pouvons confronter les différentes tâches, les différentes appréhensions et les dures difficultés qui ont été les nôtres, nous nous apercevons que nos travaux ont été des travaux de natures différentes, car nous n'avions pas toujours le même adversaire, ou plus exactement, l'adversaire que nous avions avait plusieurs faces. L'adversaire que nous avions était, dans le Nord, l'Allemagne, la Gestapo, sous la forme la plus rude ; dans la partie du Nord qui n'était pas interdite, c'était la Gestapo sous une forme peut-être moins rude que dans la zone interdite, mais la Gestapo quand même ; dans le sud nous avons commencé à connaître, dès 1940, les complices de la Gestapo, ceux qui devaient former plus tard les ordres de la légion, et les ordres de la milice. Vous entendrez, par conséquent, tout à l'heure, des rapports peut-être, différents dans le ton, peut-être différents dans la forme, car la lutte, je le répète, ne revêtait pas exactement les mêmes formes. Mais j'ai le droit et le devoir de vous dire ici que, ces combats, où qu'ils aient été, et quels qu'ils fussent, avaient exactement la même acuité ; et c'est l'ensemble des militants du Parti, ce sont ces militants de masse qui n'avaient pas failli, pas démérité, qui se sont mis au travail. C'est l'ensemble des camarades du Parti auquel revient le droit et le devoir de dire : "C'est nous, et c'est nous partout, tous ensemble, qui avons reformé le Parti Socialiste, tel qu'il était formé."
(Applaudissements)

Un homme émerge au-dessus de tout cela, un homme dont la photographie est au-dessus de cette scène : Léon Blum.
Un certain nombre de gens vous poseront la question : "Après tout, Léon Blum, en 1940, il aurait peut-être pu s'en aller à Londres ?" Oui, Léon Blum aurait pu s'en aller à Londres.
J'ai en mains quelques pages des Mémoires que Léon Blum a commencé à écrire en 1940-1941, à Chaseron ou à Bourrassel. La question s'est posée, une scène s'est passée chez Vincent Auriol. Il y avait Vincent Auriol, Michel Auriol, René Blum ; il y avait surtout les moyens matériels de partir. René Blum, Michel Auriol, Vincent Auriol, ont tenu ù peu près1 à Léon Blum ce langage : "Il n'y a plus désormais qu'un souverain en France, c'est Hitler ; les gouvernements français sont condamnés à une sorte de surenchère dans l'obéissance, dans la complaisance. Cela changera un jour, par la force dos choses, et le changement sortira du fond du peuple, mais jusqu'à nouvel ordre, il en est ainsi. Bon gré, mal gré, le soi-disant gouvernement français vont s'efforcer d'implanter en France, les principes et les méthodes du régime nazi : ils auront leur Gestapo, et leurs sections d'assaut, ils passeront des exécutions personnelles aux persécutions collectives, ils frapperont les Socialistes, ils dégraderont les juifs." Vincent Auriol disait à Léon Blum : "vous êtes tout à la fois un Socialiste, un juif, et vous-même par-dessus ; le marché." Léon Blum, dans ses mémoires écrit :
"Mes amis voyaient juste, comme l'événement n'a pas tardé à le faire voir, ils avaient raison contre ce qu'ils appelaient mon optimisme.
Mais je crois que j'avais raison à mon tour quand je leur répliquais : soit, acceptons si vous voulez que ma vie ou ma liberté soit.
(Applaudissements)
(en péril ?). Comprenez bien, à votre tour : le péril que je cours n'est pas une raison de partir, mais une raison de rester. Si je partais aujourd'hui ce serait nécessairement pour prendre mon poste, comme un soldat. Dans la lutte que la Grande-Bretagne, et peut-être demain les États-Unis, vont poursuivre contre l'ennemi, quel peut être mon poste ? L'organisation ? Le conseil ? La propagande ? Quelles armes apporterai-je avec moi ? L'autorité que j'aurais pu conserver sur l'esprit d'un certain nombre de Français ? Mais je perds précisément ce qui me reste d'autorité si la France officielle peut me dénoncer comme un lâche acculé à la fuite par le sentiment de ses fautes, ou la peur du châtiment. L'interprétation qui sera forcément donnée de mon départ, et probablement acceptée par une opinion sans défense, détruira toute utilité possible de mon action.
"Il y a quelque chose de pire : je ne réussirai peut-être qu'à compromettre en m'y ralliant la cause que j'aurais voulu servir ; je ne servirai pas la cause commune, et peut-être lui nuirai-je. Je nuirai certainement à ceux de mes amis qui seront demeurés en France, et contre lesquels il sera trop facile de se retourner et d'exploiter ma conduite. Non, voyez-vous, il n'y a plus pour moi qu'un parti, qu'une voie, depuis que le gouvernement a capitulé : rester en

France, là où je suis, attendre tranquillement le danger s'il est vrai qu'il y ait danger, me tenir prêt à répondre de mes actes passés dans toute discussion publique, à la tribune de la chambre si je puis, à la barre d'une cour de justice s'il le faut, défier avec sérénité l'injustice et la haine qui s'épuise, préserver toutes les possibilités d'action en France pour le jour, peut-être prochain, où ce peuple accablé et abasourdi par le désastre, aura repris possession de lui-même. Ce jour-là, ma présence, ou si vous le voulez mon existence, retrouvera peut-être une signification.

Je dis "peut-être", parce que je n'en suis pas ; convaincu, et que je suis plutôt enclin à croire que je suis arrivé au terme de ma vie utile. Convenez que vous n'avez rien à répondre à cet argument.

Et puis, il y a quelque chose qui n'est pas un argument, car ce n'est pas de l'ordre de la raison, mais quelque chose qui répond en moi à un mouvement un instinctif et irrésistible : j'ai été, et je suis encore un homme public, j'ai dirigé les affaires de la France, c'est à dire que je l'ai représentée à ses propres yeux, aux yeux de l'étranger, je sens que je ne puis pas, à mon gré, surtout à une telle heure, rompre le lien de solidarité qui m'unit à mon pays. Je porte condamnation contre tout ce qui s'est accompli depuis une semaine et j'ai le droit de condamner. Chaque Français est juge de l'honneur de la France, de ce que l'honneur commande, de ce qu'il interdit. Je considère la France comme déshonorée, mais je ne me sens pas le droit de tirer mon épingle du jeu.

Je dois prendre ma part dans le sort commun, non seulement dans le malheur, ce qui est relativement facile, mais dans la honte."

Camarades, j'ai voulu que ce soit Léon Blum, lui-même, qui vous dise les raisons qu'il avait de rester en France. Il ajouté :

"J'eus sans doute quelques tremblements dans la voix en parlant ainsi, car Michel Auriol se leva et vint m'embrasser. Vincent Auriol et ma belle-fille n'insistèrent pas davantage."

(Vifs applaudissements)

Léon Blum est resté. Léon Blum était au procès de Riom. Le procès de Riom a été, non pas seulement une manifestation et une démonstration anti-gouvernementale, le procès de Riom a été pour le pays, et nous avons le droit de le dire sans faire de particularisme non pas parce que Léon Blum est notre guide et notre chef, mais simplement parce que c'est la réalité, le procès de Riom, grâce à Léon Blum, a été le signal du réveil républicain en France.

(Applaudissements)

Et c'est seulement à partir du procès de Riom, et à partir du moment où Léon Blum a transformé la barre, de défense en barre d'accusation et en tribune publique que la Résistance, qui existait déjà, a eu son véritable sens. On ne s'est pas battu seulement contre Hitler, on ne s'est pas battu seulement contre l'occupant et contre l'envahisseur ; mais on a compris qu'en luttant contre Hitler, on luttait en même temps contre Vichy, et qu'il ne pouvait pas y avoir de dissociation possible entre la lutte pour la patrie et la lutte pour la République.

(Applaudissements)

Et nous pouvons dire que c'est à partir de ce moment-là que la Résistance, qui se cherchait, qui se tâtait, qui ne se comprenait pas, a eu son véritable sens.
Vous pensez bien que, à côté de Léon Blum, il me faut citer le nom de ses trois défenseurs : Le Troquer, Félix Gouin, Samuel Spanien… (applaudissements)… qui ont mené, dans des conditions qui apparaissent aujourd'hui peut-être normales - mais qui leur faisaient alors risquer leur vie car à la fin de chaque déposition de chaque plaidoirie, on ne savait pas si le gouvernement de Vichy ne les ferait pas arrêter - qui ont mené la défense de Léon Blum.
Je tiens donc à associer au nom de Léon Blum les noms des trois défenseurs héroïques qui ont accepté de mener ce combat, sachant ce qu'ils encouraient.
(Applaudissements)
Nous avons tâché de faire un journal. Je vous renvoie, pour ce journal, à l'émotion que notre camarade Édouard Froment a décrite dans "Fraternité", puisqu'il a été le premier délégué à la propagande en zone sud, les feuilles que nous faisions, les feuilles que les camarades du Nord avaient faites avant nous, les petites feuilles dont Manicacci se souvient peut-être car il en à été l'un des principaux artisans dans ses locaux de Marseille, ces petites feuilles, nous avions le sentiment qu'elles avaient pour but presque exclusif de ranimer la flamme, de donner à nos camarades le sentiment qu'ils n'étaient pas seuls, que leur combat était le même, qu'il il y avait par-ci, par-là, des hommes qui avaient songé à reconstituer le Parti. Et puis nous nous sommes aperçus, au travers des rapports de nos camarades qui sont allés à Londres, et qui sont allés à Alger, que ces petites feuilles, que vous trouviez dans votre boîte aux lettres, sous votre paillasson, dans la poche de votre pardessus, avaient aussi un autre but, puisqu'à l'étranger elles étaient la voix de la France. Lorsque le Populaire clandestin arrivait à Londres, il était immédiatement photographié, multiplié, envoyé dans toutes les capitales de l'Europe et du monde. Et il nous a permis de dire à l'ensemble du monde que la France n'était pas le gouvernement de Bordeaux, ou de Vichy, que la France c'était la France de la petite feuille ronéotée, ou mal imprimée, que la France était la France du Populaire clandestin et des autres feuilles clandestines.
Nous avons fait cela, et je ne vous raconterai pas l'histoire du Parti, que mes camarades vous diront. Je n'ai au fond qu'à m'occuper ici de l'aspect politique, et j'ai par conséquent à faire une sorte décompte-rendu de mandat au nom des camarades du comité exécutif.
Camarades, nous avons fait cela après avoir pris un certain nombre de décisions.
La première décision, a été de faire place nette.
Je ne pense pas que ce Congrès discutera pendant de longues heures le cas des parlementaires, qui le 10 juillet 1940 ont voté pour Pétain. Nous sommes quelques uns qui, lorsque nous avons commencé à travailler, avons fait le serment de ne jamais nous retrouver dans le même parti que les hommes qui, le 10 juillet 1940 ont trahi avec leur mandant la confiance du peuple, la France, le Socialisme et la République.
(Applaudissements)

Nous avons pris un certain nombre de décisions de principe. Nous avons chassé, complètement et définitivement tous ceux qui avaient voté pour Pétain ; et nous avons posé qu'en principe nous reprendrions avec nous, nous lutterions avec les hommes qui ont eu le courage de voter contre Pétain.
Mais la question, je dois avoir la loyauté de le dire au Congrès, n'était pas si simple. Après avoir affirmé ces grands principes, il nous a fallu trancher cas par cas, car il y avait des hommes qui étaient sur le Massilia, il y avait des absents, il y avait des abstentionnistes, parmi ceux qui avaient voté, pour, il y en a très peu soyez rassurés, qui se sont immédiatement rachetés par leurs actes ; et parmi ceux qui avaient voté contre, il y en a un ou deux qui se sont ensuite très mal conduits. Nous avons opéré les tris nécessaires, et tout à l'heure vous aurez à désigner une Commission, qui siégera samedi, en votre nom, et qui examinera tous les cas, je dis bien, "tous les cas", de Léon Blum à Paul Faure, qui les examinera avec un souci d'équité, avec un souci de justice et avec une certaine sérénité.
Je tiens cependant à mettre en garde le Congrès contre un courant sentimental qui semble se développer dans certains départements. Après avoir condamné en bloc tous les parlementaires qui ont failli, il y a trop de Secrétaires fédéraux qui viennent me dire que le parlementaire de leur département est un très brave type.
(Applaudissements)
Il faudra que ce Congrès, après s'être mis d'accord sur les principes, reprenne parmi nous, comme je le lui demande instamment, tous ceux des parlementaires qui, ayant failli, se sont aussitôt rachetés par leurs actes. Je ne veux pas ici citer de noms, je parlerai seulement d'un seul, parce que je me suis promis il y a trois ans déjà de parler de lui : c'est dès le lendemain du vote qu'il est venu, qu'il est allé dans les imprimeries, qu'il est allé, la valise à la main, sans arrêt, refusant un poste partout, refusant absolument de faire partie de quelque comité que ce soit ; il à fait ce travail, héroïque, patient, modeste. Je dis qu'il serait injuste de ne pas reprendre ce camarade parmi nous, avec les trois ou quatre autres que nous avons repris. Mais je tiens à mettre en garde une nouvelle fois ce Congrès contre des courants sentimentaux : il faut que ce Congrès soit un Congrès d'épuration, de rénovation. Pas de courant sentimental contre ce Congrès.
(Vifs applaudissements)
Je vous demande en même temps, et le Comité exécutif vous demande, d'assimiler aux parlementaires tous ceux des membres de la Commission administrative permanente, du conseil d'administration du Populaire, du Comité national mixte des jeunesses, du Comité national des femmes Socialistes, bref de tous les organismes centraux ; et de faire en sorte que dimanche, nous puissions publier dans les journaux, la liste définitive des exclus du Parti, et que la Parti puisse continuer sa marche sans que par la suite son Congrès national soit encombré de demandes de réintégration. Vous direz que ces exclusions sont des exclusions sans appel, et que le Parti continue à travailler.
(Applaudissements)

C’est après avoir fait ce vide autour de nous - et quel grand vide ! - que nous nous sommes mis au travail.
Je ne voudrais ici citer aucun nom. Je suis quand même obligé d’en citer un, un seul. C’est vrai que je suis Secrétaire général au Parti. - La vie est remplie d’accidents de ce genre -, il y a un homme qui, le premier" tant dans la zone sud que dans la zone nord, a commencé à travailler, qui a parcouru à l’époque où il n’y avait personne, et où on ne savait pas comment vous accueillir, tous les départements du sud et tous les départements au nord. C’est lui qui est à l’origine de la reconstitution du Parti seulement comme il est trop modeste, personne ne le sait, et c’est pourquoi je le dis au Congrès : je parle d’Henri Ribière… (applaudissements)… qui ne s’est pas contenté de travailler pour le Parti, mais qui était à libération zone nord, qu’il a avec quelques camarades créé presque de toutes pièces, qui a joué un rôle extrêmement important dans les opérations militaires et dans les opérations d’organisation de parachutage et dans tout ce qui pouvait être la vie clandestine d’une organisation, qui siège au Conseil national de la Résistance au titre de cette organisation.
Camarades, j’aurais voulu aussi, peut-être parce que j’ai parfois le goût du symbole, après avoir rendu hommage aux morts, aux déportés, aux prisonniers, rendre hommage aux vivants, et à ceux qui ont fait ce travail. J’y ai pratiquement renoncé sous une forme nominale : j’avais trop de choix.
Je me suis demandé si je parlerais tout bonnement et tout simplement, dans ce Congrès où nous sommes tous des amis, pour prendre le symbole du dévouement, du travail obscur, des tâches difficiles, des difficultés sans cesse renaissantes, tout simplement de ma femme, qui n’a pas eu seulement les difficultés que nous connaissons, mais qui a eu aussi les difficultés du ravitaillement, les craintes, les angoisses, la peur et la peur cachée. J’y ai renoncé, ce serait trop nominal.
Je me suis demandé si je parlerais de cette femme, aujourd’hui déportée, qui a accepté de rester pendant une heure et demie devant un local où elle savait qu’il y avait la Gestapo, pour empêcher un camarade de s’y rendre. J’y ai renoncé : ce serait trop nominal.
Je me suis demandé si je parlerais de cette autre femme, qui porte un nom glorieux, le plus glorieux d’entre nous tous, et qui a su par son courage, sa discrétion, son abnégation, non seulement garder ce nom, mais, ce qui noms paraîtrait un miracle, y ajouter encore de la gloire. J’y ai renoncé, parce que c’était trop nominal.
Je vous parlerai de quelqu’un dont je ne sais pas le nom, dont je sais seulement que c’est un militant Socialiste. Lorsque je suis revenu de Londres, en avion, il y avait des camarades qui faisaient le balisage du terrain. Il y en a un qui s’est approché de moi et qui m’a dit :
"Vous arrivez de Londres, je vais vous demander un immense service : donnez-moi des cigarettes." Il a pour moi symbolisé le travail obscur, le dévouement de nos militants. Je ne connais pas son nom : je vous demande de rendre hommage

à ce militant anonyme, qui symbolise l'effort merveilleux de l'ensemble de nos camarades.
(Applaudissements)
Car nous n'avons pas eu seulement que des camarades qui ont travaillé à rédiger des journaux, à faire des tracts et à s'occuper de l'aspect politique.
On nous a parfois qualifiés plus ou moins d'attentistes. On nous à taxés de modérantisme. Pourquoi ? Parce que nous n'avons pas l'habitude de crier sur les toits nos faits de guerre, parce que nous vénérons avec pudeur la mémoire de nos morts, parce que nous avons plus à cœur de voir nos emprisonnés libérés que d'en faire des martyrs de notre cause.
Non ! Les Socialistes étaient partout dans le combat. Chaque fois que l'intérêt de la France l'a exigé, les ouvriers Socialistes étaient en grève. Les Socialistes ont été dans le maquis, les hommes et les femmes de France Socialistes, ont résisté à la déportation, au Service du travail obligatoire. Les femmes Socialistes ont protesté contre les rations de famine. Et je connais les cheminots, les postiers, qui sont des cheminots Socialistes et des postiers Socialistes, qui ont fait un travail de sabotage énorme et formidable
Vous, camarades, qui n'êtes pas seulement ici, la plupart du temps, des délégués des fédérations Socialistes, mais qui appartenu a dans vos régions aux mouvements de libération nationale, à combat, à libération, à franc-tireur, vous savez très bien que partout où il y avait un travail à faire, c'étaient les Socialistes qui encadraient les maquis, qui commandaient des équipes de parachutage, de réception, de distribution d'armes et de matériel.
Nous avons le droit de dire que nous n'avons, à aucun moment, été ce que l'on a appelé, pour je ne sais quelle raison spéciale, des attentistes ; partout où il y avait du travail à faire, les Socialistes étaient présents. Et si nous n'avons pas créé - j'en suis peut-être le responsable et je m'en enorgueillis de groupe particulier Socialiste, c'est parce que nous n'avons pas voulu faire de particularisme. Il y avait la France, la Résistance : nous étions tous Français, et tous résistants, et nous n'avons pas voulu dire qu'il pouvait y avoir une Résistance qui fût plus particulièrement Socialiste.
(Applaudissements)
Par conséquent, si nous ayons eu un défaut, ça aurait été le défaut de la modestie. Mais il ne faut pas, pour reprendre le mot que Maurice Culmann me disait un jour, il ne faut pas qu'il y ait une sorte de pénalité de l'abnégation.
Nous n'acceptons pas au tout les épithètes dont quelques uns veulent nous couvrir. Nous avons été dans la Résistance. Nous n'avons pas fait de particularisme dans cette Résistance, amis nous avons été partout à la pointe du combat par nos militants, par nos cadres, par notre expérience.
D'ailleurs, voulez-vous en avoir la preuve ? Lorsque la plupart des grandes cités du pays ont eu à désigner des administrateurs municipaux, - je vais en oublier, j'ai oublié Laon à la causerie que j'ai faite à la radio, et je m'en excuse auprès de Levindrey (?), Roubaix, Lille, Amiens, Arras, Nantes, Saint-Nazaire, Bordeaux, Marseille, Perpignan, Toulouse,… toutes les grandes villes de France ont mis

des Socialistes à leur tête. Ça n'est pas un effet au hasard, c'est exclusivement parce que lorsque les habitants de ces cités ont eu à choisir les meilleurs administrateurs parmi les plus courageux de leur Résistance, ils ont tout naturellement mis des Socialistes à leur tête.
Camarades, ces choses-là, nous avons le besoin, et nous avons le droit de les dire.
Et dans l'insurrection parisienne, nous avons également mené un combat qu'il est peut-être nécessaire de souligner. Dans l'insurrection parisienne, c'est encore à Henri Ribière que l'on doit que la préfecture de police de Paris et que l'hôtel de ville aient vu flotter le drapeau tricolore sur leurs toits, avant même que les Allemands aient quitté la banlieue parisienne. À la préfecture de police et à l'hôtel de ville, tous les cadres sont des membres du Parti Socialiste. Je vous dis cela, non pas par un orgueil excessif, mais je vous dis cela simplement pour que vous alliez le répéter dans vos fédérations, et pour que vos fédérations et vous n'ayez pas ce qu'Augustin Laurent appelait un jour une sorte de complexe d'infériorité. Nous ne faisons pas, sans doute, beaucoup de publicité, mais nous agissons, et nous ne trouvons pas d'ailleurs tellement bon de faire tant de publicité autour des morts, autour des fusillés, et autour des martyrs. Nous tenons simplement à faire notre travail.
(Applaudissements)
Nous ne nous sommes pas contentés, pendant la clandestinité, de travailler à la Résistance armée, mais nous avons travaillé pour l'avenir, et nous avons préparé des Commissions d'études, notre camarade, Charles Dumas, a été l'initiateur d'abord, l'animateur ensuite, de ces Commissions d'études, qui ont préparé les problèmes un l'avenir, problème de la constitution, problème de nationalisation.
C'est dans la clandestinité que nous songions à l'avenir, et je me souviens que Vincent Auriol, je crois, retour d'Alger, me disait, avec quelle émotion, qu'une société, qui n'était pas une société Socialiste, a étudié dans un groupe d'études, un rapport venant de France, sur la société des nations, et sur le sens que nous entendions donner à l'Europe et au monde de demain.
Vous ne vous en rendez peut-être pas compte, parce que vous avez fait tous ce travail, mais à l'étranger, dans le monde entier, le fait que le Parti Socialiste résistant, luttant, participant aux attaques, participant au sabotage, ait encore eu le temps, le moyen et l'esprit de travailler pour l'avenir du pays, avait des répercutions extrêmement profondes, Je crois que nous ne nous sommes pas, ici même, rendu compte de l'importance de ces travaux, et de ces travaux d'études qui prouvaient, non seulement notre foi dans l'avenir et dans la victoire, mais en même temps que nous étions nous-mêmes le Parti de l'avenir et que nous préparions le monde après la victoire.
Nous avons fait cela, et nous avons participé à la création du Conseil national de la Résistance.
Le Conseil national de la Résistance est issu des conversations que nous avons eues avec les employés du général De Gaulle, approximativement - je le dis pour l'histoire - huit mois avant la création de ce Conseil national la Résistance. C'est

dira qu'à tous moments, nous avons voulu unifier l'ensemble de la Résistance française ; nous avons voulu qu'il n'y ait qu'un seul faisceau d'énergies, affirmant l'unité de cette Résistance, et en particulier nous avons voulu que l'unité de cette Résistance se fasse autour de l'homme qui le 18 juin 1940 a incarné notre espérance et notre volonté de combattre.
(Applaudissements)
Quelle a été notre position à l'égard de De Gaulle ? Très simple. Nous qui sommes fiers d'être - et avec quelle affectueuse reconnaissance - le parti de Léon Blum, notre honneur et notre drapeau, nous n'avons pas, depuis 1940, cessé un seul instant de considérer le général De Gaulle comme le seul chef du gouvernement légitime de la France. C'est être fidèle au Socialisme et à la patrie, qu'il nous est impossible de dissocier, que vouloir la réussite de l'œuvre révolutionnaire entreprise par le Gouvernement ce la République et? Le Conseil national de la Résistance. Et c'est la raison pour laquelle, dès le début, nous avons déclaré que nous étions gaullistes.
Qu'est-ce que nous entendons par là ? Le gaullisme, pour nous, est l'incarnation de l'espérance et de la volonté des combats français. Le général De Gaulle est, pour nous, l'homme qui, le 18 juin 1940, lorsque nous avons tourné le bouton de notre appareil de radio, alors qu'il n'y avait plus en nous aucune espèce d'espérance, a ranimé la flamme qui était au fond de nous, et nous a fait comprendre qu'il était absolument nécessaire de continuer le combat.
Pour nous, le général De Gaulle est, je le répète, le seul chef au gouvernement légitime de la France, et il l'est depuis le 18 juin 1940.
(Vifs applaudissements)
Et c'est par conséquent, autour du général De Gaulle, autour au Conseil national de la Résistance, que le Parti Socialiste a travaillé, avec l'idée essentielle à utiliser ce faisceau, ce rassemblement pour des fins d'avenir.
Dès après sa constitution, nous avons proposé au Conseil national de la Résistance, un programme commun. Je ne vous dirai pas qu'il n'y avait pas dans ce programme des lacunes, qu'il n'y avait pas des imperfections, des trous. Nous avons cependant proposé un programme dont nous avons le droit de vous dire qu'il était directement inspiré, vous vous en doutez, des programmes Socialistes, programme de 1919, Cahiers de Huighens, programme du Rassemblement populaire de 1936.
Le Conseil national de la Résistance a élaboré, en tenant compte de ces textes, un programme qui n'est pas un programme Socialiste, qui est un programme ressemblant singulièrement au programme du Rassemblement populaire, avec, lui aussi, ses lacunes et ses imperfections. Mais nous tenons à dire que nous sommes associés à ce programme, à son élaboration et son exécution.
Nous tenons à dire, et nous le disons, que nous désirons que le gouvernement de la République française fasse bien totalement et complètement la programme du Conseil national de la Résistance.
Ce programme n'est pas, je le répète, totalement complet ; il ne nous plaît pas totalement et complètement. Il est, cependant. Et parce qu'il est, c'est la raison

pour laquelle le comité exécutif a estimé qu'il ne devait pas rédiger avant ce Congrès de programme Socialiste. Il n'en est pas moins que, tout en restant fidèle au programme du Conseil national de la Résistance, tout en réclamant son application, et son application rapide, le Parti Socialiste devra, sans faire de particularisme, avoir son programme propre, préparer ses mesures propres, rédiger un programme dont on pourra dire, non pas pour le jeter contre les autres, non pas pour l'opposer aux autres mais pour marquer cependant notre position, qu'il est "le programme du Parti Socialiste".

Mais je devais cette explication au Congrès. Si le comité exécutif ne vous a pas présenté jusqu'à ce jour de programme spécifiquement Socialiste, c'est parce qu'il estimait qu'il avait à l'égard du Conseil national de la Résistance un devoir de loyauté, qu'il s'était lié dans la clandestinité avec les autres organisations, partis et mouvements, et qu'il devait, par conséquent, rester fidèle au serment qu'il avait fait dans la clandestinité, pour l'élaboration, et maintenant pour l'exécution du programme du Conseil national de la Résistance. Le Congrès aura cependant à désigner une ou plusieurs Commissions d'études, qui travailleront avec les Commissions d'études du groupe Socialiste à l'assemblée, et à rédiger dans les semaines qui viendront, un programme spécifiquement Socialiste.

Le Conseil national de la Résistance groupe, vous le savez, l'ensemble des partis politiques, l'ensemble des mouvements et les deux grandes centrales syndicales. Quels sont nos rapports avec ces organisations qui sont au sein du Conseil national de la Résistance ?

Camarades, le mouvement de libération zone nord, vous vous en doutez, entretient avec nous les relations les plus amicales, les plus confiantes. Il est composé, pour la plupart, de Socialistes démocrates chrétiens, et de syndicalistes.

L'existence même de ce mouvement, et l'existence du mouvement de Libération nationale dans la zone sud qui comprend un grand nombre de nos camarades, pose une question, la question de nos rapports avec l'ensemble des mouvements de Résistance, et plus particulièrement avec ces deux grands mouvements-là.

Nous avons connu, dans la Résistance un certain nombre d'hommes, que nous mésestimions parfois avant la guerre, qui n'ont pas les mêmes conceptions philosophiques ou religieuses que nous, et qui se sont avérés comme nous, à nos côtés, courageux, patriotes, et qui sur le plan de la politique économique et sociale acceptent les solutions qui sont les solutions au Socialisme. Est-ce que nous allons déclarer que parce que ces hommes n'ont pas la même philosophie de la vie que nous, nous ne ferons pas ensemble le bout de chemin nécessaire ?

(Applaudissements)

Le Congrès devrait dire "non" à une telle question. Il est absolument nécessaire que nous ayons, - je pense en particulier aux démocrates chrétiens - avec eux des relations qui nous permettent de créer un vaste mouvement d'opinion dans le pays, et que nous disions que nous pouvons faire avec les démocrates chrétiens le bout de chemin nécessaire.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
J'ajoute tout de suite d'ailleurs que la condition qui nous permettrait de faire cela, c'est qu'il sera entendu, pour tous et pour nous en particulier, qu'à aucun moment la laïcité de l'état et l'enseignement ne pourront être remis en cause par l'état républicain.
(Vifs applaudissements)
Nous avons connu dans la Résistance des hommes qui étaient dans différents mouvements et qui auparavant n'avaient pas les mêmes conceptions économiques que nous ; à qui, il faut bien le dire aussi, la propagande de Vichy parfois a fait comprendre que le Socialisme ne pouvait pas tellement leur faire peur, à qui la situation économique a fait comprendre qu'il fallait venir vers les solutions du Socialisme.
Allons-nous, sous prétexte qu'ils étalent des adversaires d'hier, dire à ces hommes qu'ils ne pourront pas venir ?
Je pense, en particulier, à ceux qui ont été déçus par l'attitude équivoque du Parti Radical. Je pense aux militants républicains sincères, qui étaient dans le Parti Radical, et qui n'ont pas compris que ce parti ne se rénove point. Je salue d'ailleurs, la rentrée, chez nous d'un grand nombre de militants du Parti Radical, comme certains maires, et certaines municipalités au Pas-de-Calais ou de la Corse.
Nous disons que nous pouvons demain être le grand parti républicain et révolutionnaire, qui groupe autour de lui l'ensemble des républicains, et l'ensemble de ceux qui veulent faire effectivement la transformation sociale.
(Applaudissements)
Tout à l'heure, Depreux évoquait le Congrès de 1933 ; et c'est de cette tribune même que sont sortis les premiers accents qui ont conduit à ce que l'on a appelé "la mission néo". Mais nous ne pouvons pas ignorer qu'à l'Union Socialiste républicaine, il y avait en réalité deux catégories d'hommes absolument distincts. Il y avait ceux qui ont suivi Marcel Déat, Adrien Marquet ; et il y avait les amis, les condisciples et les fidèles de Pierre Renaudel. Il y avait ceux qui ont formé ensuite l'Union Socialiste républicaine.
J'ai l'impression qu'il est peut-être symbolique que de cette tribune même, nous avons le droit de dire que ces hommes ont de nouveau leur place parmi nous. Le tri s'est opéré chez eux, il y a dans l'Union Socialiste républicaine des hommes, dont je puis après tout citer les noms, cela n'indisposera sans aucun doute personne : je pense à Paul Boncour, je pense à Paul Ramadier, et je dis que des hommes comme ceux-là devraient demain, s'ils le désiraient, pouvoir reprendre dans ce grand parti républicain patriote et fraternel que nous sommes en train de créer, leur place.
(Applaudissements)
Je pense à un certain nombre d'hommes qui sont partis à ce que l'on a appelé alors dans notre jargon, la Gauche révolutionnaire, qui étaient des hommes éprouvés, veulent agir, et qui ne sont, au fond, partis que paras qu'ils ne

trouvaient pas toujours dans l'appareil du Parti Socialiste d'alors le besoin de création, de dynamisme avec lequel leur tempérament les incitait à travailler.
Je dis que, à part peut-être quelques meneurs que nous ne voudrions pas reprendre parmi nous pour des raisons la plupart du temps autres que politiques, ces jeunes hommes au caractère ardent et dynamique ont aussi leur place dans le Parti Socialiste que nous sommes entrain de créer.
(Applaudissements)
Et par conséquent, je vois dans ce parti de demain, dont le Congrès d'aujourd'hui serait la préfiguration, une sorte de grand rassemblement, à la fois républicain et révolutionnaire, groupant l'ensemble de ceux qui veulent travailler à la transformation économique et sociale, sans perdre un seul instant le souci de la notion de liberté. Nous serions en réalité ce que l'on appelait d'un mot qui a été parfois galvaudé et auquel on a donné un sens trop souvent péjoratif, nous serions la véritable "social-démocratie" c'est-à-dire ceux qui créent le Socialisme sans perdre un instant le sens de la démocratie et le sens de la liberté… (applaudissements)… et il n'y aurait dans le pays aucune autre force que la nôtre, pouvant grouper à la fois ces révolutionnaires ardents, partisans de transformations économiques et sociales profondes, et ces républicains passionnés, épris de liberté, cette liberté dont Matteotti nous disait naguère, que nous n'en connaissons le prix qu'à partir du moment où nous l'avons perdue.
Il est nécessaire que nous connaissions encore le prix de la liberté, la liberté d'ailleurs, je le dis entre parenthèses, n'est pas une chose que l'on conserve comme dans un musée. La liberté, c'est un combat de tout les instants, et c'est peut-être parce que nous n'y étions pas assez attachés, ou parce que nous pensions que nous l'avions acquise définitivement que nous n'avons pas su suffisamment pour la conserver.
Eh bien, nous pouvons être la grande organisation qui créera les conditions d'une économie dirigée dans, le cadre d'une discipline imposée par les circonstances économiques, tout en conservant les libertés politiques, les libertés publiques auxquelles chacun de nous est attaché ; et nous pouvons, par conséquent, grouper tous les français, et tous les patriotes que nous avons connus dans la Résistance et qui ont œuvré pour cela. Il y a cependant un danger. Il y a un danger à la formation d'un tel groupement, et je veux en parler ici, aussi nettement que je viens de le faire.
Il ne faut à aucun moment, dans l'esprit de qui que ce soit, sous aucune forme que ce soit, que ce grand parti, dont je viens de m'efforcer rapidement de vous désigner les contours, puisse apparaître et puisse être, dans l'esprit de qui que ce soit, comme une sorte de bloc anti-communiste… (applaudissements)… dans lequel le Socialisme jouerait une sorte de rôle d'aile marchante plus ou moins sociale.
Il n'y a, je tiens a le dire peut-être encore d'avantage pour la presse que pour les congressistes qui le savent, il n'y a dans le Parti Socialiste aucun militant qui pense, à aucun moment, qu'il pourra appartenir à un bloc anti-Communiste, quel qu'il soit, sous aucune forme.

(Vifs applaudissements)
Nous avons d'ailleurs, durant la clandestinité - car je dois aussi vous parler de cela - proposé au Parti Communiste un comité d'entente.
Nous lui disions : "Ce comité d'entente pourrait être, par exemple, c'était la période clandestine, composé de quatre membres, deux Communistes et deux Socialistes. Ce comité étudierait les problèmes de l'unité ouvrière, il en préparerait le cheminement. Et en écartant les obstacles, il siégerait, par exemple une fois par mois ; il servirait d'arbitre naturel entre les deux organisations, et il résoudrait sans doute facilement les conflits de tous ordres qui pourraient surgir entre elles à tous les échelons. Quel exemple pour, la France, et pour le monde, concluions-nous, si l'on pouvait constater un jour que, tout en restant unis dans les mouvements de Résistance et en ne négligeant rien de leur tâches patriotique, les deux partis de la classe ouvrière ont, dans la lutte, en pleine clandestinité, préparé les voles à l'unité de demain !"
Camarades, ce n'est pas notre faute à nous si la réponse à cette offre de comité d'entente a été négative. Nous regrettons la légation de cette réponse et je crois que le Congrès sera à peu près unanime pour dire, que l'offre que nous faisions alors n'est pas devenue caduque, que l'offre que nous faisions alors, nous avons le droit et le devoir de la répéter à cette tribune, publiquement, à nos camarades du Parti Communiste.
(Applaudissements)
Et cela ne signifie à aucun moment que nous acceptions de qui que ce soit des leçons, ni des de patriotisme, ni dès attaquée contre aucun des nôtres, nous voulons accepter, nous voulons penser que l'avenir du pays nécessite l'unité des deux partis de la classe-ouvrière car, quels que soient les contours et les dessins au parti de demain, nous restons le parti de la classe ouvrière et du prolétariat organisé, et à aucun moment nous ne perdrons notre visage.
Mais si nous sommes partisans de l'union entre ces deux grands partis, nous tenons à dire avec autant de force que nous n'accepterons de l'autre Parti aucune attaque contre aucun de nos militants, et qu'il nous trouvera tout entier dressé contre toutes les attaques, quelles qu'elles soient. Nous l'avons prouvé dans le Populaire, récemment, lorsqu'il s'agissait de Le Troquer, ou d'Adrienne Tixier. Nous continuerons, et nous pensons d'ailleurs que c'est le seul moyen pour que ces attaques cessent. En répondant à ces attaques, et en n'en acceptent absolument aucune, nous pensons que c'est peut-être justement le seul moyen de créer cette atmosphère fraternelle entre nous, qui est nécessaire, non seulement à la population laborieuse du pays, mais au pays tout entier.
(Applaudissements)
Nous voulons d'ailleurs que le Parti Communiste ait dans le pays sa place exacte ; et nous avons dit au général De Gaulle, lorsque nous avons évoqué avec lui la situation politique à l'égard du Parti Communiste : "pas d'exclusive, pas de favoritisme" ; aucune espèce d'exclusive contre les militants du Parti Communiste ; s'ils représentent dans certaines régions réellement une force, ils doivent avoir leur place normale, et régulière, dans tous les organismes

existants, comité départemental de Libération, comité local de Libération et autres organismes ; mais il ne faut pas non plus leur faire une place de choix s'ils ne représentent pas exactement l'opinion de leur région ; chacun a place dans la proposition, et dans la mesure à peu près exacte où l'on peut fixer cette proportion et cette mesure. Et de même, au gouvernement, nous trouvons tout à fait normal que le Parti Communiste soit représenté.

Nous aimerions simplement - et nous le disons franchement -, qu'il y ait un peu moins de contradictions entre l'attitude des ministres Communistes et l'attitude des autres organismes Communistes à l'extérieur.

(Applaudissements)

Nous-mêmes, nous sommes au gouvernement. Nous avons délégué au gouvernement trois de nos hommes. Adrien Tixier, ministre de l'Intérieur, que le Parti connaît peut-être un peu moins que les deux autres, non pas parce qu'il est un plus jeune, ou un plus récent adhérent, mais parce qu'il était à Genève, au bureau international du travail, où l'avait appelé Albert Thomas, et où l'a maintenu la confiance et d'Albert Thomas et de Léon Jouhaux, notre camarade Adrien est dans cette salle, j'aimerais que le Congrès lui dise la sympathie qu'il a pour l'œuvre extrêmement difficile qu'il entreprend au gouvernement.

(Applaudissements)

Le deuxième ministre dont je vais parler, vous le connaissez. Il n'est pas au rang des ministres, il est dans ce Congrès, parce que c'est son tempérament, au rang de la délégation de la fédération du Nord : Augustin Laurent… (applaudissements)… Augustin Laurent, membre du comité exécutif du Parti depuis sa fondation, et qui a accepté ce poste - j'en apporte le témoignage - sans savoir qu'il avait été désigné ; qui a commencé par me faire une scène, sous prétexte que j'étais responsable de cette désignation !

Le troisième, c'est Tanguy-Prigent, qui est présent ici lui aussi, naturellement.

(Applaudissements)

Tanguy-Prigent est entré au gouvernement un peu comme dans la légende. Il était dans un maquis breton. On lui a dit : "Tu es ministre." Il a répondu : "Quelle blague ! Je n'en crois pas un mot !" Il a fallu qu'un envoyé spécial du gouvernement aille le chercher pour lui confirmer la nouvelle.

Camarades, j'ai dit à la fédération au Pas-de-Calais, lorsque je suis allé à Lens il y a deux semaines, et je voudrais le répéter ici, qu'on a un peu trop, surtout à l'assemblée consultative, l'habitude d'opposer le groupe de la Résistance au groupe des parlementaires. C'est une terminologie que pour notre part nous n'acceptons pas. Tous les parlementaires du parti sont des résistants ; et je voudrais vous en fournir la preuve en vous disant ce que j'ai dit à la fédération du Pas-de-Calais.

Augustin Laurent, Tanguy Prigent, Adrien Tixier, sortant du combat, sortant du maquis, sortant de la lutte, ne sont pas des ministres qui sont sortis de je ne sais quelle boîte de bonbons enrubannée avec des faveurs bleu ciel. Les ministres Socialistes qui sont au gouvernement sont les authentiques représentants, non seulement du Parti Socialiste, mais de ce que nous ne pouvons à aucun moment

dissocier du Parti de la Résistance française, des maquis de la lutte et de la clandestinité elle-même.
(Applaudissements)
Nous pensons d'ailleurs que la représentation du Parti Socialiste au gouvernement est insuffisante ; et si nous avons discuté avec le gouvernement, ce n'est pas pour dire que nous n'acceptons pas toutes les responsabilités, mais bien au contraire, que nous n'avons pas assez de responsabilités. Si nous avions à étudier un certain nombre de dosages, comme on faisait avant la guerre, nous dirions, comme nous le pensons que la représentation Socialiste au gouvernement et plutôt insuffisante, et nous voudrions encore avoir davantage de responsabilités gouvernementales.
Il n'empêche que nous sommes, à l'égard du gouvernement où nous avons délégué trois des nôtres, totalement indépendants. Nous considérons que le Parti, soutenant le gouvernement, comme il est nécessaire, comme il le pense et comme il le doit, est cependant indépendant, à l'égard d'un certain nombre de mesures prises par le gouvernement, et nous avons pris l'habitude - et le Congrès dira sans doute qu'il faut que nous continuions à avoir de bonnes habitudes - de dire au gouvernement franchement ce que nous pensons lorsque nous estimons qu'il commet une erreur quelconque.
Nous le lui avons dit à plusieurs reprises, nous le lui avons dit lorsqu'il s'est agi, par exemple, du problème de la censure.
Nous nous sommes aperçus, un beau jour, que dans nos salles de rédaction, les censures ne se contentaient pas d'être des censures militaires, mais bien souvent des censures politiques ; et nous avons dit à Monsieur Diethelm : "faites attention, la censure doit être exclusivement militaire ; nous ne pouvons pas accepter un seul instant que le gouvernement de la République française fasse procéder à une censure politique sur la presse républicaine."
Comme cela continuait, nous avons touché à un autre problème, qui est un problème qui nous angoisse tous, et qui est le problème de l'épuration. Nous avons dit au gouvernement : "faites attention, il y a entre le gouvernement et le peuple de ce pays un écran, et cet écran demeure encore trop longtemps : il s'agit de toute cette administration vichyssoise qui est encore dans certains départements ministériels… (applaudissements)… restée à sa place. Il faut que vous preniez la résolution que Léon Blum avait prise en 1936 ; il faut que vous fassiez passer le souffle républicain dans l'ensemble des administrations de ce pays !"
(Applaudissements)
Nous le lui avons dit, et nous avons le sentiment, en le disant, que nous aidons le gouvernement, puisque nous permettons ainsi un contact, et un contact plus direct entre le gouvernement et les masses populaires.
Nous avons également marqué notre indépendance complète et totale à l'égard du gouvernement lorsque nous avons étudié le problème des milices patriotiques. Le problème des milices patriotiques a fait couler beaucoup d'entre, on en a beaucoup parlé. Le rôle au Parti Socialiste à l'égard du

problème des milices patriotiques, a été d'abord de faire comprendre que le différend qui opposait le Conseil national de la Résistance et le gouvernement de ce pays était un différent subalterne et secondaire, et qu'il ne fallait à aucun moment imaginer, et pour quelques uns espérer, au1 il, y aurait une cassure quelconque entre le gouvernement et le Conseil national de la Résistance ; car ce s'est pas vrai. On à énormément exagéré les communiqués, les polémiques, et les divers propos que l'on pouvait opposer les uns aux autres. Nous tenons à affirmer ici qu'il ne peut pas y avoir opposition entre le CNR et le gouvernement, pas plus qu'il ne peut y avoir opposition entre le CNR et le gouvernement, pas plus qu'il ne peut y avoir dualité entre le CNR et le gouvernement.

La seule autorité possible, la seule autorité raisonnable, la seule autorité souhaitable, je dirai la seule autorité légitime, c'est le gouvernement provisoire de la République française.

(Applaudissements)

Le Conseil national de la Résistance, issu de la Résistance, exprimant les pensées des militants de la Résistance, soutient le gouvernement, doit le soutenir, le conseiller, lui indiquer quel est son état d'esprit ; il ne peut à aucun moment y avoir dualité entre les deux organismes. Et pour ce qui concerne le problème des milices patriotiques, nous avons dit qu'il était nécessaire de mettre de l'ordre dans le pays et que nous ne pouvions pas accepter un certain nombre d'exagérations, un certain nombre d'exactions, un certain nombre de faits qui se déroulaient dans le pays et qui étaient d'ailleurs beaucoup plus, la plupart du temps, le fait de provocateurs que le fait de véritables patriotes.

Vous n'avez qu'à prendre des chiffres. Les patriotes, les membres des milices patriotiques, dans certaines villes, au moment de la Libération, ceux qui se sont battus, étaient 150 ou 200 : dans les mêmes villes, il y a maintenant 4 000 ou 5 000 miliciens. Il est incontestable que ce que l'on a appelé "la cinquième colonne" a tenté d'entrer dans les milices patriotiques, et c'est l'avis même des dirigeants de ces milices. Il est absolument nécessaire d'épurer là aussi, et de redonner aux milices patriotiques le rôle qu'elles doivent avoir.

Mais il est nécessaire aussi que le gouvernement comprenne la nécessité de créer ces groupes de patriotes, qui veilleront dans les usines, dans les ateliers, dans les bureaux, empêcher le sabotage d'un certain nombre de membres de la cinquième colonne ; et nous avons dit que les milices qui devraient être l'élite de la nation, et qui devraient se pénétrer de la grandeur de leur mission, ne peuvent à aucun moment être un pouvoir distinct du gouvernement, mais le pouvoir même du gouvernement. Il ne s'agit pas d'en faire je ne sais quelle organisation de police distincte de la police régulière, il s'agit d'en faire une organisation de patriotes, désireux de continuer à servir le pays, dont l'émanation suprême est le gouvernement lui-même.

Et nous pensons que ces milices sont liées intimement au gouvernement de la Résistance, comme le gouvernement de la Résistance est lié au peuple lui-même.

Camarades, lorsqu'il s'agit de ces positions, de ces positions générales, de ces positions à l'égard d'un certain nombre de problèmes, le comité exécutif, au Parti parle au nom du Parti, et vous aurez dans ce Congrès, dans les jours qui viendront, à dire s'il a eu raison, ou s'il a eu tort, de prendre sur tel et tel problème les positions qu'ils prises. Mais le gouvernement lui-même, le Conseil national de la Résistance, plus encore peut-être que le gouvernement, prennent également des positions sans avoir pu consulter, eux nos délégués, eux leurs mandants, et eux le peuple. Et c'est pourquoi nous sommes heureux de saluer cette sorte de retour à la démocratie que constitue la réunion de l'assemblée consultative, et l'annonce faite, il y a quelques semaines, par Adrien Tixier, d'élections municipales prochaines.

L'assemblée consultative s'est réunie hier. Je voudrais vous dire tout de suite ce que nous pensons de la composition de cette assemblée.

Je ne vous cacherai pas le sentiment extrêmement pénible que j'ai eu lorsqu'à l'assemblée, j'ai vu simplement dans les tribunes du public des parlementaires Socialistes résistants. Nous pensons que le gouvernement, et singulièrement le président Jeanneney, auraient été bien inspirés en écoutant les avis du Parti Socialiste, et en disant qu'on ne peut pas faire de distinction autrement qu'arbitraire entre les parlementaires résistants, et que c'est l'ensemble des parlementaires qui avaient voté contre le gouvernement Pétain qui aurait dû appartenir à l'assemblée consultative.

(Applaudissements)

Le Parti Socialiste a dit cela, il l'a répété sur tous les tons, il n'a pas été entendu. Nous le regrettons ; et nous tenons à dire à nos camarades qui n'ont pas été désignés pour être membres de l'assemblée qu'ils sont pour nous moralement et complètement des parlementaires Socialistes, au même titre que ceux qui ont eu l'heureuse fortune d'être désignés pour être membres de l'assemblée.

Nous pensons que cette assemblée a un grand devoir à remplir. Cette assemblée, elle n'est pas évidemment l'émanation du suffrage universel, elle représente cependant à peu près complètement l'ensemble de la palette politique qui peut être dans le pays. Elle représente à peu près totalement l'ensemble du pays, l'ensemble du pays républicain et patriote. Nous voudrons saluer ce que nous ne considérerons pas comme une victoire seulement du Parti Socialiste ou comme une victoire personnelle de Félix Gouin, cette élection, on peut bien dire triomphale, à la présidence de l'assemblée.

(Applaudissements)

Un certain nombre d'éléments, qui n'ont pas compris grand chose à toute la politique française, avaient tenté d'opposer les parlementaires de la Résistance, ceux qui venaient d'Alger à ceux qui venaient de France, à ceux qui étaient demeurés ici, ou à ceux qui venaient de Londres. Le vote d'hier, le nombre de voix massif sur le nom de Félix Gouin prouvent qu'il ne peut pas y avoir de telles oppositions. C'est l'ensemble de l'assemblée consultative qui a élu son président, et on ne saura plus lesquels sont arrivés à Alger ou lesquels ont eu le

privilège de rester en France ; on ne saura plus qui était parlementaire d'hier, ou qui n'est pas encore parlementaire.
L'assemblée consultative a un grand rôle à jouer, et le groupe parlementaire Socialiste – dont nous avons eu la joie de voir Vincent Auriol, le plus jeune de nous tous après Bracke peut-être, devenir le président - a un grand rôle à jouer à l'assemblée consultative. Il le jouera. Il ne se contentera pas d'étudier les problèmes de l'heure, il ne se contentera pas de provoquer de grands débats publics de politique intérieure et de politique extérieure ; il s'efforcera surtout par la noblesse de ses accents, par la grandeur de ses exposés, de rééduquer politiquement le peuple de ce pays qui, après cinq années, a perdu l'habitude de la vie publique, a perdu l'habitude de confronter loyalement le, thèses et les idées les unes aux autres. Il s'efforcera aussi, et surtout, de faire en sorte que cette assemblée naissante, et qui peut-être dans plusieurs semaines se cherchera encore, à tâtons et confusément, rejette de l'ancien Parlement toutes les mauvaises méthodes, toutes les petites querelles, tous les petits marchandages, et soit la grande éducatrice politique du pays, préfiguration de la grande assemblée constituante sur la Constitution et sur la désignation de laquelle, demain, le peuple souverain sera amené à se prononcer.
Demain, le peuple va voter. Il votera d'abord sur les élections municipales, il votera ensuite pour des élections générales ; et nous sommes saisis d'une préposition du Front national, tendant à l'établissement de listes uniques au premier tour.
Le Front National demande la tenue de larges assemblées patriotiques, convoquées dans tous les quartiers, dans toutes les villes, tous les villages du pays où l'on exposerait le programme d'action du Conseil national de la Résistance, où l'on préciserait les conditions de son adaptation aux besoins municipaux et cantonaux, et où - demande le Front National - seraient désignés les candidats composant la liste unique de la Résistance.
Il y a, dans cette proposition du Front national, deux parties distinctes. Il y a les assemblées populaires, et il y à la liste unique. Je crois que le Congrès, dans sa résolution finale ou dans une résolution annexe, pourrait rappeler au Front National que ces sortes d'assemblées patriotiques, où l'on désignerait des listes uniques de la Résistance, permettraient singulièrement aux patrons, aux hobereaux de village, de voir exactement quelle est la position de leurs ouvriers, et que, ne serait-ce que du point de vue de ces ouvriers-là et par respect pour la démocratie politique intégrale, il nous faut repousser ces assemblées de village, ces assemblées de villes, parce qu'elles ne correspondent pas à la réalité politique et à la réalité sociale du pays. Je crois qu'il nous faudra dire que nous ne pouvons pas accepter des assemblées où des agents provocateurs pourront se mêler, ou bien des hommes qui sont habitués à aller de ville en ville, l'injure aux lèvres, la menace parfois armée, à la main.
Il ne faut pas que ses assemblées aient lieu, et il faut que le retour à la démocratie se fasse par des élections simples, par des élections normales, chaque organisation désignant les candidats de son choix. Oui, liste de la Résistance

commune, oui, unité de la Résistance, mais sous deux formes qui ne sont pas les formes que l'on nous propose. La première forme devra être une liste commune au second tour, et proportionnellement aux résultats du premier tour, car la proportion dans les listes ne peut se faire que selon la volonté du suffrage universel lui-même.
(Applaudissements)
Par conséquent, il faudra que loyalement et tranquillement, chaque organisation ayant une réalité sociale dans le pays, aille au premier tour avec son drapeau, avec ses hommes, avec son particularisme.
Mais la seconde coalition est que ces élections aient lieu dans la fraternité, la loyauté et l'unité que ce soient plutôt avec les conceptions morales que les conceptions politiques qui l'emportent. C'est la probabilité intellectuelle, c'est le souci exclusif du bien public, c'est le désintéressement qui devront être l'apanage des candidats, et qui devront créer cette atmosphère et ce climat fraternel.
La véritable unité sera dans le ton de la polémique beaucoup plus que dans l'absence de polémique.
(Applaudissements)
Et pour ce qui nous concerne, nous n'avons aucune espèce de crainte à nous présenter devant le pays.
Nous nous y présenterons comme un parti qui est à la fois un ancien parti, et un parti nouveau. Nous nous y présenterons comme le Parti dont la doctrine est inchangée. Nous nous y présenterons comme le Parti qui a complètement renouvelé ses méthodes, le ton et l'accent de la propagande.
C'est Léon Blum qui a écrit que la critique Socialiste du régime actuel était devenue sous Pétain un lieu commun de rhétorique gouvernementale. C'est Léon Blum qui a écrit que le capitalisme et l'individualisme sont flétris, que la concurrence est détruite, que le système du profit est condamné, et que des dictatures arborent notre nom et se déclarent de nos formules, tout en les compromettant, comme c'était particulièrement le cas en France, de 1940 à 1944, par l'absurdité, la médiocrité ou l'hypocrisie de leurs réalisations.
Est-ce au moment où tout le monde se déclarait Socialiste, est-ce au moment où le maréchal Pétain lui-même, pour être un peu moins impopulaire qu'il ne l'était, déclarait tenir les promesses des autres, que le Socialisme ne se présenterait pas exactement avec sa doctrine, et avec son programme propre ?
Nous avons le droit, nous devons avoir l'orgueil, de dire que la doctrine Socialiste est sortie renforcée des évènements de ces dernières années, et qu'elle a trouvé confirmation et rajeunissement dans cette sorte de consentement universel qui venait au Socialisme. On a souvent sorti la formule, à mon tour je la sortirai une fois de plus, que l'hypocrisie est l'hommage que le vice rend à la vertu. Fallait-il que nous soyons vertueux tant l'hypocrisie a rendu d'hommages au Socialisme, à la doctrine, au programme Socialiste.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Oui, la doctrine du Socialisme est sortie intacte, elle est sortie confirmée. Le Socialisme, il faudra quand même que nous le disions, et le comité exécutif du Parti m'a chargé expressément de le rappeler à ce Congrès, malgré les apparences, ce n'est pas seulement un parti politique, ce n'est pas seulement le Parti qui discutait tout à l'heure, ou qui discutera demain des élections municipales, de la liste au premier tour ou au second tour du scrutin dont il se réjouit qu'il porte l'un de ses membres à la présidence de telle assemblée ; le Socialisme, c'est cela, c'est entendu, par les nécessités quotidiennes, par les nécessités de la vie parlementaire ou municipale, mais c'est beaucoup plus que cela : c'est un système de civilisation, c'est une philosophie de la vie, c'est la doctrine qui appelle tous les hommes vers un régime meilleur ; et le Socialisme ne sera pas réalisé seulement lorsque nous aurons la majorité des sièges dans telle ou telle assemblée, le Socialisme sera réalisé quand il n'y aura plus de misère dans le monde, lorsqu1 il n'y aura plus de malheureux et lorsque l'ensemble des produits du monde sera équitablement partagé entre tous les hommes.

(Applaudissements)

Le Socialisme, c'est la démocratie étendue aux rapports sociaux et organisée à l'échelle internationale.

C'est l'introduction de la justice ou de l'égalité dans la production et dans la répartition des richesses.

Le Socialisme démocratique, c'est précisément la doctrine, et vous me permettrez de le rappeler, présentement en France, la seule doctrine qui puisse combiner l'ordre économique, l'égalité sociale, avec les libertés personnelles et civiques, avec la liberté individuelle, dont nous avons été frustrés, et dont seulement maintenant nous commençons peut-être à connaître tout le prix.

Eh bien ! Un parti qui a une telle doctrine, un parti qui peut se présenter sous une telle forme, n'a aucune espèce de crainte à affronter le suffrage universel, les consultations électorales,

Mais nous savons bien que les solutions du Socialisme, les solutions que nous présentons pour l'économie de ce pays, ne seront en réalité viables, ne pourront en réalité exister, que dans la mesure où elles s'intégreront dans une économie Socialiste internationale. Et nous ne pouvons à aucun moment oublier que si même nous tentions de construire le Socialisme en France, ce Socialisme ne serait viable que dans la mesure où il s'intégrerait à l'intérieur d'une économie Socialiste internationale. C'est seulement dans la masure où le monde entier sera baigné, imprégné, de Socialisme, que l'on pourra le construire totalement et entièrement.

C'est seulement dans la mesure où nous construirons un bureau international au travail, solide et fort, que les réformes sociales que nous pourrons accomplir en France auront leur plein épanouissement.

Rappelez-vous, avant la guerre, la loi de 40 heures en France, et il fallait des années et des années pour, non pas imposer, mais seulement recommander à d'autres pays qu'ils puissent envisager avec faveur l'application de cette loi de

Fondation Jean Jaurès

40 heures dans leur propre pays, l'épanouissement de ce qui était pratiquement la négation de ces réformes sociales en France ou dans d'autres pays.
Je disais récemment à des camarades : notre internationalisme, il n'est pas seulement un internationalisme sentimental, il est l'expression bien comprise des véritables intérêts de la classe ouvrière de ce pays.
Si nous réussissions à créer un bureau international du travail qui ne se contente pas de recommandations, mais qui puisse imposer sa loi, imposer ses réformes, imposer à l'ensemble du pays les lois sociales que nous voudrions voir appliquer, alors nous n'aurons pas seulement, pris, par exemple, la défense des ouvriers japonais, en obligeant le patronat japonais à payer ces ouvriers davantage, mais par ricochet nous aurons pris la défense des ouvriers, puisque nous aurions supprimé le dumping et la venue sur le marché français d'un certain nombre d'objets vendus à bas prix.
Par conséquent, dès qu'on étudie un problème, économique ou social, on est obligé, pour trouver sa pleine solution, et pour que la population laborieuse d'un pays y trouve sa pleine satisfaction, on est obligé de venir aux solutions du Socialisme.
Il n'y a pas que le bureau international du travail qui ne doit plus seulement être un bureau de recommandations où l'on envoie des lettres affectueuses et amicales aux chefs des états pour leur demander de bien vouloir prendre en considération tel problème.
Il y a la société des nations. Et si l'on avait écouté le Parti Socialiste, depuis 1919 ou depuis 1920, - n'est-ce pas, Vincent Auriol, vous qui avez assisté au nom de notre Parti à tant de conférences internationales ? - nous avons bien le droit de dire que nous n'en serions pas là.
1933 : est-ce que la société des nations n'aurait pas dû dire à l'Allemagne : "nous n'acceptons pas que le chancelier du Reich soit le chancelier Hitler, parce que nous considérons que Hitler est un danger pour la paix" ? Il n'aurait pas dû s'agir, à aucun moment, d'un problème franco-allemand.
C'est l'ensemble des nations civilisées, c'est la société des nations toute entière, qui, au risque de pénétrer dans la politique intérieure d'un pays, aurait dû dire à l'Allemagne : "Non, nous n'acceptons pas que Hitler soit chancelier du Reich, parce qu'Hitler est un danger pour la paix."
En 1935, est-ce que vous ne croyez pas qu'une société des nations forte et puissante, aurait empêché Monsieur Pierre Laval de torpiller les sanctions contre l'Italie mussolinienne, lorsqu'elle s'est jetée sur l'Éthiopie désarmée et impuissante ?
En 1936, une société des nations puissantes aurait dû déclarer à l'Allemagne hitlérienne : "nous n'acceptons pas la remilitarisation de la Rhénanie, car la remilitarisation de la Rhénanie, c'est une atteinte à la paix, et c'est le prélude de la guerre". Et l'on pourrait multiplier les exemples les uns après les autres.
Nous avons acquis la preuve que l'on n'a pas écouté les solutions du Socialisme, et qu'il nous faudra demain créer une société des nations qui soit une société des nations forte et puissante, ayant ses moyens d'imposition de ses solutions, ayant

les moyens d'imposer à l'ensemble des nations civilisées les solutions qu'elle préconise pour le maintien de la paix.
Oui, il nous faudra une société des nations dont la souveraineté soit supérieure à chacune des souverainetés nationales.
(Applaudissements)
Il faudra d'ailleurs que cette société des nations s'occupe des problèmes économiques réels, et ne soit plus seulement un lieu de rencontre internationale ou je ne sais quelle réunion d'arbitrage. Il faudra que cette société des nations s'occupe de la répartition des matières premières, des denrées de première nécessité, des transports, des conditions de la main d'œuvre, de l'hygiène, des travaux publics, de la législation douanière, de la législation du travail, des changes, de la monnaie. Autant de problèmes à résoudre, autant de questions à résoudre.
Je tiens à dire en particulier à notre camarade de Brouckère que nous ne concevrions pas, pour ce qui nous concerne, une société des nations qui n'ait pas à côté d'elle une Internationale ouvrière Socialiste forte et puissante.
De Brouckère, lorsque vous rentrerez en Belgique, et que vous rencontrerez Camille Huysman, et nos camarades de l'Internationale, dites-leur que les vœux du Parti Socialiste français sont la recréation et la rénovation de l'Internationale ouvrière Socialiste dont l'existence est plus que jamais nécessaire.
(Applaudissements)
Vous voudrez bien, de Brouckère, dire à nos camarades de l'Internationale ouvrière Socialiste, que le Parti Socialiste français n'a pas voulu modifier son titre, et qu'il continue glorieusement et avec orgueil à s'appeler "section française de l'Internationale ouvrière".
Et que pour ce qui me concerne, lorsque je suis allé à Londres, dans la même journée, j'ai remis ou confirmé au général De Gaulle l'attachement inconditionné et complet du Parti Socialiste, à la politique d'espérance et de combat qu'il a avait commencé à mener depuis le 18 juin 1940 ; et à Camille Huysman, j'ai confirmé l'adhésion du Parti à l'Internationale ouvrière.
Il n'y avait en ce qui me concernait, ni duplicité, ni contradiction. Nous ne serions pas Socialistes si nous n'étions pas patriotes et internationalistes.
(Applaudissements)
Il nous faudra d'ailleurs étudier, en même temps que les problèmes de la société des nations, les problèmes spécifiques, des rapports entre la France et l'Allemagne.
Je n'ignore nullement la délicatesse du sujet que je commence à aborder à cette heure tardive. Je n'ignore nullement que pour l'instant tout homme revêtu d'un uniforme allemand est an ennemi que nous avons le devoir d'abattre instantanément et impitoyablement.
Mais je demande au Congrès de bien vouloir, avec sérénité, étudier les causes de la guerre et étudier les causes de la venue du nazisme et du fascisme.
Je lui demanderai, entre parenthèses, et très rapidement, de ne pas oublier le traité de Versailles, la politique de la bourgeoisie franco-anglaise à l'égard de la

République de Weimar, accordant à partir de 1933 à Hitler tout ce qu'elle avait refusé aux républicains allemands.
Je voudrais simplement dire que la France serait sage en imposant à l'Allemagne une politique qui soit d'abord l'extermination totale, complète et impitoyable, de tous les cadres du nazisme et du fascisme. Nous ne sommes pas des gens particulièrement sanguinaires, et nous ne demandons pas de passer au fil de l'épée des dizaines et des centaines de milliers d'individus. Mais, pour tout ce qui concerne les cadres du nazisme, il faudra que le monde de demain soit totalement et complètement impitoyable.
Et il faudra ensuite supprimer les privilèges des grands hobereaux de l'est, et rendre aux paysans de la Prusse orientale les terres appartenant à leurs féodaux. Il faudra faire disparaître l'esprit de caste prussien qui, régulièrement, tous les vingt ans ou tous les quarante ans, précipite l'Europe et le monde dans la guerre. Il faudra abolir les pouvoirs des grands industriels de l'ouest, par la nationalisation des mines et des entreprises sidérurgiques de la Ruhr, notamment nationaliser les grandes entreprises de produits chimiques qui sont l'essence même de la production de guerre du Reich.
Il faudra rééduquer le peuple allemand, et soumettre à un contrôle qui sera international, les manuels scolaires diffusés et distribués dans les écoles allemandes. Il faudra faire tout cela.
Mais n'avez-vous pas le sentiment que, lorsque toutes ces tâches auront été accomplies, c'est quand même et malgré tout avec le peuple allemand, qui existe, dont on ne peut nier ni l'unité, ni l'existence même c'est avec lui quand même qu'il faudra construire la société des nations ; et qu'il faudra, de gré ou de force, c'est entendu, mais qu'il faudra quand même que l'Allemagne de demain, qui sera une Allemagne populaire, une Allemagne par essence même antinazie et révolutionnaire, ait sa place dans les années qui viendront, lorsqu'elle se sera expurgée de cet esprit de caste et du nazisme, à égalité une société des nations rénovée.
(Applaudissements)
Il faudra que nous disions cela. Il faudra que le Socialisme affirme cela, et s'est en cela que le Socialisme n'aura pas changé, et qu'il aura été la section française de l'Internationale ouvrière.
Le Parti toutefois, camarades - c'est la dernière partie d'un exposé déjà trop long -, le Parti devra toutefois indiquer qu'il n'est pas le Parti d'hier et qu'il est un parti changé. Il est un parti changé, et il devra être dans sa structure et dans sa composition même.
Il est impossible que le Congrès qui s'ouvre aujourd'hui, à la fin de ses travaux désigne un organisme central, avec représentation des tendances. Il faut à toutes forces que la Congrès affirme que, pour ce qui le concerne désormais, l'organisme central du Parti sera composé des meilleurs du Parti, sans distinction de tendances.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Il faudra que le Parti affirme désormais, qu'il n'accepte plus, qu'il n'accepte pas, qu'il n'acceptera plus jamais l'existence de tendances organisées dans le Parti.
(Applaudissements)
Il faudra qu'il affirme que son organisation centrale, car vous pensez bien que tous les organismes centraux sont démissionnaires à partir de l'ouverture du Congrès, que l'organisme central qu'il désignera, élu, sur une liste, tout bonnement, sur laquelle on mettra des noms, par ordre alphabétique, et sur laquelle le Congrès souverain désignera les meilleurs. Et ce seront certainement les meilleurs, non pas les meilleurs de tel ou tel courant d'esprit, mais les meilleurs du Parti tout entier.
(Applaudissements)
Et il faudra que cette nomination, le Congrès tienne compte qu'il y a dans ce parti des hommes nouveaux, et des hommes anciens.
Il faudra que l'organisme de demain soit un brassage étroit, complet et fraternel, de ces hommes nouveaux et de ces hommes anciens.
Nous ne pouvons, à aucun moment, accepter le langage que tiennent quelques hommes de la génération, disant que la génération précédente a plus ou moins démérité en temps de guerre. Pour le Socialisme, il n'y a pas non plus de problème de race qui se pose. Il ne pourra pas y avoir une sorte de numerus clausus des anciens ou des jeunes, ou des moins jeunes, ou une sorte de numerus clausus qui se baserait sur je ne sais quelles attributions, qui ne seraient d'ailleurs que les relents de la propagande hitlérienne que nous avons trop connu.
Il faudra par conséquent que ce Congrès désigne un organisme central. Cet organisme central devra, à son tour, nommer un secrétariat. Nous vous proposons une organisation qui soit une organisation différente de l'ancienne.
Il nous faudra désigner un secrétaire aux questions de jeunesse, par exemple :
- un secrétaire chargé plus particulièrement charger de s'occuper des questions de la propagande féminine,
- un secrétaire qui devra s'occuper de la propagande tout court, de l'organisation du calendrier des réunions, et de l'organisation rapide, dans tout le pays, de larges tournées de masse, allant dire au pays ce que nous sommes, ce que nous voulons, et aussi ce que nous ne sommes pas, et ce que nous ne voulons pas être.
(Applaudissements)
Il nous faudra créer un secrétariat aux problèmes de la presse et aux problèmes des éditions.
Il faudra d'ailleurs que ce secrétariat crée à son tour une sorte d'agence Socialiste de presse, qui s'en ira immédiatement répercuter dans les fédérations l'orientation du Parti, les articles de nos camarades, les discours, la propagande et la documentation écrite que nous nous efforcerons de trouver, et qui soit le lien normal et direct entre le secrétariat du parti et les journaux, les quotidiens et les hebdomadaires, que nous allons vous aider à créer, multiple, nombreux, dans tous les coins de la France républicaine et de la France Socialiste.

Fondation Jean-Jaurès

Il nous faudra un secrétariat aux Commissions d'études, ces Commissions d'études oui devront prendre en mains tous les problèmes les uns après les autres, questions économiques, nationalisations, problèmes extérieurs, affaires étrangères… Il faut que, sur chacun des problèmes, le Parti Socialiste ait ses conditions propres. Il faut que, sur chacun de ces problèmes, le Parti Socialiste ait sa documentation, officielle c'est entendu. Mais il faut que chaque secrétaire de section soit averti par le canal du Secrétariat du Parti de tous ces problèmes, et qu'il reçoive les schémas de causeries, la propagande nécessaire, les armes qui lui permettent de répondre à nos adversaires, et plus encore de répandre partout les solutions que le Socialisme apporte à l'ensemble des problèmes qui sont posés partout.

(Applaudissements)

C'est en cela que nous sommes différents de l'ancien Parti, en ce sens que nous aurons un appareil de Parti, si vous le voulez bien, qui sera absolument distinct, dans ces méthodes de travail, dans ses méthodes de recrutement.

Mais, camarades, je voudrais terminer en vous disant qu'il nous faudrait aussi changer le ton même de notre propagande. Il faudra, si vous le préférez, et sans que je passe ici pour un pasteur anglican ou pour un quaker, que nous mettions, dans le ton de notre propagande quelques accents moraux, quelques accents de moralité nouvelle.

Il ne faut pas que nous nous contentions de faire des appels à l'adhésion individuelle, surtout là ou nous sommes puissants et où nous risquons d'avoir des gens, qui adhéreront en pensant qu'ils pourront devenir par la suite secrétaire de maire, ou balayeur municipal. Il faut que nous ayons des hommes qui comprennent que le Parti Socialiste n'est pas une sinécure, mais que le Parti Socialiste est un combat. Il faut qu'il y ait dans notre Parti des hommes qui comprennent qu'en venant au Parti ils se donnent tous entiers à lui, et que ce n'est pas le Parti qui se donne à eux.

Il faudra qu'il y ait des hommes qui comprennent qu'ils doivent être les meilleurs partout, à l'atelier, au travail, dans la vie, qu'ils doivent être partout les meilleurs, et par conséquent des modèles ; que le Socialiste, où qu'il soit, est, le qu'il le veuille ou qu'il ne le veuille pas, le drapeau du Socialisme tout entier, et que l'on juge le Parti par les actes individuels de ses militants.

(Applaudissements)

Que, par conséquent, il devra donner partout l'exemple de la liberté, l'exemple de la loyauté, l'exemple du désintéressement absolu, de la grandeur d'âme qui sont l'apanage des forces jeunes. Car nous sommes une force jeune, et il faudra qu'on le sache. Il faudra que partout nous ayons des hommes qui comprennent qu'ils sont venus à nous pour travailler, qu'ils sont venus à nous pour agir.

Camarades, au début de cet exposé qui se termine, je ne vous ai pas donné de mot d'ordre. Je n'aime pas les formules historiques. Il faudra quand même que ce Congrès comprenne qu'il ne devra pas se contenter tout à l'heure, de dire si le comité exécutif du Parti a bien ou mal agi. Il devra se donner un mot d'ordre.

Fondation Jean-Jaurès

Ce mot d'ordre ne doit pas être un petit mot d'ordre. Nous ne devrons plus faire de politique à la petite semaine. Camarades, ralliement autour du Parti Socialiste pour un seul mot d'ordre : création des États-Unis Socialistes du monde !
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, la pleine et chaude ovation que vous venez d'adresser à Daniel Mayer a été particulièrement sensible, croyez-le bien, à tous ceux qui l'ont apprécié et aimé dans la clandestinité.
Cette ovation, à travers son chef qui la méritait cent fois, nous savons que c'est au Parti et au Socialisme que vous l'avez adressée en même temps.
Je voudrais signaler la présence à cette tribune de notre camarade Graber, secrétaire du Parti Socialiste suisse dont vous savez quels ont été les sentiments et les espérances, exactement identiques aux nôtres.
(Applaudissements)
Si vous le voulez bien, nous allons lever maintenant, la séance, et fixer l'heure de la reprise de nos travaux à deux heures et demie sous la présidence de notre camarade Loncourt, député de l'Aisne qui a été pendant la clandestinité le président de notre comité nord.

Séance du jeudi 19 novembre 1944 - 2ème séance

Daniel Mayer - Je demande d'abord à notre camarade Bracke de prendre place à la tribune.
Camarade, je vous propose comme Bureau, pour la séance de cet après-midi :
-Président : notre camarade Élie Bloncourt, député de l'Aisne, président du comité central zone nord,
-Assesseurs : M. Provo, maire de Roubaix et M. Robert, secrétaire de la fédération de la Loire. Ils sont priés de prendre place à la tribune.

Le président (Élie Bloncourt)

Camarades, je déclare ouverte la deuxième séance du Congrès des cadres du Parti.
Je donne tout de suite la parole à Gaston Defferre, pour le regroupement de la zone sud.
(Applaudissements)

Gaston Defferre

Camarades, l'exposé je vous fais maintenant aurait dû, aux termes du programme qui avait été établi, être fait ce matin. Il avait, en effet, été prévu que Verdier, responsable de la zone nord, et moi-même, responsable de la zone sud, tracerions à grands traite les étapes du regroupement du Parti pendant la période clandestine, et que Daniel Mayer, partant de ces exposés qui devaient surtout vous donner un état matériel de la situation du Parti, devait faire un rapport moral pour vous indiquer quelle était la position d'ensemble du Parti.

Fondation Jean Jaurès

J’ai fais cet exposé tout de même maintenant, mais il est certain qu’il a perdu la plus grande partie de son intérêt, et que ce que je vais vous dire maintenant, après le large et magnifique exposé que vous a fait Daniel ce matin, ne sera que très peu de choses, un bref rappel du passé, et l’indication des questions qui se posent maintenant pour le Congrès, en raison des circonstances et des problèmes posés par la Libération.

Ce rapport, camarade, est l’acte de décès de la zone sud, la défaite, l’occupation, Vichy, avaient scindé le France en deux zones ; ces deux zones étaient distinctes l’une de l’autre, puisque l’une était occupée par les Allemands, alors que l’autre était sous le pouvoir de Pétain et était, en principe, dirigée par un gouvernement qui se disait Français. La Libération a supprimé ces zones, la France libérée est de nouveau unie.

Le Parti s’est regroupé. Il s’est regroupé autour de son Secrétariat général, autour de ses dirigeants, autour de son comité exécutif.

Ces zones n’existent plus, mais elles ont existé.

C’est un fait ; et les circonstances de l’occupation ont été telles que chacune de ces deux zones a eu pendant ces quatre années d’occupation des caractères particuliers, et que l’action du Parti s’est manifestée dans le Nord et dans le Sud de façons différentes. C’est pourquoi aujourd’hui, Je vous fais un rapport particulier en ce qui concerne le Sud.

Après l’Armistice, la zone nord était occupée. La situation politique était claire. Les Allemands étaient là. Les Français qui étaient sous l’Occupation ont tout de suite réagi en patriotes, ont tout de suite compris que les Allemands et Pétain étaient leurs ennemis. La zone sud, au contraire, n’était pas occupée, et Pétain, en restant en France, prétendait avoir sauvé l’honneur de la France ; prétendait gouverner en tant que Français et au nom des Français.

On nous a souvent, pendant cette première période, opposés les uns aux autres. On disait des gens du Nord qu’ils étaient des patriotes, qu’ils étaient de véritables français, dressés face à l’ennemi ; et on disait des gens du Sud qu’ils étalent plus collaborationnistes, qu’ils étaient moins patriotes, qu’ils sentaient moins la guerre, que pour eux les Allemands n’étaient pas des ennemis, comme pour ceux du Nord.

Je crois, camarades, que je dois rappeler ici, et près de trois mois après la Libération, ce qu’à été l’atmosphère de la zone sud, pour ceux qui l’ont connue en 1940- 1941 et 1942.

J’ai assisté, à Marseille, au voyage de Pétain. Je me souviens de l’enthousiasme de la foule quand Pétain a défilé dans les rues des grandes villes de France. Je me souviens de l’importance, aux yeux de certains, de ce qu’on appelait à l’époque "le mythe Pétain". J’ai vu, au mois de septembre 1944, quatre ans après, les mêmes foules qui avaient accueilli Pétain avec joie, avec enthousiasme, accueillir De Gaulle avec joie et enthousiasme aussi, avec une joie certes plus éclatante et de l’enthousiasme plus touchant pour nous, mais c’était tout de même les mêmes foules.

J’ai gardé le souvenir de ces années 1940, 1941, 1942, au cours desquelles nous avons vu se développer la Légion des combattants. J’ai gardé le souvenir de cette floraison d’insignes, aux boutonnières, pendant l’été 1941. Et vous, de la zone nord, vous n’ayez pas connu cette difficulté que nous avons connue, nous de la zone sud.

Vous aviez la Gestapo certes, vous aviez l’armée allemande ; mais vous n’aviez pas contre vous l’opinion. Nous avions contre nous l’opinion et ceux qui veulent bien jeter un regard en arrière sur ces années 1940 et 1941 se rappelleront combien notre tâche à été difficile, comment nous étions accueillis quand nous aillons faire appel à nos camarades qui nous répondaient bien souvent : "Pétain, c’est un grand Français ; il joue le double jeu, il est le sauveur de la France, il a bien fait de signer l’Armistice." Nous avons dû, nous, ceux de la zone sud, opérer un véritable redressement de l’opinion, pour expliquer aux français, à l’époque, que, malgré les succès apparents de Pétain, qui avait empêché, dit-il, l’occupation de la zone sud, qui maintenait un gouvernement français à l’époque reconnu par la plupart des puissances alliées puisqu’il y avait un ambassadeur des États-Unis et il y avait des ambassadeurs d’une grande partie des puissances du monde, ils se trompaient en suivant Pétain, que Pétain était un traître, et que la vérité était du côté de De Gaulle.

Vous écoutiez tous à l’époque la radio anglaise, et je me rappelle de la réaction, non seulement de certains Français qui n’étaient pas des camarades, mais même de certains camarades, qui se plaignaient de le propagande de cette radio, en disant qu’elle était exagéré et que les injures qui épient adressées à Pétain n’étaient pas méritées ; et c’était nous, qui avions la charge d’expliquer en France, aux français, où était la vérité.

Le Parti Socialiste, et notamment le Comité directeur de la zone sud, ont eu ce mérite, dès le début d’éclairer l’opinion ; et notre première tâche, en zone sud, a été avant tout et surtout une tâche de propagande, de devenir une tâche militaire et une tâche de combat. Il à fallu expliquer et faire comprendre, pour pouvoir entraîner les masses vers la Résistance, et à la Résistance.

Je vais vous retracer rapidement l’historique du Comité directeur de la zone sud. Je ne suis moi-même qu’un militant de la masse ; j’étais, en 1939, le secrétaire de la dixième Section de Marseille ; je ne suis plus très jeune dans le Parti, mais je n’avais jamais appartenu aux organismes dirigeants. Quand l’Armistice est intervenu, ce sont quelques camarades, comme Gouin, comme Philippe, comme Daniel Mayer, qui ont décidé, malgré la défaite, malgré la politique de Vichy, de maintenir l’existence du Parti.

J’ai lu ce matin, dans un document qui nous a été communiqué par la fédération au Rhône, que le Parti de 1939 était mort en zone sud. Nous n’avons jamais accepté de reconnaître ou de dire que le Parti était mort !

(Applaudissements)

Nous avons toujours pensé que le Parti n’était pas mort, et qu’il ne pourrait jamais. Nous avons pensé que l’appareil public du Parti, tel qu’il existait, devait disparaître, puisque la vie publique n’était pas possible, et que cet appareil

public devait se transformer en appareil clandestin ; mais que le Parti et le Socialisme restaient, demeurait, et que notre tâche était de lui donner une expression nouvelle dans la vie clandestine.
Le Comité directeur de la zone sud a été composé ; c'était, je crois, à Nîmes, que pour la première fois nos camarades se sont réunis et qu'ils ont décidé de créer cet appareil clandestin que les circonstances nous imposaient. Ce comité a d'abord été un comité restreint, qui comprenait quelques camarades en qui nous avions confiance, quelques camarades qui nous adressaient leurs directives et qui nous ont mis, au travail - il n'y a pas d'autre expression.
Ce comité a décidé de créer dans la zone sud des régions. Il peut apparaître curieux à des Socialistes que d'autres Socialistes aient eu cette espèce de respect pour les divisions administratives de Pétain ; que, au moment où l'état français créait les préfets régionaux, le Parti ait lui-même créé des régions Socialistes. Nous l'avons fait parce que nous nous sommes rendu compte que c'était nécessaire, dans la vie clandestine, de concentrer la direction, autant que possible, et qu'il y ait un certain nombre de responsables qui soient chargés de diriger l'action du Parti. Il a donc été crée plusieurs grandes régions, qui était je crois : Lyon, Clermont-Ferrand, Montluçon, Limoges, Toulouse, Montpellier, Marseille.
À la tête de chacune de ces grandes régions, a été placé un responsable régional, qui avait sous ses ordres les responsables départementaux et les responsables locaux.
Très rapidement, ces camarades se sont mis au travail, et ont reconstitué des fédérations, et les sections.
Le Comité directeur de la zone sud était, à l'époque, divisé en un Comité directeur de titulaires qui s'appelait le comité A - c'est loin déjà, cela - et un Comité directeur adjoint, qui s'appelait le comité B. Le Comité directeur A se réunissait, prenait les décisions, et communiqué ensuite ces décisions au comité B, qui n'était là que pour le cas où le Comité directeur ayant été arrêté, le comité B aurait à le remplacer ; et malheureusement, l'expérience nous a prouvé que cette suppléance était bien souvent nécessaire, puisque beaucoup d'entre nous, et j'en suis un exemple, ne sont rentrés au Comité directeur qu'à la suite de l'arrestation ou de la disparition des camarades au comité A.
Ces comités, restreints dans leurs débuts, se sont peu à peu élargis, et nous avons assisté alors à ce phénomène que nous n'avions pas connu dans la vie du Parti avant la guerre, ce phénomène qui a été double pour nous : d'une part, nous avons vu rentrer dans le Comité directeur de la zone sud un certain nombre de camarades dont je veux vous parler et qui sont venus du Nord, et un certain nombre des responsables régionaux qui faisaient le travail du Parti, et qui peu à peu sont devenus les dirigeants du Parti.
Je veux vous parler de ces camarades de la zone nord parce que, quand ils sont venus chez nous, ils y sont venus, non pas en réfugiés, mais en combattants qui, après avoir accompli leur devoir chez eux, arrêtés ou pourchassés, évadés, sont venus nous apporter leur aide et leur contribution.

Je veux citer parmi eux, avant tout autre, notre camarade Eugène Thomas.
(Applaudissements)
Vous avez tous connu Eugène Thomas, ce grand garçon sympathique, énergique, un peu trop silencieux peut-être pour nous les gens du midi qui sommes habitués à voir l'énergie se manifester plus bruyamment que ne la manifestait Thomas. Mais quelle clairvoyance ! Quelle intelligence, quelle autorité et aussi quel dévouement ! Thomas, pendant des mois, a parcouru la zone sud, sans répit ; il passait ses journées et ses nuits en chemin de fer. Au bout de dix jours, au bout de quinze jours, nous le voyions revenir à Marseille, quelquefois pale et défait, car il était resté plusieurs jours sans dormir.
Il se reposait 24 heures, 48 heures, reprenait le contact avec les camarades du Comité directeur qui étaient là, et repartait dans ses tournées. Il a ainsi visité toute la zone sud de la France, et section après section, fédération après fédération avec un dévouement absolument inlassable, il a participé largement à la reconstruction du Parti dans la zone sud.
Je veux aussi vous parler d'un de nos camarades qui est dans cette salle. Il me regarde, il a son geste familier, sa cigarette presque éteinte au bout des lèvres : c'est Augustin Laurent.
(Applaudissements)
Nous avons fait connaissance de l'équipe Augustin-Eugène. Ces deux camarades du qui sont arrivés presque en même temps dans le midi. Ces deux camarades nous ont appris comment on travaillait dans cette fédération fameuse, que nous ne connaissions que par les Congrès.
Thomas, Laurent, ont été les artisans de la reconstruction du Parti.
Après l'arrestation de Thomas, et bien qu'il soit lui-même personnellement recherché, Augustin, comme nous l'appelions à l'époque, a continué son travail inlassablement. Je lisais hier une série de rapports qui m'ont été remis par des camarades de la zone sud, ils faisaient état des Congrès clandestins qu'ils ont tenus, et je voyais fréquemment sous leur plume : "Ce Congrès était tenu sous la présidence de Augustin Laurent", qui apprenait à nos camarades, en allant les voir, en les réunissant, comment il a fallait travailler dans la clandestinité, comment il fallait organiser le Parti.
Il est aujourd'hui ministre, et je m'excuse de parler ainsi devant lui ; mais j'ai une telle amitié pour lui que je ne peux pas ne pas le faire. Il a gardé, sa modestie, sa bonhomie, sa gentillesse. Il est toujours à nos côtés, et j'espère que dans l'avenir comme dans le passé, nous pourrons, dans la zone sud compter sur des camarades comme Augustin Laurent.
(Applaudissements)
Le troisième de l'équipe était Gernez, Raymond Gernez qui, à Vichy dans un moment d'égarement, il n'y a pas d'autre mot, quand on le connaît, a voté pour, Gernez qui, comme l'a dit Daniel Mayer, est revenu immédiatement se mettra au service du Parti, et a exigé du Parti qu'on lui confie les tâches les plus ingrates, les plus dures. C'est Gernez qui a composé le Populaire clandestin de la zone sud et qui l'a composé, camarades, non pas dans une de ces imprimeries

modernes comme celle dont nous disposons maintenant, mais dans une imprimerie où l'on composait à la main, où Gernez passait une semaine entière à travailler jour et nuit, pour composer le Populaire à peine avait-il fini que, fier, heureux de son œuvre, satisfait de se dévouer pour le Parti et de courir les risques pour notre organisation, il partait pour Lyon, lourdement chargé de valises de Populaire, et il organisait la distribution.
J'ai gardé le souvenir des distributions faites dans, ces locaux, je puis bien dire "ces locaux", puisqu'il a fallu déménager tant de fois, quand Gernez, après avoir convoqué lui-même les camarades qui devaient venir chercher le journal, leur remettait à chacun son paquet. Il leur serrait la main en leur souhaitant bonne chance, en leur disait "au mois prochain". Il savait pourtant que le mois prochain, tous ne reviendraient pas.
Il savait que, chaque fois, certains d'entre eux seraient arrêtés, mais il leur donnait courage par son attitude et son calme.
Nous devons beaucoup à Gernez dans la zone sud, et je tenais à le dire.
Je veux parler également de Juste, et d'Émilienne Évrard. J'ai fait à l'époque la connaissance de Juste et d'Émilienne Évrard ; ils habitaient à Lyon, dans une rue qui porte un nom que j'ai porté moi aussi dans la Résistance dans la rue Denfert ; ils avaient là un appartement modeste, car il était difficile de trouver des logements. Mais cet appartement modeste était l'endroit le plus réconfortant et le plus agréable de Lyon. À quelque heure que ce soit, on y trouvait les camarades du Parti ; on y trouvait Émilienne entrain de faire la cuisine pour tous ceux qui venaient là, prête à donner le peu de provisions qu'elle avait, à ceux des camarades qui, souvent, fatigués par un long voyage, faisaient une étape à Lyon.
Juste et Émilienne ont travaillé avec nous. Ils ont fait partie de cette équipe du Nord qui est venue renforcer les camarades du Sua. À eux aussi notre reconnaissance s'adresse, parce qu'eux aussi, avec tous les autres, la méritent.
(Applaudissements)
Il faut aussi que Je voue parle de nos camarades responsables régionaux.
Il existait un Comité directeur de la zone sud. Ce Comité directeur a été l'âme du Parti dans la zone sud ; mais il a trouvé force, il a trouvé appui dans les responsables régionaux. Ce sont les camarades qui étalent à la tête de chacune des grandes. Régions qui avaient pour mission d'appliquer les décisions prises par le comité de la zone sud. C'est sur leurs épaules que reposait la vie du Parti. Ce sont eux qui étaient au rapport avec les responsables départementaux avec les responsables locaux ; ce sont eux qui, chaque mois, une fois leur travail fait, revenaient vers le Comité directeur, pour rendre compte, et prendre de nouvelles instructions ; ce sont eux qui ont constitué, pendant toute cette période, l'armature au Parti.
Je pourrais en citer beaucoup. Je ne veux citer que quelques uns d'entre eux, qui maintenant sont en prison. Je puis vous parler de Bourdoumieu, je puis vous parler de Nasse, par exemple, qui étaient nos camarades de Toulouse. Nous sommes du midi, à Marseille, mais nos camarades de Toulouse sont certes encore davantage du midi que nous ; ils ont peut-être plus de générosité que

nous en avons, plus de gaieté que nous en avons ; et c'est à des camarades comme Bourdoumieu, qui réunissait les camarades responsables dans l'arrière-boutique de sa pharmacie, au mépris du danger qu'il courait, que nous devons avoir connu cette gaieté de la période clandestine.
Bourdoumieu était un garçon admirable. Je l'ai vu, la veille du jour où il a quitté Toulouse. Un de ses amis l'avait fait appeler car il avait su qu'il allait être arrêté ; et Bourdoumieu ne voulait pas partir, il a fallu que quelques camarades et moi nous allions le voir et nous l'obligions presque à quitter sa ville, parce qu'il voulait rester à son poste pour continuer à combattre pour le Parti.
L'action qui a été menée par le comité de la zone sud a porté, comme en zone nord, sur les différentes activités du Parti. Mais, avant de vous en parler, ce que je veux vous dire, c'est quelles étaient les méthodes de travail, et l'atmosphère de ce comité de la zone sud.
On a quelquefois opposé le comité de la zone nord et le comité de la zone sud. Ce n'est pas parce qu'aujourd'hui, je suis le secrétaire de la zone sud, ou parce que j'ai été le secrétaire de la zone sud jusqu'à ce matin, que je veux vanter les qualités de ce comité ; il n'a pas été créé par moi, et je n'y suis rentré qu'alors que la besogne était déjà largement avancée.
Mais ce qu'il faut que vous sachiez, camarades, c'est que ce comité dé la zone sud a été un exemple de discipline et de travail, pendant près de quatre ans, ceci surprendra peut-être les Socialistes, nous n'avons jamais voté au comité de la zone sud ; nous avons toujours été d'accord, sur toutes les décisions à prendre. Nous les avons toujours prises à l'unanimité, et exécutées dans le même esprit.
Chaque mois, on se réunissait, chacun venait rendre compte de son travail ; on discutait, on prenait des décisions, et on repartait. Ces décisions s'imposaient de façon, telle qu'il n'y a pas eu le moindre désaccord.
Notre travail, comme je vous l'ai dit, a consisté d'abord à organiser la propagande dans cette zone infestée par la propagande de Pétain. Le populaire national est sorti le premier ; ensuite une série de journaux clandestins, journaux régionaux, ont vu le jour. Nous avons connu le Populaire du sud-est de Toulouse, le Populaire du centre de Limoges ; nous avons connu enfin ce journal régional pour Marseille : "l'Espoir", l'Espoir, qui parait à Marseille maintenant sous le titre du Populaire du Sud-est, mais dans le titre a été repris par plusieurs journaux du parti, à Toulouse, à Nice en particulier. Et il m'a semblé apercevoir ce matin, sur la table de nos camarades du Nord ou du Pas-de-Calais, un journal qui s'appelle également "l'Espoir".
Ce titre, camarades, qui est né dans la clandestinité, nous sommes fiers que d'autres camarades l'aient maintenant adopté dans la vie publique. Nous en sommes fiers, non seulement parce que c'est nous, les camarades de Marseille qui l'avons choisi, mais parce que nous l'avons choisi encore une fois d'accord avec tous nos camarades de l'époque ; et j'ai encore le souvenir des conversations que nous avions, Augustin Laurent et moi, au moment où il fallait choisir ce titre, et si aujourd'hui les camarades du Nord l'ont adopté de nouveau,

c’est peut-être un peu parce qu’Augustin depuis déjà près de deux ans en avait eu l’idée.
Nous avons poursuivi le travail du Parti organisant toutes sortes de manifestations. Le 14 juillet 1941 a été pour nous l’occasion d’une manifestation qui n’a pas été une manifestation d’une grande ampleur, certes, qui n’a pas été une manifestation éclatante ; mais tout de même nous avons pu, pendant la nuit du 13 au 14 juillet, couvrir les murs de nos villes de papillons que nous avait distribués le comité directeur ; et le lendemain, si les manifestants n’étaient pas nombreux, en avait tout de même senti, dans la zone sud, qu’il existait encore un Parti Socialiste, et que le souvenir de la République n’était pas mort.
Nous avons manifesté à différentes occasions, et nous avons surtout manifesté le 14 juillet 1942. Tous les camarades de la zone sud qui sont ici ont certainement gardé le souvenir de cette manifestation du 14 juillet 1942. Vous étiez occupés, dans la zone nord, vous n’avez pas pu manifester comme nous ; mais nous, nous sommes, dans les grandes villes, et même dans les villages, trouvés ce jour-là dans la rue, réunis comme nous l’étions en 1936.
Dans une grande ville comme Marseille, plusieurs centaines de manifestants étaient groupés dans le centre de la ville. Nous avons là, d’un instant à l’autre, retrouvé des milliers de camarades avec qui nous avions perdu le contact. La police était littéralement débordée et n’osait même pas résister au flot des manifestants ; la foule acclamait De Gaulle, elle huait Pétain, elle huait Laval. On a eu, en zone sud, le 14 juillet 1948, le sentiment que quand les français, même désarmés, voulaient se dresser face à la tyrannie, ils pouvaient remporter la victoire.
Je pense que c’est dans ces manifestations du 14 juillet 1942 que les foules françaises de la zone Sud ont puisé l’énergie qui leur a permis au mois d’août 1944 de faire l’insurrection, de renverser les Allemands et de remporter la victoire.
(Applaudissements)
Nous ne nous sommes pas contentés de ces manifestations de rue, de cette action de propagande ; nous avons fait aussi de l’action directe. Dans bien des villes de France, alors que le Parti n’était pas organisé comme un mouvement de Résistance, nous avions constitué des groupes d’action ; nous avons fait des sabotages, nous avons fait des attentats, nous avons participé à ce que nos camarades de la Résistance appelaient "l’action directe, l’action immédiate". Les Socialistes étaient dans le combat, et si je voulais vous énumérer aujourd’hui les exploits qu’ils ont accomplis, il faudrait que je vous lise une longue liste de faits divers, qui ont bien souvent coûté la vie et la liberté aux Socialistes. Nous avons, dès le début de 1941, établi entre le Parti et Londres, un contact permanent. Grâce à une organisation de Résistance qui était dirigée par nos amis, nous avons pu permettre à notre ami Félix Gouin de communiquer avec le général De Gaulle.
Je viens de prononcer le nom de Félix Gouin. Il est évident que, pour un marseillais, parler de Félix Gouin, c’est parler d’un être cher, et qu’il n’est peut-

être pas de raison pour que ce soit moi qui rende hommage à Gouin ; mais je ne peux pas tout de même passer sous silence l'attitude courageuse, l'attitude intelligente et clairvoyante de Gouin, pendant les premiers jours de le défaite, et pendant les premiers jours du régime de Pétain.
C'est Gouin qui est venu, nous chercher, les uns après les autres. C'est Gouin qui après avoir démissionné de sa mairie, après avoir eu des incidents violents, l'administration de Vichy, est venu à Marseille, dans son bureau connu de la police, pour nous regrouper, nous exhorter au travail. C'est Gouin qui nous a expliqué quel devait être le sens de notre action, la forme de notre combat. C'est à lui que dans la région marseillaise, nous devons ce que nous sommes aujourd'hui. C'est Gouin qui a sauvé l'honneur des parlementaires Socialistes dans cette région. C'est Gouin qui a fait ce travail, c'est à Gouin que va maintenant la reconnaissance des gens des Bouches-du-Rhône, et de ceux du midi.
En 1943, les Allemands sont arrivés. Nous nous sommes demandé, pendant quelques jours, quelle serait la réaction de la population ; et nous nous sommes aperçus que ces gens du midi, que ces gens de la zone sud, dont on avait pensé qu'ils ne seraient peut-être pas de taille à tenir face aux Allemands, acceptaient l'occupation avec un sang froid et un courage merveilleux.
L'organisation du Parti ne s'est trouvée en rien affaiblie. Elle a, au contraire, été renforcée par la présence de l'ennemi sur notre sol. Le Comité directeur de la zone sud a décidé de poursuivre son action, et tous les membres du Parti ont poursuivi leur travail comme si les Allemands n'étaient pas là.
C'est à ce moment-là que le Comité directeur de la zone sud, qui avait déjà eu des contacts avec celui de la zone nord, a décidé d'unir les deux zones. Le comité exécutif a alors vu le jour. C'est Augustin Laurent qui a eu l'initiative de cette unification des deux zones, qui a proposé la création du comité exécutif.
Il a été composé, comme vous l'a dit Daniel Mayer, par quatre camarades du comité de la zone sud, quatre camarades du comité de la zone nord, et par notre camarade Le Troquer, qui était à l'époque notre représentant au Conseil national de la Résistance. Nous étions 9 - et quand je dis "nous étions", je dis une chose qui n'est pas tout à fait exacte, puisque je n'y étais pas. À cette époque, je n'étais encore que du comité sud, mais nous suivions, dans le comité sud, avec une attention passionnée du travail du comité exécutif qui nous dictait notre ligne de conduite.
Daniel est parti pour Londres, Je m'excuse de t'appeler aussi familièrement, Daniel, mais nous avons pris, dans la clandestinité, l'habitude de nous appeler par ne prénoms, et j'ai beaucoup de peine maintenant à dire "Daniel Mayer", comme j'ai beaucoup de peine à dire "Augustin Laurent" ; et c'est aussi, certes, pour des raisons d'amitié.
Daniel, donc, est parti pour Londres. Il est revenu de Londres, il nous a fait un compte-rendu de son voyage, il avait fait là-bas du bon travail. Le comité exécutif s'appuyant sur les résultats de ce voyage, puis sur l'expérience acquise dans chacune des deux zones, a pris en mains les destinées du Parti.

Au mois de septembre 1943, il a fallu envoyer à Alger les représentants du Parti à l'assemblée consultative. J'ai gardé le souvenir du moment où ces désignations ont été faites. Chacun de ceux à qui l'on proposait de partir résistait à s'en aller, parce qu'il voulait rester en France et à son poste de combat. Quand on a proposé à Juste, à Le Troquer, quand on a proposé à Froment, de partir, ils ont dit qu'ils préféraient rester en France, pour poursuivre le combat qui avait été engagé. Mais leur devoir était de s'en aller, l'intérêt du Parti était d'être représenté par eux, et ils sont partis pour Londres. J'ai eu la chance, à l'époque, d'être envoyé moi-même en mission à Londres, et à Alger, pour un mois ; et j'ai vu là-bas nos camarades.

J'étais à Londres avec Le Troquer. Il est arrivé là-bas après un voyage difficile. Il a fait un court séjour dans ce qu'en appelait le "patriotic school" ; et je le vois encore sortant furieux de ce stage qu'on imposait aux Français qui arrivaient en Angleterre. Mais, quelques minutes après, sa bonne humeur était revenue, et il a étonné nos amis de là-bas par son entrain, par sa gaieté et par son courage.

(Applaudissements)

Au moment où je revenais en France, jetais sur un aérodrome d'Angleterre, revenant d'Algérie. J'ai rencontré Vincent Auriol, Froment et Juste Évrard, qui eux, partaient pour l'Algérie, je me souviens de ce qu'ils m'ont dit tous les jours. Tous les trois, au moment de quitter l'Angleterre, au moment de s'engager définitivement dans la voie qui devait les amener à Alger à rester hors de France, pendant une longue période, hésitaient encore. Ils m'ont dit leur regret de ne plus être avec les camarades de France. Ils m'ont chargé de dire à nos camarades que, quoi qu'il arrive, ils resteraient près d'eux, et ils nous ont prouvé que, bien qu'étant loin de nous, ils étaient restés fidèles au Parti. Et je veux, au nom du Comité directeur de la zone sud, les remercier du travail qu'ils ont fait pour le Parti à Alger, pendant cette période qui, si elle a été dure pour nous, a été certes je crois, dure pour eux aussi.

(Applaudissements)

À partir du début de 1944, le comité exécutif a siégé de façon presque permanente à paris. La Résistance avait pris, à ce moment-là, une allure toute différente de celle qu'elle avait eue au début, en zone sud, au début, la Résistance était représentée en dehors des partis politiques, par ces mouvements que vous avez tous connus, et que l'on appelait à l'époque le MUR.

La situation du Parti en face des MUR, il ne faut pas craindre de le dire maintenant, a été quelquefois difficile. Nos camarades du mouvement de Résistance, avec qui nous avons maintenant les meilleurs rapports, considéraient à cette époque qu'ils étaient les seuls résistants. Il y avait, en zone sud, du fait de la propagande de Vichy, un esprit impolitique, anti-politique. J'ai gardé le souvenir des difficultés que nous avons rencontrées quand nous avons annoncé la reconstitution du Parti. On ne nous approuvait pas, et les mêmes hommes qui sont maintenant nos amis, qui ont maintenant compris qu'il était nécessaire de donner un certain sens politique à la Résistance, nous reprochaient à l'époque, la reconstitution du Parti et prétendaient à eux seuls représenter la Résistance.

Il a fallu toute la patience, toute la volonté de ceux de nos camarades qui étaient à l'époque les dirigeants du Parti, pour faire admettre que le Parti, lui aussi, avait sa place dans la Résistance, et que le Parti, lui aussi, pouvait prétendre parler au nom de la France.
Et quand on jette un regard en arrière, on mesure le chemin parcouru. Quand on voit la place qu'occupe maintenant la Parti dans notre pays, en se rend compte des progrès qui ont été faits, depuis l'époque où, à Lyon nous avons reçu un envoyé du général De Gaulle. Vous vous rappelez sans doute du voyage qu'avait fait en France, en novembre 1942, un des envoyés du général De Gaulle, qui était venu se présenter à nous sous le nom de Marnier, qui ne connaissait pas la reconstitution du Parti Socialiste, et qui aurait été enclin à en contester l'utilité, à l'époque, nous avions de la peine à nous faire entendre. Nous sommes maintenant de nouveau un grand Parti, parce que nous avons su nous battre.
Je crois qu'il n'est pas mauvais de se rappeler des instants difficiles, pour mesurer le chemin que nous avons parcouru, et pour nous rendre compte de la force et de notre Parti, et de la place qu'il doit tenir dans l'existence politique au pays.
(Applaudissements)
Pendant cette année 1944, la Résistance avait pris à la base un tour militaire. Les maquis étaient organisés, les corps francs étaient organisés. L'AS se transformait peu à peu en FFI, mais à la à la tête, à Paris, ceux qui dirigeaient la Résistance, s'occupaient en même temps que d'action militaire, d'action politique.
C'est à cette époque que s'est située l'action essentielle du Parti sur la Résistance. C'est en 1944 et par les contacts qui ont existé entre ceux qui cornent le Conseil national de la Résistance, et qui étaient à la tête des différentes organisations et à la tête du Parti, que nous avons pu expliquer à nos camarades quel était le sens et le but de notre action.
C'est pendant cette année 1944, que nous sommes arrivés à nous mettre d'accord sur de qui a été appelé le programme d'action de la Résistance, et sont je crois qu'il faudrait maintenant, en ce moment, reparler un peu.
Pendent cette année 1944, nous avons eu au Parti à nous occuper de la constitution des comités départementaux de la Libération. On a cherché à évincer le Parti de ce qu'on appelait les noyaux actifs des comités départementaux de la Libération. Nous avons dit au comité exécutif, au comité Sud, et au comité Nord, nous battre littéralement, à plusieurs reprises, pour obtenir que le Parti soit admis dans les noyaux actifs des comités départementaux de la Libération. Je me rappelle les séances que nous avons eues avec ceux qui représentaient les mouvements de la Résistance, et avec le Front National. On nous contestait le droit de siéger dans ces comités départementaux de la Libération ; on prétendait que si nous avions un appareil clandestin, nous n'avions pas combattu assez pour avoir le droit de siéger dans ces comités.
En zone sud, nous avons eu des difficultés surtout avec le Front National, il ne faut pas craindre de le dire maintenant, puisque maintenant nos rapports sont

bons, et que j'espère que dans l'avenir ils seront meilleurs encore. Nous avons eu des difficultés avec le Front National qui s'était constitué an zone sud, en septembre 1943 seulement, et qui prétendait imposer sa volonté à ceux qui étaient dans la Résistance, bien souvent depuis le mois de juin 1940.
(Applaudissements)
Nous avons dû, dans certains cas, aller jusqu'à l'arbitrage, devant ce qu'on appelait la "Commission centrale du CNR", pour imposer, dans des régions comme Montpellier ou comme Marseille, où le Parti est fort, où le Parti est puissant, où il est même l'une des puissances les mieux établies, pour imposer à ceux qui prétendaient que nous n'y avions pas droit, la présence du Parti dans ces comités départementaux de la Libération.
Je crois que nous avons eu raison d'engager la lutte sur ce terrain. Les comités départementaux Libération ont joué un grand rôle, au moment de l'insurrection, et après l'insurrection. Il était nécessaire que le Parti figure dans ces comités départementaux la Libération, et l'action qu'il y a menée depuis prouve que la place de nos camarades était dans ces comités.
Les mois de juin et de juillet ont été des mois particulièrement critiques pour la zone sud.
Le 6 juin, le débarquement a eu lieu en Normandie. Les forces alliées nous avaient annoncé un certain nombre de messages qui devaient nous indiquer le moment où nous devions passer à l'attaque ; les messages ont été transmis, et dès le 7 et le 8 juin, dans beaucoup de régions de la zone sud, nos camarades sont passés à l'attaque, c'est-à-dire qu'ils ont cru que le moment était venu de livrer le combat aux Allemands. Malheureusement, il était encore trop tôt, et c'est ce qui explique les pertes que nous avons subies à ce moment-là ; et c'est ce qui explique peut-être aussi qu'il ait fallu, pendant le mois de juillet, et pendant le mois d'août, faire un dur travail pour reconstituer les équipes qui avaient été détruites au mois de juin.
Je veux, à propos de cette période, et puisque je suis marseillais, vous ne m'en voudrez pas de le faire, vous parler un peu de la forme qu'a prise l'action dans la région de Marseille.
Nous avions à Marseille, dès 1940-1941, organisé le Parti sous la forme de groupes de combat. Mes amis, Trompette et Manigade, qui sont dans cette salle, ont, dès cette période, organisé des dizaines, qui étaient chacune commandées par un camarade responsable.
Ces dizaines ont fait, pendant les années 1941, 1942, 1943, de l'action de sabotage, ont fait des attentats, ont fait de la véritable action militaire. Nous avions décidé, pour le moment du débarquement, de constituer de véritables équipes de combat, sous la forme de maquis organisé dans la proche banlieue de Marseille. Le 6 juin, nous avions organisé un maquis dans un lieu dit "de la Sainte baume". Ce maquis est passé à l'attaque. Mes camarades, qui étaient peu nombreux, ont tué an grand nombre d'Allemands, ont fait plusieurs blessés ; nous avons eu nous-mêmes des tués et des blessés. Mais les Socialistes avaient combattu, et quand, entre le 6 juin et le 15 août, il a fallu discuter des modalités

de la Libération et de la prise du pouvoir, l'action militaire de nos camarades, qui s'étaient battus contre les Allemands, a pesé dans la balance, et nous avons pu obtenir des avantages que nous n'aurions certainement jamais obtenus si nos camarades ne s'étaient pas battus comme il l'ont fait.
Pour le 15 août, noms avions constitué deux équipes, qui, aux environs de Marseille, et ce que nous avons appelé de ce nom peu sympathique "les milices Socialistes", dans la villa de Marseille. Ces milices Socialistes ont participé à l'insurrection, et j'ai la fierté de vous dire aujourd'hui qu'elles ont remporté dans notre grande ville une victoire magnifique.
Nous avons fait, à Marseille, en tant que Socialistes seulement, plus de 3.000 prisonniers allemands. Nous avons pris dos canons, nous avons pris des camions et des armes de toutes sortes. Le Parti Socialiste est la formation combattante qui a remporté la plus grande victoire de la région de Marseille. Aucun parti, aucun mouvement de Résistance ne peut aligner un bilan de victoire comparable à celui du Parti Socialiste à Marseille.
(Applaudissements)
Daniel vous a parlé ce matin de l'insurrection parisienne. Je puis dire un mot de la Marseillaise.
Nous étions dans la rue avec les camarades, et je peux vous dire que quand nous sommes passés à l'attaque, nous n'étions pas très rassurés. Le 19 août, à la demande du Parti Socialiste, le comité départemental de la Libération a décidé d'attaquer les Allemands le 21 août. L'état-major FFI interrogé nous a déclaré qu'il disposait de 480 hommes, dont certains étaient armés avec des fusils de chasse. Il y avait en plus nos camarades des Socialistes, et nos camarades des maquis Socialistes.
Les Allemands disposaient de 12 à 14 000 hommes ; l'armée française était à 25 ou 30 kilomètres de Marseille, et il était impossible d'avoir des nouvelles précises.
Le dimanche soir, quand la décision a été prise définitivement, et que chacun de nous a rejoint son refuge, sachant que le lendemain la bataille serait livrée, nous avions le cœur un peu serré, en nous demandant si nous n'avions pas pris là une trop grave ou surtout trop rapide responsabilité, et si nous n'allions pas lancer nos camarades au massacre ; si nous n'allions pas ainsi faire tuer tous ceux qui jusqu'à maintenant avaient représenté la jeunesse, la forêt, l'avenir, non seulement de notre ville, mais aussi de notre Parti.
Le lundi matin, nous sommes passés à l'attaque. Le lundi après-midi, la ville était littéralement hérissée de barricades, et les camions allemands qui voulaient circuler d'un point à un autre se heurtaient à nos camarades, qui, après les avoir attaqués, blessés ou tués, les désarmaient, s'emparant ainsi des armes qu'ils pouvaient retourner contre l'ennemi.
Cette insurrection a été notre récompense, pendant quatre ans, nous avions été pourchassé ; nous étions obligés de fuir devant l'ennemi ; nous ne pouvions jamais faire face, nous n'avions pas les armes, nous n'avions pas les moyens de riposter aux Allemands. Brusquement, d'un jour à l'autre, d'une heure à l'autre

même, nous avons pu nous trouver face à face avec nos ennemis, nous avons pu enfin nous venger de ces quatre ans d'oppression et de torture, et nous avons compris enfin ce que c'était que de regagner sa liberté en combattant un ennemi qui campe sur votre sol.
(Applaudissements)
L'insurrection a duré deux jours. Le mardi matin, les Allemands ne circulaient plus dans les rues de Marseille. Le mardi soir, le consul allemand que nous détenions à la préfecture, a téléphoné au général allemand qui nous a offert de nous laisser la ville si bous acceptions de laisser partir ses troupes. L'armée française n'était pas là encore, et nous ne savions pas encore où elle était ; l'armée allemande était puissante et nous étions encore peu nombreux et mal armés. Nous avons répondu au général que nous voulions une capitulation sans condition, mais que nous n'accepterions pas de traiter avec lui. Et la bataille a repris son cours. Le mercredi matin, les troupes françaises sont et si nous avons été heureux et fiers de voir des Français rentrer dans notre ville pour parachever sa délivrance, je dois dire que nous avons été surpris, parce que nous pensions que la victoire était définitivement acquise, quand nous avons vu ces troupes avancer avec prudence, elles pensaient trouver une ville dans laquelle on se battait encore, alors que les Allemands n'étaient plus dans les rues de Marseille, alors qu'ils étaient réfugiés dans quelques points d'appui d'où l'armée française les a enfin chassés.
L'insurrection finie, la question s'est posée pour nous de savoir ce que nous ferions de nos troupes combattantes. Nos camarades du Front National, nos camarades des FFI, nos camarades Communistes, tous ceux qui commandaient les milices patriotiques, tous ceux qui commandaient les diverses formations armées, ont maintenu leurs hommes en armes ; certains même ont poursuivi le recrutement.
Je vous ai dit tout à l'heure que quand nous sommes passés à l'attaque, nous étions 430, plus les Socialistes, c'est-à-dire en tout peut-être un millier. Nous nous sommes retrouvés, huit jours après l'insurrection, près de 10 000 qui se disaient les combattants de l'insurrection, qui n'étaient en réalité que les derniers venus, que ceux qui s'étant emparé d'un brassard, ou d'une mitraillette, sans s'être battus, profitaient de l'insurrection.
(Applaudissements)
L'insurrection a peut-être été trop courte. Il aurait peut-être fallu qu'elle dure dix jours, quinze jours, pour que chacun ait eu le temps d'apaiser sa soif de vengeance. L'insurrection n'a peut-être pas été assez sanglante pour que chacun ait eu le temps d'apaiser son envie je se battre. Mais l'insurrection était finie, et nous avons pensé, nous, les Socialistes, que les Allemands n'étaient plus là, que sous n'avions pas le droit de maintenir la ville en état d'insurrection. Nous avons donc demandé à nos camarades de reprendre le travail ; nous avons demandé à ceux d'entre eux qui étaient les plus jeunes, qui étaient les plus ardents, de s'engager dans l'armée régulière.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons formé un bataillon. Ce bataillon est maintenant à Belfort, où il se bat. Nous avons eu de ses nouvelles, nous savons que plusieurs de nos camarades ont déjà été blessée, certains ont été tués, mais nous sommes fiers de penser que le drapeau des Socialistes marseillais flotte maintenant sur le front de Belfort, et que nos camarades se battent avec les Allemands, que bientôt ils envahiront le territoire allemand.
(Applaudissements)
Cette question - et je ne peux le faire que très rapidement - m'amène à vous dire un mot de la situation des milices patriotiques dans la zone sud.
Les milices patriotiques, comme l'a dit Daniel ce matin, ont fait couler beaucoup d'encre. Je crois personnellement qu'il n'y a pas lieu de s'affoler le moins du monde, et que la question est d'ores et déjà réglée. Mais il faut tout de même que certaines précisions soient apportées.
Les milices patriotiques ont été créées suivant une décision du CNR qui remonte à cet hiver, elles ont été créées sur le papier, elles ont combattu pendant l'insurrection, certes, mais elles se sont développées, sinon surtout, tout au moins en grande partie après l'insurrection. C'est après l'insurrection que nous avons vu dans la zone sud s'enfler les effectifs des milices patriotiques, et nous avons vu, dans des villes comme Marseille, rentrer dans ces milices patriotiques des hommes qui, quelques jours avant, étaient encore nos ennemis. Nous y avons vu des PPF, des sabianistes, ceux qu'à Marseille nous appelions les "gangsters", et qui dans certains cas étaient au service de la Gestapo, revêtir un brassard et prendre une mitraillette. Nous avons alors dit à nos camarades que si l'on voulait faire l'épuration dans le pays, il fallait commencer par être capable de faire sa propre épuration, et que tant que nous ne donnerions pas l'exemple, nous ne pourrions pas demander aux autres de faire eux aussi leur épuration.
Ces milices patriotiques, on a dit qu'on en ferait maintenant une garde civique ; on a dit qu'il était nécessaire qu'elles restent sous les armes, pour combattre une certaine cinquième colonne qui menaçait encore la vie et la liberté des Français. Je pense, personnellement, que dans un pays comme la France, dans un pays démocratique où l'on a toujours eu le goût de la liberté, il n'est pas nécessaire qu'il existe une armée, qu'il existe une garde, qu'il existe une police, supplémentaires, ou auxiliaires. Je pense que si le gouvernement fait son devoir, si le gouvernement sait gouverner il n'est pas nécessaire qu'il y ait, à côté de lui, ou en dehors de lui, une force qui, si elle n'est pas une force gouvernementale risque de devenir une force antigouvernementale.
(Applaudissements)
Cette question m'amène à vous dire un mot de ce que nous pensons, dans la zone sud, de la position du gouvernement, et de lia position des partis politiques et des mouvements de Résistance par rapport au gouvernement.
Depuis le mois d'août 1944, on assiste à ce phénomène étrange qu'alors que ce gouvernement est notre gouvernement, que c'est le gouvernement que nous avons voulu, que c'est un gouvernement qui comprend dans son sein les représentants de chacune des organisations, ce gouvernement est critiqué sans

cesse, ce gouvernement est harcelé sans cesse par les reproches de ceux mêmes qui sont représentés dans le Conseil des ministres.
Nous pensons, nous, que si le gouvernement veut faire son devoir, il peut faire son devoir, et qu'il ne nous appartient pas de le critiquer par l'extérieur, par notre presse, dans nos réunions publiques ; mais qu'il nous appartient de demander à nos ministres, qui sont dans le gouvernement, d'appliquer les réformes qui ont été prévues dans le programme d'action du Conseil national de la Résistance.
Est-ce que nous voulons, oui ou non, que ce gouvernement gouverne, et qu'il fasse les grandes réformes que nous attendons ? Est-ce que vous pensez que c'est en critiquant le gouvernement, en lui faisant sans cesse des reproches, en ayant vis-à-vis de lui une attitude de défiance, que nous lui donnerons la force nécessaire pour réaliser ses grandes réformes ?
Est-ce que vous pensez, oui ou non, que ce gouvernement est notre gouvernement ? Ou est-ce que vous pensez que ce gouvernement est un gouvernement qui nous a été imposé ? Dans ce cas, il faut le dire ; mais il ne suffit pas de le dire dans les réunions publiques, ou dans des journaux, il faut le dire dans nos organisations et demander à nos ministres de guider ce gouvernement.
Il faut que nous soyons logiques avec nous-mêmes. Ou nous avons confiance dans les hommes que nous avons placés dans ce gouvernement, et dans et cas nous devons les soutenir. On nous n'avons pas confiance en eux, et dans ce cas, nous devons leur demander de quitter le gouvernement pour qu'il en soit constitué un autre, en qui nous aurons confiance.
(Applaudissements)
Et puis, il y a autre chose. Au mois d'août 1944, les gens de la Résistance étaient populaires en France. Quand nous nous promenions avec un brassard, ou un insigne, ou quand au début nous nous promenions avec une arme, nous étions applaudis dans les rues. Les femmes, les enfants, nous sautaient au cou, mes camarades de Marseille en ont gardé le souvenir. Maintenant, la Résistance a perdu une partie de son crédit, la Résistance, en prenant cette position anti-gouvernementale, s'est un peu coupée de l'opinion, toutes les erreurs, tous les abus qui ont pu être commis par ce qui n'était pas la Résistance, est mis au compte de la Résistance ; et depuis que le gouvernement a pris une position de fermeté, une position d'autorité, on cherche à dresser la Résistance contre le gouvernement. Ne croyez-vous pas, camarades, que nous devons, au contraire, établir une union étroite entre la Résistance, d'une part, et le gouvernement d'autre part, et que notre chance de réussite, c'est que ce gouvernement soit le gouvernement de la Résistance, et que le gouvernement et la Résistance travaillent ensemble pour réussir l'œuvre qui a été entreprise ?
J'aurais voulu vous parler d'autres questions, j'aurais voulu vous parler notamment de la position du CNR par rapport au gouvernement, j'aurais voulu vous parler de la question de la liste unique, mais je me rends compte, camarades, qu'il vaut mieux, pour cela, attendre que le débat soit ouvert sur ces

de fond. Je me contenterai donc de m'expliquer sur les questions qui intéressent particulièrement la zone sud, sur celles qui, en zone sud, avaient un caractère particulier - et c'est pourquoi je vais céder maintenant la parole à notre camarade verdier. J'ai tenu tout de même à faire cet exposé de la situation de la zone sud, pour vous dire quelle avait été notre action, quelles avaient été nos difficultés, et pour vous dire que maintenant la Libération étant un fait accompli, il n'existe plus de zone nord et de zone sud : il n'existe plus qu'un seul Parti Socialiste, pour lequel, dans la zone sud comme, j'en suis sûr, dans la zone nord, nous voulons travailler.
Nous voulons travailler pour que notre Parti soit un grand parti, pour qu'il soit demain le Parti de la France, le Parti qui conduira notre pays vers un avenir meilleur, vers un avenir de progrès politique, économique et social.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole à Robert Verdier, pour son rapport sur le regroupement dans la zone nord.

Robert Verdier

Camarades, à mon tour, après Gaston Defferre, je vous retracer une partie de l'histoire de la reconstitution du Parti Socialiste. Je vais vous faire l'histoire de la zone nord pendant l'occupation allemande.
Il se trouve précisément que ce premier rassemblement, ce rassemblement libre et légal, des cadres des fédérations Socialistes, a lieu dans le palais de la mutualité, c'est-à-dire dans le ressort de la cinquième section de la fédération de la Seine, et c'est-à-dire aussi non loin de la place Maubert où, dans la semaine qui a précédé la libération de Paris, de véritables exploits ont été accomplis. Et on peut bien dire que si ces exploits ont été réussis, si des camions allemands, si des voitures allemandes, ont été arrêtés et pris d'assaut, si même des chars ont pu être immobilisés, on le doit pour une très grande part à des camarades de la cinquième section du Parti Socialiste, qui avaient organisé au sein du mouvement libération zone nord, des groupe de combat.
Et ces camarades de la cinquième section ne se sont pas contentés de réussir ces quelques exploits, ils ont aussi, par des coups de main audacieux, réussi à soulager considérablement la défense de l'hôtel de ville et de la préfecture de police qui, vous le savez, pendant cette semaine glorieuse ont été le centre des combats les plus âpres. Et je puis dire aussi que ce sont certains camarades de la cinquième section, certains camarades dont on ne parle guère, parce que leur modestie égale leur courage, qui ont supporté pendant longtemps, et on peut dire aussi jusqu'à la fin, jusqu'à la Libération, le plus grand poids de toute notre organisation clandestine de la zone nord. Et c'est pourquoi je voudrais que nous profitions de cette circonstance et de ce hasard heureux pour que le Secrétariat général du Parti, et avec lui le Congrès tout entier, exprime à ces camarades la reconnaissance qu'ils méritent.

Fondation Jean-Jaurès

Je crois aussi que c'est de la cinquième section qu'est parti le regroupement des forces Socialistes dans la zone nord. Je sais bien qu'il est difficile de dire où et quand on a commencé à reformer le Parti Socialiste, et nous ne sommes pas ici d'ailleurs pour dresser un palmarès, et savoir qui mérite la première placé ; mais tout de même, je veux rappeler qu'à l'heure où tout semblait désorganisé, où beaucoup désespéraient, où de nombreux militants de la fédération de la Seine, parce qu'ils étaient trop connue, parce qu'ils couraient loi de trop grands dangers, avaient été obligés de partir dans la zone sud, ou à l'étranger, ce sont quelques camarades de la cinquième section qui ont commencé à se regrouper, et qui ont eu l'idée d'essayer de donner au Parti Socialiste, dans la zone nord, une structure organique clandestine.

Oui, ce sont des camarades comme Paul Coliette, comme Angousset, et avec eux comme Élie Bloncourt, qui ont organisé les premières réunions clandestines, réunions qui naturellement ont d'abord été ce qu'on appelle parfois avec mépris des "parlottes", réunions où il a fallu prendre contact, savoir quel était l'état d'esprit de tous les militants qu'on pouvait rencontrer, mais réunions qui sont devenues assez vite l'embryon d'une organisation plus solide et plus vaste.

Naturellement, ces premiers efforts n'auraient pas abouti s'ils n'avaient trouvé partout des concours dévoués et puissants.

Je disais tout à l'heure qu'il était difficile de savoir quelle section, quelle fédération, avait été la première à se remettre au travail, et je suis persuadé qu'en effet on ne peut pas le faire, parce que, voyez-vous, pour ceux d'entre nous qui se rappellent ce que nous avons fait à ce moment-là, on se souvient très bien que si l'on pouvait avoir l'impression que les cadres, certains cadres parlementaires surtout, avaient complètement failli à leur mission, la masse, la très grandi masse des militants Socialistes des fédérations était restée parfaitement saine et parfaitement fidèle au Socialisme.

Partout, avant même d'avoir reçu des mots d'ordre, avant même d'avoir le sentiment qu'il y avait dans l'illégalité une organisation Socialiste, des camarades se sont regroupés, et ont commencé à agir spontanément. Et c'est ce qui vous explique qu'assez vite ce petit noyau qui s'était réuni dans la cinquième section, et qui comprenait avec les hommes que j'ai cités tout à l'heure un autre camarade qui est aujourd'hui déporté car il a payé de sa liberté le courage dont il a fait preuve, je veux dire Amédée Dunois… (applaudissements)… ce petit noyau a pu très vite se transformer en ce qu'on a appelé par la suite le comité d'action Socialiste de la zone nord.

La plus grande difficulté à laquelle le comité d'action Socialiste s'est d'abord heurté à été de rétablir des contacts avec la province. On l'a rappelé ce matin, en zone nord, outre la présence de l'occupant, et toutes les difficultés que cela comportait pour notre action clandestine, nous nous sommes heurtés à un autre obstacle. La zone nord était partagée, elle aussi, et comprenait la zone dite interdite, qui isolait de nous un certain nombre de départements où il nous était difficile d'avoir accès, départements qui étaient précisément, par le rôle qu'ils avaient joué auparavant dans la vie intérieure du Parti Socialiste, ceux qui

auraient pu nous apporter les plus grandes forces, départements du nord et du Pas-de-Calais, départements des Ardennes, de l'Aisne en grande partie, département de la Meurthe-et-Moselle.
Néanmoins, nous sommes arrivés à rétablir cahin, caha, quelques contacts, parce que des camarades sont venus, en ont vu d'autres, ont manifesté aussi le désir de se regrouper, et d'étendre sur toute la zone nord une organisation clandestine du Parti Socialiste.
Et surtout, de qui nous a considérablement facilité ce regroupement général, cela a été notre première publication clandestine, publication qui a son histoire qui, pour nous qui avons assisté à sa composition et à sa diffusion est un souvenir tout à fait émouvant. Je veux parler d'une petite brochure, qui est devenue aujourd'hui tout à fait introuvable, presque introuvable car nous avons réussi tout de même à mettre la main sur un certain nombre d'exemplaires, et nous nous proposons de la rééditer. C'est la brochure qu'a rédigée dès le début de 1941 notre camarade Charles Dumas ; elle était intitulée "De la capitulation à la trahison", et elle faisait l'histoire de toutes les démarches, de toutes les actions tortueuses par lesquelles la cinquième colonne avait préparé la défaite et avait progressivement amené le pays à la capitulation, et certains hommes à la trahison ensuite.
Je cite tout de suite cette brochure, parce que le hasard a fait que c'est grâce à elle que nous avons pu renouer un très grand nombre de contacts,
Un de nos camarades, cité souvent ici parce qu'il le mérite, et je m1 excuse auprès de lui de le citer encore - je m'en excuse parée que je sais qu'il est extrêmement modeste - Henri Ribière avait réussi à conserver un fichier contenant an certain nombre d'adresses de militants de province. Grâce à cela, nous avons pu envoyer cette brochure dans beaucoup de fédérations, et c'est ce qui a donné l'éveil à beaucoup de Socialistes, c'est ce qui les a entraînés à vouloir prendre des contacts avec nous, et c'est notamment ce qui a poussé les camarades du Nord et du Pas-de-Calais à chercher à établir immédiatement des contacts avec la fédération de la Seine.
Je tiens à raconter une anecdote ; elle est symbolique de ce qu'était l'état d'esprit des Socialistes à ce moment-là. Un seul exemplaire de cette brochure parvenu dans la fédération du nord, a été reproduit par les militants de ce département, et les militants du Pas-de-Calais, à 35 000 exemplaires !
Et c'est ainsi que petit à petit, le comité d'action Socialiste, qui s'était créé à Paris, a fait tache d'huile, et a aussi à étendre son action à peu près à tous les départements de la zone nord, dès la fin de 1941. Il a de plus en plus étendu sa structure à tous les départements ; il a changé de caractère ; il est devenu un organisme stable, un organisme ayant sa constitution propre ; et c'est alors que nous avons décidé de l'appeler le comité central de la zone nord.
Ce comité a constitué son bureau ; et je dois dire que depuis le début, jusqu'à la fin, toutes les réunions - je crois bien pouvoir dire toutes, car notre camarade a fait preuve d'une extraordinaire assiduité - toutes les réunions ont été présidées par Élie, qui préside aujourd'hui la réunion de notre Congrès.

(Applaudissements)
À ses côtés était celui qui était alors le Secrétaire de la zone nord, et à la place duquel je parle aujourd'hui, parce qu'il est déporté, celui qu'on a déjà cité plusieurs fois, mais auquel on ne rendra jamais assez hommage, parce que, malgré son âge il a fait preuve d'un très grand courage et d'une extraordinaire jeunesse d'esprit et de corps : je veux parler encore une fois d'Amédée Dunois.
(Applaudissements)
Ainsi constitué, le comité central de la zone nord s'est efforcé d'organiser de manière méthodique ses liaisons avec les départements. Nous n'avons pas adopté, pour des raisons je crois purement accidentelles, et sans avoir posé de principe, la méthode qui a été adoptée par les camarades de la zone sud, et dont vous parlait tout à l'heure Defferre, c'est-à-dire que nous n'avons pas divisé la zone en un certain nombre de régions, groupant trois ou quatre département. Nous avons laissé les fédérations indépendantes. Mais, pour la commodité de la propagande, nous nous sommes contentés de répartir ces fédérations entre trois délégués permanents, qui chacun avaient pour tâche - et vous savez quelles difficultés cela comportait, quel travail cela exigeait, à quelles épreuves cela soumettait ceux qui accomplissaient cette besogne - de s'occuper d'une région la Normandie et la Bretagne à Tanguy-Prigent, les départements du centre et de l'ouest de la France à un camarade dont on a parlé ce matin, parce que peu de temps, avant la Libération il a trouvé la mort dans un guet-apens de la milice, très près d'ici, dans une petite rue de la Montagne Sainte Geneviève, je veux parler de notre camarade Edmond Grasset, ancien Secrétaire fédéral de la Charente Maritime.
(Applaudissements)
Le troisième délégué permanent à la propagande a été d'abord un autre camarade, qui a assisté dès le début à la constitution du comité central de la zone nord, après avoir été de ceux qui ont eu le courage de voter contre le maréchal Pétain à Vichy, a tout de suite entrepris de regrouper le Parti Socialiste, et qui hélas, lui aussi, est absent de nos rangs aujourd'hui : je veux parler de Jean Biondi, député de l'Oise.
(Applaudissements)
Après le départ de Jean Biondi, je l'ai remplacé, et c'est moi qui ai visité les départements du nord et de l'est de la zone nord.
Ainsi, par ce travail, par ces voyages des délégués permanents, nous avons réussi à regrouper, je peux le dire aujourd'hui, toutes les fédérations à avoir un contact dans tous les départements, et nous sommes parvenus à envoyer toutes nos publications dans tous ces départements.
Je voudrais maintenant vous dire quelques mots de ce qu'ont été nos publications.
Nous en avons fait dès le début, et je crois qu'il est bon de le rappeler. C'est là quelque chose d'assez méritoire, car ces journaux clandestins, ces tracts clandestins, ces brochures, et même ces livres clandestins, dont nous avons vu

par la suite une véritable floraison, étaient, le premier hiver de l'occupation, extrêmement rares dans la zone nord.
Nous pouvons nous honorer, nous, anciens animateurs du comité central de la zone nord, d'avoir lancé dans le public un certain nombre de tracts et de brochures dès le premier hiver. Je ne vous les citerai pas tous ; je vous cite seulement celles des premiers mois, parce que ce sont celles dont nous sommes le plus fière. Avec la brochure de Dumas, dont j'ai parlé tout à l'heure, nous avons publié un manifeste, qui était en quelque sorte notre acte de naissance, et qui appelait les Socialistes de toute la zone nord à se regrouper. Puis un tract, qui rappelait aux Français ce qu'étaient les libertés publiques, et qui essayait de profiter des circonstances pour ranimer en eux la foi en la démocratie.
Au moment où Dormoy a été assassiné, nous avons également publié un tract, pour dénoncer les véritables auteurs de ce complot, et dénoncer aussi le gouvernement qui était leur complice.
Enfin, parmi nos brochures et nos tracts, je dois accorder une mention spéciale à celle qui a eu, je crois, le plus grand succès dans la zone nord, qui nous a coûté le plus d'efforts, pour l'impression, et puis surtout pour la diffusion, la brochure dans laquelle nous avons reproduit l'essentiel des déclarations de Léon Blum à Riom, et que nos camarades Socialistes, et je crois aussi beaucoup de citoyens étrangers, à notre Parti, se sont littéralement arrachés.
Dans se préface, le camarade qui avait préparé cette édition disait : "il faut que chaque exemplaire de cette brochure passe de main en main, il faut que chaque exemplaire soit lu non pas par une personne, mais bien par cinquante." Eh bien, je crois que nous pouvons dire que cette brochure a eu un tel succès que les exigences formulées par le camarade qui avait écrit cette préface, ont été largement satisfaites.
Mais, naturellement, dans nos publications, vous pensez que ce qui a le plus retenu notre attention, a été notre journal. Au début, nos moyens étaient extrêmement modestes, chaque fois que nous voulions imprimer quelque chose il fallait recommencer des démarches à droite et à gauche, pour trouver un imprimeur qui pourrait travailler tout seul, la nuit, sans avoir besoin de faire, appel à la collaboration d'un personnel nombreux ; mais, petit à petit, nous avons réussi à perfectionner notre organisation, à trouver des concours un peu partout, et nous avons dès lors décidé de faire paraître régulièrement notre journal.
Notre journal, ça n'a pas été tout de suite le Populaire. Cela a été d'abord un petit organe ; naturellement, les premiers numéros étaient tirés à la ronéo, mais il a été tiré vite imprimé. Cet organe, nous l'avons appelé "Socialisme et liberté". Et vous comprenez pourquoi nous avons choisi le titre. Il n'était choisi au hasard ; nous entendions signifier par là que, pour nous, il n'y avait pas de Socialistes en dehors de la démocratie, que, pour nous, le Socialisme ne pouvait pas être confondu avec la caricature que nous en offraient les nationaux Socialistes allemands, et les gens de Vichy.

Puis nous avons pensé qu'il valait beaucoup mieux abandonner ce titre, qui avait pu nous situer dans l'opinion, qui avait pu marquer ce qu'était notre Socialisme à nous, mais qu'il serait beaucoup plus utile pour le regroupement du Parti, beaucoup plus utile aussi pour nous manifester au dehors, devant l'opinion publique que l'on pouvait alors toucher par les publications clandestines, que nous reprenions l'ancien titre du journal Socialiste, et nous avons alors publié régulièrement le Populaire.

Là encore, les débats ont été extrêmement difficiles. Nous n'avons pas ou, dès l'abord, ces nombreux concours que nous avons trouvés par la suite ; nous sommes arrivés plus tard à avoir l'aide de nombreux cheminots, de nombreux postiers, de nombreux camionneurs, auxquels je tiens à rendre hommage parce qu'ils ont considérablement facilité notre tâche. Mais d'abord, ce sont quelques camarades, souvent quelques camarades du comité central, qui ont organisé eux-mêmes le transport du Populaire de l'imprimerie dans les dépôts, des dépôts en province, qui l'ont organisé avec des moyens de fortune, certains en dissimulant leurs paquets de tracts, leurs paquets de Populaire au fond d'un sac à provisions. Ce n'est que petit à petit que nous sommes arrivés à perfectionner notre système de diffusion et d'expédition. C'est plus tard seulement que nous avons réussi à disposer de camionneurs, de la SNCF ou des PTT, que nous avons eu le complicité de beaucoup de cheminots ou de postiers, qui recevaient nos paquets de Populaire clandestins, à de fausses adresses et qui en organisait la distribution.

C'est grâce à tous ces efforts, grâce à tous ces concours que nous avons trouvés, que le tirage de notre journal n'a cessé d'augmenter. Je peux dire qu'à la veille de la Libération, ou plus exactement à la veille du moment où tous les transports ont été paralysés, où nous avons été à peu près totalement coupés des départements de province, le Populaire, édition de la zone nord, était tiré à 90 000 exemplaires, édités à Paris.

Je dois vous dire aussi, pour vous donner une idée de l'effort qui a été accompli, que pendant tout le dernier hiver de l'occupation, nous avons tiré en même temps qu'une édition pour l'ensemble de la zone nord, une édition supplémentaire, s'intercalant entre deux numéros de l'édition générale, une édition réservée à toute la région parisienne, c'est-à-dire aux départements de la Seine, de la Seine-et-Oise, et de la Seine-et-Marne.

Voilà comment dans l'action clandestine, par le Populaire, par nos tracts, par les liaisons établies, par nos délégués, à la propagande, nous avons réussi à toucher tous nos départements. Certes, il y a eu des difficultés, il a fallu parfois renouer les fils qui étaient rompus, il a fallu remplacer des camarades arrêtés, fusillés ou déportés ; mais toujours nous avons trouvé de nouveaux concours, toujours un militant s'est trouvé là pour en remplacer un autre, et rien de mieux que cela ne peut prouver le vitalité de notre Parti en zone nord.

Beaucoup de départements ont été décapités plusieurs fois. Je veux en citer quelques uns - je suis sûr d'en oublier un certain nombre. Je peux citer l'Oise, le Pas-de-Calais dont le Secrétaire fédéral Pandini est aujourd'hui déporté ; la

Charente Maritime où la répression a été si féroce. Je citerai enfin une fédération qui a accompli un travail admirable, à côté de celle de la Seine, la fédération de la Seine-et-Oise, dont le Secrétaire fédéral clandestin, André … a été déporté quelques mois seulement avant la Libération. Et parallèlement à ce travail de reconstruction et à ce travail de propagande dans l'opinion, les Socialistes ont aussi milité dans la Résistance.

Daniel Mayer ce matin, et Defferre tout à l'heure vous ont dit quelles décisions avaient été prises. En effet, dans la zone nord aussi, nous avons pensé, et cela spontanément et sans même, je crois, nous être consultés avec las camarades de la zone sud, qu'il n'y avait pas deux manières de combattre les Allemands, qu'il n'y avait pas deux manières de tenir un fusil, ou de préparer acte de sabotage, et que par conséquent, il n'était nécessaire de s'isoler entre Socialistes pour faire de la Résistance, que nous pouvions apporter toutes nos forces et tout notre concours à des organisations de Résistance déjà créées. Et c'est pourquoi la plupart de nos camarades ont travaillé dans la Résistance, en particulier dans une organisation, car la situation en zone nord s'est trouvée beaucoup moins compliquée et beaucoup moins confuse qu'elle ne l'a été peut-être parfois à cet égard en zone sud. Presque tous ses camarades, je crois pouvoir dire tous nos camarades, ont travaillé dans une seule organisation, celle que vous connaissez aujourd'hui, libération nord, dont les animateurs ont été en particulier Ribière, qu'on a déjà cité, et Jean Dexier, qui a pris la plus grande part à la rédaction de l'organe de ce mouvement dans l'action clandestine.

(Applaudissements)

C'est grâce à l'action qu'ils ont pu mener au sein de ce mouvement que nos camarades ont manifesté partout la pression des Socialistes. Je ne peux pas, pas plus que Defferre n'a pu le faire tout à l'heure, vous énumérer tous les exploits qui ont été accomplis. Je tiens cependant à dire que beaucoup l'ont été par des Socialistes, que notamment certains d'entre eux, dans la vallée de la Loire, dans le Loir-et-Cher notamment avec Rober Mauger, ont participé à de nombreuses opérations de parachutage, que à Tours, à côté du travail qu'ont pu faire tous les résistants, des exploits ont été accomplis, sous la direction de Jean Meunier, aujourd'hui maire de Tours, où nos camarades ont réussi à opérer huit cambriolages des locaux de la Gestapo.

Ce sont aussi les actions accomplies par les cheminots, de l'Aisne, notamment ceux de Tergnier, dont plusieurs sont déportés, par des cheminots de Nancy, dont plusieurs également sont déportés et l'un d'entre eux, Gabriel Bougeron, a été fusillé il y a quelques mois.

Actions également de nos camarades des PTT, notamment les ouvriers des lignes de PTT, qui ont organisé le sabotage de toutes les communications téléphoniques allemandes, au moment où a eu lieu le débarquement. Nous pouvons dire avec fierté que toute cette action a été dirigée par un Socialiste, François Godacioni.

Voilà ce qu'a été l'attitude des Socialistes de la zone nord dans la Résistance. Nous pouvons dire que partout les militants Socialistes se sont trouvés à l'avant-

garde du combat, mais aussi, hélas, que partout ils ont été sévèrement touchés. Comme je vous le disais, il a fallu plusieurs fois pourvoir au remplacement des cadres des fédérations"

Malgré tout, nous sommes arrivés jusqu'à l'heure où la zone nord a été délivrée de l'occupation dans une telle situation que, très vite, nous avons pu rétablir les contacts avec tous les départements, et que très rapidement la vie légale du Parti Socialiste a pu reprendre sitôt que l'occupant avait quitté le sol au département.

Et nous pouvons aujourd'hui dresser un bilan de ce à quoi nous sommes parvenus dans la zone nord.

Defferre a fait allusion tout à l'heure aux difficultés auxquelles les Socialistes s'étaient heurtés en zone sud, lorsqu'il a fallu consulter les comités départementaux et les comités locaux de la Libération. Je dois dire que nous avons trouvé les mêmes difficultés en zone nord, venant du même côté. En plusieurs endroits, on a essayé d'éliminer le Parti Socialiste, non seulement du noyau actif des comités départementaux, mais même au comité départemental lui-même, un a souvent contesté la réorganisation du Parti Socialiste ; mais partout nos camarades ont tenu bon, partout ils ont, eu cet excellent argument qui était en particulier l'action des Socialistes dans la Résistance, et partout ils ont imposé leur présence. Et je peux dire même qu'à l'heure actuelle, non seulement les Socialistes sont représentés dans les comités départementaux de la Libération, mais que pour l'ensemble de la zone nord, quinze comités départementaux sont présidés par un Socialiste.

Et nous pouvons également mesurer à un autre fait la force du Parti Socialiste en zone nord. Je pense à ce dont Daniel Mayer vous a parlé ce matin, à toutes ces grandes municipalités qui sont à l'heure actuelle dirigées par des Socialistes, municipalités dont certaines étaient dirigées déjà avant la guerre par des Socialistes, et qui ont été reconquises de haute lutte, comme Lille, comme Laon, comme Nantes, comme Tours, comme Charleville ; mais d'autres aussi, où les Socialistes n'étaient pas avant la guerre, là ils se sont imposés, parce que toute la Résistance a reconnu qu'ils avaient été les meilleurs dans la lutte clandestine, des comme Saint-Dizier, comme Bordeaux, comme le Havre. Et à l'heure actuelle, beaucoup de fédérations ont fait un démarrage si rapide, et se sont si bien organisées qu'elles diffusent depuis plusieurs semaines déjà leur organe fédéral. J'ai compté, et certainement je n'ai pas tous les renseignements nécessaires et j'oublie plusieurs exemples de ces journaux, j'ai compté une quinzaine d'hebdomadaires, et il y a aussi plusieurs quotidiens, en particulier celui qui est imprimé à Lille, par nos camarades de la fédération du nord, "Nord Matin", qui rayonne sur plusieurs départements, avec un énorme succès. D'autres encore sont créés, d'autres sont en voie de création, comme dans l'Aube, par exemple.

Voilà le bilan que nous pouvons dresser aujourd'hui. Voilà à quoi nous sommes parvenus, après nous être heurtés à de très grandes difficultés les premiers mois de l'occupation. Nous ne pensions pas, à ce moment-là que les résultats seraient si beaux, mais nous pensions que tout de même que nous avions le devoir

d’essayer quelque chose, que nous ne pouvions pas nous contenter d’être ce qu’on a appelé des attentistes et que, même sans espoir, il fallait essayer de regrouper les forces Socialistes. Nous l’avons fait, et voilà à quels résultats nous sommes parvenus aujourd’hui.

Et maintenant, camarades, je m’en excuse, mais je suis obligé de changer de sujet, et de faire en quelque, sorte le "Maître Jacques".

Depuis la Libération, je ne me suis pas occupé spécialement de la zone nord, puisque vous savez, comme on vous l’a dit tout à l’heure, que la zone nord et la zone sud n’existent plus, et qu’il n’y a qu’un seul Parti Socialiste ; je me suis occupé, aux côtés de Daniel Mayer, de rétablir les contacts avec l’ensemble des fédérations, et de préparer l’organisation administrative du Parti. Je voudrais vous faire un bref compte-rendu là-dessus.

Malgré toutes les difficultés auxquelles nous nous heurtions, manque de transports, difficultés pour trouver les camarades disposant d’une voiture ou d’une moto, nous nous sommes efforcés d’envoyer des émissaires un peu partout, et tout de suite, nous avons adressé aux fédérations un certain nombre de circulaires. Je crois que la plupart d’entre vous les ont reçues. Je veux seulement attirer votre attention sur certaines d’entre elles, et notamment sur la première.

La première vous demande un certain nombre de renseignements. Trop peu de camarades ont répondu à ces demandes. Il est absolument nécessaire que vous informiez le secrétariat du Parti de ce qui se passe dans votre fédération, il est absolument nécessaire que le secrétariat du Parti sache à quelles difficultés vous vous heurtez, comment se posent les problèmes d’organisation et même les problèmes politiques dans votre département; et il faut, en particulier, que vous répondiez à une question posée dans cette première circulaire, que vous disiez de manière détaillée, de manière précise, ce qu’a été la participation des Socialistes à la Résistance, pendent les quatre ans d’occupation, et surtout aux derniers combats qui ont précédé la Libération. Cela est nécessaire, pour que nous puissions, avec des arguments précis, répondre à ces reproches que l’on nous a parfois adressés, et auxquels certains de mes camarades ont fait allusion ce matin, aux reproches d’attentisme.

Il est nécessaire que nous puissions dresser le bilan de cette action Socialiste dans la Résistance et il faut aussi que nous puissions immédiatement, aider les familles de nos camarades qui ont été victimes de la répression.

Il arrive souvent que certains départements se plaignent de ne pas être aidés, je crois pouvoir leur dire que cela dépend uniquement d’eux. Tous ceux qui ont pu nous faire parvenir des renseignements détaillés, tous ceux qui ont pu demander des secours pour les familles des camarades victimes de la répression, les ont obtenus du Parti. Certains autres ne l’ont pas pu, parce qu’ils avaient omis - ou négligé de nous les faire parvenir - les renseignements nécessaires.

J’attire également votre attention sur une des circulaires qui concernent le regroupement du Parti Socialiste. Ce matin, on en a regretté certains termes ; je rappelle que ce règlement a été adopté par le comité exécutif, sur l’initiative du

comité central de la zone nord, et qu'il nous a paru évidemment difficile de régler par quelques paragraphes d'une circulaire tous les cas qui pourraient se présenter dans la reconstitution et le regroupement des fédérations Socialistes. Nous avons voulu seulement fixer quelques principes, et en particulier celui-ci : c'est que la sévérité doit être proportionnée au rôle que jouaient les militants avant la guerre, et que si l'on peut être indulgent pour certains Socialistes qui sont restés indifférents à notre action, qui n'ont pas apporté un concours actif et efficace à notre lutte clandestine et si l'on peut être indulgent envers ceux-là, il faut être extrêmement sévères envers ceux qui ont formellement refusé de travailler avec nous, et surtout envers ceux qui étaient haut placé, et qui avant la guerre exerçaient de hautes fonctions dans le Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Il me reste à vous dire quelques mots, très rapidement, sur les organismes que nous nous sommes efforcés de créer, soit dans l'action clandestine, soit depuis la Libération. Et d'abord la Commission d'études, et laquelle on a déjà fait allusion tout à l'heure, et dont vous saisirez certainement l'importance. Nous devons absolument préparer, pour tous nos militants, pour tous les camarades des fédérations, une documentation détaillée, qui leur permette, non seulement de faire de la propagande Socialiste, comme nous avons eu l'habitude d'en faire, de faire des exposés de doctrine et de principe, mais de montrer aussi qu'à l'heure actuelle le Parti Socialiste veut être un parti constructif, un parti de réalisation, et que sur tous les problèmes qui se posent notre réponse est preste.
Il faut, pour cela, que nous ayons le concours de tous les militants, car trop souvent beaucoup de militants de province pourraient apporter leur concours à des organismes comme cette Commission d'études. Ils ne le font pas, soit parce qu'ils négligent d'entrer en contact avec les organismes centraux du Parti, soit parce qu'ils se découragent devant les difficultés qu'il y a pour joindre las camarades qui s'occupent de ces organismes-là. Il faut absolument que tous ceux qui sont prêts à apporter leur concours aux Commissions d'études le lui apportent dès qu'ils sont revenus dans la fédération,
Cette Commission d'études, d'ailleurs, envisage dans un avenir prochain de créer une revue du Parti, qui serait à la fois une revue de documentation et une revue d'études doctrinales.
Je vous citerai également une autre initiative que nous avons prise il y a peu de temps, depuis la Libération : celle qui consiste à créer une maison d'éditions, dont vous voyez le stand dans la salle, "Éditions de la liberté", nous avons pensé que le Parti ne pouvait pas se contenter de publier un certain nombre de petites brochures de propagande, qu'il fallait créer une maison d'éditions qui puisse publier des ouvrages, qui puisse publier l'avis de tous les militants, et qui puisse montrer que nous ne sommes pas seulement, comme disait Daniel Mayer ce matin, un parti politique au sens étroit du mot, c'est-à-dire un parti qui se préoccupe de tactique électorale et de programmée, mais que nous sommes une organisation capable d'enrichir la vie tout entière des hommes, leur vie intellectuelle et leur vie morale également.

Voilà camarades, très rapidement, les organismes que nous avons crées assez rapidement depuis la Libération ? Voilà ce que, dans la zone nord d'abord, et pour l'ensemble du Parti, nous avons essayé de faire. Il nous reste sans doute beaucoup d'autres tâches dans l'ordre de l'organisation, à accomplir. Cela dépendra certainement de l'impulsion que le Secrétariat général et le Comité directeur du parti donneront à toute notre activité, mais cela dépendra aussi, certainement de l'activité de tous les militants, de l'activité de tous ceux qui veulent travailler au sein des fédérations, où qu'ils soient, car il ne faudrait pas que les camarades du Parti attendent trop souvent qu'on leur donne des ordres ou des directives ; il faut qu'ils sachent prendre des initiatives, comme certains l'ont fait depuis la Libération, alors même qu'ils étaient coupés de toute liaison avec nous.
Ils ont su eux-mêmes déjà, avant d'avoir reçu des mots d'ordre, publier des affiches, faire des tracts, organiser des réunions, comme l'ont fait par exemple les camarades d'Ille-et-Vilaine, ou les camarades de d'Eure-et-Loir, et de quelques autres fédérations. Il faut que, malgré quatre ans de dictature nationale Socialiste, et de dictature de Vichy, nous montrions que nous n'avons pas perdu le série des responsabilités et de la combativité, et que tous les militants montrant qu'ils sont capables de faire preuve d'esprit d'initiative,
Il faut, en un mot, que nous, plus encore que tout autre citoyen, nous nous montrions dignes de cette, liberté dont nous savons aujourd'hui qu'elle est extrêmement difficile à conquérir, mais qu'il est parfois extrêmement difficile aussi de savoir conserver lorsqu'on ne sait pas se montrer digne d'elle.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, au nom du secrétariat, j'ai une proposition à vous faire.
Daniel Mayer, ce matin, vous a dit que des membres de l'assemblée consultative, qui sont en même temps membres du Congrès, seraient absents quelques instants au cours de l'après-midi. C'est exactement ce qui se passe en ce moment. On vous demande donc de bien vouloir suspendre pendant quelques instants les rapports qui devaient être faits cet après-midi, et de commencer tout de suite la discussion générale. Dans un instant, lorsque Daniel Mayer sera de retour, ainsi que les autres camarades rapporteurs, nous reprendrons la suite des rapports.
Le Congrès est-il d'accord pour commencer tout de suite la discussion générale, qui pourra durer peut-être une demi-heure ? Il est cinq heures moins le quart, nos camarades ne manqueront pas de revenir dans quelques instants.

Salomon Grumbach - Les camarades qui sont absents ou qui doivent assister à l'assemblée, devraient pouvoir assister à ce débat. Il est excessivement important pour les délégués des fédérations de savoir que les membres de l'assemblée peuvent écouter leurs observations. Je pense qu'il vaudrait mieux continuer les rapports, dont les membres de l'assemblée connaissent dès

maintenant le contenu, car il serait important, autant pour eux que pour nous, qu'ils puissent écouter les délégués des fédérations.

Le président – L'observation de Grumbach est très judicieuse. Daniel Mayer a cependant précisé ce détail, que je tiens à vous donner : une sténo est dans la salle et prend de façon fidèle et complète l'intervention des camarades. Par conséquent, à son retour, il saura, ce qui s'est dit, et il pourra sans difficultés répondre, lorsque le moment sera venu, à l'intervention des orateurs.

Un délégué - On pourrait entendre Favier et Bidoux.

Un délégué - Pourquoi ne pas continuer les rapports ?

Le président - Je vous faisais une proposition, du secrétariat. Le Congrès, évidemment, est libre de décider son ordre de travail et sa méthode.

Un délégué - Pourquoi, Monsieur le président, ne commencerait-on pas par la discussion de la motion sur la rédaction du Populaire, et son administration ?

Un délégué - Le rapport sur le Populaire.

Le président - Voulez-vous que nous passions au rapport sur l'administration du Populaire ?
(Approbation)
La parole est à Favier, sur l'administration du Populaire ?

Favier

Camarades, pour commencer ce rapport, je veux tout d'abord vous donner des nouvelles du Populaire, de bonnes nouvelles.
Réédité légalement, dans des conditions que notre ami Marcel Bidoux vous exposera tout à l'heure dans son rapport, le Populaire a rencontré un chaleureux accueil auprès de la population parisienne tout d'abord, et de l'ensemble de la population française, ensuite.
Son tirage, fixé dans des accords réalisés durant la période clandestine et homologués par le ministère de l'Information, est chaque jour facilement absorbé, bien que sa diffusion n'atteigne encore qu'une partie du territoire français. Dans la région parisienne, notamment, le chiffre de sa vente est infiniment supérieur au chiffre de 1939.
Par suite des circonstances, difficultés et lenteur des moyens de transports, naissance d'une presse importante en province, les journaux parisiens semblent avoir cessé d'être de grands journaux nationaux, pour être, pour l'instant du moins, de véritables journaux régionaux. Ils rencontrent en province une concurrence importante, et cette concurrence est plus sensible encore pour un

Fondation Jean-Jaurès

journal comme le nôtre, qui est à la fois un journal d'information et un organe de parti.
En effet, la presse Socialiste s'est développée dans nos départements d'une manière tout à fait remarquable, et bien loin de lui faire grief de la concurrence qu'elle fait involontairement à l'organe central du Parti, nous voulons applaudir à son succès.
Mais il est bien évident que dans une région telle que le Nord, pour ne citer que celle-là, la naissance d'un journal tel que Nord-Matin, fait une concurrence singulièrement importante au Populaire.
Il faut souligner ici, d'ailleurs, tout le profit que notre Parti peut en retirer pour sa propagande, et pour son influence. Car, en effet, jusqu'ici la grande presse régionale, très lue dans tous nos départements, était aux mains de nos adversaires.
Voici, à titre indicatif, le tirage de la presse parisienne au 31 octobre : l'Humanité, 300 000 exemplaires, le Populaire 840 000, tous les autres quotidiens du matin 130 000, les quotidiens du soir 1 125 000. Encore une fois, ces chiffres n'ont pas été établis par les lecteurs, par le nombre d'exemplaires achetés, par l'influence que peut avoir tel ou tel quotidien, mais ont été établis dans des décisions prises pendant la période clandestine, et avalisées par le ministère de l'Information.
Ces chiffres n'ont été que peu modifiés au 1er novembre, mais des modifications sensibles seront certainement apportées à ces chiffres au cours des semaines et des mois qui viendront, car il a été décidé qu'une révision bimensuelle aurait lieu, suivant l'importance du tirage réel, et en tenant compte également du nombre des invendus.
Maintenant, camarades, je voudrais aborder très rapidement la situation juridique du Populaire.
Jusqu'en 1940, notre journal était édité par une société anonyme, appelée Société nouvelle du Populaire. Il était administré par un conseil d'administration désiré en fait par le Congrès national du Parti et en droit par l'assemblée générale des actionnaires, l'administrateur délégué était le citoyen Eugène Caillard. Nous nous sommes trouvés dans l'impossibilité, au lendemain de la Libération, de replacer notre journal dans le cadre de cette société, et nous avons dû, le premier numéro ayant déjà été mis en vente le 22 août 1944, pendant l'occupation allemande, nous soucier beaucoup plus des nécessités de fait que des nécessités de droit.
À l'heure actuelle, notre ami Depreux recherche le moyen juridique de régulariser cette situation. Nous avons cependant pris toutes les mesures conservatoires que nous pouvions prendre, et grâce au concours que nous a apporté la fédération Socialiste de la Seine, nous avons repris possession des immeubles de la rue Victor Macé, et de la Cité Malesherbes, à un moment où les troupes allemandes étaient encore dans Paris.
Nous n'avons pu trouver à l'intérieur de ces immeubles, qu'un mobilier réduit, les installations d'eau, d'électricité, de téléphone, étaient dans un état

lamentable, aucun travail d'entretien n'ayant été effectué pendant les quatre années d'occupation. Car pendant quatre années, nos immeubles ont été, à paris - je ne sais pas si tous nos camarades le savent - pillés et occupés par des organisations de collaboration avec l'ennemi.

Il en est de même du matériel proprement dit : voitures, téléscripteurs, etc. que nous n'avons pas retrouvés. Nous avons donc été contraints de créer du jour au lendemain une maison entièrement nouvelle. Nous avons, bien entendu, trouvé dans l'immeuble de l'ancien journal "Le Matin", une très grande partie du mobilier et du matériel dont nous avions besoin. Il n'en a pas été de même du personnel, qui se trouvait dispersé à travers la France ; et en ce qui concerne la rédaction, un grand nombre de nos camarades sont prisonniers, déportés, ou malheureusement disparus à jamais.

Il convient maintenant, si vous le voulez bien, camarades, de dissiper certaines illusions qui ont pu naître dans l'esprit des camarades du fait de notre occupation des locaux du Matin, et de préciser la situation exacte dans laquelle nous nous trouvons dans cet immeuble et dans cette imprimerie. Nous ne sommes, en vérité, que des clients d'une imprimerie, et que des locataires d'une société immobilière ; nous ne possédons et n'avons de droit de possession, ni sur l'imprimerie, ni sur les immeubles du Matin, qui sont administrés l'un et l'autre par un administrateur provisoire, par le ministère de l'Information. Dans quelques instants, je vous parlerai des propositions du syndicat de la presse parisienne, et de la fédération nationale de la presse, en ce qui concerne l'avenir de ces entreprises de presse.

Je veux maintenant, très brièvement vous donner quelques indications sur la situation financière du Populaire.

J'aurais voulu pouvoir soumettre au Congrès du Parti un projet de budget pour l'année qui vient, et une situation financière pour les mois qui viennent de s'écouler. Malheureusement, cela a été totalement impossible. Trop d'éléments de comptes nous font encore défaut. C'est ainsi que la Commission technique de la presse n'a pu encore se mettre d'accord avec les administrateurs provisoires des entreprises de presse pour l'établissement des tarifs d'impression. Les premières réunions de la Commission paritaire, avec les employés d'administration et avec les journalistes, ont eu lieu seulement ces jours passés, et des décisions définitives n'ont pas encore été prises. Les loyers pour les locaux occupés n'ont pas encore non plus été établis, et nous ignorons toujours quelle sera la quotte part de notre journal dans les frais de l'entreprise de presse, frais généraux, tels que frais d'électricité, de téléphone, d'entretien, chauffage, etc. De plus, les prix du papier seront sujets à révision.

En effet, pour l'instant, nous vivons sur ces stocks qui existaient, et non sur des fabrications nouvelles, et non sur des importations nouvelles.

Tous ces éléments qui nous manquent ont une importance considérable, et ne nous permettent pas, par conséquent, de présenter ce que nous aurions voulu présenter, c'est-à-dire des comptes rigoureusement exacts, et un budget précis.

Il y a lieu aussi de tenir compte d'une augmentation sensible des prix de revient et des frais généraux lorsque notre journal, comme les autres, paraîtra sur quatre, six ou huit pages. Il y aura à ce moment-là, non seulement une augmentation résultant du plus grand poids de papier employé, mais également une augmentation résultant des frais de rédaction, correspondants à l'étranger, correspondants dans les grandes villes de province, enquêtes, etc.

Dans les éléments de recettes de notre journal, il y a une chose qui entre pour une part assez importante : c'est le revenu de la publicité. Là encore, nous avons dû improviser. Nous nous sommes mis d'accord avec nos amis de "Libération Soir", pour créer un service central de publicité, auquel nous ne sommes liés par aucun engagement, car je pense que le Parti aura là-dessus à prendre une décision, et c'est le Parti lui-même qui devra la prendre.

Ce que je puis vous dire, c'est que les résultats que noms obtenons sont tout à fait remarquables et que nous n'avons pas besoin, à l'heure actuelle, de rechercher de la publicité ; c'est la publicité qui nous recherche, chaque jour nous refusons des annonces, et nous ne sommes pas obligés d'en solliciter. Peut-être la publicité commerciale sera-t-elle autorisée d'ici peu, mais pour ma part, en représentant le Populaire au syndicat de la presse parisienne, je vous assure que je ne pousse pas pour rapprocher le moment où la publicité commerciale sera de nouveau autorisée, car mon ami Marcel Bidoux me ferait de véritables scènes de ménage en me disant : "Si tu mets des placards de publicité, où veux-tu que je mette les articles ? Les camarades et les lecteurs du journal réclament surtout des articles."

Comme, je voue le disais tout à l'heure, camarades, le Populaire, comme les autres journaux parisiens, apparaît surtout maintenant comme un grand organe régional. Mais cependant, nous avons fait des efforts pour le diffuser en province, bien avant même que le service des messageries soit capable de l'acheminer un peu partout. Chaque fois que nous en avons eu l'occasion, nous l'avons transporté, ou fait transporter, dans toutes les régions de notre pays, nous avons même, à certains moments, organisé des distributions régulière dans certaines villes de France, dont le service est maintenant assuré par les Messageries.

Je dois ici ouvrir une parenthèse pour vous dire que, dans quelques jours, de nouveaux services seront mis sut pied. C'est ainsi qu'à partir du 10 ou du 11 novembre, la région du Sud-ouest, avec Bordeaux, Angoulême, Biarritz, etc. sera desservie par les Messageries, et par conséquent, là, nos camarades recevront le Populaire.

Par conséquent, la distance qui reste à parcourir pour organiser le service de distribution du Populaire révèle que ce service est à peu prêt impossible à mettre sur pied.

Souvent, des camarades me disent : "Il faudrait que dans telle région, le Populaire puisse paraître." Nous sommes convaincus que c'est une nécessité ; malheureusement, les moyens matériels manquent. Nous avons cependant envisagé de créer, dans certaines régions telles que la Bretagne, des centres de

distribution, et il faudra que les camarades de ces région se mettent sa rapport avec nous, pour étudier la possibilité de créer un centre de distribution, à Rennes par exemple, où les camarades des départements voisins pourraient venir s'approvisionner.

Camarades, je vous le disais, notre journal a été accueilli partout avec la plus grande faveur. Mais ce n'est pas suffisant, le succès est chose extrêmement fragile et si on ne le soutient pas, il peut échapper, c'est pourquoi il est nécessaire que des efforts soient faits par le Parti tout entier, pour que la diffusion de notre journal pénètre plus profondément les masses laborieuses de notre pays, et cela n'est pas seulement la tâche de l'administration du Populaire, c'est la tâche du Parti tout entier.

Dès avant la guerre, on avait crée, à côté de l'administration du Populaire, un comité central de diffusion du journal. Cette fois, il fonctionne dans le cadre même de l'administration du journal. C'est vous dire combien nous attachons d'importance à ce que ce service fonctionne de façon régulière.

Il faut que partout où cela est possible, et c'est possible dans chaque arrondissement, dans chaque localité où existe une section du Parti, se constitue un comité de diffusion du Populaire.

Il ne s'agit pas de grouper beaucoup de camarades à qui seront distribués des cartes d'adhérent ; et ce n'est pas cela qu'il faut ; c'est, dans chaque section, trouver deux ou trois camarades qui aient la volonté de s'atteler à cette tâche et de faire prendre notre journal, d'augmenter son rayonnement. En faisant cela, c'est de la propagande pour le Parti que l'on fait.

Je vous demande donc instamment de créer des comités de diffusion du Populaire.

Nous n'avons pas négligé non plus la propagande par affiches. Nous en avons fait déjà un certain nombre, dont quelques-unes ont été réalisées pendant l'occupation ; nous les avons fait coller là où les moyens de transport nous ont permis de les envoyer. Nous en ferons la distribution à nos sections, au siège du Populaire, 6 boulevard Poissonnière, où les délégués seront bien aimables de s'approvisionner pour en couvrir les murs de nos villes et de nos villages.

Je ne voudrais pas terminer sans tous dire quelques mots de notre action au sein de la fédération de la presse française et du syndicat de la Presse parisienne.

La fédération des journaux français se préoccupe de doter la presse nouvelle d'un statut. Déjà des ordonnances ont été prises sur ce sujet, tant à Alger qu'à Paris. Elles ne donnent pas toujours satisfaction à l'ensemble des journaux. Elles attachent à doter la presse d'un statut lui permettant d'écrire librement et de couvrir ses frais par la vente, sans avoir recours à des opérations comme celles du passé qui avaient fini par discréditer la grande presse française.

La fédération nationale de la Presse veut que la presse soit libre, et qui implique la possibilité de vivre par elle-même et de rester honnête.

Il faut également qu'elle soit informée d'une façon absolument claire et tans équivoque. Cela conduit à envisager le problème de l'agence française de presse. Il faut que cette agence soit au service des journaux et rien que des journaux ;

elle ne doit pas être au service ni d'intérêts particuliers ni même de l'état. Il faut qu'elle soit absolument libre, afin que tous les journaux soient également renseignés, pour renseigner eux-mêmes honnêtement leurs lecteurs.
Mais, j'ai déjà tenu trop longtemps cette tribune, pour tous expliquer des choses qui sont le travail quotidien, et je voudrais arriver à ma conclusion. Mais, je dois encore vous parler de la maison d'édition que le Parti met sur pied à l'heure actuelle.
Tout à l'heure, un de nos camarades a fait allusion devant vous. Cette maison d'édition a déjà commencé de travailler ; la plupart d'entre vous ont déjà en main certains de nos ouvrages et vous en aurez d'autres dans les jours qui vont venir.
Cette maison d'édition nous permettra de vendre nos brochures et nos livres, non seulement à la librairie même du Parti, mais dans toutes les librairies de France, partout où la littérature Socialiste pourra être diffusée. C'est là une action qui répond à un vœu profond de l'ensemble du Parti.
Je veux aussi, camarades, saluer ici la naissance d'un nouvel organe, je parle de l'hebdomadaire Gavroche, qui n'est pas un journal du Parti Socialiste, mais qui est très près de nous, et je veux vous demander à tous de faire un gros effort pour sa diffusion, comme vous ferez un gros effort pour celle du Populaire.
(Applaudissements)

La rédaction du Populaire

Le rapporteur (Bidoux)

Camarades, ce n'est pas moi qui devrais être à cette tribune, mais quelqu'un qui nous dépasse tous par les qualités humaines qu'un homme peut réunir en lui, quelqu'un qui, malgré l'éloignement est présent parmi nous, comme il sait dans sa solitude que nous sommes tout près de lui, quelqu'un que la victoire de la démocratie mondiale nous rendra, quelqu'un dont l'autorité et le prestige sont nécessaires au Socialisme français et au Socialisme international, comme à la France et à la République.
Avec toute la modestie et la discrétion qui s'imposent à moi en cette minute, je dois faire savoir au Congrès que l'absent dont j'évoque l'image m'a demandé, au non d'une collaboration ancienne et fidèle, au nom d'une vieille affection réciproque, d'accepter la délégation de ses pouvoirs de directeur du Populaire et d'actionnaire à peu près unique de la société qui l'éditait.
On dira un jour dans quelles conditions matérielles une liaison avait pu s'établir entre celui dont je parle et ceux qu'il avait chargés de missions ou de tâches diverses. Dans une lettre manuscrite que je garde comme un document juridique et, dans une certaine mesure, comme un document historique, il m'avait été recommandé de ne rien engager sans avoir, au préalable, bien qui carte blanche me fût laissés, recueilli l'avis et l'assentiment des camarades du Parti agissant dans l'illégalité et spécialement de Daniel Mayer, Secrétaire général du Parti Socialiste dans la clandestinité.

Fondation Jean-Jaurès

Je dois dire au Congrès qu'aucune de mes initiatives touchant le Populaire n'a été prise en dehors des conseils de l'homme qui est pour quelques-uns d'entre nous moins un directeur qu'on maître et un ami.
Avec Daniel Mayer, Robert Verdier, Paul Favier et quelques autres, nous avons travaillé non seulement en pleine confiance, mais dans l'espérance et dans la joie.
Je n'évoquerai pas ce que furent les heures où, dans Paris occupé, dans Marseille comme dans Lyon, également occupés, nous avions pour but la reconstitution du Parti, de ses organismes et de sa presse. Ou plutôt je ne les évoquerai que pour souligner l'émotion qui nous envahissait, quand nous entrevoyions en pensée le moment où, la liberté nous étant rendue, nous nous retrouverions réunis dans une atmosphère de chaude amitié, en face des lourdes tâches qui nous attendaient. Ce moment, camarades, nous le vivons maintenant, nous sommes rassemblés, regroupés, ayant la pleine conscience des responsabilités qui nous incombent.
Ces responsabilités, nous nous efforçons, au Populaire, de les assumer le plus honnêtement possible. Notre souci constant, permanent, est de faire du journal le moyen d'expression du Parti, de traduire quotidiennement sa pensée avec probité et exactitude. Cette règle qui est la nôtre, c'est de toujours accomplir notre travail en accord avec le Parti, dans une parfaite communion d'idée et de sentiments avec lui.
Nous avons fait ce que nous avons pu. Nous l'avons fait dans uns période où il était malaisé de tout prévoir ; nous l'avons fait avec conscience et minutie. Nous nous sommes emparés de vive force, en pleine insurrection, du journal "Le Matin", le dimanche 20 août, avec quelques FFI armés qui nous avaient été envoyés par la fédération Socialiste de la Seine, alors que la bataille se déroulait sur les grands boulevards.
Dans la clandestinité, lors de réunions que j'avais avec les autres représentants des journaux alors illégaux, j'avais demandé que les locaux du Matin fussent réservés au Populaire. Il m'avait semblé, en effet, que la situation de l'immeuble, en plein cœur de Paris, sa façade et ses ateliers pourraient constituer pour notre journal un ensemble de facteurs propres à assurer son succès.
Satisfaction nous a été donnée par la fédération de la presse, alors clandestine, en sorte que la journal de Léon Blum, ennemi numéro un des nazis, est maintenant logé, rédigé, composé, imprimé et tiré dans l'immeuble du journal de Bunau-Varilla, ennemi numéro un du Socialisme.
(Applaudissements)
Il y a là une ironie du sort que doivent mal apprécier ceux qui, autrefois, de la forteresse du boulevard Poissonnière, tiraient à boulets rouges sur le Parti Socialiste et sur ses chefs.
Me permettra-t-on d'évoquer ici un souvenir ? C'était en 1918. J'avais alors dix-huit ans. Je suivais, dans la banlieue de Paris, les réunions électorales qui se tenaient. J'avais plus spécialement attaché mes pas à ceux d'un homme qui, pendant vingt ans, fût comme le drapeau du Parti et qui était mon parrain en

Socialisme. Cet homme prononçait un jour un discours à l'une de ces réunions. Il avait, à côté de lui, Mayéras. Je l'entends encore dire : "Le peuple tient ses destinées dans ses mains ; il lui suffit de vouloir… S'il le veut, demain le Socialisme s'installera dans l'hôtel de Bunau-Varilla et les gardes rouges seront de faction à l'entrée du Matin."

Eh bien ! Les gardes patriotiques sont de faction au Matin, un Socialiste est installé dans le fauteuil de Bunau-Varilla, et l'homme qui fût le drapeau du Socialisme doit chercher autre part, loin, dans la nostalgie de son passé.

Daniel Mayer vous parlera lui-même du Populaire clandestin ; il a pour cela d'excellentes raisons personnelles.

Ce que je veux dire, c'est que, dans la période qui a précédé la Libération de Paris, nous avons par chance rencontré, auprès de quelques ouvriers typographes et imprimeurs que nous remercions ici une fois de plus, un concours audacieux qui nous a permis de composer clandestinement un numéro du Populaire à grand format que nous avons pu tirer à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires.

Ces numéros, entreposés discrètement, fut expédié dans les diverses sections, et c'est grâce à notre ami Maurin que nous y sommes parvenus, Maurin qui se montra aussi hardi qu'ingénieux.

Je vois encore les camarades venant chercher le papier dans une petite rue du neuvième, alors que faisait le guet au coin de la rue.

Une centaine de milliers d'exemplaires de ce numéro ont pu être ainsi distribués, malgré la présence des Allemands à Paris.

Le Populaire, journal clandestin, a paru le premier de tous sous l'occupation, à un moment où la situation était encore tendue et où la bataille se déroulait dans les rues de Paris.

Je vous dirai maintenant comment le Populaire a été rendu au Parti. Mais il faut rappeler d'abord comment il avait été interdit. Le Congrès ne m'en voudra pas, j'en suis sûr, après quatre ans de silence, de retenir quelques instants encore son attention pour fixer un point de notre histoire Socialiste.

Nous avions quitté Paris le 11 juin, pour aller à Clermont-Ferrand, où un accord avait été conclu avec Alexandre Varennes, pour qui le Populaire soit imprimé sur les presses de La Montagne, laquelle doit reparaître normalement, depuis la Libération.

Quelques numéros venaient d'être tirés, lorsque je dus partir pour Bordeaux, voir Léon Blum qui y était alors domicilié, chez notre camarade, aujourd'hui maire de Bordeaux.

De retour à Clermont-Ferrand, j'étais décidé à continuer de faire paraître le Populaire, dans la mesure où nous pourrions lui conserver son indépendance et son allure. En arrivant à Clermont-Ferrand, je tombai en plein complot. Nos camarades, rédacteurs au Populaire, m'informèrent que Gaillard, alors administrateur délégué du journal, avait formé le dessein d'exclure Léon Blum du Populaire, et même temps que tous ceux qui lui restaient fidèles. Gaillard avait convoqué une réunion, dans laquelle le mauvais coup devait être exécuté. Je me rendis en hâte à cette réunion, où mon arrivée fit pâlir Eugène Gaillard qui

vit que la conjuration allait échouer. Je déclarai alors à l'administrateur que je m'opposais au retrait du nom de Léon Blum de la manchette du Populaire. Je lui fis observer que, contrairement à ses allégations, Léon Blum n'était pas à Londres, mais en France, que j'étais en contact avec lui ainsi qu'avec Marx Dormoy, et que j'allais demander à Léon Blum de venir à Clermont-Ferrand, pour régler la question du Populaire.
Je prévins, en effet, Léon Blum et Marx Dormoy qui, quarante-huit heures plus tard, étaient là.
Entre temps, le 2 juillet, le Populaire avait été interdit ; un officier au cabinet de Pétain était venu nous signifier l'ordre d'interdiction. Je vois encore, dans son dernier numéro, l'article que j'avais demandé à Marx Dormoy, article caviardé, parce que Marx Dormoy, dont nous ressentons tous, dans la période actuelle, si douloureusement l'absence, n'avait pas voulu incliner le front devant la dictature et continuait à interpréter avec autorité notre pensée c'est-à-dire votre pensée, à vous. La Populaire fut interdit, parce que Laval ne voulait pas que le nom de Léon Blum figurât dans la manchette, comme directeur au journal, paillard avait voulu lui-même faire disparaître le nom de Léon Blum. La conclusion se tire d'elle-même.
Je passe sur bien des détails. J'indique simplement qui, par la suite, Gaillard quitta Clermont-Ferrand avec l'argent et le matériel du Populaire, pour aller fonder à Lyon un journal qui devait s'appeler l'Effort, avec comme directeur Charles Spinasse et Paul Rives.
Mais, l'histoire, en ce qui concerne l'ancien administrateur du Populaire, na s'arrête pas là ! Comble de naïveté ou comble d'imprudence, il aurait sollicité son adhésion dans une section de la fédération Socialiste de la Seine !
Le Congrès doit bien se douter que le délit commis par Gaillard vis-à-vis du Parti et aussi de la loi, ne saurait être effacé, même si Gaillard qui a quitté l'Effort aurait comme on l'a dit reconstitué le capital mis par lui à la disposition de Spinasse et de Rives en 1940.

Un camarade - Il devrait être en prison !

Le rapporteur - Il faut aussi que le Congrès sache qu'en août 1944 Gaillard faisait des démarches dans une imprimerie de Paris pour faire pression afin qu'elle nous refuse notre clientèle. Bien entendu, nous fûmes mis au courant de toutes ces petites manœuvres et nous haussâmes les épaules.
Les choses allèrent encore plus loin ! Dans une lettre adressée à notre camarade Depreux, chargé des intérêts du Populaire, Gaillard ne craint pas d'écrire :
"Il y a des moments où les partis sont atteints d'une sorte de frénésie, à laquelle, je m'en rends compte, des Socialistes n'échappent pas. Nous sommes sans doute à l'un de ces moments. Mais, le jour viendra où les lois de la République reprendront leur force. Alors, on pourra s'expliquer."
Cette lettre est toute récente.

Manicacci (Marseille) - Comment se fait-il que Gaillard ne soit pas encore en prison ?
On s'étonne qu'il puisse encore se promener, après ce qu'il a fait !

Le rapporteur

Pour Gaillard la Société du Populaire, émanation du Parti Socialiste, empêchée par la force de publier un titre dont elle est seule propriétaire, n'avait qu'à s'incliner. Je rétorquerai que la Société du Populaire est l'émanation du Parti Socialiste, et que l'actionnaire à peu près unique de la société m'a délégué ses pouvoirs, que le Parti Socialiste est ici rassemblé et que, par conséquent, les prétentions de Gaillard ne sont pas recevables ; j'ajouterai même qu'il lui faut une certaine dose d'impudence pour prendre en l'affaire en position de défendeur.
Je relèverai également ce passage où Gaillard dit que, les lois de la République étant remises en vigueur, il sera possible de s'expliquer. Gaillard entend sans doute par lois de la République des lois faites à sa façon et qui viendraient servir ses desseins.
Gaillard a adressé récemment une circulaire aux membres de l'ancien conseil d'administration du journal, où il indique qu'il a accompli avec soulagement l'armistice et où il cherche à s'expliquer sur les conditions dans lesquelles il a participé à la création de l'effort. Puis, il précise :
"Je suis résolu à mettre à la disposition de l'Effort les moyens que la disparition du Populaire a laissés à ma disposition."
Suit une série d'affirmations, par lesquelles Gaillard cherche à justifier son attitude. Et il ajoute encore :
"Il me paraît qu'un Congrès du Parti Socialiste reconstitué par l'exclusion de tous ceux qu'il a plu aux initiateurs de décréter de trahison, va se tenir.
On se demande ce que sera ce Congrès amputé d'une partie importante du Parti (…) au moment où l'on prêche l'union."
Je laisse au Congrès le soin de porter sur ce point l'appréciation qu'il décidera et qui est de son ressort.
Tels sont les faits. Le Congrès doit bien se douter que si nous n'avons pas, jusqu'ici, encombré les colonnes du Populaire de ce différend d'ordre juridico-politique, c'est que nous les destinons à des choses plus sérieuses. Mais nous le prions de nous faire confiance et de croire que nous saurons, le moment venu, résoudre les problèmes qui se posent, conformément aux intérêts du Parti.
Je ne peux donner lecture au Congrès, parce que je n'y suis pas autorisé, de documents portant une signature illustre pour lui ; mais je puis l'assurer que leur publication réduirait singulièrement les prétentions de M. Gaillard.
Le Congrès sait maintenant comment le Populaire a été interdit en 1940 et comment il a répondu, en août 1944.
Le Parti a été à même d'apprécier depuis plusieurs mois déjà l'effort que nous avons produit, pour lui rendre son organe central et pour en faire un organe d'information pouvant rivaliser avec les meilleurs de ses confrères.

Je puis dire au Congrès avec joie que le Populaire est devenu un des plus grands journaux du pays et que son tirage, pour la seule région parisienne et la grande banlieue dépasse son tirage de 1940 pour toute la France.
(Applaudissements)
Par son tirage, le Populaire est maintenant le deuxième des journaux imprimés à Paris. Il talonne celui qui le précède. La limitation qui lui est imposée a été fixée d'après les données d'avant-garde. Notre succès établit que ces données sont maintenant périmées et que normalement nous devrions pouvoir tirer à un nombre d'exemplaires sensiblement plus important.
Le rétablissement progressif des communications ferroviaires et une rapide amélioration dans la production du papier donneront au Populaire des possibilités de très grande extension.
Pourquoi le cacher ? Tout le monde ne souhaite pas notre succès. Il me souvient d'avoir recueilli déjà, dans la clandestinité, des bruits selon lesquels on disait du Populaire : "C'est un journal perdu… il tirera à 25 000." On me rendra ce témoignage que le résultat obtenu na m'a pas surpris, car il suffisait de parcourir la région parisienne et de recueillir des avis sérieux, pour savoir que notre Parti et par conséquent son journal trouveraient, après la Libération, la plus large audience.
Notre souci est donc de faire du Populaire un journal d'information aussi complet que possible. Nous ne voulons pas que le lecteur se trouve dans l'obligation d'acheter un autre journal pour être renseigné. Ce n'est pas chose facile, surtout dans les limites de deux pages qui nous sont imparties. Nous nous emploierons pourtant à donner au Populaire ce double rôle d'informateur et d'éducateur, à le rendre attachant par une grande page instructive, par des articles sortis de collaborations que nous nous efforçons de varier autant que possible. Nous faisons leur place aux lettres et aux arts, au cinéma, au théâtre et aux sports. Les dispositions sont prises pour développer la rubrique sociale ; des enquêtes sont en cours que vous avez pu remarquer, nous suivons avec vigilance la politique étrangère. En bref, nous essayons de faire du Populaire un journal qui plaise. Nous n'y avons pas si mal réussi, puisque nous avons maintenant une grande clientèle.
D'autre part, je dois informer le Congrès de notre résolution de mettre sur pied une grande agence de la presse libre, dont l'objet sera de répondre toutes les formes aux besoins des hebdomadaires que le Parti aura, d'ici quelques mois, sous son contrôlé, et aussi des quotidiens Socialistes dont le nombre est appelé à augmenter et qui se développeront à travers la France, l'Alsace et la Lorraine et les territoires d'Outremer.
Nous songeons à assurer, au moyen de cette agence, l'édition de périodiques et de revues qui diffuseront la pensée Socialiste jusqu'à des zones dans lesquelles, jusqu'ici, elle ne pénétrait pas ou ne pénétrait pas suffisamment.
Nous songeons à créer une section cinématographique dotée de moyens étendus qui donnera à notre propagande un aspect moderne et qui sera dirigé par des techniciens du cinéma.

Fondation Jean Jaurès

Nous songeons à publier des livres, des schémas, des fascicules, c'est-à-dire à garnir la bibliothèque du militant, de manière qu'il soit documenté.
Les conversations sont déjà nouées, pour réaliser ce projet que nous allons nous efforcer de faire aboutir le plus tôt possible, en accord avec la Commission de la presse que nous demanderons au Congrès de désigner.
Nous voulons, à ans le domaine de la propagande, par la presse, les brochures, le cinéma, prendre des initiatives larges et écarter les petits moyens d'autrefois qui limitaient notre propagande et le résultat de nos efforts.
Ce plan d'action, nous le réaliserons de manière à outiller les militants du Parti dans le souvenir de ceux qui, comme Brossolette, ont donné leur vie pour restituer aux hommes leurs raisons de vivre, dans l'attente impatiente de ceux qui sont retenus loin de nous, dans les stalags ou les oflags, dans les prisons politiques, dans les camps de concentration, dans les forteresses de la déportation. Et, dans cet axe de souffrances et de douleur, le Populaire compte plusieurs de ses rédacteurs, à l'héroïsme desquels le Congrès voudra, comme nous-mêmes, rendre un affectueux hommage.
Ma confiance est entière quant à l'avenir du Socialisme en France. Notre Parti peut, doit être, sera demain le premier Parti politique de ce pays. L'évolution des esprits, le tournant de l'histoire, le rythme social, tout nous permet de concevoir de grandes espérances, nos moyens doivent être à la mesure de nos ambitions, je suis certain de répondre au désir du Congrès et je crois pouvoir lui dire que nous ne le décevrons pas, tant est grande en nous la foi qui nous anime et forte la résolution de servir le Parti.
(Longs applaudissements)

Le président - Camarades, voici que nous proposons au Congrès. Il est 5 heures et demie, nous pourrions donner, cet après-midi, la parole aux délégués des fédérations qui ont des communications à nous faire. La discussion générale sur les rapports qui ont été exposés aujourd'hui pourrait se dérouler demain dans la journée. Demain, à la fin de la matinée, nous pourrions entendre les délégués fraternels qui assistent à nos travaux. Et, à la fin de l'après-midi, le Congrès organiserait des Commissions de travail qui s e réuniraient le samedi, ce qui permettrait au Congrès de se terminer dimanche matin, comme il est prévu. Félix Gouin et Vincent Auriol interviendraient au cours de ce débat.
Si le Congrès est d'accord sur cette façon de procéder, nous donnerais, la parole aux délégués de fédération qui la demanderont. Auparavant, je donne la parole au camarade Naegelen qui a une communication à vous faire.

Naegelen - Camarade, je veux vous demander d'adopter simplement la résolution suivante qui fera, j'en suis sûr, l'unanimité et qui n'a pas besoin d'être discutée :
"Le Congrès national extraordinaire des cadres des fédérations Socialistes reconstituées dans la clandestinité, réuni à Paris, le 9 novembre 1944.

Collection Jean Jaurès

Salue avec émotion les populations françaises non encore délivrées du joug allemand et hitlérien.
Et notamment celles d'Alsace et de Lorraine, annexées par l'Allemagne contre leur volonté et celle de l'ensemble du peuple français ; sans que le pseudo-gouvernement de Vichy ait osé protester contre cet attentat contre le droit humain ; "il salue leur héroïque Résistance et proclame que le Parti Socialiste fera tout pour hâter la fin de leurs souffrance a matérielles et morales, et le moment où elles reprendront leur place au sein de la France républicaine."
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, vos applaudissements soulignent que le Congrès est unanime pour adopter sans réserve l'ordre du jour déposé par Naegelen, membre de l'assemblée consultative et adjoint au maire de Strasbourg.
(Nouveaux applaudissements)

Fournier (Ardèche)

Mes chers camarades, je viens vous parler loi du département, de l'Ardèche. C'est un département peu connu, qui se trouve au sud de Lyon et au nord d'Avignon. Je le dis, parce qu'il paraît que les Français ignorent la géographie.
Ce département a quelque chose à dire au Congrès du Parti Socialiste, et c'est ceci.
Nous avons entendu tout à l'heure avec un grand plaisir notre camarade Defferre nous parler du regroupement de la zone sud ; nous l'avons entendu avec d'autant plus de plaisir que ce qu'il a dit était pour nous tout à fait nouveau, et que, en quatre ans, nous n'avons jamais eu aucun contact avec le Parti Socialiste.
C'est profondément regrettable, car il y a, dans l'Ardèche, un noyau Socialiste qui tout de même compte, et ce département rappelle deux noms que vous connaissez bien : celui de Froment que vous connaissez bien, et celui de Xavier Vallat que vous connaissez également.
Nous qui avions aidé Froment à arriver là où il est, nous qui avions lutté contre Xavier Vallat, nous avons eu le regret d'être coupés pendant quatre ans du Parti Socialiste. Je puis dire presque entièrement. Après le départ de Froment, nous n'avons plus rien su.
Cela n'a pas empêché l'Ardèche d'être le premier de tous les départements qui ait délivré sa préfecture, car nous n'avons pas attendu le 15 août pour faire notre insurrection. Nous n'avons faite le 6 juin, grâce à nos camarades Socialistes de l'Ardèche qui avaient milité dans la Résistance et qui ne pouvaient plus militer dans le Parti Socialiste, puisqu'ils ne savaient pas où le trouver. Grâce à eux, nous avons pu, dès le 6 juin, prendre la préfecture et libérer les trois quarts du département. Puis, le 13 août nous prenions Privas ; du 15 août au 1er septembre, nous ne nous contentions pas, comme on l'a dit, de démolir quelques véhicules, nous tuions dans la vallée de la Saône 10 000 Allemands et faisions 15 000 prisonniers.

Fondation Jean-Jaurès

Mes chers camarades, je regrette beaucoup que notre département ait été laissé de côté par le Parti Socialiste, j'espère qu'il ne s'agit là que d'une erreur. En tout cas, voici ce que nous avons fait.
Avant même la Libération, nous avons commencé à faire reparaître notre journal hebdomadaire, l'Ardèche Socialiste. Quelques camarades se sont groupés et, avec des moyens de fortune, ont fait reparaître le journal que nous avons distribué dans la zone encore occupés du département.
Par ce journal, nous avons porté la parole Socialiste à nos camarades qui se trouvaient encore sous la botte des Boches.
Nous vous apportons quelques suggestions qui devraient être prises en considération par le Congrès :
Nous avons constaté, quand nous avons reconstitué la fédération Socialiste de l'Ardèche, que beaucoup de gens venaient à nous parce qu'ils pensaient que notre Parti était celui de l'avenir et qu'ils entendaient faire leur chemin grâce à ce Parti. Beaucoup de ces gens ne sont pas à admettre parmi nous.
Pour les écarter, nous avons établi des fiches d'admission, et nous voudrions que le Congrès adopte le principe de ces fiches pour toute la France.
Il est inadmissible que soient admis au Parti des gens qui ne sont pas Socialistes mais qui espèrent, par le Parti Socialiste, arriver à des postes de commande. Nous en avons eu trop de ces Socialistes qui ont su nous tourner le dos au bon moment et qui voudraient aujourd'hui rentrer chez nous.
Ces gens-là, je vous demande de les éliminer.
(Applaudissements)
Pour notre part, nous faisons établira des fiches. Chaque demande est accompagnée de cette fiche, et par ce moyen chaque cas est étudia spécialement. Nous avons pu déjà éliminer quelques candidatures indésirables.
(Applaudissements)
Je voudrais dire un mot des milices patriotiques. Notre position est la même que celle de Defferre. Des milices patriotiques ne sont, en bien des endroits, il faut le dire nettement, que des ramassis de gangsters.
(Applaudissements)
Mais, nous n'approuvons pas complètement notre camarade Defferre, lorsqu'il dit que les milices patriotiques doivent être complètement supprimées, nous avons vu, dans les périodes révolutionnaires, des gardes nationales qui ont tout de même joué un rôle heureux. Nous pensons que, si on ne veut, pas conserver ce nom de milices patriotiques, il serait bon de conserver, par exemple sous le nom de gardes civiques, une organisation armée qui permettrait, le cas échéant, de nous défendre.
Les FFI nous échappent ; ils reviennent dans la main du gouvernement. Ce n'est pas un mal ; il faut que le gouvernement ait la main une l'armée. Mais, sur le plan strictement local, il ne faut pas oublier que tout n'est pas fini, et nous savons que ce n'est pas la police, telle que nous la connaissons chez nous tout au moins, qui pourra par exemple faire l'épuration.

Je vous demanderai donc de ne pas suivre complètement le camarade Defferre, quand il propose la suppression totale de la milice patriotique ; mais d'émettre le vœu que soit crée un mouvement, contrôlé par les organisations de la Résistance dont notre Parti est membre, mouvement armé qui serait susceptible de protéger la République et de nous protéger nous-mêmes, ce qui pourrait devenir nécessaire d'ici peu de temps.
Je voudrais encore dire un mot au sujet de la carte qu'on nous propose de remettre aux membres de la Résistance, en la leur faisant payer 100 francs. Cela a soulevé presque l'hilarité de nos camarades. Ainsi, ceux qui auront travaillé pendant quatre ans dans la Résistance auront cette petite satisfaction de recevoir une carte, mais devront la payer 100 francs ! Et ceux qui n'auront rien fait ne payeront rien !
Il y a là, à notre avis, de la part de notre Parti, une petite mesquinerie qu'il faut faire disparaître. Si une carte est remise aux camarades qui prouveront avoir eu une activité dans la Résistance, il faut qu'elle leur soit remise gratuitement. Ce n'est pas la somme qui gêne ; c'est le geste qui déplaît.
(Applaudissements)
Je pense que le Congrès sera de mon avis.
D'autre part, nous pensons que la cotisation, fixée à 120 francs, est trop élevée. Elle est de nature à faire reculer bien des gens, en particulier dans un département comme le nôtre qui est un département pauvre. Je vous demanderai de reconsidérer la question.
Je sais qu'il ne faut pas priver le Parti de ses ressources. Mais, je suis persuadé que, dans ma région, une cotisation de 60 francs apporterait plus qu'une cotisation de 120 francs.
J'en ai terminé, je demande au Congrès d'examiner les diverses résolutions que mes camarades de l'Ardèche m'ont chargé de lui soumettre.
(Applaudissements)

Barois (Indre-et-Loire)

Camarades, ma fédération aurait voulu que j'exprime au Congrès bien des choses qui ont été dites ce matin avec plus d'éloquence et plus de force que je n'aurais su en mettre. Je me réjouis que le Congrès les ait entendues, parce que je n'aurai pas à y revenir. Ce que je dois faire, c'est associer la fédération de l'Indre-et-Loire aux remerciements que j'adresse à nos camarades pour les excellents discours qui ont été prononcés se matin, en particulier pour l'exposé magistral de notre Secrétaire général, Daniel Mayer.
Chose curieuse, Daniel Mayer a fait précisément l'exposé que les Socialistes voulaient entendre.
Mais, j'ai été chargé d'une question un peu spéciale que je dois exposer au Congrès au nom de la fédération de l'Indre-et-Loire.
Nous savons, et c'est là un phénomène psychologique qui n'est sans doute pas particulier à notre département, que, durant la guerre, de nombreuses sympathies se sont dirigées vers le Socialisme. On pourrait, en employant une expression

assez commune, dire que nous avons le vent en poupe. Seulement, il y a une réserve. Malgré ce vent en poupe, malgré la confiance qu'on est décidé à accorder, d'une façon plus particulière, au Parti Socialiste, on a encore peur ; on craint que ce Parti auquel on va faire confiance n'ait pas un souci suffisamment marqué d'élévation morale.
En Indre-et-Loire, on voudrait que notre action de propagande de demain ne soit pas ce que vous connaissez, mais soit quelque chose d'étroitement aiguillé.
Aussi est-ce avec une grande satisfaction que nous avons trouvé, dans l'exposé de notre camarade Favier, les dispositions prises pour établir une documentation qui permettra aux propagandistes de ne pas s'écarter de la ligne qui aura été tracée par le Congrès.
Nous avons cru, en Indre-et-Loire, que, pour que le Parti mérite cette confiance ; il fallait demander quelques garanties pour le recrutement. Nous pensons que dans an Parti comme le nôtre, un Parti qui a fait ses preuves ; un Parti qui représente une doctrine dont la force est reconnue non seulement par ses adhérents mais par ses adversaires, il est nécessaire que ce soit le candidat qui fasse sa demande d'admission, et que ce ne doit pas être le Parti qui sollicite le futur adhérent. Il y a là une nuance que vous trouverez peut-être subtile et exagérée ; nous pensons tout de même que l'admission d'un nouveau membre comporte certaines précautions et certaines formes ; nous voudrions, en particulier, que le candidat fût invité à signer une déclaration du genre de celle que j'ai fait approuver par la fédération de l'Indre-et-Loire qui m'a demandé de vous la proposer, et qui serait la suivante :
"Je déclare que, en demandant mon adhésion au Parti Socialiste, je m'engage à le servir, à servir la France et l'intérêt national, et je promets d'être toujours un militant discipliné."
Cela n'a l'air de rien ; mais cela inspirerait à tous une confiance considérable. Ce serait, pour ceux qui nous observent, une espèce de garantie, une assurance qu'il est impossible de faire, chez nous, quelque chose de malpropre et que, en tout cas, ceux qui auraient signé une telle déclaration ne pourraient pas se livrer à ces exactions qui nous conduits, avant la guerre, à ces divergences qui nous ont été si néfastes.
Notre Parti doit, à mon avis, remplir certaines conditions qui sont les suivantes. Il faut qu'il devienne une ruche bourdonnante où s'accomplit un travail constructif et mesuré ; il faut que, débordant ses cadres, il trouve le moyen, par la nature de son travail, de faciliter l'action du gouvernement.
(Applaudissements)

Ligou (Tarn-et-Garonne)

Camarades, c'est avec une certaine émotion que, représentant la plus petite fédération de France et probablement le plus jeune des membres de cette assemblée, je viens prendre la parole au nom de ma fédération.
Je vais vous lire tout d'abord quelques passages d'une motion qui a été votée à notre Congrès fédéral de Montauban, le 29 octobre dernier :

"La fédération de Tarn-et-Garonne du Parti Socialiste salue avec émotion la mémoire de tous les militants du Parti morts pour la France et pour la République, les uns dans la bataille contre l'ennemi depuis le 2 septembre 1939, les autres assassinés par des pelotons d'exécution pendant l'occupation allemande.
Elle attend dans l'anxiété le retour de tous les prisonniers et déportés, en particulier celui de notre grand camarade Léon Blum dont l'héroïsme et la foi nous montrent notre devoir.
(Applaudissements)
Elle proclame qu'en dehors de quelques défections, ses militants sont restés fidèles à l'idéal Socialiste qui a inspiré leur pensée et leurs actions, depuis le 2 septembre 1939.
Elle estime que le Parti Socialiste doit se mettre à la hauteur des circonstances et accomplir sa mission historique de guide de la démocratie française.
À cet effet, le Parti Socialiste doit fixer les grandes lignes de sa politique générale et procéder à sa réorganisation intérieure."
Suivant deux longs paragraphes sur la politique générale et l'organisation intérieure du Parti, que je ne lirai pas au Congrès. Voici cependant quelques points sur lesquels je voudrais retenir quelques instants son attention.
Tout d'abord, à notre Congrès fédéral, s'est posé la question de la cotisation. Demander à des militants ou à des adhérents d'une région pauvre une cotisation dépassant 100 francs nous a semblé exagéré ou nous a semblé tout au moins devoir donner lieu à une certaine discussion.
Nous nous sommes ensuite posé la question des rapports avec le Parti Communiste. Il est devenu traditionnel, dans toutes nos réunions, de lancer des appels plus ou moins vibrants à l'union. Mais, bien souvent, ce ne sont là que des paroles. Il faudrait savoir quelles doivent être nos relations avec le Parti Communiste, et quelle attitude nous devons prendre.
Il faut également dire quelle doit être notre attitude à l'égard des deux grands organismes de Résistance : le mouvement de la Libération nationale et le Front National.
En certains endroits, le Parti Socialiste s'appuie sur le mouvement de Libération nationale, en d'autres, sur le Front National.
Je ne sais s'il s'agit là de nouveaux partis ou de simples organismes de Résistance qui, une fois l'ennemi rejeté hors des frontières, doivent disparaître.
En tout cas, je voudrais demander au Congrès de fixer la position que nous devons prendre, à l'égard de ces deux organismes.
(Applaudissements)
Je reviens sur la question des admissions. Dans toutes les tournées de propagande que nous faisons, nous voyons des radicaux, nous voyons des républicains ; modérés que nous regardions, en 1936, comme des réactionnaires, venir à nous. C'est ainsi que, dans un canton du Tarn-et-Garonne, un candidat qui avait récolté 5 000 voies aux élections de 1936 demande aujourd'hui son admission à notre Parti.

Faut-il admettre ces gens-là ? Faut-il ne pas les admettre ? Faut-il les ajourner ? Nous voudrions connaître la réponse du Congrès sur cette question, ou tout au moins que les camarades qui dirigent notre Parti nous fassent connaître leur sentiment.

On nous a dit aussi que, en principe, tous les résistants devaient être admis au Parti Socialiste. Mais, parmi les résistants, il en est qui ont résisté uniquement par patriotisme et pas du tout par Socialisme ; ils ne sont pas Socialistes, devons-nous les admettre ? Et n'est-il pas à craindre, s'ils venaient en trop grand nombre, que la majorité Socialiste-marxiste de notre Parti se trouve déplacée et ne disparaisse.

Enfin, nous aimerions que le Parti s'occupât un peu activement de ses jeunesses. C'est avec plaisir que, en entrant dans cette salle, j'ai vu deux panneaux consacrés aux jeunesses Socialistes. Déjà, il y a des Commissions mixtes, Commissions nationales et Commissions fédérales. Mais, bien souvent, elles sont, muettes. En tout cas, nous devons dire que nous ne voyons pas très bien quel est leur rôle. Nous aimerions les voir agir. La jeunesse penche évidemment vers le Socialisme ; il faut qu'elle soit Socialiste ; pour cela, il est indispensable que le Parti veuille bien nous aider dans notre action.

(Applaudissements)

La question de la propagande se pose également. Les petites fédérations de province qui sont pauvres, qui manquent de moyens financiers, sont incapables d'éditer les prospectus, les tracts, les affiches qui leur seraient nécessaires. Il faudrait que le Comité directeur ou que la librairie du Parti puisse nous les fournir. Sans cela, nous serons battus par des adversaires qui, mieux outillés, feront mieux leur propagande.

Voilà ce que j'avais à dire au Congrès que je remercie pour sa bienveillante attention.

(Applaudissements)

Gérard Jacquet (Seine)

Ce n'est ça sans émotion que j'interviens aujourd'hui à cette tribune. Pour la première fois, en effet, depuis cinq ans, les délégués de la France Socialiste peuvent se réunir librement et, devant la presse française et la presse alliée, prendre des décisions qui engageront l'avenir du Parti et l'avenir du pays.

L'époque où nous rencontrions nos camarades de province clandestinement, dans des logements amis, en prenant toutes sortes de précautions qui, dans quelques mois, nous ferons sourire, n'est pas encore bien éloignée ; et pourtant, elle s'estompe un peu à nos yeux, parce que le Parti Socialiste, redevenu légal, a tout de suite tourné ses regards vers l'avenir.

La clandestinité comporte tout de même un certain nombre de leçons que nous avons le rôle et le devoir de nous rappeler aujourd'hui.

Nos camarades de province nous disent ce que furent pour eux ces quatre terribles années de luttes et de souffrances. À mon tour, au non de la fédération de la Seine, je vais faire au Congrès un bref compte rendu de notre activité.

Après juin 1940, après l'Armistice, le Socialisme semblait définitivement liquidé, tout au moins dans la région parisienne. La plupart des dirigeants de la fédération envisageaient de passer, avec armes et bagages, dans le clan collaborationniste, tandis que les autres se réfugiaient dans la plus prudente des neutralités.

Un certain nombre de camarade cependant ne perdirent pas confiance et, dès l'été de 1940, songèrent à regrouper les éléments sains du Parti.

Je me rappelle uns de nos premières réunions, chez un de nos amis du cinquième arrondissement de Paris. Nous étions là une dizaine, autour d'une table, et nous dressions notre triste bilan.

Je ne vous ferai pas aujourd'hui l'historique de la reconstitution de la fédération de la Seine, car l'histoire de la fédération clandestine de la Seine ressemble sans doute beaucoup à celle de toutes les fédérations clandestines de France.

Aux difficultés du début, aux heures où le pessimisme engendrait parfois le découragement, ont succédé des heures de réconfort et d'espérance. Nous avons refait une fédération puissante ; toutes nos sections ont été reconstituées dans la clandestinité, et je ne vous citerai qu'un seul chiffre, car à mon avis il est plus éloquent que de longs discours : tous les quinze jours, nous diffusions, dans la région parisienne, plus de 50 000 exemplaires de notre Populaire clandestin.

(Applaudissements)

Nos amis ont également travaillé dans les mouvements de Résistance, sur l'ordre du Parti. Vous me permettrez de ne pas insister sur ce point ; mais, j'ai le droit de dire que, si des Socialistes sont aujourd'hui à la tête de certains mouvements de Résistance, dans la région parisienne, c'est bien parce que le Parti a été, dans la clandestinité, à la pointe même du combat.

Comment avons-nous pu obtenir ces résultats que, au début, dans nos calculs les plus optimistes, nous n'aurions jamais osé espérer.

C'est l'intérêt de ce débat : quelles leçons devons-nous tirer, pour l'avenir, de ce passé encore récent ?

Nous avons refait une fédération puissante, parce que nous avons tout de suite compris, dans la clandestinité, la nécessité d'un rajeunissement, d'un renouvellement et surtout d'une épuration de nos cadres. Nous avons éliminé impitoyablement tous ceux qui, à Vichy ou près de Vichy, ont trahi à la fois le Socialisme et la République : les Louis Sellier, les Lecesne, les Cresp sont définitivement exclus du Parti. Nous ne voulons plus revoir des hommes qui se disent Socialistes, avec le secret l'espoir de devenir candidats à des élections municipales ou législatives et qu'une fois leurs ambitions réalisées, oublient promesses et programme.

Nous avons voulu faire une fédération propre, avec des hommes sincères, avec des hommes qui ne considèrent pas le Parti comme un moyen de réussite, mais comme un instrument de lutte pour améliorer le sort d'une humanité qui souffre.

(Applaudissements)

Pour combler les vides, car il y avait des vides, nous n'avons pas hésité à faire appel à des hommes jeunes, mais pleins de bonne volonté et qui aux côtés de leurs aînés, ont pris leur place au combat de la Résistance Socialiste.
Nous avons besoin de l'expérience des militants chevronnés qui souvent, pendant des dizaines d'années, ont tout sacrifié à leur Parti. Mais, nous avons besoin également, de l'enthousiasme de la jeunesse, car, vous le savez, l'enthousiasme est la qualité dominante des jeunes.
Ce nouveau regroupement de militants appartenant à des générations différentes, mais décidés à poursuivre ensemble le combat, c'est la caractéristique du Parti d'aujourd'hui.
Il y a également une chose que nous avons voulu supprimer et dont, nous avons plus que tout autre durement souffert, avant la guerre, dans la région parisienne. Nous avons voulu supprimer les luttes de tendance qui nous ont fait tant de mal.
(Applaudissements)
Vous vous rappelez certainement l'atmosphère empoisonnée de nos réunions de section, après Munich, où la moindre discussion dégénérait parfois en bataille rangée. Des hommes qui, pendant des années, avaient combattu côte à côte d'un même cœur et d'une même voix, refusaient de se serrer la main.
Camarades de province, vous n'avez pas connu cela, comme nous l'avons connu dans la région parisienne. C'est parce que nous en avons tant souffert que nous ne voulons plus revoir cela et que nous avons fait le serment de supprimer à tout jamais ces luttes de tendance.
Comprenez-moi bien. Le Parti Socialistes est et doit rester un parti démocratique. Chaque opinion doit pouvoir s'exprimer librement, c'est justement pour cela que nous avons combattu pendant quatre ans. Mais, nous ne voulons pas que, sous le couvert de cette indispensable liberté de pensée et de parole, nos militants puissent s'entredéchirer et négliger ce qui doit rester notre but commun : l'instauration d'un monde plus juste et plus humain.
Voilà les quelques grands principes que nous avons tout de suite fixés dans la clandestinité, quand nous avons commencé notre combat, et c'est grâce à cet esprit nouveau que nous avons pu refaire une fédération puissante.
Ces résultats, nous les devons également au courage et au labeur de nos militants, combien ont été pourchassés, arrêtés, torturés ! Combien sont morts en héros !
Nous ne ferons pas autour de leurs noms, une publicité que nous jugeons indécente et déplacée, car nous pensons qu'un Socialiste qui tombe devant l'ennemi, ne fait que son devoir de citoyens et de Français. Le sacrifice des nôtres doit rester bien au-dessus de toute propagande partisane, et c'est seulement en regardant vers l'avenir que nous resterons fidèles à nos martyrs et à nos morts.
(Applaudissements)
Le Parti Socialiste est le grand Parti de demain. La mode aujourd'hui est au Socialisme ; tout le monde se déclare Socialiste.

Nous ne devons pas accepter sans un examen sérieux les adhérents que la mode nous amène. Mais je tiens également à déclarer, sans la moindre équivoque, que nous devons faire appel et largement appel à tous les éléments sains et révolutionnaires de la Résistance.
Dans la clandestinité, des hommes habitués avant la guerre à une vie facile, ont réfléchi.
Très sincèrement, ils sont venus au Socialisme. Leur place est dans le Parti.
Mais, ils ne viendront à nous que dans la mesure où le Parti saura, sans la moindre équivoque possible, fixer sa position dans la mesure où il saura devenir le Grand Parti que la France attend, dans la mesure où nous saurons courageusement reconnaître nos erreurs d'hier.
Il y a également une chose qui doit attirer à nous les éléments saints de la Résistance. Notre Parti, en effet, se différencie des autres partis politiques, par une conception plus élevée et plus noble de la moralité politique. L'opinion publique ne veut plus revoir le chaos politique d'avant guerre, le règne de la confusion, les manœuvres hypocrites, les combinaisons déloyales ou peu glorieuses.
Nous avions condamné tout cela dans la clandestinité, et dans le programme commun que nous proposions à l'ensemble de la Résistance, nous disions qu'il faudrait, à l'avenir, rester fidèles aux engagements pris, fidèle à la parole donnée, que tout n'est pas bon pour atteindre un but.
Je me rappelle les conversations que j'ai eues à cette époque avec un des chefs de la Résistance qui n'est pas un Socialiste, mais qui avait su tout de même se dégager des préjugés de son milieu. Cet homme me disait :Si cette partie de votre programme correspond chez vous à un désir sincère, si vraiment vous avez l'intention de réformer les mœurs politiques de demain, c'est autour de vous et c'est grâce à vous que se fera le grand rassemblement de l'avenir
Camarades, il faut dès aujourd'hui entreprendre la lutte, pour la moralisation des mœurs politiques.
Déjà, la confusion reparaît, les manœuvres renaissent, et je vous avoue que si, en combattant dans la clandestinité, nous avons peut-être beaucoup appris, certains paraissent aussi avoir beaucoup oublié, et que le découragement pourrait s'emparer de chacun d'entre nous.
Notre devoir est de faire ce travail de salubrité nationale.
Camarades, l'opinion publique attend les hommes qui sauront lui montrer le chemin de son salut. À nous, à vous de dire si nous nous sentons capables de cette tâche, pour rester dignes de notre Parti, dignes de notre pays.
(Applaudissements)

Lacroix (Jura)

Camarades, il n'est pas dans les habitudes des délégués du Jura d'intervenir dans les Congrès. Cependant, j'ai quelques observations à vous présenter, au nom de ma fédération.

Mais, très brièvement, je voudrais d'abord vous exposer les conditions qui ont fait que la fédération du Jura peut apparaître comme une de celles qui ont repris le plus tardivement leur activité.
C'est que, dans notre département, à Saint-Claude même, nous avons été longtemps considérés comme des fantaisistes, comme des gens qui, rentrés chez eux, avaient chaussé leurs pantoufles et attendu des jours meilleurs. Nous nous laissions ainsi quelque peu disputer, même par nos meilleurs amis, et je dois dire aujourd'hui qui, si nous avons volontairement manifesté cette réserve, c'est que nous étions tout de même utiles, dans la mesure du possible.
Chez nous, les Socialistes sont entrés dans la Résistance. ils y ont pris des postes de combat, souvenu aussi des postes de direction. Ils y sont entrés et n'ont jamais oublié qu'ils étaient des Socialistes, sans que nous ne nous soyons jamais demandé d'ailleurs si les camarades qui se trouvaient à nos côtés étaient des Communistes ou des réactionnaires : nous ne pensions qu'à une chose, un but qui nous était commun et qui était la Libération du pays.
Et puis, grâce à Gernez qui est venu nous voir et qui, avec son magnifique entrain et son sourire éternel, nous a redonné le goût de l'action si c'était nécessaire, nous sommes repartis. Gernez nous a dit : "L'imprimerie du Populaire a été saccagée, perquisitionnée, vous avez, dans votre Maison du peuple, une imprimerie ; je viens vous demander si vous voulez y imprimer notre journal."
Nous nous sommes réunis à quelques-uns, deux ou trois, et nous avons dit à Gernez : "Oui, nous tâcherons de faire le nécessaire, pour ce numéro."
Mais, Gernez a les dents longues, un numéro ne lui a pas suffi et c'est durant dix-huit mois, sans interruption que le Populaire s'est imprimé à la Maison du peuple de Saint-Claude.
(Applaudissements)
Et quand le journal a été tiré, nous avons pu l'expédier au centre de distribution de Lyon, dans des conditions qui ne manquent pas de sel, puisque Gernez, pour être plus sûr que la distribution serait faits, faisait expédier nos numéros par on collaborateur notoire qui, évidemment, n'a jamais su le service qu'il nous rendait.
(Applaudissements)
Nous aurions continué plus longtemps encore. nous avons été arrêtés au moment qu'on a appelé, dans la presse clandestine, l'épine sanglante de Saint-Claude, au moment où une colonne de répression allemande forte de 1 200 hommes est venue et a saccagé la coopérative la fraternelle.
Depuis ce moment-là, nous avons dû cesser notre collaboration au Populaire et mettre fin à une activité que nous avions donnée de grand cœur.
Il ne s'agit pas de venir ici chercher des applaudissements ou des remerciements. Nous avons fait tout simplement notre devoir, comme d'autres ont fait le leur sur d'autres terrains.
Camarades, à Saint-Claude, nous avons subi une répression terrible. Nous avons eu 350 déportés et quatre de nos camarades Socialistes ont été fusillés. Parmi les

déportés, il y avait des résistants, mais il y avait aussi des gens qui ne faisaient jamais de politique ; il y avait même quelques collaborateurs qui si trouvaient dans le train partant en direction de l'Allemagne. Quant aux quatre fusillés, c'étaient des camarades de notre Parti ; il y avait parmi eux notre camarade Hilaire Mesmet, maire de Richard Saint Sauveur. Les Allemands ont allumé des incendies énormes, non pas dans Saint-Claude, mais dans les villages voisins.
Mais, malgré tout cela, et je ne sais même pas si ce n'est pas un peu à cause de cela, malgré ces exactions et ces brutalités, le maquis du haut Jura a continué son action et les Socialistes ont continué de l'animer.
(Applaudissements)
Camarades, je vous dis cela afin que vous sachiez que le Jura a fait quelque chose dans la clandestinité et que, bien que coupé des organisations clandestines, nous avons fait le maximum d'efforts, n'oubliant jamais que nous sommes des Socialistes, en vue de la Libération du pays.
Ceci dit, j'ai quelques brèves observations à présenter, au nom de ma fédération.
On m'a chargé de dire au Congrès qu'il nous apparaît que l'épuration est à la fois lente et inefficace ; de dire au Congrès qu'il est nécessaire que le Parti intervienne dans les organisations qualifiées, pour que l'épuration ne soit pas simplement façade et n'éteigne pas seulement ceux qu'on appelle familièrement les hampistes. Il faut frapper vite et frapper fort ; il faut frapper à la tête. Ce n'est qu'à es prix qu'on fera une épuration réelle et sérieuse.
Nous savons bien que l'épuration doit être faite avec toutes les précautions désirables et dans un souci réel de justice. Cependant, il nous semble que les opérations sont par trop ralenties.
Nous vous demandons, à vous, les délégués du Parti dans les organismes qualifiés, d'intervenir pour que l'épuration se fasse d'une façon plus rationnelle.
Je voudrais traiter un autre point, celui des milices patriotiques. Peut-être ne serai-je pas d'accord avec tous nos camarades : on m'a demandé d'intervenir ici contre le désarmement des milices patriotiques ou plutôt, car nous préférons cette appellation, contre le désarmement des gardes civiques.
Nous avons été les premiers, dans le Jura, à nous rendre compte que tout n'est pas parfait dans ces gardes civiques, que le recrutement n'a peut-être pas été fait avec tout le soin désirable et qu'il a pu s'y glisser des éléments indésirables ; nous savons que des gens sont entrés dans les gardes civiques pour servir de bas intérêts ; nous savons qu'il peut y avoir parmi eux de véritables gangsters qui sont un danger pour la nation et pour nous-mêmes.
Nous savons tout cela. Mais, nous qui vivons dans un département frontière où se retrouver ceux qui cherchent à passer à l'étranger, en Suisse où ils trouveront d'ailleurs un accueil problématique, nous savons aussi que ces gens-là sont dans nos villes et nos villages où ils vivent camouflés ; nous savons qu'ils sont dans nos forêts ; nous savons qu'il y a des Allemands qui cherchent à se sauver, et le jour où tous ces mauvais garçons sauront que les gardes civiques seront désarmés, ils multiplieront les attentats, et déjà ils en ont commis.
C'est pourquoi nous pensons que les gardes civiques doivent rester armés.

Fondation Jean Jaurès

Mais, corollaire indispensable, nous estimons aussi que l'épuration doit jouer là aussi avec plus de force encore qu'ailleurs.
(Applaudissements)
Il est un dernier point dont on n'a pas encore parlé et que je voudrais aborder, ne serait-ce que pour poser la question. Je veux parler des élections.
Une ordonnance a décidé que les élections municipales et cantonales auraient lieu à partir de février 1945. Cela, je vous l'avoue, a causé quelque émotion dans la fédération du Jura. Peut-être voyons-nous les choses autrement que nos camarades ; mais, il nous semble qu'on avait dit que les élections ne se feraient qu'après le retour de nos camarades prisonniers et déportés, et il semble bien qu'ils pourront ne pas être revenus au mois de février.
Cela fait que cette consultation électorale pourrait bien ne pas avoir le caractère qui devrait être le sien.
On nous dira qu'il ne s'agit que d'élections municipales et que cela n'a pas une très grande importance. Dans le Jura, cela, en a tout de même un peu plus qu'ailleurs ; pas mal de petits villages ont été victimes de la répression allemande, et les déportés ont été en général des Socialistes ou des partisans du Socialisme. Ceux-là ne seront pas rentrés, et dans de petites agglomérations où dix voix, cinq voix suffisent pour déplacer une majorité, nous allons assister à un spectacle paradoxal de voir qu'un conseil municipal, congédié par Vichy et rétabli dans ses fonctions à la Libération, devra de nouveau céder la place, parce qu'il manquera quelques Socialistes qui ont été emmenés en Allemagne justement parce qu'ils étaient hostiles a Vichy.
Peut-être cela n'a-t-il pas une grande importance ; mais ce sont tout de même des choses auxquelles nous sommes sensibles.
Telles sont les observations que je voulais soumettre au Congrès et que je lui demande de prendre en considération.
(Applaudissements)

Réception de la délégation du Labour Party
Le président - Camarades, j'ai le plaisir de vous annoncer l'arrivée dans cette salle d'une délégation de nos amis du Labour Party.
(Vifs applaudissements)
Il s'agit de nos camarades Harold Laski, vice-président du Labour Party ; Morgan Philips, secrétaire du Labour Party qui remplacera à partir du mois au décembre notre vieux camarade Middleton, et de W. Gillies, secrétaire international du Labour Party.
Ces camarades ne sont pas pour nous des inconnus. Pendant cette période tragique de plus de quatre années qui vient de se terminer, ils ont toujours été auprès de nous et nous ont aidés de leur appui fraternel.
(Les membres du Congrès, debout, saluant du chant de l'Internationale la délégation du Labour Party)

Masson (Finistère)

Camarades, l'histoire de la fédération de Finistère est à peu près celle des autres fédérations. Nous sommes pourtant très fiers de notre département ; c'est celui où les élus ont en plus grand nombre voté contre Pétain, en juillet 1940. Sur 15 élus appartenant à divers partis, il y en a eu sept qui ont voté contre Pétain, et nous eussions été bien heureux qu'il en fût de même dans les autres départements.

(Applaudissements)

Parmi les résistants, il y a eu naturellement nos deux excellents camarades Jean-Louis Roland, député de Landerneau, et Tanguy-Prigent, l'actuel ministre de l'agriculture.

(Applaudissements)

Quant aux autres, c'étaient trois bons républicains et deux démocrates chrétiens. En tout, je vous l'ai dit, 7 sur 15.

Nous avons vécu et nous avons lutté dans la clandestinité. Mais, chez nous, l'action a été très difficile, parce que nous avons plusieurs centaines de kilomètres de côtes qui ont été particulièrement bien gardées ; nous avions aussi notre grand port, de Brest, aujourd'hui anéanti, qui faisait l'objet d'une surveillance particulière, ce sorte que la circulation dans le Finistère était extrêmement difficile et extrêmement dangereuse.

Malgré tout, nous avons réussi à garder les liens qui nous unissaient avec les autres stations et nous avons été grandement aidés par les deux camarades dont je viens de citer les noms : Jean-Louis Roland et Tanguy-Prigent, très courageux l'un et l'autre, téméraires parfois, c'est un hommage que je dois rendre en particulier à Tanguy Prigent, est ancien petit paysan, chargé aujourd'hui d'une à de plus hautes fonctions, qui - et c'est le plus bel hommage que nous puissions lui rendre - est resté fidèle à ses origines et a su s'attacher aux véritables réalisations pratiques.

(Applaudissements)

Un beau jour, la Libération est venue. La nuit a disparu. Le soleil est apparu, éclatant. Et cette Libération, nous l'avons due à 20 000 FFI, 20 000 va-nu-pieds, parmi lesquels un grand nombre de camarades Socialistes, 20 000 Français qui ont empêché 100 000 Allemands de se regrouper, alors qu'ils comptaient parmi les meilleures troupes de Hitler.

(Applaudissements)

Nous avons pu faire repartir notre journal et le Parti Socialiste connaît le succès le plus grand. Notre fédération a tenu dimanche dernier un Congrès à Morlaix et nous avons eu la grande joie de voir retenir à nous la quasi-unanimité de nos camarades d'avant -guerre, et la joie encore plus grande de voir à nos côtés un grand nombre de jeunes, ce qui donnera à notre Parti une force plus grande, une allure plus combattive.

Des questions de sont posées devant le Congrès, et Daniel Mayer les a abordées ce matin. En particulier, celle des alliances. Avec qui faire alliance ? Presque partout, on parle de l'unité, on préconise l'unité. Très bien ! Mais, nous sentons

Fondation Jean-Jaurès

quant à nous comblant cette unité sera de réalisation difficile. Quand on veut se marier, il faut être deux et il faut que les deux répondent oui. De notre côté, nous disons oui. Mais, du côté de nos amis Communistes, on hésite. On hésite et, dans bien des cas, on lance contre nous de petites attaques auxquelles nous voulons rejoindre la plus discrètement possible pour ne pas creuser encore le fossé qui parait malheureusement exister encore entre nous.

Camarades, la question des alliances s'étant posée, nous n'avons pas regardé que d'un seul côté. Nous nous sommes tournés aussi du côté des chrétiens sociaux. Il y a, dans ce parti qui a joué un grand rôle dans la Résistance, des éléments sains, des éléments vigoureux, sincères et combatifs. Mais, une question nous sépare ; peut-être sépare-t-elle plutôt les partis que les hommes, c'est la question de la laïcité de l'enseignement et de la laïcité de l'état.

C'est la grande question qui devra être posée, parce que nous ne voulons pas oublier que ta lutte a surtout été portés sur et terrain, sinon pas les catholiques, du moins pas les cléricaux, et il faut qu'on sache bien que, sûr ce terrain, nous sommes décidés à ne rien abandonner.

(Applaudissements)

Un camarade évoquait tout à l'heure une autre question, celle de l'épuration. Nous trouvons que l'épuration "ne tourne pas très rond" et qu'elle ne va pas très vite. Nous ne demandons pas qu'un risque de commettre des injustices ; nous demandons au contraire que toutes les garanties soient données aux accusés, afin de ne pas frapper des innocents.

Mais, à côté des grandes questions qui nous intéressent, comme celle des réformes de structure, il y a la question de l'épuration, en particulier de l'épuration dans les administrations.

(Applaudissements)

Si on oublie d'épurer convenablement les administrations, dans lesquelles sévissent encore les amis de Pétain, dans lesquelles tant de collaborateurs se sont glissés, nous allons voir ces gens-là jouer des coudes et prendre les premières places. Alors, nous aurons laissé le ver s'introduire dans le fruit, et sont les reformes que nous préconisons qui ne pourront plus être réalisées.

(Applaudissements)

Et puis, si notre pays est dévasté, s'il est ruiné, il y a quelque chose qui est peut-être plus grave encore, c'est la crise morale que nous constatons. La guerre fait des ravages dans tous les domaines. C'est le sang, c'est le meurtre, c'est le pillage ; mais cela fait aussi des ravages dans les cerveaux. À l'heure actuelle, c'est le développement du marché noir qui sévit plus que jamais et qu'on ne poursuit pas, et c'est encore le vol, le pillage. Des gens qui, avant la guerre, n'auraient pas volé en centime, ont pris de mauvaises habitudes et volent presque comme s'il s'agissait d'une chose toute normale.

Camarades, il faut porter une grande attention à cette crise morale, parce que c'est une chose extrêmement grave. Et c'est pour cela que le Parti Socialiste devra se faire l'animateur qui prendrait en mains le redressement des consciences.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
J'en ai terminé. Dans cette lutte que nous allons mener, pas seulement dans le Finistère mais dans la Bretagne tout entière, nous sommes placés comme des sentinelles avancées sur l'océan et nous volons aussi, au point de vue social et au point de vue économique, être à l'avant-garde du mouvement Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Il y a encore sept orateurs inscrits dans la discussion. Je leur demande de se limiter aux informations relatives à leurs fédérations, les autres questions devant être abordées ultérieurement ; dans le débat sur la politique générale.

Grognier (Oise)

Camarade, j'aurais quelques questions à poser, au nom de la fédération de l'Oise. Mais, avant tout, il faut que je rende hommage à notre camarade Jean Blondi dont l'épouse est dans cette salle. Je n vous dirai pas ce que Jean Blondi a fait dans la clandestinité ; mais je serai d'accord avec tous ceux qui le connaissent, pour dire ici qu'il a bien mérité du pays et de la République, ainsi que du Socialisme.
(Applaudissements)
Au nom de la fédération de l'Oise, je voudrais vous soumettre quelques observations.
La première concerne la carte de clandestinité qu'il est question de faire payer 100 francs aux camarades qui la recevront. Cela nous choque un peu et je demanderai au Congrès de décider que cette carte sera délivrée gratuitement, en reconnaissance des services rendus par nos camarades.
Une deuxième question est celle des femmes. Les femmes vont voter. S'en est-on occupé, dans le Parti Socialiste ? Nous n'avons, quant à nous, reçu aucunes directives, et je n'ai pas vu, dans le programme du Congrès, que l'on doive s'en occuper aujourd'hui. Il serait anormal que le Parti ne donnât pas de directives à ses fédérations.
La troisième question que je poserai est celle de l'épuration, qui a déjà été traitée par notre camarade Masson.
Nous sommes assez inquiets, parce qu'on n'épure pas l'administration. Lorsqu'on veut toucher à quelque membre de l'administration, il y a tout de suite des contestations, les chefs s'interposent, on déplace l'individu qui a été visé et il reste dans l'administration sans avoir été autrement frappé.
Or, si nous laissons en place les hommes qui ont pactisé avec les Allemands, ceux qui ont servi Vichy, nous pouvons être assurés qu'ils saboteront l'œuvre de la quatrième République. Cela commence déjà, et nous savons tous, nous avons constaté dans nos départements respectifs que déjà on nous tire dans les jambes.
Enfin, je voudrais attirer l'attention du Congrès sur les fortunes scandaleuses qui se sont édifiées pendant la guerre. Quand nous étions dans le maquis, on nous avait dit qu'on reprendrait leur argent à ceux qui l'auraient ramassé dans la boue

Fondation Jean Jaurès

et dans le sang. Or, que fait-on ? On le reprend par le moyen de l'emprunt ! Ce n'est pas cela qui nous demandons ; nous demandons autre chose que cela. Nous demandons la révision totale des fortunes. Il est normal que le pays demande à chacun ce qu'il avait en 1959 et ce qu'il possède aujourd'hui.
Il faut demander au gouvernement de prendre la question au sérieux et en particulier de décider la transformation en titres nominatifs de tous les titres au porteur. Une deuxième mesure, déjà prise en Belgique où elle a été assez critiquée, serait l'estampillage des billets de banque. Nous estimons que cet estampillage serait parfaitement justifié ; en particulier, il permettrait de ne pas payer les billets de banque que les Allemands ont emportés avec eux et qui, sans cette précaution, ils arriveront bien à faire passer par les étrangers. De même, chaque Français devrait être obligé de déclarer et qu'il avait en 1939 et ce qu'il a aujourd'hui. Il faudrait enfin dépister le camouflage des fortunes qui s'est fait par l'achat de tableaux, de collections ou de bijoux.
En terminant, camarades, je vous indiquerai que tous nos camarades du bureau fédéral de l'Oise, à l'exception d'un seul qui est prisonnier de guerre, ont été arrêtés par les Allemands. Ils sont tous en Allemagne, à l'exception de celui qui vous parle et qui a pu s'évader, avec son gardien.
(Applaudissements)

Marianne Rauze (Pyrénées-Orientales)

Camarades, je vais essayer de vous démontrer que les femmes ne sont pas bavardes, en tâchant d'être aussi rapide et aussi précise que possible.
Puisque le problème féminin inquiète un certain nombre de fédérations, nous pouvons donner toutes les explications qui seraient nécessaires sur ce point, dire quels sont nos désirs et surtout apporter le fruit de notre expérience.
Vous le savez, dans le passé, les femmes ont fort peu participé à l'action politique, et longtemps notre Parti a été le seul à permettre aux femmes d'acquérir l'expérience dont je viens de parler. C'est la raison pour laquelle il peut y avoir dans cette enceinte d'autres femmes que moi, appelées à représenter le secrétariat de leur fédération.
La situation de notre département est un peu particulière ; c'est à la fois un département côtier et un département frontière. De ce fait, nous avons eu à jouer dans la Résistance un rôle clandestin important.
Au début, il s'agissait d'organiser les départs pour l'Afrique du nord, par mer. Nous l'avons fait à l'aide de petites barques que nos camarades pêcheurs mettaient à notre disposition et qui, partant de nos petits ports, transportaient les jeunes gens jusqu'à une vedette qui les attendait en mer.
Puis, ce genre de fuite ayant été éventé, nous avons eu recours au passage par la montagne. Les premiers qui passèrent étaient des polytechniciens et des saint-cyriens qui brûlaient d'aller combattre pour la France.
Beaucoup passèrent par le Portugal. D'autres purent gagner la côte africaine. Mais beaucoup ont dû passer au moins trois mois en prison dans les geôles franquistes, et c'est un souvenir qui leur est cuisant.

Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour éviter ce séjour dans les prisons. Pour ma part, j'avais pu trouver une femme espagnole qui recevait nos camarades à leur arrivée sur le territoire espagnol, dans la montagne, qui prenait leur billet de chemin de fer, parlementait pour eux, afin de leur permettre de gagner au plus vite un port ou un consulat.
C'est donc ainsi que nous avons travaillé dans notre département.
Mais, nous n'avons pas travaillé seuls. Nous avons été constamment en contact avec toute la France, mais surtout avec notre région, et moi je veux rendre hommage à notre camarade Missa qui s'est multiplié et qui nous a été du plus grand secours.
(Applaudissements)
Notre fédération s'est reconstituée dans l'enthousiasme, jamais un enthousiasme pareil n'aurait pu être conçu. Cela tenait à ce que nos trois Socialistes parlementaires, au moment de la trahison de Vichy, sont restés fidèles au Socialisme, fidèles à la République. Aucun d'eux n'a eu une hésitation.
(Applaudissements)
C'est donc sous le signe de l'enthousiasme que se sont rassemblées nos sections que, je m'empresse de le dire, nous n'avions jamais laissées indépendantes et isolées les unes des autres.
Il y a, dans cette salle, notre camarade Bardet qui représente l'arrondissement de Cédet et qui, pendant toute la guerre a sans défaillance maintenu le contact avec les sections de son arrondissement, de façon que jamais les camarades ne se soient sentis seuls ou abandonnés.
Je voudrais dire maintenant que, dans notre comité, nous avons fait de l'épuration. Parce que, si nous avons beaucoup d'adhésions, il faut, comme le disait tout à l'heure le camarade qui m'a précédée à cette tribune, savoir qui nous prenons.
Nous avons obligé les anciens du Parti à faire une demande de réintégration, et ses anciens du Parti l'ont faite avec une totale bonne volonté. Cela nous a permis d'examiner chaque cas, et nous l'avons fait sous trois aspects : Résistance, Socialisme, intégrité morale.
Comme nous tenons à avoir des éléments intègres, nous avons voulu qu'on ne puisse rien reprocher à ceux qui dirigent le Socialisme ou qui le représentent dans notre département. Nous souhaitons qu'on en fasse autant dans toute la France.
Nous pensons aussi aux ruraux. Il y a, dans le Parti Socialiste, des ruraux. Ils attendent du gouvernement une foule de mesures qu'on leur a promises.
C'est ainsi que, dans notre région, des propriétaires fascistes sont partis, en septembre, abandonnant 140 hectares de vignes qui restent à l'abandon. On demande la confiscation de ces terres ; on demande pourquoi elles ne sont pas cultivées.
(Applaudissements)
Je passe sous silence la question des régimes de grands services publics, qui ne sont pas administrées d'une façon aussi Socialiste que nous le voudrions. Dans

Fondation Léon Blum

le département, il y a des régies d'électricité où seuls les directeurs et les ouvriers ont part à l'administration, alors que les consommateurs et les communes en ont été exclus. Il nous semble que cela n'est pas Socialiste, et nous demandons au Parti de donner des directives pour que ces régies soient désormais administrées selon des principes plus exactement Socialistes.
Notre Congrès fédéral a protesté contre les lenteurs ou l'inanité des mesures d'épuration dans les administrations. Nous avons, en effet, dans notre département, les mêmes contrôleurs du ravitaillement, ceux qui étaient en place sous le régime de Vichy. Il en résulte que nous avons manqué de tout : notre département ne produit que de la vigne et nous ne pouvons pas manger les sarments ; nous manquons de tout : pas de blé, pas de pommes de terre. Par contre, nous avons trop de vin ; vous vous plaignez d'en manquer ; nous voudrions bien vous en envoyer, car les caves sont pleines.
En terminant, je demanderai que le Congrès national fixe notre situation envers les différents partis, comme l'a demandé notre Congrès fédéral. Et aussi, que soient supprimées les valeurs à intérêt personnel que détenait le Parti, avant les évènements qui nous ont séparés.
"Notre pays, écrivait Jaurès en 1914, est entré dans une période profondément tragique. Il n'y a pas de plus terrible tragédie que le contraste tous les jours plus mortels entre l'immensité du péril et la médiocrité des tentatives intellectuelles et morales s'y opposent : petites forces, petites idées, petits moyens, petites agitations, petites polémiques. La France est perdue, si elle n'a pas un réveil ardent et un sublime sursaut."
Camarades, le Parti a fait ce réveil ardent. Nous demandons que la France reçoive de lui ce sursaut sublime.
(Applaudissements)

Jean Minjoz (Doubs)

Camarades, je représente à cette tribune non pas une fédération tout entière, mais seulement une partie de la fédération du Doubs, car hélas ! Le tiers de notre département est encore sous la botte allemande. Je parle notamment de la région de Montbéliard, la région de Peugeot qui se trouve encore occupée et dans laquelle nous comptons plus de vingt, municipalités Socialistes ; dans laquelle sont encore plus de 75 000 habitants qui souffrent durement ; dans laquelle, depuis dix jours, règne la famine ; dans laquelle presque tous let hommes ont été déportés en Allemagne ; région industrielle qui a été dépouillée de son équipement économique, emporté par les Allemands il y a quelque s semaines, et qui de ce fait se trouve menacée, pour la lendemain de sa prochaine Libération, d'une ruine complète. Et vous comprenez dans quel sentiment je tiens à associer à nos camarades de la région de Montbéliard ceux de la région de la Haute-Saône qui aspirent encore à leur libération.
Notre situation est pénible. Néanmoins, nous avons continué l'œuvre que nous avions commencée dans la clandestinité, et aujourd'hui, la fédération Socialiste au Doubs a repris sa vie. Sur les questions qui intéressent le Congrès permettez-

moi de signaler quelques points qui ont retenu l'attention de nos éléments Socialistes et qui doivent être soumis à vos délibérations.
C'est tout d'abord, au point de vue de l'organisation même du Parti, la question des cartes de dissident dont en a parlé tout à l'heure et pour laquelle je me joins aux observations qui ont été faites par un camarade qui m'a précédé à cette tribune.
Nous demandons ensuite que des efforts soient faits pour que le Populaire et les instructions du Parti parviennent plus facilement dans notre département.
À cet égard, nous nous trouvons dans une situation tout à fait défavorable, irons constatons que certains journaux qui s'appellent l'Aurore et l'Aube arrivent à peu près régulièrement au centre de notre département, tandis que notre Populaire n'arrive que quelques jours par semaine.
Il y a là des efforts à faire, au centre du Parti, pour que notre journal soit régulièrement diffusé dans l'ensemble de la France, le plus rapidement possible.
De même, il est indispensable que le Parti nous touche rapidement, par ses instructions, afin que nous soyons à même de discuter sur un pied d'égalité avec les autres parties qui, possédant des ressources et des moyens divers, arrivent à entretenir des relations suivies avec Paris.
Ces observations particulières d'ordre général, car il me paraît impossible de dissocier la vie d'une fédération de la politique générale du Parti. Les questions que je vais traiter se rattachent au débat sur la politique générale de demain.
Tout d'abord, au point de vue de l'action, nous demandons avec insistance que la représentation proportionnelle soit non plus seulement mise à l'ordre du jour de nos Congrès, mais devienne effectivement une réalité.
Il y a trop longtemps, et c'est ce qui a contribué au marasme politique d'avant-guerre, qu'on parle de justice en matière électorale, sans pour cela arriver à la réaliser. Ce que nous voulons, c'est la représentation proportionnent intégrale, pour laquelle ont lutté depuis tant d'années tous ceux qui ont représenté notre Parti, en particulier notre grand Jaurès et Léon Blum lui-même.
(Applaudissements)
Je voudrais aussi dire quelques mots sur l'attitude du Parti vis-à-vis des organes de Résistance, vis-à-vis des groupements de Résistance. On a abordé la question à cette tribune, soit en ce qui concerne le Front National, soit à propos des mouvements dits de Libération, auxquels le Parti tout entier a adhéré, ainsi que la plupart des Socialistes.
Dans le Doubs, nous craignons que les groupements de résistante deviennent en quelque sorte des super partis qui gêneront le recrutement et le développement de notre propre organisation.
Or, si nous estimons que l'esprit de Résistance qui a permis aux Socialistes, aux syndicalistes chrétiens, aux syndicalistes de la CGT et aux démocrates chrétiens de se retrouver ensemble dans une même organisation, doit subsister, il ne faut pas que cet esprit de Résistance nuise au développement de notre Parti. Ou bien, il faut envisager, la question sous un autre angle et songer à la création, au-

dessus des différents partis politiques, d'un groupement de Résistance puissamment étoffé qui en serait en quelque sorte la superstructure.
Voilà les observations que je demande à la Commission des Résolutions d'étudier attentivement, parce que, dans nos milieux de province où les militants sont parfois rares, ils doivent être un peu partout et risquent, en apportant une part de leur activité à certains groupements, de négliger le Parti. Il y a là quelque chose d'assez délicat. Il faut que la question soit résolue, et résolus à la fois dans l'intérêt de la Résistance et dans l'intérêt du Parti, pour lequel nous avons fait tous les sacrifices possibles.
Enfin, il me reste à parler d'une dernière question, celle de nos rapports avec le Parti Communiste. À ce sujet, il faut être net. Nul plus que nous ne souhaite l'unité entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Dernièrement, dans notre département, nous avons essayé de savoir ce que pensaient à ce sujet nos camarades Communistes. Nous leur avons donc écrit, et nous avons reçu leur réponse. Je vais donner lecture de ces deux lettres. La réponse de nos camarades Communistes est un document important, car elle permettra au Congrès d'apprécier la situation. Voici ce que nous avons écrit à nos camarades Communistes :
Le 24 octobre
"Chers camarades, depuis bientôt vingt-cinq ans, nous n'avons pour notre part cessé de déplorer les divisions qui ont fait tant de mal à la cause du Socialisme ou du Communisme.
A la suite de la guerre de 1939 et "des événements qui l'ont suivie, nous avons pu constater que l'action des nos deux partis était devenue à peu près la même et que la plupart des causes de division d'autrefois (action clandestine, défense nationale, etc.) avaient disparu.
Dans ces conditions, au moment où la vie politique reprend et où de graves problèmes vont se poser, aux points de vue extérieurs, intérieur et économique, nous avons pensé que, dans l'intérêt commun du monde du travail que nos deux Partis représentent plus spécialement - il serait utile d'envisager non seulement un rapprochement momentané pour des actions immédiates, mais notre réunion définitive dans une seule et même organisation.
Nous serions heureux de connaître à cet égard votre avis, et s'il était le même que le nôtre, nous envisager d'un commun accord l'action à mener au sein de nos deux partis.
Veuillez recevoir, chers camarades, l'expression de mes sentiments les meilleurs."
Signé : Minjoz, responsable du Parti Socialiste pour le Doubs.
Voilà qui était animé d'un pur esprit d'unité.
Voici maintenant la réponse du comité régional du Parti Communiste, à la fédération Socialiste du Doubs :
"Chers camarades, nous avons reçu votre lettre du 24 octobre courant, contenant vos propositions pour un rapprochement et même une réunion définitive de nos deux partis.

Nous sommes heureux de vous voir partager aujourd'hui ce désir d'unité que nous n'avons pas cessé de manifester et depuis le Congrès de Tours, en décembre 1980.
La classe ouvrière est une et indivisible, un seul et même intérêt l'anime ; en conséquence, un seul parti doit représenter ses aspirations et son programme. Il n'en va pas de même au sein de la bourgeoisie, divisée par des intérêts différents et représentée par autant de partis que de groupes d'intérêts distincts.
Notre Parti veut sincèrement aboutir à la création d'un seul parti du peuple français ; mais, la classe ouvrière et les masses populaires ne comprendraient pas que cette unité se réalise sans buts concrets et sans garantie des situations antérieures.
Vous savez, chers camarades, combien notre Parti Communiste français forme un bloc indivisible, autour de ses chefs aînés : Maurice Thorez, Jacques Duclos, André Marty, Marcel Cachin, Arthur Ramette, Jacques Monmousseau, Lucien Midol, François Billoux, Charles Tillon, etc. Pénétrés de la doctrine de Marx, Engels, Lénine, Staline, les Communistes ont une conception scientifique du monde, le matérialisme dialectique, véritable boussole qui leur permet de trouver la voie juste dans les conditions politiques les plus difficiles. Un examen impartial de la vie politique de ces 24 dernières années révélerait clairement que notre Parti fut, l'initiateur de tous les grands mots d'ordre de progrès et de paix en France.
Dès sa naissance, il lutta seul contre le traité de Versailles, gros d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale. Il fut seul, en 1924, à prédire la faillite inévitable du Cartel des gauches, auquel vous participiez. Il fut à la tête des masses laborieuses, dans la lutte contre les conséquences de la crise économique de l928 à 1932, tandis que votre camarade Jules Moch prônait, dans notre brochure, les bienfaits de la rationalisation qu'il présentait comme une étape vers le Socialisme. Il se dressa seul, les 6 et 9 février 1934, contre la tentative de coup d'état du fascisme en France, il lutta sans répit pour l'unité d'action à tout prix pendant quinze ans, et grâce à ses efforts le poste d'unité d'action fut enfin signé le 27 juin 1934 entre nos deux partis. En décembre 1934, notre camarade Maurice Thorez lançait à Nantes le mot d'ordre du front populaire, pour la paix, le pain et la liberté. En janvier 1936, au Congrès de Villeurbanne, Maurice Thorez tâchait de réaliser l'union de la nation française. Face à la contre offensive de l'oligarchie financière, en 1936-1938, notre Parti lutte seul pour l'application de la politique conforme au programme du front populaire, tandis que Léon Blum proposait la pause (?) aux masses laborieuses. Tandis que notre Parti faisait retentir le mot d'ordre :
"Aide à l'Espagne républicaine ; des canons ! des avions ! des munitions !″
Votre camarade Léon Blum lui opposait le blocus, sous le vocable trompe-l'œil de la non intervention. Le 29 septembre 1938, à la conférence de Munich, se négocie le dépeçage de la république amie de Tchéko-Slovaquie, contre lequel notre Parti se dresse seul, tandis que le Populaire écrivait que Daladier avait sauvé la paix. En septembre 1939, notre Parti dénonce le caractère impérialiste

de la deuxième guerre mondiale et se voit interdire de ce fait, tandis que Blum, Paul Faure et Zyromsky faisaient, encore une fois, l'union sacrée. Dès lors, c'est Léon Blum qui orchestre, la campagne contre notre Parti ; c'est le Socialiste Barthélémy qui rapporte la loi de déchéance contre les députés Communistes et réclame pour punition une balle dans la nuque.
Notre réunion dans un seul parti et ne saurait être sincère, chers camarades, sans que tous ces problèmes soient éclaircis au préalable. Vous ne sauriez travailler à la fois au coude à coude avec nous sur un même programme, dans une même discipline, et rester fidèles à un passé politique et à des chefs condamnés par l'histoire. Il n'est que trop vrai que votre Parti fut de tout temps détourné par les tendances et qu'on assista à ce spectacle lamentable durant la guerre d'une fraction de votre Parti luttant dans l'opposition contre Vichy que soutenait l'autre fraction.
Que deviendraient, chers camarades, notre cohésion et l'unité magnifique de notre Parti, si vous nous reveniez sans avoir brisé avec cet esprit de division et fait un pas en avant vers l'esprit de bloc et de discipline qui fait la force du Parti Communiste français ?
De nombreux militants Socialistes ont rejoint nos rangs, animés d'un esprit nouveau, et nous les avons accueillis très fraternellement.
En conclusion, nous sommes prêts à envisager avec vous des conférences communes des membres de nos deux Partis, afin d'éclaircir tous les problèmes qui nous séparent encore, et trouver dans la clarté et la confiance mutuelle un terrain d'entente, pour l'unité complète à laquelle nous aspirons de toutes nos forces.
Nous espérons, chers camarades, que vous souscrivez à notre proposition et nous vous adressons, en attendant votre réponse favorable, nos salutations fraternelles."
Pour le comité régional du CPF, le secrétaire.
Camarades, vous connaissez les textes que je vous ai lus dans leur entier, vous avez par conséquent tous les éléments pour la discussion du problème. Pour ma part, en conclusion, je demande au Congrès d'affirmer sa volonté d'unité ouvrière, car nous pouvons dire, je crois, que, depuis vingt ans, nous avons été les seuls à regretter, tant en France que dam l'internationale tout entière, les criminelles divisions qui nous ont opposés les uns aux autres. Nous voulons l'unité dans la confiance et dans la réciprocité, et non des attaques dirigées contre nos chefs respectés, ceux que nous vénérons et qui sont actuellement déportés en Allemagne.
(Applaudissements)

Espinasse (Aveyron)

Camarades, je dois, en tant que secrétaire fédéral, vous apporter quelques précisions sur notre Parti, dans notre département. Je le ferai brièvement.
Tout à l'heure, notre camarade de l'Ardèche déclarait n'avoir pas été aidé dans son action pour la reconstruction de sa fédération. Je peux dire quant à moi que,

Fondation Jean Jaurès

en contact dès 1941 avec les responsables de la région de Montpellier, nous recevions les mots d'ordre du chef de la zone sud qui était notre camarade Gaston Defferre.
Dans la fédération de l'Aveyron, la Parti Socialiste a fait son travail de Résistance, et je peux dire que nous avons été les pionniers de la Résistance. Nous avions des groupes francs Socialistes, un maquis Socialiste que moi-même je dirigeais, et je peux dire que si la production de bassin, minier de Decazeville a été diminuée, grâce à l'action de nos camarades Socialistes qui étaient dans les groupes francs et dans les équipes d'action immédiate.
Puis, une fois l'action de Résistance terminée, nous avons reconstitué notre fédération. Aujourd'hui, je peux déclarer ici que nous avons la joie de voir notre Parti recevoir en masse des adhésions, adhésions non seulement de mineurs mais aussi de nos camarades paysans.
Je demanderai au Congrès de mettre au service des fédérations qui sont dépourvues de parlementaires et de propagandistes, un schéma de propagande, des documents, des affiches, tout le matériel nécessaire pour donner de la force à notre Parti Socialiste.
J'insisterai aussi sur la question des adhésions. Ce matin, notre Secrétaire général Daniel Mayer parlait des néo-Socialistes. La question va se poser demain pour tout le département de l'Aveyron. Je pense qu'il faudra que les sections aient seules la responsabilité, pour la réintégration de ces camarades qui demanderaient à rejoindre le Parti.
Mais, il ne faudrait pas qu'aujourd'hui des camarades qui ont quitté le Parti, lui reviennent à un moment où il montre sa force, pour essayer d'y pêcher un mandat de parlementaire, il faut que ces camarades, s'ils veulent rentrer au Parti, passent d'abord par la porte de la section car nous voulons que ces camarades se montrent dignes de défendre demain le Parti Socialiste.
Je demanderai aussi que le Congrès national s'intéresse à la question des jeunes. Un Parti ne peut pas vivre sans jeunesse.
(Applaudissements)
Il faut que nous groupions, derrière le Parti, nos camarades jeunes, car c'est à eux qu'est réservé l'avenir. Si ces camarades jeunes ont risqué leur vie dans le maquis ou dans la Résistance, il faut les grouper avec nous, car demain ils seront les pionniers du Parti et du Socialisme.
On a prié aussi des milices patriotiques. Je voudrais que le Parti Socialiste, dans ton Congrès national, étudie sérieusement la question.
Dans notre région, en particulier dans le bassin minier, nous avons des milices patriotiques. Mais, ces milices ne se sont pas contentés d'assurer la police ; elles ont été aussi au service d'un parti politique.
Il faut que les milices patriotiques continuent à vivre, mais qu'elles soient au service du gouvernement, pour restaurer l'ordre et non pour faire de la politique.
Je voudrais parler aussi de l'épuration. Dans l'Aveyron, représentant la Parti Socialiste, j'interviens à tout moment pour que l'épuration se fasse. Il y a, dans ce département, des maquis miliciens qui se réforment. La question est grave. Il

faut que nos représentants au gouvernement prennent une position énergique, pour empêcher la cinquième colonne de se reformer et de nous frapper dans le dos.
(Applaudissements)
Il importe aussi que le Parti Socialiste s'intéresse à la question paysanne. Les paysans sont décidés à venir avec nous, parce qu'ils savent que notre Parti est capable de les défendre.
Dans le département de l'Aveyron, où dominait jusqu'à présent la politique réactionnaire, il faudra que le Parti Socialiste s'intéresse à la question paysanne et mette à la disposition de notre fédération (sans doute aussi des autres) une documentation spécialement paysanne.
En terminant, je voudrais parler de l'unité prolétarienne, je pense que nous devons la réaliser, car lorsque je me trouve moi-même au fond de la mine, avec mes camarades Communistes, tous sommes tous également exploités par le même patron, par le même capitaliste. Il faut donc que nous fassions l'unité prolétarienne.
A ce propos, je voudrais dire combien j'ai été écœuré, lorsque j'ai pu lire dans le Populaire que des attaques avaient été adressées à notre camarade Le Troquer. Il faut que cela cesse. Je connais nos camarades Communistes de l'Aveyron ; moi-même, j'étais responsable au rassemblement populaire en 1936 ; j'ai arraché, dans un centre purement Communiste, le conseil d'arrondissement, au profit eu Parti Socialiste ; mais je pense que nous pouvons travailler face à face avec nos camarades Communistes. Si demain la classe ouvrière devait s'unir en un parti unique, elle serait forte et pourrait réaliser la révolution prolétarienne.
(Applaudissements)

Brourdet (Hérault)

Chers camarades, j'avais l'intention de renoncer à la parole, étant donné que la plupart des questions sur lesquelles j'avais à m'appesantir ont été étudiées par plusieurs camarades qui m'ont précédé à cette tribune. Tout de même, sur l'insistance de nos camarades de l'Hérault, j'ai dû maintenir mon tour de parole, pour insister un peu sur une situation qui nous est particulière.
Dans notre département, nous avions trois parlementaires Socialistes. Sur trois, deux ont trahi la cause de la liberté et du Socialisme. Heureusement, nous avons eu le bonheur d'avoir notre camarade Jules Moch, député de Sète, qui, par son action, par son activité inlassable dans la Résistance, a relevé le drapeau du Socialisme.
Après cette trahison, nous qui représentions, avant 1940, la fédération des jeunesses Socialistes, avons réalisé ce brassage dont parlait notre camarade Daniel Mayer, avec nés camarades adultes.
Fidèles aux principes du Socialisme qui est inséparable de la lutte sans merci contre le fascisme, nous avons essayé, en 1940, de réveiller ce que Victor Hugo appelait "la grande insomnie du monde au tour de nous". Nous y avons en partie réussi. Nous avons travaillé d'abord pour reconstituer la fédération ; nous

sommes allés dans la plupart des localités de notre fédération, nous avons reconstitué les sections clandestines, et quand les mouvements unis de la Résistance ont été constitués, nous nous y sommes intégrés, parce que, comme vous l'ont dit nos camarades tout à l'heure, nous n'avons pas voulu constituer une organisation Socialiste seulement résistante. Là, nous pouvons apporter la preuve péremptoire que le Parti Socialiste, dans notre fédération, a été à la peinte du combat.

Nous avons perdu quatre de nos camarades qui ont été fusillés à (…), sept à Montagnac, un des jeunesses Socialistes et un du Parti Socialiste à Nissan ; deux à (…).

Cela ne nous a pas empêchés de travailler dans le sens que je vous indique. Nous avons fait cela de concert avec nos camarades qui représentaient dans la région le Parti Socialiste.

Nous étions an relations avec notre camarade Missa et notre camarade Defferre. Nous avons travaillé en accord avec les chefs du Parti Socialiste clandestin.

Je voudrais indiquer qu'à notre dernier Congrès d'information qui a eu lieu récemment à Montpellier, nos camarades ont été unanime même partisans d'une démocratisation du Parti. J'ai la conviction que c'est aussi la volonté du Congrès ; mais je veux souligner que cela doit être réalisé au plus vite.

Beaucoup de nos camarades ont parlé des réadmissions, et Jacquet disait tout à l'heure que la mode est au socialisme. Il y aura donc des demandes de réadmission. À ce sujet, il importe que nous nous montrions clairvoyants, non seulement vis-à-vis des militants de base, mais surtout à l'égard d e ceux qui sont appelés à occuper des postes importants au sein du Parti Socialiste.

D'autre part, je voudrais signaler au Secrétariat fédéral du Parti ou plutôt à l'exécutif que nous serons obligés, en raison de la Résistance, de modifier nos statuts.

Jusqu'à ce jour, il fallait, je crois, cinq ans de présence au Parti, peur qu'un militant puisse occuper un poste important d'élu, comme représentant du Parti Socialiste.

Je crois que, dans ce domaine-là, nous serons dans l'obligation de permettre certaines dérogations, en faveur de camarades qui ont adhéré dans la clandestinité et qui se sont montrés de fervents Socialistes.

On a parlé des milices patriotiques. Comme le camarade qui m'a précédé à la tribune, je ne suis pas hostile à ces milices en principe ; mais nous nous opposons à elle, parce qu'elles sont en réalité un instrument aux mains d'un parti politique. Nous voulons que si, demain, un organisme quelconque se substitue aux milices patriotiques, cet organisme ne fonctionne pas au profit d'une organisation politique quelconque, mais au profit de la liberté, sous les ordres du gouvernement de la France.

J'en ai fini. J'ai apporté à cette tribune un compte-rendu schématique de l'activité de la fédération de l'Hérault. Je l'ai fait dans le dessein d'être utile au Socialisme, afin que celui-ci prospère, comme nous le désirons tous, dans la société de demain.

(Applaudissements)

Bertrand (Drôme)

Chers camarades, nous avons ou le plaisir d'entendre ce matin divers orateurs. Nous avons écouté avec une émotion particulière le rapport de notre camarade Daniel Mayer. Je suis un de ceux qui ont eu l'occasion de le voir à l'œuvre ; je tiens à lui rendre hommage pour son activité dans la clandestinité.

Je tiens aussi à associer à notre ami Daniel Mayer notre camarade Froment, député de l'Ardèche qui n'aménage, dans la clandestinité ; ni son dévouement ni son temps à la cause de la liberté et à celle du Socialisme. Je l'ai vu travailler à la fois dans notre département de la Drôme et dans celui de l'Ardèche, et ce n'est pas sans émotion que je rappelle que la première réunion régionale a eu lieu à Montélimar, à mon domicile personnel. C'est à ce moment-là que Froment, député de l'Ardèche, avait rassemblé tous les militants de la région de Drôme-Ardèche. Je lui rends an particulier hommage.

Je m'en voudrais de ne pas citer également le camarade Gernez qui est dévoué sans compter dans la clandestinité, qui a fait tous ces efforts, donnant de sa personne pour diffuser le Populaire dans la clandestinité.

Je voudrais maintenant émettre un vœu, au nom de la fédération de la Drôme. Nous demandons que soient poursuivis avec la dernière énergie tous les membres de la milice de Darnand, qu'ils soient punis avec justice, mais avec fermeté, eux et tous ceux qui ont collaboré avec Vichy.

Je voudrais également, dans le même ordre d'idées, demander qu'un souffle de républicanisme passe dans les administrations, où il n'y a pas grand chose de changé. Là aussi, une épuration est nécessaire, juste mais ferme.

Nous ne permettrons pas, nous Socialistes, nous hommes de la Résistance que le Socialisme et la République puissent être trahit dans l'avenir, somme nous avons été trahis par Vichy.

C'est pourquoi nous demandons une épuration sérieuse dans les administrations civiles et militaires.

(Applaudissements)

La séance est levée.

Séance du vendredi 10 novembre (matin)

Président : Marcel-Émile Naegelen, adjoint au maire de Strasbourg.
Assesseurs : Marthe Louis-Lévy et Émilienne Moreau.

Le président (Marcel-Émile Naegelen)

Camarades, je déclare la séance ouverte.

Avant d'aborder l'ordre du jour, je veux saluer la présence à ce bureau de notre camarade Marthe Louis-Lévy, qui fut à Londres la secrétaire du groupe Jean Jaurès et qui est la fille d'un des premiers martyrs du Parti, notre camarade Isidore Bernheim, fondateur de la troisième section de Paris, qui doit figurer en

tête de la liste des fusillés du Parti, car il faut l'une des premières victimes de l'oppression allemande, à Paris.
Je salue également la présence à mes côtés de notre camarade Émilienne Moreau. Émilienne Moreau appartient à une famille illustre dans le Parti, la famille des Évrard. Un Évrard fut un des premiers pionniers du Socialisme dans le Pas-de-Calais et l'un des fondateurs de la fédération Socialiste de ce département. Émilienne Moreau est aussi la sœur Just Évrard que vous connaissez tous. Elle-même est une militante du Parti, héroïne des deux guerres pendant la guerre de 1914-1918, les services qu'elle rendit lui valurent la croix de guerre, la légion d'honneur et le cross military. Pendant cette guerre de 1939-1944, elle est restée fidèle à la tradition familiale et, malgré les recherches de la Gestapo, a été active dans la clandestinité.
(Applaudissements)
Je suis fier de présider cette séance entre ces deux vaillantes camarades.
(Nouveaux applaudissements)
L'ordre du jour appelle le débat sur la politique générale.

Ribet (Haute-Garonne) - Je demande la parole pour deux motions préalables relatives à l'organisation des débats du Congrès.

Le président - La partie est à Ribet.

Organisation du débat
Ribet (Haute-Garonne) - Camarades, au des fédérations de la Haute-Garonne, du Gers, de l'Ariège, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, du Lot-et-Garonne, du Lot, du Rhône, de la Saône-et-Loire, des Basses-Pyrénées, de la Côte d'Or et d'autres encore, je vais vous donner lecture de deux motions préalables.
Première motion
"Le Congrès considérant que l'appel lancé hier soit aux candidats pour le Comité exécutif préjuge la future organisation du Parti.
Décide que cet appel la décision du Congrès concernant la structure nouvelle du Parti."
Deuxième motion
"Le Congrès décide, pour mettre de l'ordre dans le débat, de traiter successivement les trois questions suivantes :
1° Vie du Parti, épuration, recrutement, structure nouvelle
2° Programme d'action immédiate
3° Règles d'action, rapports avec le gouvernement et les groupements politiques."

Le président - Je donne la parole à Daniel Mayer, Secrétaire général du Parti.

Fondation Jean-Jaurès

Daniel Mayer

Je ne crois pas que la première des deux motions présentées par notre camarade Ribet soit vraiment une motion préalable. Elle déclare que l'appel que nous avons lancé hier pour savoir quels étaient les candidats au prochain comité exécutif préjuge de la future organisation du Parti.

Effectivement, on préjugerait si l'on disait que ceux qui donnent leur nom seront désignés. Mais, il n'est pas question de cela. Il s'agit simplement de prendre la liste pour la mettre par ordre alphabétique. Quelle que soit la future organisation du Parti, il y aura un Comité directeur à sa tête, qu'on l'appelle exécutif ou de quelque autre nom qui ce soit. Par conséquent, je demande au Congrès, pour de simples raisons d'administration et d'organisation matérielle, de ne pas retenir la première motion déposée par notre camarade Ribet.

En ce qui concerne la seconde, il s'agit de mettre de l'ordre dans la discussion et de traiter successivement de la vie du Parti, du programme d'action immédiate et des règles d'action.

Je n'y vois pas d'inconvénient. Mais, je crois qu'il vaudrait peut-être mieux que nos camarades se limitent eux-mêmes dans leurs propres interventions. Le président, de la séance de ce matin vous dira que nous sommes en présence de 26 ou 28 demandes de parole, et nous n'avons que la journée pour épuiser ce débat ; de plus, nous avons les délégués fraternels à entendre, et encore deux rapports. Je suppose que le Congrès ne voudrait pas tenir une séance de nuit dès le deuxième jour ; c'est pourtant ce qu'il faudra faire, si nous ne savons nous limiter.

Par conséquent, je crois que cette deuxième motion s'adresse beaucoup plus à la sagesse du Congrès et à la sagesse dosera tours qu'à une organisation du débat qui nous ferait simplement perdre du temps.

Le président - Je vous demande, camarades, de ne pas prolonger cette discussion. Le nombre des inscrits dans le débat sur la politique générale s'élève à 30, et il arrive de nouvelles inscriptions. Je constate qu'il y a, pour certains départements, jusqu'à trois orateurs inscrits ; ils pourraient, semble-t-il, s'entendre entre eux de façon que l'un d'eux parle au nom de sa fédération.

(Applaudissements)

Je vais vous lire la liste des orateurs inscrits ; si cette liste subsiste entière, nous serons dans l'obligation de limiter le temps de parole.

(Le président donne lecture d la liste des dateurs inscrits)

La parole est à Louis Lévy.

Louis Lévy - Je me permets de faire au Congrès et spécialement aux orateurs inscrits une proposition. C'est de revenir à la règle que nous avions adoptée dans les Congrès précédents :

Les orateurs pourraient se réunir et s'arranger entre eux pour se répartir le temps de parole, au besoin pour se faire hara-kiri.

Fondation Jean-Jaurès

En ce qui me concerne, je voulais se faire inscrire ; je donne l'exemple et je renonce à la parole.
(Applaudissements)

Ribet (Haute-Garonne) - La Haute-Garonne se sent visée par ce que vient de dire le président, car elle a demandé la parole pour trois orateurs. Ils traiteront des questions différentes : le partage a été fait. D'autre part, nos camarades du Lot, du Gers et du Tarn ne prenant pas la parole nous ont confié la mission de parler à leur place.
Par conséquent, la Haute-Garonne n'abuse pas de son temps de parole. Du reste, ses orateurs seront très brefs.

Le président - Je crois que nous pourrions retenir la proposition de Louis Lévy je vais sus pendre la séance pendant quelques minutes de façon à permettre aux orateurs de se réunir et de se mettre d'accord sur la limitation du temps de parole. Ils se réuniront dans une salle voisine.
La séance est suspendue.
(La séance est suspendue pendant quelques minutes)

Le président - La séance est reprise.
Il a été décidé d'un commun accord entre les orateurs :
1° - que le temps de parole serait limité à dix minutes ;
2° - que chaque orateur parlera sur un sujet précis;
3° - que les trois sujets qui seront successivement débattus sont :
- la structure du Parti
- le programme du Parti
- la tactique du Parti.
Nous demandons à chacun des orateurs de faire passer au bureau un papier indiquant sur lequel est ces trois points il compte parler.
D'autre part, je signale au Congrès et spécialement aux orateurs inscrits que demain se réuniront des Commissions, je pense que beaucoup des observations que nos camarades comptaient porter à cette tribune pourraient avantageusement être présentées aux commissions intéressées, ce qui permettrait à certains orateurs inscrits dans le débat de renoncer à la parole ; ils pourraient assister à la séance de la Commission intéressée et dire ce qu'ils ont à dire.
D'autre part, il a été convenu qu'avant de donner la parole aux orateurs inscrits, nous entendrions les rapports de Vincent Auriol et Félix Gouin. C'est sur ces rapports et à la lumière de leurs conclusions que la discussion sur les différents points sera ouverte, étant entendu que nous commencerons par la structure du Parti, pour continuer par le programme du Parti et terminer par la tactique du Parti.
La parole est à Félix Gouin.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Félix Gouin

Camarades, je veux tout de suite vous dire la joie que j'éprouve et l'émotion qui m'étreint, au moment où je reprends content ; pour la première fois depuis mon arrivée en France, avec le Parti qui, malgré la bourrasque qui a soufflé sur lui pendant quatre ans, n'a été ni déraciné ni j'ose même dire ébranché.

Cela, nous le devons d'abord aux militants courageux qui, au plus fort de la dictature allemande et au plus bas de la triste abjection de Vichy, n'ont jamais désespéré ni de la République ni au Socialisme, qui multipliant les efforts ont refait un Parti jeune, vigoureux, actif, un Parti tel que vous l'aviez si souvent souhaité dans la clandestinité.

Nous le devons également, camarades, il ne faut pas l'oublier, nous le devons surtout à nos fusillés, à mes martyrs dont les grandes ambres auréolent de gloire, ce n'est pas douteux, ce n'est pas contestable, nos organisations renaissantes.

Nous le devons enfin à nos torturés, à nos emprisonnés, à nos prisonniers politiques et à celui qui les incarne, qui en figure non seulement la grandeur mais encore la noblesse, je parle de notre camarade, de notre cher camarade Léon Blum.

(Applaudissements)

Camarades, c'est cette symphonie de luttes et de sacrifiées, de courage physique et de Résistance morale qui nous a permis de revivre et qui aujourd'hui, je n'hésite pas à le dire, va nous permettre d'affronter les redoutables problèmes de l'heure.

Pour aujourd'hui, très rapidement, très succinctement, car je ne veux pas dépasser la limite de temps imposée à chaque orateur, déférant au désir de notre actif et magnifique Secrétaire général du Parti, mon camarade et ami Daniel Mayer, je voudrais très rapidement brosser devant vous le tableau de l'activité qui fut la mienne lorsque, pendant quatorze mois, j'ai représenté les organisations Socialistes à Londres, auprès du mouvement gaulliste.

Je rappellerai très brièvement les faits.

Lorsque nous avons reconstitué le Parti dans la clandestinité, lorsque nous avons remis sur pied, non seulement dans la zone libre, mais dans la zone occupée, les principales de nos fédérations départementales, nous avons senti très rapidement le besoin, la nécessité d'avoir à Londres, pris du groupement gaulliste qui s'appelait à ce moment "la France combattante", un représentant officiel qui traduisît constamment la pensée, la volonté, les désirs de nos organisations. C'est ainsi qu'à l'un de nos premiers Comités directeurs qui s'est tenu à Lyon, si mes souvenirs sont exacts, dans les premiers mois de 1942, deux camarades du Parti ont été désignée pour vous représenter à Londres, notre camarade André Philip et moi-même.

J'ose le dire, la chance a favorisé singulièrement, et je m'en félicite du reste pour lui, le voyage de notre camarade André Philip ; il s'est passé sans incident ; parti dans les premiers jours de mai, il est arrivé à Londres vers la fin de mai 1942. En ce qui me concerne, il n'en a pas été de mime. Mon voyage a subi quelques difficultés ; j'ai été obligé de faire, en Espagne, une halte prolongée qui a duré

quelque trois mois, et bien que je ne suis arrivé à Londres qu'au mois d'août 1942.
Lorsque j'ai mis le pied sur le sol de la libre Angleterre, notre camarade André Philip venait d'être désigné par le général De Gaulle pour être, dans le premier gouvernement qu'il venait de constituer, Commissaire à l'Intérieur, et je dois tout de suite rendre hommage à l'action qu'il a menée à ce poste. Il n'est pas douteux qu'il a rendu de grands, de signalés services, non seulement à la cause de la République, mais à celle du Socialisme.
Mais, absorbé, vous le concevez, par la tâche écrasante qui était la sienne, tenu aussi à une certaine réserve de par les fonctions éminentes qu'il remplissait auprès du général De Gaulle, notre camarade Philip m'a laissé agir à peu près seul, je l'ai fait, cela va sans dire, toujours en accord avec lui ; mais enfin, c'est votre serviteur qui a essayé de remplir à Londres, auprès de la France combattante, le rôle et la mission qui lui avaient été confiée par le Comité directeur.
J'ai essayé de la remplir, cette mission, avec le souci de préserver mon indépendance ; pour pouvoir publier librement, somme vous aviez entendu que je le fasse, il ne fallait pas que j'accepte une fonction administrative ou une fonction officielle quelconque, auprès du mouvement de la France combattante. Je n'ai donc accepté qu'une seule charge qui n'était pas de caractère officiel, qui ne me plaçait pas dans la hiérarchie, qui me laissait ma liberté de conduite ; j'ai accepté de présider aux travaux de la Commission de réforme dont, je vous dirai tout à l'heure un mot.
D'autre part, à côté de ce premier devoir auquel je devais me plier. Il fallait assurer l'indépendance du porte-parole du Parti qui allait organiser des transmissions régulières entre Londres et Paris.
Je dois vous dire, camarades, que ceci n'a pas été particulièrement facile. Nous y sommes arrivé grâce à la bonne volonté du service dirigé par notre camarade André Philip, et grâce aussi je le dis parce que je la vois à mes côtés, à la bonne volonté d'un de nos meilleurs militants Socialistes anglais, j'ai nommé notre camarade William Gillies dont je suis heureux de saluer la présence parmi nous.
(Applaudissement)
Deux tâches essentielles, camarades, avaient été assignées à votre représentant du Parti à Londres. Il avait pour mission d'abord d'agir à l'intérieur de la France combattante afin d'y faire pénétrer les méthodes démocratiques et l'esprit démocratique ; afin également d'assurer à la pensée et à l'organisation Socialistes la juste part d'influence qui leur est due à raison du grand rôle que nous avons joué dans notre pays et que nous serons encore appelés à y jouer.
D'autre part, à côté de cette action interne, je devais essayer d'agir à l'extérieur du mouvement de la France combattante, en représentant le Parti, non seulement auprès des grandes et fortes organisations travaillistes anglaises, mais également auprès de l'Internationale Socialiste.

Je voudrais donc, très succinctement, résumer quelques-uns des points saillants de l'action que je me suis efforcé de mener, pendant les quatorze mois que j'ai vécus en Angleterre.
À l'intérieur de la France Combattante, mon premier soin a été d'essayer de réaliser une liaison organique et une communauté d'action et d'efforts entre les camarades qui déjà, étant arrivé a avant moi à Londres, avaient pénétré dans les divers organismes de la France combattante. Je ma suis efforcé de rapprocher et de concilier les points de vue parfois différents qui pouvaient opposer les uns aux autres des camarades comme André Philip, comme Boris, comme notre cher et regretté Brossolette dont je salue respectueusement devant vous la mémoire glorieuse.
(Applaudissements)
Je me suis efforcé également de faire pénétrer à l'intérieur du gouvernement de la France combattante, cet esprit démocratique qui est le nôtre. Il faut comprendre, camarades, qu'un mouvement comme celui qu'avait crée le général De Gaulle était constitué par toutes sortes de militants, par toutes sortes d'hommes, appartenant à toutes les nuances de l'opinion politique ; il faut comprendre, par conséquent, qu'à côté de bons républicains, il pouvait y avoir des hommes imbus du plus pur patriotisme, mais qui ne pensaient pas de même que nous sur les problèmes essentiels liés à la renaissance de la démocratie. Il fallait par conséquent s'efforcer de faire pénétrer à l'intérieur du mouvement, sous une forme nuancée, la pensée et l'esprit démocratique. Je pense y être arrivé, grâce à cette présidence de la Commission de réforme de l'état qui a réuni, on peut le dire, les meilleurs hommes de la France combattante et qui a mis sur chantier l'étude de la réorganisation politique de la France au moment où celle-ci pourrait être libre.
Je dois dire que c'est en grande partie grâce aux travaux de cette Commission de réforme de l'état que vous avez pu voir s'élaborer la charte essentielle de cette assemblée consultative provisoire, dans laquelle nous voyons un organe nécessaire de contrôle et d'action du gouvernement. C'est par conséquent grâce aux travaux de cette Commission que, sur le terrain démocratique, nous avons pu marquer plusieurs points, et plusieurs points essentiels, je n'hésite pas à l'affirmer.
Je me suis efforcé également, et cela n'était pas une tâche facile, de faire comprendre à Londres, auprès de ceux qui ne l'avaient pas encore compris, que le régime démocratique postule nécessairement, impérieusement l'existence de grands partis organisés.
Il y avait des préventions profondes chez certaines, plus superficielles chez d'autres, contre l'existence et, j'ose le dire, la renaissance de partis organisés.
Là encore, grâce aux efforts incessants que nos camarades Socialistes qui militaient à l'intérieur de la France combattante ont poursuivis, nous avons abouti à des résultats positifs, nous avons abouti d'abord à faire reconnaître, en France même l'existence des partis organisés, qui ont pu finalement pénétrer dans le conseil de la Résistance française, et nous avons pu, à Alger, obtenir des

satisfactions plus substantielles encore, car, à Alger, lorsque c'est reconstitué le premier gouvernement de la République française, nous avons pu voir siéger, à côté du général De Gaulle, non seulement ceux qui ont été les représentants de la Résistance à l'état pur, si je peux dire, mais encore des représentants des grandes organisations politiques françaises.

J'ai enfin, toujours à l'intérieur du mouvement de la France combattante, préconisé l'entrée de toutes les grandes organisations politiques dans l'action gouvernementale, y compris, bien entendu, - et je n'ai cessé de mettre l'accent sur ce qui m'apparaissait comme un problème essentiel - y compris, bien entendu, les Communistes.

Et je rappelle d'un mot que lorsque, en janvier 1943, le général De Gaulle me fit le grand honneur de m'appeler en consultation, à la veille du moment où il allait essayer d'établir la politique du futur gouvernement qu'il instaurerait, j'ai marqué très fortement auprès de lui la position de notre Parti.

Nous avons dit que notre Parti poursuivait la lutte faite en France, dans le coude à coude avec toutes les organisations de la Résistance, qu'elles soient politiques ou qu'elles soient apolitiques.

J'ai indiqué que nous avions marqué, à ce point de vue, notre constante préoccupation de faire une action unie, solidaire, fraternelle de tous les grands courants traditionnels dont s'inspire la politique de ce pays.

Et c'est la raison pour laquelle je lui demandai instamment de songer à faire pénétrer dans son gouvernement, à côté des représentants des organisations de la Résistance, des camarades qui représenteraient les grands courants traditionnels de la politique, et je n'ai pas manqué de lui dira, de lui écrire que ce que nous désirions, nous Socialistes, c'était de faire une action commune, non seulement avec les démocrates populaires, non seulement avec les radicaux, non seulement avec les républicains Socialistes, mais encore avec les Communistes.

Enfin, camarades, toujours à l'intérieur ai la France combattante, du point de vue particulier de mon action, je vous indique que je n'ai cessé de demander à celle-ci d'apporter une aide sans cesse croissante, sur le plan matériel, à l'action avait été entreprise en France, par nos camarades du Parti Socialiste. Sur ce point particulier qui tenait au cœur de tous nos militants de la clandestinité, je dois dire que, si nous avons obtenu des résultats de plus en plus efficaces, de plus en plus positifs, nous le devons à la vigilance, à l'action, à la ténacité d e notre camarade André Philip, Commissaire à l'intérieur.

(Applaudissements)

Voilà, camarades, très rapidement esquissé, ce que j'ai essayé de faire, à l'intérieur de la France combattante.

Je voudrais maintenant vous dire quel a été le sens de l'action que j'ai menée extérieurement à la France combattante.

Cette action extérieure était à la fois d'informations et de liaison.

D'information d'abord, car, c'est un fait, l'opinion était vide de renseignements positifs, non seulement sur le Parti Socialiste, mais sur cet admirable mouvement de la Résistance française, et c'est la raison pour laquelle j'ai essayé

d'entreprendre la tâche qui consistait à la documenter objectivement, sur l'effort que poursuivaient nos organisations de Résistance et plus particulièrement nos efforts d'organisations Socialistes.
C'est pour cela que, dès le début, dès mon arrivée à Londres, j'ai créé un bureau de documentation Socialiste pour la presse, et presque tous les quinze jours j'adressais à tous les grands journaux anglais qui sont lus et suivis par l'opinion anglaise, toute une série de documents qui établissaient la valeur, l'importance et en même temps la profondeur de ce mouvement de Libération qui s'étendait sur tout le pays et qui devait aboutir, vous les avez, à la magnifique renaissance française que nous avons salué avec tant de joie et tant d'orgueil.
J'ai accepté, toujours dans le même état d'esprit et pour informer l'opinion, de nombreuses collaborations, non seulement auprès du journal français quotidien de Londres qui s'appelle la France et auquel collaboraient las meilleurs de nos camarades Socialistes, mais également des collaborations auprès d'un certain nombre de grands journaux anglais qui touchent des fractions importantes de l'opinion, comme le Daily News et quelques autres.
J'ai, d'autre part, accepté de faire le plus grand nombre possible de conférences, non seulement à Londres, mais encore à l'intérieur même de l'Angleterre, ce qui m'a permis de voir nos camarades Socialistes des principaux comtés et des principales villes de pays.
Ces conférences ont porté sur la Résistance française en général, et je n'ai jamais omis la part importante qu'y prenait le Parti Socialiste. Elles ont porté aussi plus particulièrement sur un des aspects les plus intéressants de l'évolution de l'opinion en France même ; elles ont porté sur le procès de Riom qu'il m'avait été donné de vivre, aux côtés de nos camarades Spanien et Le Troquer.
Ces conférences, ces brochures, cette documentation sur le procès de Riom ont eu l'influence la plus heureuse sur le sentiment public anglais. De même que le procès de Riom, comme l'a si bien marqué notre camarade Daniel Mayer, a fortement remué les masses françaises, de même toutes les clartés que nous avons apportées sur ce procès ont profondément remué l'opinion anglaise et l'opinion internationale.
Enfin camarades, pour quelques-uns d'entre vous qui écoutiez la radio anglaise, vous n'ignorez pas que j'ai essayé, à côté des camarades qui faisaient comme moi, de parler le plus souvent possible, de façon à établir le contact entre les Socialistes qui étaient hors de France et les Socialistes et les républicains qui étaient restés en France.
Tel a été, camarades, encore brièvement résumé, le côté information de la tâche que j'avais à remplir.
Je voudrais, pour en terminer, vous dire, sur le plan de la liaison, ce que j'ai essayé de faire.
À ce point de vue, ne faut pas méconnaître que Londres a été, pendant cette guerre, comme la plaque tournante de l'univers. Car c'est à Londres que la majeure partie des pays qui ont été envahis et pressurés par l'Allemagne avaient envoyé leurs représentants qualifiés, leurs résistants. C'est la raison pour

laquelle, tout naturellement, je suis entré en contact, à Londres, avec tous les militants, avec tous les organisateurs de ces gouvernements de Résistance des divers pays et notamment, avec nos camarades Socialistes belges, tchécoslovaques, autrichiens voire même italiens qui s'étaient réfugiés à Londres.

Je me suis efforcé surtout d'entretenir les relations les plus amicales, les plus cordiales avec les Socialistes anglais que je veux remercier de façon spéciale de la chaleur de leur accueil et qui, à tout moment, ont démontré qu'ils étaient pour nous, non pas seulement des amis, mais encore de véritables frères.

(Applaudissements)

J'ai participé également aux réunions que tenaient régulièrement nos camarades de l'Internationale Socialistes qui, vous le savez est présidée par notre excellent ami Camille Huysmans, et j'ai eu l'occasion de rencontrer, dans ces conférences internationales, notre camarade de Brouckère qui assiste à ce Congrès et à qui je veux dire également tous les sentiments de fraternelle amitié qu'ont pour lui les Socialistes français, en particulier celui qui parle en ce moment à cette tribune.

Enfin, camarades, dans le rôle de liaison que je me suis efforcé de remplir à Londres, je n'ai pas omis celui qui constatait à établir un pont entre nos camarades du groupe Jean Jaurès, qui était constitué très rapidement à Londres et qui avait ouvert un centre particulièrement actif, particulièrement vivant de documentation et d'action Socialiste. Liaison, dis-je, entre ces camarades particulièrement méritants du groupe Jean Jaurès et les camarades qui étaient à l'intérieur de la France combattante, entre lesquels s'étaient produites, pendant un certain temps, quelques légères frictions, aujourd'hui heureusement dissipées, grâce aux efforts constants que n'ont pas ménagés les camarades Socialistes de Londres et grâce également à l'effort magnifique qui a été accompli par notre Secrétaire général Daniel Mayer, lorsqu'il a eu l'occasion de venir à Londres, en juin ou juillet 1942.

Par conséquent et en résumé, je puis dire au terme de cet exposé en raccourci, que le Socialisme français n'a jamais été absent du grand mouvement Socialiste international qui s'est développé à Londres, et c'est là, j'ose le dire, ce qui me paye très largement des longs et douloureux mois d'exil que j'ai passés, non pas sur la terre étrangère, car je n'ai jamais considéré Londres et l'Angleterre comme une terre étrangère… (applaudissements)… mais sur une terre séparée temporairement du peuple français.

(Nouveaux applaudissements)

Je sais, camarades, que, pendant que nous travaillions ainsi, mes camarades et mol, sur et sol de la libre Angleterre, je sais que vous ne restiez pas inactifs ; je sais que vous meniez, au milieu de ce pays, une action qui était non seulement dangereuse, mais difficile, et dont nous résultons aujourd'hui les fruits.

Par conséquent, camarades, nous devons être fiers de l'œuvre que nous avons accomplie. Je dis simplement que cette œuvre, il faut la poursuivre. La vie, la vie mouvante des hommes et des peuples, la vie n'attend pas. Elle ne peut avoir de prix, elle ne peut avoir d'importance, elle ne peut pleinement se réaliser que par

l'action et par le mouvement. C'est dire par conséquent qu'il faut que nous continuions résolument l'effort énergique que nous avons poursuivi pendant tant d'années, sous la botte allemande.
Et je tiens à ajouter, en mon nom personnel que, soldat discipliné du Parti depuis quarante ans, vous me trouverez toujours à la disposition du Parti, quelles que soient les tâches, quelles que soient les fonctions que je puisse être appelé à remplir, car ma joie et mon orgueil c'est de travailler avec vous et au milieu de vous, à l'accomplissement des grandes tâches qui attendent demain le Socialisme.
Car nous avons à réaliser ensemble, n'en doutez pas, de grandes, de fécondes tâches. Et je dois vous dire que, pour l'accomplissement de ces tâches, j'ai foi non seulement dans la sagesse de toutes nos fédérations, de tous nos militants, de tous nos élus, mais j'ai foi également dans cette admirable jeunesse que je vois aujourd'hui réunie autour de nous.
Tous ensemble, camarades, ceux qui sont des jeunes et sont pleins de dynamisme et ceux qui tout de même, malgré l'âge mûr, sont restés quelque peu dans l'action, tous ensemble, je le dis, dans l'union fraternelle de nos cœurs et de nos esprits, si nous savons être sages, si nous savons être constructifs, si nous savons être réalistes, nous poussons construire demain, dans la lumière et dans la joie, cette cité Socialiste dont nous avons si souvent rêvé et qui fera entrer dans le monde, selon la parole admirable de notre admirable Jaurès, un peu, plus de fraternité, un peu plus de solidarité humaine. C'est à cette tâche que je vous convie, je suis sûr que vous saurez répondre à notre appel.
(Longs applaudissements)

Arrivée de la délégation espagnole

Le président - J'ai le très grand plaisir de saluer la présence dans se Congrès de notre camarade Rodolfo Llopis, secrétaire des Cortès républicaines, Secrétaire général de l'exécutif du Parti Socialiste espagnol… (vifs applaudissements)… et de notre camarade Trijon Gomez, sous-secrétaire à la guerre de la République espagnole, vice-président du Parti.
(Nouveaux applaudissements)
Je veux exprimer au nom de tous, l'espoir que nos camarades espagnols pourront rentrer dans leur pays, délivré du fascisme, comme la France vient d'être délivrée.
(Applaudissements)
Et les prie de prendre place à la tribune.

Clôture de la liste des orateurs inscrits

Le président - Camarades, il reste à entendre vingt-cinq orateurs, sans compter notre Secrétaire général.
Je vous propose la clôture de la liste des orateurs.

Fondation Jean Jaurès

(Adopté)

Vincent Auriol

Camarades, dire le rôle des Socialistes à l'assemblée consultative d'Alger, c'est faire l'histoire des travaux des travaux de cette assemblée, et c'est en même temps traiter tous les grands problèmes qui préoccupent la Congrès, qui seront l'objet de tous vos soins et de tous vos efforts.

Dans le temps très bref dont je dispose, je ne pourrai vous donner qu'une vue d'ensemble. Il est d'ailleurs trop tôt pour qu'on s'aperçoive de la portée de l'œuvre et des services immenses de l'assemblée consultative. C'est quand les années auront passé qu'on remarquera et qu'on jugera avec équité cette première assemblée démocratique.

Mais, c'est avec fierté que je vais faire le rapport de la délégation Socialiste. C'est avec fierté que vous pourrez et que vous devrez dire son œuvre.

Que les adversaires de la démocratie, imprégnés des relents de Vichy, sapent l'œuvre de l'assemblée consultative, comme ils vilipendent la troisième République, sans faire la distinction entre le bien et le mal, c'est la règle. Mais, il serait fâcheux que des Socialistes se laissassent aller à suivre ce courant, car ils ne tarderaient pas à être emportés eux-mêmes par lui.

La première assemblée consultative a été constituée sous l'occupation et, si j'ose dire, formée dans les grandes prisons de France. Elle a été la première étape de la restauration de la République et de la restauration de la démocratie prolétarienne.

Elle avait d'ailleurs la même constitution que l'assemblée actuelle. Elle était moins nombreuse, car il fallait faire évader de France, en avion, la nuit, à quelques kilomètres et sous le nez de l'ennemi, les délégués qui avaient été nommés, dans la clandestinité, par les groupes de Résistance, les partis de la Résistance et les organisations syndicales.

Cette idée audacieuse, cette constitution sans précédent d'une assemblée nommée dans la clandestinité est l'idée et l'œuvre de deux camarades Socialiste qui, après avoir préparé l'ordonnance qui lui donnait un corps, lui ont, par leurs fonctions, donné une âme, c'est André Philip et Félix Gouin.

(Applaudissements)

André Philip qui, comme vice-commissaire à l'Intérieur, prépare l'ordonnance et qui, comme commissaire d'état, a établi la liaison entre le gouvernement et l'assemblée, agissant tout à la fois sur l'un et sur l'autre, pour étudier la conclusion de problèmes souvent délicats et complexes ; Félix Gouin qui a aidé à la reconstitution du Parti, présidé à Londres la Commission de réforme de l'état, participé aux travaux constitutifs de l'assemblée et en a assumé, à Alger, la présidence avec une telle maîtrise que sa réélection en France a été triomphale. Et si un Socialiste occupe, dans le vieux palais du Luxembourg où l'idée Socialiste fut si âprement combattue, la première place dans l'assemblée, à tel point que M. Jeanneney n'en croit pas ses yeux, il n'est pas douteux qu'on le doive à la forte su au rayonnement de la pensée Socialiste, au sacrifice de la

classe ouvrière, mais aussi à l'activité que la délégation Socialiste a montrée à Alger.
Je ne parlerai pas, camarades, puisque cela n'a qu'un caractère historique, de l'action des Socialistes dans la fédération d'Alger, de la création du journal Fraternité qui a eu 5 000 abonnés et 30 000 lecteurs au numéro, de notre organisation interfédérale.
Je profite de l'occasion pour dire à nos amis de l'Afrique du Nord, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, notre affectueuse reconnaissance pour l'accueil qu'ils nous ont réservé.
(Applaudissements)
Pourtant, nous étions loin d'avoir la majorité, à l'assemblée consultative d'Alger. Nous avions trois délégués du Parti au titre de la résistante et cinq parlementaires ; mais, par suite de la présence de Le Troquer, de Philip et de Bloch, au gouvernement, nous n'étions que deux à siéger dans l'assemblée : Jules Moch et moi-même.
Mais, notre groupe s'élargit par l'apport des Socialistes délégués par les mouvements de Résistance métropolitains et extra-métropolitains.
En tout, nous comptions dix-huit membres. Après le groupe de la Résistance qui en comptait plus de quarante et plus tard quarante-neuf, nous étions le groupe le plus nombreux. Aussi, notre groupe eût-il la présidence de grandes Commissions : Défense nationale (Froment), Comptabilité (?), Finances (Charles Laurent), coprésidence des Affaires économiques ; et d'autre part, les deux rapporteurs généraux à la Commission de réforme de l'état, avec Dumesnil de Grammont, et à la Commission des finances, avec également Dumesnil de Grammont.
Mais, c'est surtout par sa cohésion, par ta doctrine, par le travail de ses membres que le Parti a pris un large ascendant sur l'assemblée.
Nous travaillions là-bas dans des coalitions pénibles. Notre cœur était avec vous et il nous suffisait de jeter parfois un regard au-delà de la mer, pour éviter le dessèchement des esprits et des âmes. Mais, séparés de vous, nous l'étions. Nous étions inquiets ; souvent nous nous demandions : "Exprimons-nous bien la pensée du Parti ?" car nous ne recevions aucune nouvelles, aucun journal, aucun document, aucune lettre. Mais, nous avions avec nous et c'était notre supériorité sur tous les autres, une communauté de doctrine, nous avions mené ensemble une action commune, nous avions un comportement commun, et, pour nous maintenir, nous pensions à votre action, avec sacrifices.
Ainsi, nous étions près de vous, et nous n'avons pas été surpris de voir que notre action était parallèle à celle que menaient ici les Socialistes de France.
En novembre, le Parti Communiste déposa une proposition d'action gouvernementale. Elle ne portait que sur quelques problèmes immédiats et leur tactique paraissait être de tendre à de vastes groupements par l'exagération des critiques et par l'exaspération des impatiences.
Au contraire, selon notre méthode, plus difficile certes, nous donnions aux problèmes immédiats des solutions précises et concrètes et nous préludions ainsi

en général à de grandes réalisations d'avenir, dans le sens même de l'idéal et de la doctrine Socialiste.
C'est ainsi que nous présentions à l'assemblée une proposition de solution qui portaient sur le présent, mais en fonction d'un plan complet d'économie dirigée, à base de nationalisations précises, de rénovation morale et de reconstruction sociale, dans l'ordre national et dans le domaine international.
Or, cette proposition, rédigée par une petite Commission du groupe, rapportée par notre excellent ami Jules Moch, était, à quelques formules près, absolument semblable à celle que le comité exécutif présentait comme programme commun à la Résistance et qui a servi de base au programme, plus vague certes, moins audacieux du Conseil national de la Résistance.
Nous adorions également la même méthode d'actions tandis qu'ici, à notre insu d'ailleurs, le Parti Socialiste clandestin prenait l'initiative de grouper toutes les forces de la Résistance dans le Conseil national, votre délégation d'Alger avait une initiative semblable. C'est ainsi que se résume le texte de notre proposition de résolution à tous les groupes de l'assemblée : au groupe Communiste extra-métropolitain, aux groupes de la Résistance. Et si nous-mêmes le regret de ne pas avoir de réponse de la part de nos camarades Communistes, nous eûmes la satisfaction d'obtenir la signature de 24 membres du groupe de la Résistance métropolitaine, et ainsi nous avions la majorité de l'assemblée.
Il ne suffit pas, en effet, camarades, et nous devons traiter cette question dans nos résolutions d'aujourd'hui, il ne suffit pas d'avoir une doctrine ; cette doctrine doit éclairer l'action quotidienne ; c'est ainsi que cette action sera forte et effective. Il ne suffit pas non plus d'avoir une action ; il faut qu'elle soit efficace. Et c'est ainsi que les matériaux étant à pied d'œuvre, accumulés, il faut rassembler les hommes qui ont la même foi et la même volonté.
Aussi, notre effort tendit-il à rassembler tous ceux que la Résistance avait unis et que les événements avaient éclairés, tous ceux qui ont la même foi et qui doivent être groupés fraternellement.
On l'a dit hier, nous l'avons dit à Alger : pas d'anticommunisme, ce serait une politique folle et stupide. Les Communistes ont les mêmes buts que nous. Ce qui nous sépara, en 1920, ce fut la conception de la démocratie et de la défense nationale, et aussi le refus de notre part de mots d'ordre venus d'un grand pays, ami certes, mais dont les intérêts parfois sont divergents des nôtres.
Or, sans nous perdre en des polémiques que nous n'avons jamais provoquées, mais auxquelles nous avons une fois répondu, aimablement, socialement, et auxquelles nous ne répondrons que si on nous y oblige, nous pouvons affirmer que, sur la défense nationale, nos amis Communistes ont réglé la question, et leur attitude est telle qu'il faudrait peut-être même les empêcher d'en avoir le monopole.
En ce qui concerne la démocratie, ils l'ont affirmée et, si leurs déclarations sont suivies d'actes, on se demande dès lors ce qui nous séparerait d'eux ou es qui le a séparerait de nous.
(Applaudissements)

Ainsi, nos efforts doivent tendre vers l'unité.
En attendant, nous avons proposé un pacte d'alliance avec nos camarades Communistes, exclusif de toute attaque, conclu en vue d'une action commune, et nous avons dit que c'était l'intérêt de la classe ouvrière (et par classe ouvrière, nous entendons les intellectuels, les manuels et les paysans) de faire le nécessaire pour déblayer le terrain et jeter les premières bases de la nationalisation et de l'organisation de l'économie nationale pour construire la démocratie sociale et que c'était aussi l'intérêt de la paix par l'organisation de la démocratie mondiale grâce à l'alliance, comme base, de l'union des Républiques soviétiques, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de la France et des petites nations alliées.
C'est ainsi qu'en même temps que la Russie soviétique, dans la communauté européenne, nous pouvions intégrer tous les citoyens du monde.
C'est cela que nous leur avons demandé et c'est cela aussi qui se pose à nos préoccupations. Le groupe Communiste avait délégué Pierre Guillou. J'ai eu avec lui une conversation amicale. Il a compris la nécessité de cette union. fat limité encore, disait-il, parce qu'on ne pourrait, le faire qu'après le Congrès, pas d'unité semblable à celle que nous avions faite avant, la guerre, parce qu'elle semblerait dirigée contre des hommes qui peuvent venir au Socialisme. Mais, pacte d'alliance et accord pour ne pas nous attaquer, pour essayer d'étudier les problèmes ensemble.
Nous paraissons d'accord, à tel point qu'il y eut une réunion de trois et trois :
Guillou, Grenier, Marty, et, de notre côté, Gouin, Le Troquer et moi-même.
Sur les attaques, nous fûmes d'accord. Ils faisaient une plaisanterie. C'était de dire toujours, dans les réunions et dans les journaux : "La trahison qui va de Pétain et Laval à Paul Faure et Rives…" Nous fûmes d'accord pour dire qu'ils ne continueraient pas comme ils ont continué, nous avons répondu tout simplement par ces mots : "Une ligne a sauté dans l'article de notre confrère ; elle était ainsi conçue : "De Paul Faure et de Rives aux Communistes Clamamus, et les autres."
À partir de ce moment, ce fut fini. Ce fut fini, nous eûmes même quelques conversations en ce qui concerne les travaux de l'assemblée. C'est ainsi que nous pûmes nous mettre d'accord sur le texte relatif à l'action pour l'assemblée constituante qui nous opposait aux élections immédiates qu'allait voter l'assemblée, en disant que ces élections ne pourraient avoir lieu avant le retour des prisonniers et des déportés.
(Applaudissements)
Cette proposition d'ailleurs fut rejetée par l'assemblée, par 34 voix contre 29, les Communistes et les Socialistes avaient voté ensemble, avec une grande partie des résistants, et nous fûmes surtout battus par la Résistance extra métropolitaine et par les délégués de l'Algérie et du Maroc.
Mais, cette alliance qui commençait bien, brusquement subit une éclipse, comme les desseins de la Providence, ceux de nos camarades Communistes sont parfois

obscurs et mystérieux. Sans doute, il n'y eut plus d'attaques, mais il n'y eut plus de collaboration.
Quant aux masses, elles étaient, au contraire, nettement favorables à cette politique. C'est ainsi que la fédération d'Alger ayant organisé un meeting, le 30 juillet, dans la plus grande salle d'Alger où se pressaient plus de 6 000 personnes, à laquelle assistaient les membres du gouvernement et de l'assemblée consultative, les Communistes nous demandèrent l'autorisation d'envoyer un orateur. Nous leur demandâmes qui et nous exprimâmes le désir que ce fût Georges Lévy qui avait été un vieux militant Socialiste. Ils acceptèrent d'envoyer Georges Lévy.
Il y avait dans la salle un très grand nombre de Communistes, de Socialistes, de républicains. Et je peux dire que, lorsque, parlant de l'esprit de synthèse, j'évoquais, à côté de celle de Jaurès, la figure de Léon Blum, la salle tout entière se leva et acclama son nom. Et lorsque ensuite, parlant de l'effort de synthèse, de l'effort d'unité, de l'unité faite en 1905 et rompue sur la question de la défense nationale en 1920, évoquant la présence de Georges Lévy qui nous paraissait une promesse pour l'unité de demain, à l'heure où de grands problèmes, plus graves que ceux de 1905, supposant, ce fut pour la seconde fois la salle tout entière, debout, acclamant l'unité Socialiste-Communiste, républicains compris.
(Applaudissements)
Mais, pour nous, l'unité n'était pas exclusive. Elle devait s'étendre à tous ceux qui, à la clarté des événements, ont remarqué qu'il n'y a pas d'ordre politique, d'ordre économique, d'ordre social, ni de liberté politique, de liberté économique et de liberté sociale d'ailleurs que dans le Socialiste ; que le capitalisme, c'est le désordre et que seul le Socialisme c'est la paix républicaine et le seul cadre où l'état puisse se développer et s'épanouir librement.
C'est ainsi que nous nous tournâmes vers le groupe de la Résistance. Nous fîmes appel à tous ceux qui voulaient collaborer à cette révolution humaine et sociale, à tous ceux qui, contre le vieux libéralisme condamné par les faits, négation de la liberté, voulaient faire un Socialisme épanouissement de la liberté et préparaient ainsi en France deux ou trois grands partis qui dirigeraient les deux ou trois grands courants d'opinion, qui sa contrôleraient et s'animeraient mutuellement et qui seraient les forces d'une démocratie ordonnée, stable et féconde.
Dès les premiers travaux, le groupe de la Résistance connut un malaise, le malaise que certainement il connaîtra ici. Il ne pouvait se constituer en groupe politique, car il n'avait pas un mandat politique ; et pourtant, il s'aperçut dès le premier jour que tous les problèmes avaient un caractère politique et devaient être résolus dans un sens politique, selon une doctrine et un programme apolitique.
(Applaudissements)
Et il s'est senti infériorisé par rapport aux groupes des partis organisés. Il ne savait comment désigner ses orateurs ; mais il voyait aussi la nécessité de débats

organisés dans lesquels le régime représentatif s'écroulerait dans l'indifférence et l'impuissance.
Finalement, un parti du groupe de la Résistance se constitua en groupe de Résistance indépendant, dont André Hauriou a formulé récemment dans un livre le caractère Socialiste, nous le nom de Socialisme humaniste, qui est en réalité une synthèse jaurésienne et qui d'autre par, a des comportements un peu timides, au point de vue social et politique.
Nous aidâmes à ce moment-là nos amis de la Résistance à concilier l'homogénéité de la Résistance et l'action politique de ses membres, en leur proposant de nous communiquer réciproquement nos projets et en nous efforçant à un accord.
Quelle fut notre doctrine générale ? Réunir, sur des propositions concrètes et précises, tous les groupes de la Résistance, avec le Parti Communiste, qui pouvaient avoir un but commun et une action commune.
C'est ainsi que la délégation Socialiste put animer et diriger, disons le mot dans excès de fierté, l'assemblée sur chaque sujet particulier.
Voilà comment se posa la question de l'aide à la Résistance, nos amis Gazier, Evrard, Bosman, exaltant le sacrifice et l'effort de la classe ouvrière, en tirèrent des conclusions d'ordre pratique. Mais, ce fut grâce à l'effort conjugué de notre grand ami Pierre Viénot à Londres et de notre ami Le Troquer à Alger, que l'on put ainsi, peu à peu, progressivement, malgré toutes sortes de difficultés, armer la Résistance et les forces françaises de l'intérieur, car il fallait, vous le savez, à ce moment-là surtout, l'accord et la collaboration de la Grande-Bretagne et des États-Unis.
Sur le plan social, ce fut notre ami Gazier qui définit notre politique, condamna la charte du travail de Vichy, la charte du travail en uniforme, selon ton expression, et fit voter un ordre du jour proposé par Évrard, rétablissant la liberté syndicale, le relèvement des salaires, un régime de protection sociale, le respect des lois sociales élaborées par le cabinet Léon Blum et dont souvent la classe ouvrière et les Socialistes oubliant quelle victoire révolutionnaire tout cela a constitué.
Quelques jours après, Tixier, ministre du Travail, réalisait l'ordre du jour qui avait été présenté par nos amis et voté par l'assemblée. Il apportait un plan d'économie dirigée dont quelques mesures seulement étaient appliquées et pendant qu'il était à son poste et dont nous devrons reprendre ici la suite.
Pour financer ces réformes, ce fut Just Évrard qui déposa un ordre du jour demandant la confiscation des biens des traîtres et aussi des enrichissements illicites, et un prélèvement sur l'enrichissement normal réalisé pendant la guerre.
Fidèle à la volonté de l'assemblée, conformément à cet ordre du jour, le ministre des Finances de l'époque, Mendès-France, établit an projet conforme aux vœux exposés par nous. Ce projet prévoyait le dépôt des billets en cours, leur remplacement par petites quantités de billets nouveaux, le blocage du reste, véritable prélude à l'inventaire des fortunes, au dépistage des profits scandaleux, à la taxe sur l'enrichissement, et cette expérience fut appliquée en Corse.

(Applaudissements)
À l'heure où le Congrès se réjouit d'une telle mesure, je ne m'explique pas que le projet de Mendès-France ait été abandonné ou ajourné par un nouveau ministre des Finances.
(Applaudissements)
Celui-ci a débuté par un appel au crédit, alors qu'il aurait fallu débuter par un acte de solidarité et de justice.
(Applaudissements)
Mais, dans ce domaine d action économique et social, ce fut notre ami Jules Moch qui apporta la conclusion générale. En un discours saisissant, il démontra que l'usurpateur, l'ennemi qui torturait, fusillait, pillait, provoquait contre lui une insurrection qui était en même temps dirigée contre toutes les dictatures économiques, politiques et sociales ; que le peuple luttait pour la défense de valeurs essentielles, de valeurs humaines auxquelles les Socialistes étaient attachés. Et d'autre part, il définit la République sociale avec une telle élévation de pensée que l'assemblée toute entière l'acclama.
Mais, après cette révolution économique, la délégation Socialiste demanda les grandes nationalisations et, en premier lieu, la nationalisation du crédit.
(Applaudissements)
Nous avions des raisons pour le faire. En particulier, j'avais des raisons pour le suggérer.
(Applaudissements)
Nous avions demandé - car enfin, il faut le dire, au lieu de nous laisser accuser sans répondre - nous avions demandé, en 1936, au comité du Front Populaire, moi-même qui représentais le Parti et Jouhaux qui représentait la CGT, tous deux au nom de nos organisations, qu'il y eut, avant les revendications, des réformes de structure touchant les trusts, le crédit et les grandes nationalisations. Car attaquer les privilèges d'argent en laissant subsister les privilèges de ces puissances, c'était nous désarmer.
(Applaudissements)
Cette proposition fut rejetée par l'hostilité des délégués du Parti Radical qui déclaraient que le Sénat la repousserait, et d'autre part par nos amis Communistes qui, déjà, disaient que la nationalisation était prématurée. Et il resta qu'après avoir fait des réformes utiles, le crédit se dressa contre nous, unanime, les banques n'étaient pas nationalisées, le crédit n'était pas organisé, le Sénat n'avait pas voulu nous donner des armes.
Et nous disions : "Si vous commenciez l'expérience, vous aboutiriez aux mêmes attaques.
Déjà, s'abîment dans les coins, à l'heure présente, les grandes organisations. Et c'est pourquoi nous disons : il faut faire les nationalisations, et d'abord la nationalisation du crédit.
(Applaudissements)
C'est tellement vrai et notre position était, d'autant plus forte que, je n'ai aucune raison de le cacher, le ministre Mendès-France saisit la Commission des Affaires

économiques et sociales d'un projet de nationalisation des grandes banques de dépôt qui sont maîtresses de 300 ou 400 milliards de francs, car elles dirigent l'épargne publique, et je me demande encore pourquoi ce projet, accepté par la Commission des Affaires économiques et sociales, est dans les cartons et n'a pas abouti.
(Applaudissements)
Ce sont des questions qu'il nous faudra poser à l'assemblée consultative, que nous avons posées à l'assemblée d'Alger. Il n'était pat inutile qu'avant les débats que vous aurez tout à l'heure, ces informations vous soient apportées.
(Applaudissements)
Quant à la rénovation morale (?) et Bosman en indiquèrent les moyens, par un projet d'organisation de la presse, dont quelques parties sont passées dans les ordonnances ; par un plan d'éducation physique et sociale de la jeunesse, sur les bases jetées par Léo Lagrange, à la mémoire de qui l'assemblée, par un ordre du jour séparé, rendit un hommage ému. Et il nous fut particulièrement agréable, ce fut émouvant, de voir l'assemblée d'Alger voter ainsi un ordre du jour pour Léo Lagrange.
Enfin, la rénovation politique et l'organisation des pouvoirs publics. Là aussi, le problème se posa dans des conditions qu'il faut que vont connaissiez, car votre action est glorieuse.
D'abord, le gouvernement pensait à nos relations avec les alliés ; les alliés, ne voulant pat le reconnaître, disaient : "Nous le reconnaîtrons, lorsque les Français auront fait connaître leur pensée." C'est ainsi qu'on voulait des élections immédiates, dans l'ordre cantonal et municipal, les municipalités et les cantons ainsi représentés élisant, au second degré, une assemblée représentative.
Mais, le mode d'élection était difficile, en raison de l'impossibilité d'établir les listes électorales. Alors, Monsieur de Monthon eut une idée vraiment géniale ; se fut de faire voter sur présentation des cartes d'alimentation.
Nous avons objecté qu'il y avait un marché noir des cartes d'alimentation ; que, d'autre part, il y avait beaucoup de cartes d'alimentation, en dehors de celles correspondant normalement aux listes électorales régulières, et que vraiment il serait difficile d'avoir ainsi une expression sincère de la volonté nationale.
Nos amis Communistes apportèrent alors une autre proposition. Je l'ai vue réapparaître ces jours-ci, sous la forme de la proposition apportée par le Front National. Ils proposaient de faire élire les Conseils généraux et les Conseils municipaux sur des assemblées patriotiques, réunies dans chaque ville et dans chaque commune, l'habitant votant à main levée pour les candidats.
Ce fut appliqué en Corse, et en Corse, on vit des camions aller d'un village à un autre, transportant des électeurs qui allaient assurer, là où c'était nécessaire, des majorités chancelantes. À tel point que Monsieur Hauriou, constatant le résultat, faisait remarquer qu'on avait dû annuler dans la proportion de 80 pour 100 les votes qui avaient ainsi nommé des municipalités. Jusini, délégué du Front National, déclara que c'était exact, en principe, mais qu'en fait la proportion des élections annulées avait été de 25 à 30 pour 100.

On ne propose plus d'élire les représentants par les assemblées patriotiques ; mais que les candidats, désignés par ses assemblées, soient soumis à l'élection.
Nous avons combattu cette proposition en disant qu'elle ne correspondait nullement à la pensée de la France, à cette liberté, à ce secret du vote que la République mit quarante ans à faire afin de délivrer les électeurs de toutes les pressions des hobereaux des campagnes et des grands patrons des villes. Et c'est ainsi que la proposition, combattue de tous côtés, ne fut même pas mise aux voix. Elle n'avait cependant pas été tuée, puisqu'elle vient de reparaître.
Sur l'organisation des pouvoir s publics, il ne faut que des élus résistants.
Que ceux qui ont été nommés en délégation spéciale, sur l'avis du comité délibération, ou que les municipalités, en tout cas les élus qui n'ont pas démérité soient maintenus, également sur l'avis du comité de Libération, nous sommes d'accord. C'est ainsi que cette idée fut retenue.
Mais, en ce qui concerne l'assemblée représentative, nous avons dit : "Il est impossible de faire des élections dans l'effervescence des premiers mois, alors que les prisonniers ne sont pas rentrés, alors qu'il n'y aura pas de listes électorales complètes, alors que les votes des femmes se présenteraient dans des conditions telles qu'elles formeraient la majorité du corps électoral, qu'il y aurait 12 millions de femmes et 9 millions d'hommes. Les élections ne seront possibles qu'après le retour des prisonniers et des déportés.
C'est ainsi que nous fûmes d'accord avec les Communistes et c'est ainsi que nous votâmes une proposition de repli du Parti Communiste, qui tendait à attendre la rentrée des prisonniers et déportés en France, pour se déterminer sur cette question.
Ainsi, la délégation Socialiste était fidèle à la pensée exprimée par Jaurès, et c'est cette pensée qui anima les interventions de nos amis Froment et Jules Moch, ainsi que l'action de Le Troquer, dans la défense nationale.
Froment, président de la Commission de défense nationale, insista sur la nécessité d'exalter le moral des combattants, de rapprocher les chefs de la troupe, de détruire l'esprit de caste et de préparer ainsi, pour l'entrée en France, la fusion totale de l'armée et de la nation, ainsi que Jaurès l'avait indiqué dans son livre admirable "L'armée nouvelle". Un ordre du jour particulier qui rendait hommage à ce discours fut voté à l'unanimité.
Jules Moch définit ce que devait être la marine nouvelle, d'après les mêmes principes, et fut également, approuvé par l'assemblée et par le général De Gaulle.
Ce fut enfin l'action de Le Troquer. Croyez-vous, camarades, les victoires de nos armées de l'Afrique du nord ne sont pas nées du hasard. Le mécanisme qui a préparé ses armées et par conséquent ces victoires fut longuement préparé par Le Troquer qui, en janvier 1922, disait ceci : "Nous organisons un corps expéditionnaire. Nous y travaillons tous les jours, au milieu de difficultés que l'histoire rétablira. Je peux cependant le dire avec quelque solennité ; notre corps expéditionnaire se prépare à l'assaut et partira bientôt en Europe."

Fondation Jean Jaurès

La promesse de Le Troquer a été ténue. L'assaut a été livré. Nos armées y ont participé. L'armée de la nation a délivré le pays, et le Parti Socialiste peut être fier de l'œuvre de l'un des siens qui, par un labeur acharné et une énergique œuvre d'épuration menée sans publicité, a rendu à l'armée une force qui fait aujourd'hui l'admiration de nos alliés.
(Applaudissements)
J'ai parlé d'épuration. Cette question fit l'objet de plusieurs débats de novembre à mars et on n'en parla plus par épuisement.
On ne fit pas l'épuration dès le début avec vigueur. On se fatigua, on lassa l'opinion, on encouragea les coupables qui venaient, de plus en plus nombreux, se faire dédouaner à Alger, par la douane de sortie espagnole. Et la douane de sortie de l'Espagne était composée d'officiers pour la plupart vichyssois et d'un service de sécurité qui n'avait pas - je suis modéré - notre idéologie républicaine.
Au mois de mars, ce fut le coup de grâce. Le Troquer quitta le ministère de la Guerre, pour aller au commissariat des régions libérées ; Grenier prit le portefeuille de l'air, et il donna l'absolution plénière. "C'est l'heure des combats, dit-il ; le passé est le passé, nous ne devons pas tenir compte de ce qu'ont pu faire des hommes égarés ; nous ne tiendrons compte que de l'action de demain, de leur activité de demain, et ceux qui travailleront demain, même s'ils se sont trompés dans le passé, seront absous."
Ne parlons plus de l'épuration. Mais, c'est une leçon qu'il faut retenir, car il y a des choses qu'on fait dans l'enthousiasme et qu'on ne fait pas quand l'opinion, lassée, n'a plus confiance en personne.
Il faut donc tenir compte de cette leçon.
La justice avait été lente et faible. Le ministre de la Justice est également lent et faible. Au lieu de sérier les dossiers, de faire passer tout de suite, comme nous l'avions demandé, les coupables incontestés, les criminels reconnus, au lieu de faire passer tout de suite la justice sur leur tête et même un peu au-dessus de leur tête… (applaudissements)… pour prendre ensuite les dossiers discutables, l'épuration se fût faite normalement. Ce n'est pas ce qu'on a voulu, et je dois dire, en tout cas, que si l'épuration n'est pas faite dans deux ou trois mois, il y a tout lieu de craindre qu'elle ne se fera pas.
De même en ce qui concerne les administrations, nous avons soutenu une thèse bien simple. On parle d'épuration administrative. C'est une chose très simple ; c'est une question de bon sens. Lorsqu'un patron monte une affaire, il prend des employés en qui il a confiance. Si la République veut être bien administrée, qu'elle choisisse des républicains pour son administration.
(Vifs applaudissements)
Il n'y a pas là de sectarisme ; ce n'est même pas une question de justice. C'est une question de bonne administration.
De même, si la France veut soutenir au dehors une politique européenne de paix, conforme a la volonté du peuple français, il ne faut pas qu'on emploie des

hommes qui, sans doute, font bien le baisemain, mais qui ne représentent pas la volonté de la nation française.
(Applaudissements)
Camarades, c'est ainsi que nous avons soutenu le programme qui avait été exposé par le président De Gaulle, surtout au mois de mars 1943, et que nous nous sommes efforcés de protéger contre les faiblesses de quelques-uns des ses ministres.
Oui, nous nous sommes associés de plein cœur et de toute notre activité à l'action du général De Gaulle. Il y eut sans doute des frictions entre lui et nous, entre l'assemblée et lui. Mais, nous avons joué souvent le rôle de conciliateur.
En fin de session, quelques membres de l'assemblée, radie aux pour la plupart, refusèrent la confiance. Nous ne les avons pas suivis. Sans rien abandonner de notre indépendance et de nos conceptions, tout en nous appliquant à maintenir l'unité, sans que l'unité française fût rompue ; nous avons apporté, sans arrière pensée, une collaboration constructive.
Nous avons cru qu'il ne fallait pas recommencer l'erreur commise en 1917 à l'égard de Clemenceau, qu'il ne fallait pas nous couper de l'homme qui réalisait, aux yeux du monde, l'héroïque fidélité de la France à ses traditions d'honneur, et, aux yeux de la France, qui incarnait la Résistance, qui avait défini la volonté de la France avec une élévation de pensée vraiment admirable. C'est ainsi que nous avons voulu soutenir ses efforts de toutes nos forces.
Nous l'avons aidé notamment dans ses efforts internationaux, c'était là l'essentiel, et pour avoir des armes et pour préparer la paix.
Je certifie que, soit par nos efforts personnels auprès des délégués des puissances alliées, soit par nos interventions publiques à l'assemblée, nous avons aidé le président De Gaulle et son gouvernement, et il ne me démentira pas si j'affirme que notre concours l'a puissamment aidé dans son magnifique effort de redressement national ; à l'extérieur.
Un jour se posa une question importante, cette de l'administration des régions libérées en France. Vous savez quelles étaient les prétentions de certains milieux politiques américains, c'était, de nous faire administrer par des délégations de l'armée, nous avons alors non seulement protesté à la tribune, mais nous avons adressé, signés de tous les membres du groupe avec leurs qualités d'hier et d'aujourd'hui, à Monsieur le président Roosevelt, à Monsieur le Premier ministre Churchill et à nos camarades du Labour Party à qui nous demandions d'appuyer notre demande, nous avons adressé une note exposant notre point de vue.
Nous n'avons pas publié ce document par courtoisie ; nous avons eu cette discrétion de préférer qu'on ne sache rien de notre effort. Mais surtout, nous voulions que notre effort fût efficace. Et je suis sûr que nos amis britanniques nous diront que cet effort a été efficace et que nous pouvons nous féliciter d'avoir contribué au résultat que vous connaissez.

La politique extérieure de la France fut, en effet, une de nos principales préoccupations. Nous avons affirmé la nécessité, pour notre pays, de resserrer nos alliances et même d'en contracter quelques autres.
Nous avons dit qu'à notre avis, la fédération européenne indispensable devait être une Europe fondée sur une sorte de trépied constitué de la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et la France, avec l'appui des puissances alliées, et donnant la main à l'Amérique, nous avons dit que, sans cette organisation européenne dans l'ordre politique et dans l'ordre économique, la paix ne serait pas durable.
Je dois dire qu'un accord d'amitié et d'alliance avec l'Union soviétique n'est pas encore intervenu. La France y a pensé ; elle en a encore la volonté, et j'estime que le gouvernement de la République étant reconnu et installé à Paris, il ne peut plus y avoir de difficulté pour entreprendre cette grande tâche.
Mais, je regrette que les fonctionnaires de la carrière diplomatique n'aient pas renouvelé leur état d'esprit et leurs méthodes et qu'en tout cas le gouvernement n'ait pas renouvelé la carrière, car on aurait pu obtenir des résultats positifs.
(Applaudissements)
Nous avons dit qu'il ne fallait pas créer des blocs en Europe, que ce serait une menace pour la paix, et nous avons proposé, à la tribune de l'assemblée, d'engager des négociations immédiates avec la Belgique et la Hollande, parée que nos intérêts politiques et nos intérêts de défense nationale étaient communs, tout comme nos intérêts économiques en Europe et dans les possessions d'Outremer.
Si on l'avait fait, nous aurions déjà obtenu des résultats positifs.
Nous avons dit que nous pourrions faire un grand effort commun de développement de nos richesses naturelles et d'élévation des indigents vers une civilisation plus haute.
Nous l'avons demandé. On nous a fait des réponses qui, je m'en suis aperçu ces jours-ci, ne correspondent pas tout à fait à la réalité des choses.
De même, nous avons dit : "Comment ! On ne reconnaît pas la France ? La France n'est pas admise dans les Commissions européennes ? Mais, après tout, les plans économiques, les plans politiques, c'est nous qui allons les apporter."
Car il ne faut pas attendre simplement qu'on nous ouvre la porte et si, quand nous l'aurons fait ouvrir, nous arrivons les mains vides, nous n'aurons rien.
Camarades, nous avons ainsi, je crois, traduit la pensée du Parti, surtout en disant que la paix ne devrait pas être seulement une construction politique, qu'elle devrait avoir cette base européenne, avec son gouvernement, avec sa force internationale et aussi avec ont armature économique.
Nous savons, nous Socialistes, par l'expérience faite entre 1919 et 1940, que, lorsqu'il n'y a pas coopération économique entre les nations, on voit, dans le monde, la misère dans l'abondance, tandis que pèse sur les hommes la toute puissance des trusts internationaux.
Le libéralisme économique a son tombeau dans toutes les nations ; mais son mausolée est aussi au centre de l'Europe et du monde.

Fondation Jean Jaurès

Ainsi se pose la question. Il faudra l'étudier, que le Parti l'étudie, pour apporter un plan concret à l'internationale qui, nous l'espérons, va se reconstituer, ou, en attendant, aux représentants des nations qui sont le plus près de nous, afin de contredire dès maintenant un plan de paix, d'une paix qui devra être telle des peuples, construite selon la volonté des peuples.
(Applaudissements)
Car nous l'avons vu, à l'assemblée consultative, lorsqu'il s'est agi de la reconnaissance du gouvernement provisoire, les forces françaises de l'intérieur, issues du peuple, ont été les meilleurs et les plus grands diplomates, très supérieurs aux diplomates de la carrière.
(Nouveaux applaudissements)
C'est ainsi qu'au milieu de circonstances difficiles la délégation Socialiste s'inspirant d'un idéal sans perdre de vue les réalités, a suivi une ligne droite et nette. Elle n'y a eu aucun mérite particulier ; elle n'en tire nulle vanité. Devant elle, la voie était toute tracée ; elle n'avait qu'à suivre la doctrine et la tradition de notre Parti, et nous avons pu la suivre d'une âme d'autant plus forte, d'un esprit d'autant plus sûr que nous étions unis par les sacrifices consentis, par l'épreuve soutenue par le peuple, et que nous avions devant nous, plus près de nous que jamais, ses grandes idées qui ont été toujours les nôtres : la patrie, la liberté et la paix.
(Vifs applaudissements. Les congressistes, debout, font une ovation à l'orateur et chantent l'Internationale)

Réception des délégués fraternels

Pierre Graber (Suisse)

Camarades Socialistes de France, j'apporte ici le salut cordial et fraternel de vos camarades de Suisse, un salut qui voudrait être plus cordial et plus chaleureux que d'habitude, un salut qui peut-être aussi aurait voulu demeurer un peu plus discret. Nous autres, Suisses, qui, à l'abri de notre neutralité armée, avons traversé toute cette période de guerre sans rien connaître des souffrances de la guerre, sans rien ressentir non plus des souffrances encore plus cruelles de l'occupation, lorsque nous venons ici, parmi vous qui avez traversé tant d'épreuves, nous aurions voulu rester dans l'ombre et nous faire oublier.
Camarades, je voudrais néanmoins ajouter au salut que je vous apporte l'hommage des Socialistes de Suisse à tous ceux des vôtres qui sont tombés, à tous ceux qui sont encore absents et dont l'absence laisse dans cette salle des vides si considérables.
Je voudrais vous dire combien nous avons été frappés par l'attitude si courageuse, si pleine de noblesse de Léon Blum, lors du procès de Riom, et combien cette attitude a servi la cause du Socialisme, bien au-delà des frontières de la France.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Je voudrais vous dire comment, à ce moment-là, la façon dont nous avons pu relater les débats de ce procès, a provoqué, jusque dans les rangs de cette opinion publique de la Suisse française, si réactionnaire, un revirement prononcé en faveur de la République.
Je voudrais aussi vous dire, camarades français, que votre pays est pour nous plus qu'un pays voisin ; que c'est un pays frère, si j'ose dire, un pays auquel nous nous sentons attachés par des liens, par des goûts, par des habitudes communes, par une civilisation commune. Nous voudrions que vous sachiez somment nous sommes arrivés, non seulement dans les rangs Socialistes, mais chez nous d'une façon générale, à créer un gouvernement, motivé par le fait que notre gouvernement n'a pu se résoudre encore à reconnaître complètement le gouvernement provisoire de la France. Nous pensons que, dans les débats mondiaux de demain, auxquels la Suisse compte prendre une part modeste mais juste, nous pensons qu'elle n'aura pas tellement d'amis qu'elle puisse aujourd'hui faire tant de manières à l'égard de cette France qui est comme le défenseur naturel des petits états, à l'égard de cette France qui est la seule puissance à laquelle la lient une communauté de culture et une communauté d'intérêts.
C'est pourquoi nous sommes assez peu fiers et assez peu satisfaits de ce que notre gouvernement soit encore au nombre de ceux qui, jusqu'ici, pour des subtilités juridiques et diplomatiques assez mesquines, n'ont pas reconnu le gouvernement provisoire de la France. Mais, ce que je disais de la France pour notre pays, je le dis aussi du Parti Socialiste français qui est pour nous un Parti frère, et je voudrais vous faire savoir combien nous comptons sur la renaissance du Socialisme français. Nous comptons sur lui, non seulement pour qu'il remplisse les tâches énormes qui vont être les siennes, pour qu'il accomplisse sa mission dans le domaine national, mais aussi parce que, dans l'Europe de demain, dans cette Europe en plein bouleversement politique et social dans cette Europe qui offre des possibilités d'action et de succès considérables, il importe que se fasse entendre fortement la voix du Socialisme démocratique. Et nous pensons que ce Socialisme ne saurait trouver une expression meilleure que dans se Socialisme français, celui de Jaurès, ce Socialisme si largement fraternel et humain, si épris de liberté.
C'est pourquoi, ici, nous suivons vos débats avec un intérêt passionné, nous suivons les efforts que vous faites pour reconstruire le Socialisme de France ; c'est parce que nous savons que l'Europe occidentale de demain aura besoin plus que jamais de la présence du Socialisme français.
Et, camarades, permettez-moi de dire en terminant ma conviction que les espoirs que met en vous le Socialisme de l'Europe occidentale ne seront pas déçus.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je remercie notre camarade Graber et je lui demande de porter aux camarades Socialistes suisses le salut des Socialistes de France, en même temps que notre tribut de reconnaissante pour ce que nos camarades de Suisse ont fait

pour la cause de la liberté. La Suisse a été pour nous, pendant de trop longues années, un îlot et un asile, au milieu de l'Europe soumise à l'oppression des nazis. Elle a été le symbole de la liberté. Elle a été un refuge, four toutes ses raisons, les Socialistes de France vous demandent de dire leur reconnaissance aux Socialistes de Suisse.
(Applaudissements)
J'ai le très grand honneur et la très grande joie de donner la parole à notre camarade Harold Lasky, vice-président du Labour party.

Harold Lasky (Grande-Bretagne)

Monsieur le président, camarades et chers amis, c'est avec une véritable émotion que je prends la parole à Paris, pendant la guerre. Nous qui avons été pendant presque quatre ans coupés de Paris, nous qui avons suivi avec anxiété les années si tristes et si graves de la guerre, quand nous nous trouvons en présence de français, nous avons naturellement un sentiment d'humilité, parce que nous savons ce que vous avez souffert, nous connaissons ce que vous avez subi.
Mais, il y a des choses que je dois vous dire. Et d'abord, à Londres, vos camarades ont été pour nous des Français ; ils n'ont pas été des émigrés, ils ont été des Socialistes français. À ce propos, je ne peux que vous féliciter quant à la conduite de Félix Gouin, d'André Philip, de Louis Lévy, de Marthe Louis-Lévy, pour toutes les choses qu'ils ont faites à Londres. Ils ont été nos camarades, dans un sens que je ne sais pas dire trop haut. Ils ont été magnifiques dans les sentiments Socialistes qu'ils ont mis dans nos délibérations.
Nous avons passé par des difficultés graves et considérables. Mais, nous avons éprouvé des choses qui sont, pour nous Socialistes, d'une importance très grande et très profonde.
Et d'abord, nous avons trouvé ceci : Sans Socialisme, pas de démocratie. C'est une grande découverte que nous avons faits, pendant la guerre ! "Sans Socialisme, pas de démocratie…"
(Applaudissements)
Camarades, l'heure est arrivée de faire le Socialisme, non pas par les phrases de nos discours, mais dans la vie des peuples. Nous admettons que nos grands hommes d'état, le Premier Ministre Monsieur Churchill, Monsieur le président Roosevelt, Staline et votre général De Gaulle ont fait de grandes choses, de très grandes choses. Mais, surtout, nous sommes convaincus que c'est par le peuple que nous allons gagner cette guerre. C'est par le peuple, autant que par ce qu'ont fait les conducteurs de peuples.
(Applaudissements)
Camarades, j'ai vu, en Angleterre, des choses faites par des gens ordinaires, d'un courage, d'une résolution qui étaient tout ce qu'a fait notre Premier Ministre lui-même. Et je ne doute pas qu'il en ait été de même en France.
Nous avons remarqué le mouvement clandestin en France avec un intérêt que je ne sais pas exprimer en mots français. Mais, je voudrais vous dire que le gouvernement clandestin de la France est bien dans la tradition française telle

Fondation Jaurès

que nous la connaissons… (applaudissements)… et surtout, dans la tradition française Socialiste, de ces Français qui ont organisé le mouvement Socialiste non seulement en Europe, mais dans le monde.
Vous avez commencé, camarades, par la grande révolution française… (applaudissements)… et le moment est maintenant arrivé de compléter l'œuvre de la révolution française.
(Nouveaux applaudissements)
De la compléter non seulement en France, mais en Angleterre, aux États-Unis et surtout en Allemagne.
Pour moi, je voudrais vous dire que c'est maintenant une unité que nous devons construire, une unité où nous marcherons les une avec mes autres, comme nous sommes aujourd'hui dans cette grande salle, mais une unité où nous marcherons dans les Parlements, à Londres, à Paris, à Berlin, à Washington, partout.
(Applaudissements)
Et là, nous pourrons mettre sur la table les idées des Français, les idées des Anglais, les traditions qui sont les nôtres et dont nous avons le droit d'être fières. Parce que, après ce que nous avons souffert pendant des années, après ce que vous avez enduré vous-mêmes, le temps est venu de la victoire, d'une victoire qui doit être la victoire des peuples.
(Applaudissements)
Camarades, le parti ouvrier ne dit pas que la guerre est finie pour toujours. Mais, pour assurer la paix, il nous paraît que la France et l'Angleterre doivent faire deux nations, mais un seul état… (applaudissements)… et c'est pour nous, en Angleterre, un retour à l'idée de notre Premier Ministre de 1940. Il faut que nous marinions ensemble pendant de longues années, et si nous ne restons pas côte à côte, alors tout est perdu.
Mais, si nous savons reconnaître que vous et nous sommes des frères, des frères en réalité, des frères et des sœurs, alors, camarades, ce n'est pas l'Allemagne, ce ne sont pas les États-Unis, c'est nous, les peuples d'Europe qui pourrons, sans difficulté, organiser un monde où finalement les gens ordinaires pourront connaître une vie digne, une vie stable, telle que la souhaitent les Socialistes.
Nous avons, vous et nous, une grande tradition, une tradition qui, pour vous, commence à Babeuf et aboutit à Jaurès. Et vous avez également, en France, un homme de premier plan, c'est Léon Blum.
(Applaudissements)
Je me rappelle bien la présence de Léon Blum à notre conférence de 1940 ; je me rappelle l'exposé magnifique qu'il nous a fait, et je vous déclare franchement que, si vous êtes dignes de Léon Blum, alors, nous gagnerons non seulement la victoire dans la guerre, mais surtout la victoire dans la paix.
(Applaudissements)
Camarades, rappelons-nous que la guerre n'est pas finie. Mais, quand elle sera finie, rappelons-nous aussi que, pour nous, ce ne sera pas fini. Quand l'Armistice sera signé, c'est alors que commencera notre travail. Les gens seront portés à penser que, l'Armistice signé, ce sera fini. Il ne devra pas en être ainsi

pour nous. Notre Socialisme doit être notre religion, et une religion, cela se pratique jour par jour, heure par heure. Si nous ne comprenons pas cela, alors, nous sommes perdus.
(Applaudissements)
Nous sommée à un moment de l'histoire où nous devons choisir : ou la démocratie Socialiste ou le fascisme. Nous devons choisir.
En Angleterre, c'est notre Parti qui va gagner. Il pénètre dans l'armée, il pénètre dans la marine ; il gagne de plus en plus dans le sentiment des hommes, je suis sûr que nous marchons vers la Gauche. Mais, si nous marchons vers la gauche, il faut que la France elle aussi, marche vers la Gauche avec nous.
Nous devons marcher ainsi pendant des années, dans la pensée d'être dignes de nos morts, dignes de ceux qui ont donné leur vie pour notre cause. Et alors, le Parti ouvrier anglais peut vous saluer comme je vous salue. Vous avez apporté au monde de grandes idées, depuis la révolution française. Mais, après la révolution française, après la révolution de 1948, après la commune, qu'a-t-on vu ? La faillite, toujours la faillite : le grand patronat, les deux cent familles ont toujours gagné finalement la bataille et accaparé l'effort du peuple.
Pour nous, l'heure est maintenant venue de changer la face des choses, de changer un monde où le capitalisme prime sur tout, un monde ou, pour les gens modestes, pour les travailleurs, le Socialisme doit gagner. Et nous pouvons marcher côte à côte vers un nouveau monde où nous réaliserons ensemble les rêves que nous avons appelés pendant un siècle et demi.
(Longs applaudissements. Les congressistes, debout, acclament l'orateur)

Le président - Camarades, vos applaudissements me dispensent de dire à notre camarade Lasky combien nous avons été émus et frappés de ses paroles.
Je voudrais dire cependant que nous voyons une marque toute spéciale d'amitié et de fraternité dans l'effort qu'il a fait pour s'adresser au Congrès en langue française.
(Applaudissements)
Nous lui promettons d'essayer de transformer, comme il nous l'a demandé, la révolution française en une révolution sociale et en une révolution mondiale, que nous ferons côte à côte avec tous nos camarades de tous les pays, parmi lesquels ceux du Labour party seront au premier rang.
(Applaudissements)
Je donne maintenant la parole à Lambert, de la social-démocratie autrichienne, qui va parler au nom de la fédération Socialiste des émigrés en France, représentant tous les Socialistes réfugiés dans notre pays.
(Applaudissements)

Jean Lambert (social-démocratie autrichienne)

Camarades, je vous apporte le salut fraternel des douze nations réunies actuellement dans la fédération des groupes Socialistes étrangers en France. Pendant que tant d'hommes sont encore obligés de se battre et de s'entretuer,

nous, Socialistes étrangers en France, avons voulu montrer que l'idée de l'Internationale ouvriers n'est pas morte. Nous nous sommes réunis dans Paris libéré, pour fonder une œuvre d'entre aide matérielle et morale. Nous, Socialistes étrangers en France, avons compris ce que c'est que la communauté Socialiste.
Dans la Résistance, dans les maquis, les nationalités importaient peu, chacun poursuivant la réalisation d'un idéal commun. Nous, Socialistes étrangers, avons combattu avec vous, camarades Français ; nous avons défendu votre sol comme nous aurions défendu le nôtre, car nous avons considéré qu'il n'y a qu'une liberté, qu'un Socialisme et, que votre victoire entraînerait la nôtre.
Dans la Résistance, les faits d'arme accomplis par les groupements étrangers sont nombreux. J'ai vu un détachement espagnol défendre farouchement, contre l'agresseur nazi, la place d'une ville au milieu de laquelle s'élevait la statue de Jean Jaurès, de votre grand Jaurès.
(Applaudissements)
C'était plus qu'un simple combat, plus que la simple défense d'une ville ; c'était un symbole.
Je me souviens que, en 1934, les camarades viennois défendaient la ville Rouge de Vienne, qu'en 1936 des camarades espagnols défendaient la République contre les puissances totalitaires. Leur défaite a été la vôtre, comme votre victoire est maintenant la nôtre.
Cette communauté scellée par le sang va durer : l'Internationale ouvrière sera plus forte que l'Internationale du capital et des puissances fascistes.
Nous sommes certains que tous les Socialistes du monde réussiront ensemble à construire une Internationale qui sera forte et durable, et je sais que ce sera vous, mes camarades français, qui serez les meilleurs constructeurs, vous qui portez fièrement le nom de section française de l'Internationale ouvrière.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie notre camarade Lambert ; je le remercie avec une particulière motion. Je ne peux pas oublier que je représente ici les populations alsaciennes et lorraines, spécialement la population de Strasbourg, comme il représente la population de Vienne ; je ne peux pas oublier que ses deux villes attendent leur libération.
(Applaudissements)
C'est donc avec une particulière émotion que je le remercie des paroles qu'il vient de prononcer et de l'aide qu'il a apportée à la libération. Je veux souhaiter qu'en même temps que les troupes françaises entreront à Strasbourg, les autrichiens puissent hisser le drapeau de la République sur les murs de vienne.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Louis De Brouckère (parti ouvrier belge)

Chers camarades, tout d'abord, quelques mots, pour vous apporter le salut de mes camarades du parti ouvrier belge et, pour vous apporter aussi quelques nouvelles de notre mouvement.

Notre mouvement reprend ; il s'est reconstitué, comme les mouvements de tous les pays libérés ; il rencontre bien des difficultés, mais ces difficultés-là, nous les abordons avec la ferme volonté de les surmonter.

Anciens et nouveaux, ceux du maquis et ceux de Londres se sont retrouvés dès les premiers jours et se sont mis à la tâche, sans qu'il fût besoin entre eux de la moindre explication. Ils se sont reconnus également Socialistes et se sont attelés à une œuvre commune.

Les vieux ne sont plus très nombreux ; le temps a fauché dans leurs rangs et l'ennemi, lui aussi, a fauché dans leurs rangs. Pour ceux qui déjà avant la guerre étaient connus en Belgique, il était difficile de continuer la propagande, sous le régime allemand ; presque tous ont été ou tués ou emmenés en Allemagne avant que l'ennemi ne quitte notre territoire. Nous avions l'espoir de retrouver trois ou quatre mille de nos camarades dans un camp de Hollande où nous les savions internés ; mais, le camp a été délivré et nos camarades n'étaient plus là. Nous avons encore l'espoir qu'ils aient pu s'échapper dans les bois et qu'on les retrouvera, un de ces jours. Mais, on a trouvé dans le camp un nombre anormal de potences et de poteaux, nombre anormal même pour un camp allemand, et, si les renseignements qu'on nous a donnés sont exacts, il y aurait eu, au cours des derniers jours, 3 000 exécutions.

Il y en a d'autres que nous n'avons pas retrouvés, il y a des traîtres. Ceux-là, nous n'avons pas à les exclure : ou bien ils sont en fuite, ou bien ils sont, au nombre des 50 000, prisonniers dans nos camps et nos prisons.

(Applaudissements)

Il y en a d'autres encore, pas très nombreux heureusement, ce sont ceux qui, soit en Belgique soit à l'étranger, ont trouvé que le temps de guerre devant être une période d'attente et peut-être de repos. Ceux-là, nous ne les avons pas exclus ; nous leur avons dit simplement : "Puisque vous aimez le repos, reposez-vous, mais en dehors de nos rangs."

(Applaudissements)

Et nous nous sommes mis à la besogne, à l'énorme besogne que nous avons devant nous.

Il faut reconstruire le Parti, je vous dirai qu'avant la guerre, comme beaucoup d'autres partis, il était assez malade ; il avait connu la maladie que vous avez connue vous-mêmes et qu'on appelait le néo-Socialisme. Seulement, vous avez eu la chance que, chez vous, l'abcès a crevé en dehors, tandis que chez nous, il a rêvé en dedans. Il était beaucoup plus dangereux. Vous avez eu le diable ; nous avons eu le père du diable ; vous aviez Déat, nous avions De Mann. Il faut quelque temps, camarades, pour guérir d'une maladie comme celle-là. Mais, je le répète, nous nous sommes mis à la tâche et nous travaillons dans de bonnes conditions.

Je ne dis pas qu'il n'y aura pas de discussions entre nous sur un grand nombre de points : la discussion est saine. Mais, je suis sûr qu'il n'y aura pas de querelles et que nous nous entendrons tous, parce que nous sommes d'accord sur la base et parce que déjà les premiers contacts prouvent que nous avons rempli cette grande condition du succès que définissait le grand leader du Socialisme, celui que vous me permettrez d'appeler "notre" Léon Blum, quand il disait : "Pour avoir le succès, il faut que le Parti Socialiste soit une grande famille."
Le Parti a à refaire le pays, à le reconstituer, à résoudre tous les problèmes qui se posent aussi à vous, problèmes d'une difficulté telle qu'à certains jours on serait porté à désespérer. Mais, ces jours-là sont heureusement rares : nous savons qu'avec du temps et du courage, on vient à bout de tous les problèmes.
Mais, j'ai hâte d'en venir à la dernière partie de mon discours, qui ne sera pas longue. Parmi les choses que nous devons reconstruire, il n'y pas seulement nos partis, tant en France qu'en Belgique. Ce qu'il faut reconstruire, c'est le monde et c'est la paix.
(Applaudissements)
Et pour cela, il faut édifier une grande organisation internationale. Une reconstruction serait inconcevable, serait impossible s'il n'y avait pas tout d'abord une grande puissance internationale Socialiste.
(Applaudissements)
Peut-être vous étonnerez-vous que, parlant ici au nom de mon petit pays et parlant aussi, puisqu'on a bien voulu me confier cette tâche, au nom des autres pays étrangers représentés ici, peut-être vous étonnerez-vous de voir un petit belge, peut-être grand par la taille, mais tout de même un petit belge, parler de la nécessité de prendre part aux grandes discussions sur la reconstitution du monde. Et non seulement comme pays, mais chacun de nous comme individu veut y prendre part, car le monde nouveau ne sera un monde de la paix que s'il est le monde de la démocratie, et la démocratie repose sur les individus, sans distinction entre eux, ni par la race ni par la nationalité.
(Applaudissements)
C'est donc notre œuvre, l'œuvre à laquelle, tous à travers le monde, nous allons travailler. Et permettez-moi à ce sujet d'exprimer sommairement deux idées qui ont été souvent exprimées déjà par les orateurs qui m'ont précédé, et de faire en quelque sorte écho aux discours que nous avons déjà entendus.
On nous a dit à diverses reprises : il n'y a de Socialisme que le Socialisme international ; le Socialisme, ce sera la réalisation de la liberté humaine, dans une économie organisée.
Formule admirable ! Réalisation de la liberté humaine, dans une économie dirigée. Mais, ceci demande peut-être un mot, d'explication, pour éviter des malentendus qui pourraient être funestes.
Si on entend par économie dirigée une économie qui recevra son impulsion d'un gouvernement qu'on appelle fort parce qu'il a une forte police, alors, la formule enferme une contradiction dans ses propres termes. Car vous ne pouvez pas dire aux hommes, ce qui est la devise même de la révolution française, exprimée

pour la première fois par Rabelais, écrivant : "Fais ce que veux" sur la porte de l'abbaye de Thélème, vous ne pouvez pas dire aux hommes "Fais ce que veux" ; vous ne pouvez même pas le dire dans les termes plus modernes de la Déclaration des droits de l'Homme, et dire en même temps : "Tu feras ce que commandent les administrations, souvent anonymes et irresponsables, tu feras ce que veut Monsieur Lebureau."

Non, la formule n'a un sens, elle n'est vraiment Socialiste que si, par économie dirigée, vous entendez une économie dirigée d'en bas, par la masse du peuple elle-même, et ce n'est possible que par le développement de toutes les autonomies : autonomie locale, autonomie dans l'usine, autonomie de l'équipe dans l'usine, autonomie de l'individu, du travailleur dans l'équipe elle-même, chaque homme accomplissant sa mission et coordonnant librement ses efforts avec les efforts des autres hommes, devenant un travailleur complet, donnant tout son effort, parfois tout son génie créateur, ayant la fierté d'être lui-même, d'être non pas l'hommage de la vieille définition, mais le travailleur de la définition nouvelle de l'homme.

(Applaudissements)

C'est ainsi que le Socialisme s'élèvera jusqu'à la réalisation de la plus grande espérance qu'il amenait avec lui.

On a dit souvent : il faut que le Socialisme soit moral. Bien ! Mais peut-être n'est-ce pas suffisant, je préférerais, quant à moi, dire : il faut que la morale, pour être réelle, devienne Socialiste.

(Applaudissements)

Il faut que nous apportions avec nous une morale nouvelle qui ne peut être que la morale du travail. La mission du Socialisme a été de révéler à l'homme qu'il est un travailleur et qu'il ne peut -être vraiment, un travailleur que s'il est libre dans la cité en, libre à l'usine, que s'il jouit de la démocratie politique et de la démocratie économique en même temps.

Ah ! Camarades, que de fois on a tenté de nous flétrir comme des matérialistes mesquins et même des matérialistes abjects ! Et cela, parce que nous disions que les formes du travail déterminant toute l'évolution sociale. Mais, n'est-ce pas l'expression la plus noble, la plus haute des idées, de dire que l'homme n'accomplit sa mission que par le travail qu'il fait, depuis l'ouvrier qui travaille à l'usine jusqu'au député qui travaille au Parlement, jusqu'à l'artiste qui travaille dans son atelier, jusqu'au penseur qui travaille devant sa table et qui écrit, tous ayant pour but dans l'existence d'accomplir ce que dit la vieille formule Socialiste : la production pour le service, pour se servir soi-même, pour s'accomplir soi-même et pour servir les autres.

Le jour où nous aurons réalisé cela, le jour où chacun de nous l'aura compris, le jour où la morale sera devenue Socialiste, non pas parti que nous aurons prêché la morale, car la morale ne se prêche pas, mais parce que nous aurons donné l'exemple de la morale - et vous savez que déjà, au temps de l'évangile, l'exemple était pour les apôtres, la parole pour les pharisiens - le jour où nous aurons accompli cette morale, où dans chacun des actes de notre vie, non

Coll. Fondation Jean Jaurès

seulement en haut, dans les organismes dirigeants, mais en bas, dans l'humble travail quotidien de chacun, nous aurons accompli notre mission, et ce jour-là le Socialisme sera réalisé.
Pour arriver à cela, il faut que nous reconstituions dans nos pays nos groupements de l'Internationale.
Hier, notre ami Mayer, s'adressant à moi, me disait : "Dîtes donc à Camille Huysmans l'ardent désir que nous avons de voir l'Internationale reconstituée." Mayer, je transmettrai ce vœu du Congrès à mon ami Camille Huysmans. Mais, je suis dans l'heureuse situation de pouvoir vous apporter dès maintenant sa réponse. Je sais combien il est préoccupé de cette reconstitution rapide de l'Internationale, je sais que déjà président du comité qui a été créé à Londres pour préparer cette reconstitution, il prendra effectivement possession de sa présidence dès que les moyens de transport le permettront. Je sais que, comprenant la véritable nature de notre tâche, il ne songe pas seulement à des résolutions qui pour râlent être prises en haut, mais que déjà il s'occupe de rétablir le contact avec les stations qu'il peut atteindre et qu'il fait le travail que chacun de nous doit accomplir.
Reconstituer l'Internationale, ce ne sera pas le résultat d'une décision d'un comité. Ce sera le résultat de la prise de contact entre tous, comme on le disait, tout à l'heure, entre ceux du maquis qui fraternisaient sans se demander quelle était la couleur de la tarte d'identité que chacun avait dans la poche. Ce sera le résultat du contact entre les travailleurs et je sais que, pour votre part, en France, avec le désir d'entrer en contact avec les sections voisines ; je sais combien, dans votre mouvement, les étrangers résidant en France et les Français résidant à l'étranger s'occupent d'établir ces masses.
Continuons cette œuvre. Reconstruisons l'Internationale par la base, et nous aiderons à la venue du temps où elle se reconstruira aussi par le haut.
Et si, dans l'accomplissement de cette partie de notre œuvre productive de Socialisme, nous faisons ce que nous font souvent les bons ouvriers, si nous abandonnons en travaillant, ce sera sur l'air de la vieille chanson de Béranger : "Peuples, formons une sainte alliance et donnons-nous la main…"
(Vifs applaudissements. Les congressistes, debout, acclament l'orateur)

Le président - Je remercie notre camarade Louis De Brouckère pour l'admirable leçon de Socialisme qu'il vient de nous donner. Je recommande ses paroles à tous ceux qui ont assisté à ce Congrès, je les invite à les méditer, et ceci s'adresse surtout à nos jeunes militants. Il ne suffit pas de venir au Socialisme par un appel du cœur ; il faut que la raison suive le cœur. Il y a, dans le discours que vient de prononcer Louis De Brouckère, à la fois le feu d'un vieux militant et la lumière d'une raison claire. L'Internationale, confiée à de tels hommes, ressuscitera, Socialistes belges, Socialistes anglais, Socialistes espagnols, Socialistes autrichiens, Socialistes français, demain je l'espère Socialistes russes fraterniseront dans la même Internationale, pour reconstruire le monde.
(Vifs applaudissements)

La séance est levée.

Séance de l'après-midi (10 novembre 1944)

Président : Bracke
Assesseurs : Amédée Guy (Haute Savoie) et Guillet (Gironde)

Le président (Alexandre Bracke)

Camarades, je commence par agiter un peu la sonnette, pour m'initier au métier de président qui est aujourd'hui un peu difficile, car le nombre des orateurs inscrits est grand et il faudra faire respecter une loi qu'on s'est faite de ne pas dépasser le temps qui est accordé à chacun. Vous pouvez être sûrs que vous aurez cet après-midi, un président qui sera au moins aussi dur que Naegelen l'a été ce matin, pour rappeler l'orateur à l'ordre, et il va commencer par ne pas faire un discours, sous prétexte de faciliter la besogne au Congrès.
Je tiens cependant à vous dire quelque chose qui, j'en suis sûr, me fera excuser d'avoir pris la parole moi-même : Nous avons des de Léon Blum !
(Longs applaudissements. Les Socialistes, debout, acclament le nom de Léon Blum)
Nous avons des nouvelles qui ont été trouvées par Renée Blum, en rentrant chez elle tout à l'heure, c'est une lettre qui lui dit que son mari que vous savez là-bas avait des nouvelles de son père, le 30 septembre. Par conséquent, nous pouvons au moins avoir la certitude qu'il n'y a pas extrêmement longtemps, il était en bonne santé physique, quant au moral, je pense qu'il pourrait nous servir de modèle à tous.
(Applaudissements)
Vous m'aurez excusé, j'en suis sûr, d'avoir pris une minute pour vous dire cela.
(Nouveaux applaudissements)
Le président de ce matin m'a mis au courant de ce qui avait été décidé. Nous allons épuiser la liste des orateurs. On a divisé la discussion en trois chapitres : Structure du Parti, Programme du Parti, Tactique du Parti.
Nous allons commencer, suivant l'ordre naturel, par la Structure du Parti.
La parole est à Pierre Bloch.

La structure générale du Parti

Pierre Bloch

Camarades, même si je ne me trouvais pas devant un Congrès Socialiste, je ne saurais prendre la parole et exposer notre point de vue sur la question qui nous passionne tous, sans saluer celui qui est demeuré fidèle au grand idéal de lutte et d'abnégation, à l'idéal qui est la force motrice d'un véritable chef Socialiste, je ne saurais prononcer un mot avant d'avoir salué à mon tour Léon Blum, cet homme qui nous a guidés et qui avait mis au service de notre cause et au service de la France son intelligence, sa clairvoyance, son énergie et son courage.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Toutes nos pensées reconnaissantes, toute notre admiration vont vers lui en ce moment et aucune discussion, aucun échange d'idées dans le Parti Socialiste ne peuvent être institués sans évoquer Léon Blum que nous verrons bientôt, j'en suis sûr.
Je ne saurais taire non plus l'émotion qui nous saisit à la pensée de tous nos camarades Socialistes qui ont combattu dans la Résistance, depuis le début de la lutte clandestine, en 1940, de ces soldats sans uniforme qui ont subi les pires souffrances, l'emprisonnement, la vie traquée, l'existence des hors-la-loi, le danger mortel. Nous devons penser à ces camarades, à cette liberté pour laquelle ils ont lutté, sans lesquels il n'y aurait pas de Socialisme, il n'y aurait même pas de vie possible pour des hommes dignes de se nom.
Ils ont souffert et ils sont morts. Il faut que nous y pensions sans cesse. Si nous ne réalisons pas ce qu'ils ont rêvé avec toute la force de leur cœur, si nous ne pouvons pas créer un monde libre et Socialiste, au prix de leurs souffrances et de leur sang, ces morts seront morts en vain. Or, toute notre raison se révolte à une telle pensée et nous sentons bien que ce serait inadmissible.
Le Parti Socialiste, le nouveau Parti Socialiste a un grand rôle à jouer, pendant ses quatre ans, nous avons payé d'un prix inouï l'expérience et la vérification de nos efforts.
Chaque page de ce calendrier est couverte de sang et d'horreurs. Le Parti Socialiste, nous pouvons le dire avec ans certaine fierté, a été à la pointe du combat. Le Parti, tout comme d'autres groupements, a eu ses traîtres, sas renégats, ses hésitants, ses tard-venus à la Résistance, ses lâches. D'autres que nous ont eu leurs Dumas et leurs Paul Faure : qui s'appellent Doriot, Gitton et Clamamus, et pourtant ils ont l'air de l'oublier…

Un congressiste - La structure !

Pierre Bloch - Nous avons connu de ces lâchetés ; mais la masse de nos militants a été non seulement du bon côté, mais, on peut le dire, à l'endroit le plus périlleux, à la pointe du combat.
Combien ont été pris dans l'illégalité ? Combien de camarades ont, comme moi, connu les prisons allemandes, les prisons à Vichy, les prisons de France ? Nous avons profité de ces loisirs forcés pour nous dégager des vieilles formules, des vieilles routines, et aujourd'hui nous sommes nombreux à ne pas vouloir la résurrection de l'ancien Parti, avec ses déplorables luttes de tendances, de questions de personnes, mais la création d'un Parti rénové, épuré, rajeuni. Camarades, soyons sévères à l'intérieur de nos sections. Déjà, trop de gens sans courage viennent s'asseoir dans nos sections Socialistes.
(Applaudissements)
Soyons sévères à l'égard de nous-mêmes ; assez d'une certaine camaraderie qui avait autrefois cours dans les milieux Socialistes, mais qui a lamentablement échoué.

Fondation Jean Jaurès

Il y a, pour notre Parti, une grande action à mener, dans le pays. Il faut que le Parti soit à la tête de ceux qui veulent réformer la vie politique de ce pays. Il faut organiser l'éducation des électeurs et l'éducation de l'élu, il faut que l'électeur se rende compte qu'il n'envoie pas l'élu dans les assemblées, grandes ou petites, pour faire ses petites commissions, pour lui faire obtenir les palmes académiques, mais pour s'occuper des affaires de l'état. Et l'élu doit se rendre compte qu'il n'est pas envoyé dans les assemblées pour s'occuper de ses affaires personnelles, mais bien pour s'occuper seulement des affaires de l'état.
(Applaudissements)
Non, Camarades, il n'y a pas de vains sacrifices, lorsqu'il s'agit de la liberté du monde entier. Si le mot semble trop fort, il suffira de vous rappeler qu'au moment où nous sommes l'idée de liberté se confond avec l'idée du Socialisme, nous n'avons pas, nous Socialistes, de leçons à recevoir de personne. N'oublions pas qu'au début de la lutte pour les lois syndicalistes ou Socialistes fut elle aussi clandestine et dangereuse. Nous avons le devoir de rappeler que les luttes du passé en vue de faire prévaloir nos idées ont coûté des centaines de siècles de prison ; elles avaient provoqué, dans tous les pays du monde, des représailles qui ont fait couler le sang de milliers de victimes.
C'est grâce à cela que nous nous trouvons aujourd'hui au seuil des réalisations Socialistes, que des travaux urgents et indispensables nous attendent, que les moyens dont nous avons besoin sont à la portée de nos mains et que le monde s'oriente, par la force des choses, vers le Socialisme, vers les solutions Socialistes sans lesquelles le monde succombera dans un chaos inimaginable.
Voilà où en est maintenant cette vieille théorie Socialiste qu'on disait impraticable et subversive, dont les propagandistes ont été massacrés, il n'y a pas si longtemps, dans les grandes capitales du monde.
De même, ceux de la Résistance n'auraient jamais risqué de mourir de la façon la plus horrible, s'ils n'avaient eu une foi absolue en la libération de la France. Et ils avaient raison, malgré Berlin, Rome, Tokio et Vichy, malgré les tortures, malgré les prisons, malgré l'ombre menaçante de la Gestapo ; une fois de plus, c'est aux idées des hommes libres que l'histoire donne raison.
À chaque tournant révolutionnaire, le groupe victorieux le constate avec satisfaction. Nous avons lutté, nous avons perdu nos meilleurs camarades, nous avons vu mourir ceux que nous aimions, et maintenant nous allons vers le Socialisme, vers la liberté.
Mais, camarades, permettez-moi de vous dans rappeler qu'il y a eu une époque où dans le Parti Socialiste se trouvaient des camarades qu'on a appelés les (?). Ils formaient un groupe dont je vous demande de rappeler la composition : Léo Lagrange, mort au champ d'honneur ; Pierre Brossolette, dont vous connaissez la fin tragique ; Boué, blessé dans les derniers combats ; Viénot, mort récemment ; Dumas, déporté en Allemagne ; Tanguy-Prigent, Daniel Mayer et moi-même.

Nous avons payé le droit de parler et de redire ce que nous disions en 1938, que cette guerre était une guerre idéologique, et le général De Gaulle a repris la formule, que cette guerre était une révolution.
Et quand, aujourd'hui, le Parti Socialiste qui se reforme, le nouveau Parti Socialiste regarde à travers le monde, nous voyons la production et la distribution des biens s'organiser selon des conceptions hardies et de pure inspiration Socialiste. Là où le capitalisme semblait le plus inébranlable, fonctionnent ces organisations audacieuses dont s'enorgueillit la Grande-Bretagne, organisations qui découlent de l'idée Parti Socialiste, tout comme sa méthode de taxation des impôts qui aurait fait rêver nos financiers les plus hardis.

Un congressiste - La structure du Parti !

Pierre Bloch - Tout s'y passe comme si le Socialisme était au pouvoir, et, le Parti Socialiste peut dire qu'aujourd'hui chaque mesure envisagée par notre Parti est une mesure d'inspiration Socialiste. Et nous avons le droit de dire que nous avons un grand rôle à jouer, en apportant les conceptions Socialistes dans les modifications indispensables à la structure sociale.

Un congressiste - La structure du Parti !

Pierre Bloch - Camarades, cela fait partie du programme auquel j'arrive.
(Bruit)

Le président - Si vous interrompez, vous empêchez l'orateur d'entendre l'avertissement que je lui donne. Il va y avoir dix minutes qu'il parle ; je l'arrêterai quand il aura épuisé son temps de parole.

Pierre Bloch - Il faut que le nouveau Parti ne retombe pas dans certaines erreurs anciennes. En élargissant ses bases, il prépare, il est vrai, l'unanimité Socialiste ; mais, c'est là une solution simpliste. Dans la Résistance, nous avons appris à nous connaître. Le Parti Socialiste doit préparer aujourd'hui le grand rassemblement Socialiste, et je ne vois pas pourquoi les Socialistes chrétiens seraient tenus à l'écart de cette base humaine dont le Parti Socialiste a besoin.
Notre nouveau Parti ne doit pas tolérer d'indiscipline dans ses rangs ; mais il doit écarter tout sectarisme envers l'extérieur. Il serait regrettable de nous isoler, après avoir été unis dans la Résistance.
Maintenant que nous connaissons le caractère du Socialisme, l'évolution des idées, maintenant que tout le monde est d'accord avec nous pour vouloir la nationalisation des banques, il serait imprudent de rabâcher simplement notre triomphe et de dire : "Nous avons eu raison." Il nous semble que le nouveau Parti Socialiste, éclairé et épuré, ne peut rester en dehors des grands mouvements nationaux, nationaux dans le vrai sens du mot. Ces mouvements de

Fondation Jean-Jaurès

Résistance sont en plein courant révolutionnaire, puisque ce sont eux qui ont groupé les habitants entre l'oppression nazie. Il faut que nous nous rapprochions d'eux.
Est-ce que vous ne sentez pas que le pays ne veut pas revoir quarante ou cinquante partis politiques ? Des motions ont été adoptées par plusieurs fédérations, comme celle de Toulouse sous l'inspiration de notre camarade Vincent Auriol qui a rendu tant de services au Parti. Je dis que le Parti doit apporter son adhésion au mouvement de libération nationale. Il doit être présent dans cette construction qui se fait dans le pays par les partis de la résistante. Nous ne disons pas unité organique, bien entendu, nous disons adhésion. Et Vincent Auriol nous rappelait avec juste raison qu'il faut nous méfier de revoir une chambre bleue horizon.
Camarades, est-ce que vous ne croyez pas que des hommes de notre Parti qui ont une expérience politique ne devraient pas, à l'intérieur du mouvement de libération nationale, tâcher de préparer cette grande unité dont nous avons besoin ? Le Parti doit faire cet effort. Il doit essayer d'attirer vers lui ses masses nouvelles, et ce n'est pas en donnant l'impression que nous sommes l'ancien Parti que nous pourrons attirer vers nous ces jeunes qui ont compris la nécessité de cette doctrine Socialiste.
Camarades, je vous demande de bien réfléchir à ces problèmes ; je vous demande de faire l'effort nécessaire pour que, à l'issue de ce Congrès, tous nous soyons d'accord pour condamner la société capitaliste, réunis dans le grand nouveau Parti unifié, le grand Parti Socialiste français.
(Applaudissements)

Élie Bloncourt

Camarades, en dix minutes, il me paraît absolument impossible de développer comme il convient des idées qui cependant sont importantes à soumettre à l'assemblée du Parti. Aussi, vais-je me proposer tout simplement, très, rapidement et à grande traits, de lancer quelques suggestions que je demande au Congrès de faire siennes, car, au lendemain de l'épouvantable catastrophe qui s'est abattue sur le monde, qui a ébranlé le monde, le Parti Socialiste, au sortir de ces assises, doit être en mesure de réaliser la mission qui lui incombe.
Il faut, que le Parti manifeste chaque jour une volonté ardente et qu'il ait à sa disposition un organisme qui soit de nature à mettre à sa disposition tous les moyens qui lui sont nécessaires.
Et aussi bien, camarades, puisqu'il n'y à pas de solution de continuité, puisqu'il faut relier le présent au passé et aussi à l'avenir, on me permettra, en une minute, de rappeler au moment même où vont disparaître les organismes qui, dans la clandestinité, ont contribué à l'action du Parti, on me permettra, puisque, pendant ces quatre années passées, comme on le rappelait. Hier, j'ai eu le grand honneur d'être le président du comité central du Parti Socialiste pour la zone nord, d'adresser mon souvenir cordial et fraternel à tous les camarades avec lesquels nous avons mené cette action quotidienne.

Il faut préciser, pour l'histoire même du Parti, que c'est au cours de l'hiver 1940 qu'un petit groupe de camarades se sont réunis. C'est chez le citoyen Lagrosillère, député Socialiste de la Marne, 389 rue de Vaugirard, que neuf camarades se sont groupés : Capgras, Charles…
Charles Picard, trois camarades déportés en Allemagne et moi-même.
C'est grâce à ce comité d'action Socialiste qui s'est développé et duquel est sorti, en 1943, un comité exécutif, organe de coordination des deux comités de la zone nord et de la zone sud, que le premier Congrès du Parti reconstitué peut tenir aujourd'hui ses assises à Paris.
Camarades, le Parti de demain doit précisément avoir à sa disposition un organisme installé. Il faut que le Parti ait une large base, de façon à être stable.
Demain, on va créer le comité exécutif. On nous propose qu'il soit de 21 membres. Pour ma part, je trouve que ce nombre n'est pas suffisant. il faut, en effet, que le Parti de demain soit plus que jamais un parti démocratique, un parti où tous les militants soient capables de faire entendre leur voix et d'exprimer leur volonté. Et, sous prétexte de faire du nouveau, je crois qu'il ne faut pas, systématiquement et délibérément, renoncer à ce qui, dans le passé, pouvait avoir quelque chose d'heureux et de bon.
Nous nous sommes dressés contre tous les régimes autoritaires ; nous nous sommes dressés contre toutes les dictatures. Il ne faut pas que, dans le Parti de demain, il y ait une centralisation trop marquée.
Je crois que ce n'est pas la pensée d'aucun d'entre nous ; mais il est bon, me semble-t-il, de le préciser, de le dire avec force, car ce qu'il faut éviter à tout prix, ce sont les équivoques.
Il faut des situations claires, nettes et précises. Pour ma part, je pense que le Parti de demain, je le redirai à satiété, doit être un grand parti démocratique.
Mais, il faut aussi que ce parti soit un parti de combat, un parti de lutte, de lutte de classe, il ne faut pas avoir peur d'appeler les choses par leur nom, car les classes subsistent encore. La guerre n'a pas tout transformé ; la guerre n'a pas tout modifié ; le Socialisme n'est pas encore instauré, comme nous le souhaitons. Il faut que notre organisation soit à l'avant-garde du combat et il faut que, pour cela, nous soyons en mesure de consulter tous nos camarades, tous nos militants.
Les sections peuvent subsister.
Les fédérations départementales ont montré ce dont elles étalent capables ; elles ont montré qu'elles étaient des organismes capables de jouer an rôle important.
Pourquoi abandonnerions-nous nos sections et nos fédérations départementales ?
Nos grands Congrès nationaux, comme celui qui se tient aujourd'hui, bien que cependant il ne soit qu'un Congrès plutôt d'information et de cadres (il n'y a pas, en somme, de motions déposées sur le bureau du Congrès ; chacun de nous apporterai son point de vue et ses idées) nos grands Congrès nationaux doivent continuer à se réunir, et je suppose que nous pourrons en avoir un d'ici quelques mois.

Je suppose qu'à ce Congrès on puisse travailler sur des documents établis à l'avance, sur des rapports précis qui seraient distribués aux fédérations quelque temps avant le Congrès, de façon que tous les camarades, depuis l'humble section de campagne jusqu'à la plus importante section du pays, puissent, tout à loisir, examiner les documents sur lesquels la grande famille Socialiste viendrait ensuite, dans un Congrès national, apporter les solutions qui s'imposent.
Camarades, on a réparti les orateurs. Les uns parleront de la structure du Parti ; d'autres, du programme ; d'autres encore, de la tactique. Ce sont là des compartiments un peu artificiels, comment parler de la structure du Parti, si on ne tient pas compte également, de l'action que le Parti devra mener, du programme qu'il devra réaliser, des alliances qu'il devra éventuellement contracter avec d'autres organisations ? Tout cela se tient. Je n'ai pas le loisir de m'étendre longuement ; je n'ai que dix minutes que je crois presque écoulées. Mais, je voudrais cependant appeler votre attention sur la nécessité pour nous de rester la section française de l'Internationale ouvrière.
(Applaudissements)
Nous sommes internationalistes. Et de même, que, au sein du Parti, il y a aujourd'hui des places vides, de même que des hommes se sont mis délibérément en dehors de notre communauté, il est impossible qu'au sein de l'Internationale il y ait des peuples qui n'y ont pas leur place, parce qu'ils se sont mis en dehors de la communauté internationale. Mais, cela n'atteint en rien l'idéal qui est le nôtre : le Parti Socialiste doit être la Section française de l'internationale ouvrière.
Est-ce à dire que nous n'aurons pas à examiner comme il convient les grands problèmes qui se poseront au lendemain de la guerre ? Est-ce à dire que, lorsque nous aurons à étudier les moyens les plus faciles et les plus propres à l'instauration de la paix, nous n'aurons pas à tenir compte des réalités ? Nullement, car nous sommes des réalistes nous sommes dégagés de toute utopie et, fidèles au Socialisme scientifique, nous tenons compte, avant toute autre chose, de la réalité des faits.
Or, c'est un fait, aussi bien que le plan intérieur que sur le plan extérieur, qu'il y a quelque chose de changé. Et, camarades, sur le plan intérieur, répondant à ce que je pense être présent à vos esprits, permettez-moi de vous dire, en une minute, avec toute ma foi et toute l'ardeur qui m'anime, que, si nous sommes internationalistes, nous l'entendons en ce sens du mot : nous ne pouvons pas concevoir, nous ne pouvons pas admettre que précisément on puisse placer au premier rang des préoccupations, des notions désuètes qui ne répondent plus à rien, comme cette fausse notion d'une supériorité raciale, d'une prédestination historique, d'une mission providentielle qui fait que certains peuples se croient supérieurs aux autres et s'imaginent qu'ils sont destinés à régenter le monde.
Ce sont des notions qui créent des hiérarchies absurdes. Et s'il y en a qui se mettent eux-mêmes en dehors de la communauté internationale, il ne dépend pas de nous de les y faire revenir, de même que s'il y en a qui, sur le plan intérieur,

se mettent en dehors du Socialisme, de la Section française de l'internationale ouvrière, il ne dépend pas de nous non plus de les y faire revenir.
Camarades, ce sont là quelques idées brièvement exposées. J'aurais souhaité que chaque orateur eût un peu plus de temps à sa disposition. En tout cas, je jette le grain. À vous de le recueillir. Réfléchissez, pensez à tout cela. Et si, comme moi, vous êtes persuadés que nous sommes à un tournant décisif, si comme moi vous pensez que le Socialisme a le vent en poupe, eh bien ! Camarades, pour que notre nef arrive à bon port et pour qu'elle puisse jeter l'ancre dans la cité des hommes libres, faisons en sorte de mettre à la barre de la nef des hommes capables et dignes des hommes qui puissent être des pilotes avertis.
(Applaudissements)

André Ferrat (Rhône)

Camarades, je prends la parole au nom de la fédération du Rhône, de la fédération de Saône-et-Loire et de plusieurs fédérations de la région toulousaine qui approuvent la révolution présentée dans le Populaire du Rhône, sur le problème de la structure du nouveau Parti.
C'est un problème crucial qui se pose à nous aujourd'hui : voulons-nous revenir à l'ancien Parti SFIO, ou voulons-nous constituer un nouveau Parti Socialiste ?
Qu'est-ce qu'un Parti ? C'est l'instrument destiné à réaliser une conception politique. Or, en 1940, cet instrument s'est avéré incapable de lancer un mot d'ordre clair, qui eût groupé autour de son action tous ceux qui étaient résolus à lutter contre Vichy, pour la démocratie.
C'est Léon Blum lui-même qui, dans son ouvrage inédit dont nous attendons bientôt la parution, "À l'Échelle Humaine", c'est Léon Blum qui, dans un magnifique effort d'autocritique que je voudrais voir partagé par tous les militants du Parti, déclare que notre Parti, malheureusement, ne sut pas incarner la ferveur patriotique, la passion patriotique, dès le début de 1940.
Et, lorsqu'on parle de la faillite du vieux Parti parmi nous, je voudrais qu'il soit bien clair parmi nous que cette faillite n'a pas été seulement celle du groupe des parlementaires qui se sont avilie au point de voter pour le régime de dictature de Pétain-Hitler et que malheureusement c'est plus que cela. La défaillance n'a pas été seulement individuelle. Les élus qui ont failli représentaient une résultante logique ; ils représentaient un courant, une certaine mentalité oui était caractéristique du Parti.
C'est cette mentalité, camarades, qu'il faut exclure du Parti, et pas seulement les parlementaires qui l'ont eue.
(Applaudissements)
La cause en est d'abord dans un programme politique équivoque. Le mot est de Léon Blum : ce programme politique équivoque du Parti de 1940.
D'autres camarades reviendront sur ce point, lorsqu'il s'agira de parler de la politique générale du Parti. Quant à moi, je dois m'en tenir strictement au problème de la structure. Et je dis que si l'ancien instrument du Socialisme qui

Collection Jean Jaurès

s’appelait le Parti Socialiste SFIO n’a pas été à la hauteur de sa tâche, c’était essentiellement pour trois raisons :
1° sa composition humaine défectueuse ;
2° sa structure qui était insuffisante et qui n’était pas adaptée aux conditions du combat ;
3° ses méthodes d’action.
Sa composition humaine. À la fois du point de vue social et du point de vue de l’âge, il ne correspondait pas aux nécessités. Notre Parti était, un parti de vieux. Il faut le dire. Ce n’est pas que nous manquons de respect pour nos camarades qui nous ont guidés, qui nous ont appris la doctrine Socialiste. Mais, il arrive un moment, dans des périodes critiques, lorsque la doctrine fait place à l’action, où il faut une certaine jeunesse, non seulement la jeunesse intellectuelle, mais la jeunesse corporelle.
Ce n’est pas seulement une question d’âge, c’est aussi une question sociale. Notre Parti n’était, pas suffisamment orienté sur les masses du pays. La composition sociale du Parti était défectueuse, et cela a été pour nous un lourd handicap dans la lutte.
La structure du Parti avait été essentiellement conçue en vue d’une action électorale et parlementaire.
(Applaudissements)
Je ne suis pas un antiparlementaire ; je ne suis pas un anti-électoraliste ; mais je dis que ceci ne doit pas être la seule ni même l’essentielle des tâches du Parti.
Cette structure parlementaire et électoraliste, voilà ce qu’il faut changer, en même temps que la composition humaine du Parti, c’est-à-dire son recrutement.
À changer aussi, les méthodes de discussions interminables qui ne savaient pas s’effacer au moment de l’action et qui prenaient toute l’activité de notre Parti.
Camarades, si ces trois éléments ne sont pas demain transformés, le fondement de notre Parti sera pour lui générateur d’impuissance. Il sera aussi impuissant au cours des grands évènements qui viennent, qu’il l’a été en juin et juillet 1940.
(Applaudissements)
Camarade, qu’est-ce qui empêche encore l’afflux d’un sang nouveau dont nous avons le besoin impérieux ? Ce matin, un journal qui n’est pas Socialiste, un journal du mouvement de libération nationale qui s’appelle Combat a publié quelques lignes que je vous prie de méditer :
"Comment se fait-il donc que le premier mouvement des hommes soucieux de la Résistance et n’appartenant pas à aucun parti, n’ait pas été rejoindre les Socialistes ?"
Voilà la question qui a été posée non seulement par l’éditorialiste de Combat, mais par des centaines de milliers de jeunes hommes de la Résistance française.
(Applaudissements)
Et voici maintenant comment Combat donne la réponse :
"Ce qui a sans doute arrêté beaucoup d’hommes nouveaux devant le Socialisme, c’est son passé. L’image que nous gardions de lui n’était pas engageante. Nous l’avons connu faible et désarmé, plus prodigue de paroles que curieux d’action.

En bref, nous étions arrêtés par quelques-uns de ses hommes et par la plupart de ses méthodes. Alors que tant de sentiments et d'idées nous rattachaient à lui, il ne nous a jamais paru à la hauteur de la dure époque que nous vivons."
Camarades, sans doute ce jugement est-il dur, trop dur. Néanmoins, c'est ce que pense, je le répète, toute une génération combattante, que non seulement nous n'avons pas le droit de mépriser, mais que nous n'avons pas le droit de voir en dehors de nos rangs.
(Applaudissements)
Camarades, voilà le problème qu'il faut prendre à bras le corps. Comment renouveler notre Parti ? Comment faire en sorte qu'il soit, le signal lumineux autour duquel se groupent tous ceux qui sont avides d'action ?
Nous sommes les seuls qui puissions doter cette action d'une doctrine, car s'il y a une chose qui ne changera pas dans notre Parti, la seule chose qui ne changera pas, c'est notre doctrine fondamentale, c'est la doctrine de classe d'Engels, de Guesde, de Jaurès.
(Applaudissements)
Mais, si cette doctrine reste immuable, le reste doit changer, le reste, c'est-à-dire le recrutement, la structure et les méthodes du Parti.
Le recrutement du Parti, cela signifie que nous devons d'abord faire procéder à une épuration impitoyable.
Mais, qui donc va faire cette épuration ? Si nous n'y prenons pas garde, se sont les adhérents de 1939. Qui ont dormi pendant quatre ans qui vont faire cette épuration.
(Applaudissements)
Eh bien ! Nous ne le voulons pas. Nous voulons que l'épuration du Parti soit faite par ceux qui ont combattu pendant quatre ans.
(Nouveaux applaudissements)
C'est pourquoi la fédération du Rhône, celles au nom de qui je parle et bien d'autres se sont jointes à notre projet de résolution et demandant qu'on ne soit pas membre du Parti Socialiste simplement parce qu'on avait adhéré avant 1939. Mais, nous pensons que doivent être de droit membres du Parti taux oui ont lutté pour le Socialisme et pour la nation, pendant quatre années.
Ceux-ci doivent former, à l'origine, les cadres du Parti et c'est ceux-ci qui doivent procéder à une épuration sans haine mais sans faiblesse, parmi tous les adhérents du Parti.
Camarades, je m'excuse… Je demande encore cinq minutes pour terminer mon exposé.
(Mouvements divers)
L'orientation de notre Parti, pour son recrutement, doit être concentrée sur les jeunes, sur les forces françaises de l'intérieur, les FFI, sur les membres du mouvement de la libération nationale, sur les Socialistes chrétiens. Voilà les gens que nous devons amener à notre Parti.
Les méthodes de notre Parti doivent être telles qu'il soit outillé pour une action de masse. C'est-à-dire l'action même de ses militants dans les syndicats, dans les

Fondation Jean-Jaurès

organisations de masses de la Résistance, dans les organisations des jeunesses, cette action doit être telle qu'une discipline de fer oblige tous les membres du Parti à travailler. Pas de membres honoraires, dans le Parti Socialiste.
Nous voulons néanmoins que cette discipline ne nuise pas à la dissuasion libre de notre Parti. Avant l'action, liberté totale de discussion; après l'action, liberté totale de critique; mais, pendant l'action, chacun à sa tâche et seulement à sa tâche.
Camarades, je terminerai par quelques mots sur la structure du Parti, certes, la base politique du Parti, c'est la section. Mais, nous voulons que chaque membre du Parti fasse obligatoirement partie d'un groupe de travail. Il ne suffit pas de discuter, il faut agir. Groupe de travail dans les entreprises, dans les administrations, dans les localités. Nous ne voulons pas que notre Parti soit un vague rassemblement de fédérations autonomes. Nous vouions que ces fédérations soient groupées en régions, seul moyen de donner à notre Parti un squelette interne dont il manque.
Nous voulons enfin que son Comité directeur qui pourra comprendre de vingt à trente membres, soit composé au moins pour la moitié de délégués régionaux.
Un dernier mot. Si nous voulons renouveler le Parti, il faut que nous marquions cette volonté. Nous nous engagerons dans cette voie nouvelle, si nous achevons l'épuration de notre Parti.
Notre Parti restera le Parti Socialiste. Mais, nous disons qu'il doit avoir une appellation nouvelle, ajoutée à celle-ci. nous voulons que ce soit un parti démocratique et révolutionnaire. C'est ainsi que nous proposons de l'appeler.
Nous proposons qu'il soit membre de la nouvelle Internationale ; l'Internationale n'existe plus, elle est à créer, nous voulons une nouvelle Internationale Socialiste pour amener à nous les éléments qui ont combattu, pour amener à nous cette jeune sève qui pousse à travers toute la France, nous voulons un Parti nouveau. Vive le Parti Socialiste démocratique révolutionnaire !
(Applaudissements)

Debauges (Haute-Garonne)

Camarades, je ne vous ferai pas un long discours. Je vous lirai simplement les principales motions qui ont été adoptées au Congrès régional qui s'est tenu à Toulouse, pour la région toulousaine.
Il faut refaire notre Parti qui doit porter tout son effort sur la reconstruction Socialiste du pays.
Il faut faire un parti neuf et vigoureux.
Il nous a paru que l'organisation ancienne ne possédait pas le dynamisme nécessaire, celui qui doit répondre à notre état, celui qu'exige notre propagande dans les masses.
Nous devons mêler ces masses à la vie du Parti, les intégrer au Parti et nous efforcer de faire comprendre à tous notre doctrine.

Il nous semble que trop souvent, dans les Congrès du passé, on prononçait de beaux discours. À Toulouse, nous ne voulons plus faire de discours ; nous préférons les actes.
Dans nos Congrès nationaux, les délégués arrivaient avec des mandats impératifs; Ils entendaient les orateurs, les ténors du Parti exposer les différentes thèses. Puis, on passait au vote et chacun votait selon le mandat qu'il avait reçu, et non d'après les raisons qui avaient été invoquées dans le débat.
Cette méthode ne nous paraît pas logique.
C'est pourquoi la région toulousaine, fidèle aux principes démocratiques, propose :
"1° Que les Congrès ne soient plus des réunions de décision, mais des réunions d'information.
"2° Que les décisions et les votes soient pris dans les sections, au suffrage direct, au retour des délégués qui, en même temps à la presse, rendront compte des informations et des explications reçues au Congrès."
J'ai dit qu'un Congrès régional s'était tenu à Toulouse. Nous estimons, en effet, qu'une région n'est pas un cadre factice. La région, dit-on souvent, a été créée par Pétain. Ce n'est tout de même pas Pétain qui à eu le premier l'idée de la région. L'idée n'était pas neuve ; le moins qu'on puisse dire, c'est que le département est beaucoup plus factice que la région. La plupart des régions françaises constituent en effet, une indiscutable unité géographique et surtout économique.
Dans la clandestinité, très souvent, c'est du centre régional qu'est partie l'organisation de la Résistance. Commode dans la clandestinité, l'organisation régionale le serait davantage encore dans la liberté.
Il n'est pas question évidemment de supprimer l'organisation des fédérations ou d'alourdir l'armature du Parti. Mais, Paris est loin, la province est loin de l'aréopage et nous avons beaucoup de paysans, dans le nouveau Parti Socialiste, et nous devons nous efforcer d'attirer à nous les masses paysannes. Le représentant régional, s'occupant de quelques départements, pourra s'attacher à représenter une région.
De plus, le Parti n'envoie pas assez de propagandistes au fond des campagnes, se qui est absolument nécessaire. La liaison avec le centre régional sera au contraire beaucoup plus facile et plus efficace L'ensemble des camarades de la région qui sont capables de faire de la propagande pourront avoir une efficacité beaucoup plus grande dans le recrutement ; ils pourront aller jusqu'au fond des campagnes.
Et puis, les camarades des départements d'une même région se connaîtront davantage et ne seront plus solitaires.
Enfin, je dirai un mot d'une question qui nous est chère, dans la région toulousaine : l'organisation des écoles de cadres.
Nous voudrions voir organiser une école nationale des cadres du Parti, et dans chaque région, une école régionale des cadres, où nos camarades pourraient non

seulement étudier la doctrine du Parti, mais aussi les moyens de propagande les plus efficaces.
C'est pourquoi la région toulousaine fait la proposition suivante :
"Étant donné les difficultés actuelles, pour certains départements, de communiquer avec Paris ; la décentralisation des pouvoirs officiels autour des commissaires à la République et des CRL décentralisation correspondant en général à des faits économiques, ou géographiques ; la plus grande vitalité et les facilités de propagande qui en résulteraient.
La région toulousaine propose que l'échelon de la région, créé dans la clandestinité, soit maintenu entre les fédérations et l'organisme directeur national."
Je voudrais parler maintenant du futur organisme directeur du Parti.
Nous n'insisterons pas trop, pour l'instant, sur les critiques qui ont été adressées de nombreuses fois à l'ancienne CAP. Mais, on peut dire que l'idée de décentralisation appelle une conséquence logique. La représentation du Parti dans l'organisme directeur central doit avoir, comme le disait tout à l'heure notre camarade lyonnais, une forme régionale.
Avantage : montrer à la province, à cette province moins mobile sans doute, mais aussi fidèle et peut-être plus stable que la capitale au point de vue politique, quelle a sa part normale dans la direction du Parti.
Il faut l'appeler davantage à la vie du Parti et la faire participer au nouvel organisme de direction, par la représentation régionale.
Quant aux tendances, nous sommes épris de liberté et nous croyons à la nécessité de la discussion sur les principes et sur la politique du Parti. Mais, nous ne sommes pas moins convaincus de la nécessité de la discipline dans l'action…
C'est un contrat implicite normal entre les membres du Parti : la soumission, dans l'action, aux décisions de la majorité. C'est pourquoi la région toulousaine vous propose :
l° Que, sur le plan national, le nouvel organisme directeur ne soit plus une CAP dont l'expérience a montré qu'elle était devenue un champ de bataille pour les champions de tendances qu'il ne soit plus l'expression d'une coterie, ni un aréopage de bonzes, pratiquement coupés de la base du Parti.
Qu'au contraire, ce nouvel organisme soit constitué, pour une large part, de représentants régionaux, venant siéger à intervalles réguliers, autour d'un bureau permanent réduit au minimum. Chaque région aurait un délégué désigné par le Congrès régional (15) ; six autres délégués seraient désignés par le Congrès national.
2° Que, pour éviter le danger qu'ont constitué pour le Parti les représentations de tendances, la règle soit : liberté dans la discussion, discipline dans l'action. Les minorités doivent, à partir d'un vote, se montrer disciplinées et collaborer à faire aboutir les points de vue de la majorité.
Qu'en aucun cas les minorités ne disposent de moyens d'action distincts de ceux du Parti : journaux, réunions publiques ou autres.

Cercle Fondation Léon Blum

3° Maintien au Conseil national qui réunira fréquemment.
4° Maintien du Secrétariat général et du Secrétaire général adjoint."
Enfin, la région toulousaine pense que l'Internationale ouvrière, elle aussi endormie, doit revivre et que, au plus tôt, comme d'autres l'ont dit avant moi, les relations doivent reprendre avec tous les Partis Socialistes des autres nations européennes.
Il ne me reste plus à parler que de l'épuration interne, je n'épuiserai certes pas le sujet qui est vaste. On en parle beaucoup.
On avait à Toulouse, nous pensons que le Parti en avait grand besoin : sur 5 députés, un seul a voté contre Pétain ; c'est, vous le savez, notre camarade Vincent Auriol.
(Applaudissements)
Nous avons fait l'épuration; nous demandons qu'elle soit faite partout, énergiquement. C'est une question de probité. C'est aussi une nécessité pour la vie du Parti, pour le maintien de sa puissance de rayonnement.
Certains, on nous l'a dit, ont pu se racheter dans quelque mesure ; mais, camarades, l'erreur est plus grave pour le chef que pour le soldat, et le soldat ne comprendrait pas que la punition ne soit pas particulièrement sévère pour le chef.
(Applaudissements)
Nous pensons également que l'abstention, dans un vote aussi grave que celui de 1940, n'a pas été un acte de courage ni même d'habileté.
(Applaudissements)
C'est à la fois un acte de lâcheté et une maladresse. Et ceci m'amène à vous lire la dernière des motions qui ont été adoptées par la région toulousaine :
"La région de Toulouse demande :
1° Que les quatre parlementaires dont le cas doit être examiné par le Congrès à fin de réintégration et qui, après avoir voté la déchéance de la République, ont rendu de grands services à la Résistance, soient suspendus pendant un an et n'aient droit à aucune fonction publique ni à aucune fonction dans le Parti.
"2° Que soient exclus du Parti définitivement tous les autres parlementaires ayant voté pour Vichy ou s'étant volontairement abstenus.
"Que Charles Lussy qui s'est abstenu dans le vote ne soit plus secrétaire de la rédaction du Populaire et soit exclu du Parti."
Nous avons précisé : qui se sont volontairement abstenus, afin de ne pas frapper les camarades qui étaient sur le Massilia ou en mission.
(Applaudissements)

Zaksas (Haute-Garonne)

Camarades, c'est sur un secteur particulier de la structure au Parti que je voudrais attirer votre attention.
Je voudrais dire quelques mots de la composition de notre nouveau Parti. Je crois que les problèmes de la structure du Parti sont fonction des objectifs de notre nouveau Parti et des conditions dans lesquelles il doit rentrer dans la vie.

Fondation Jean-Jaurès

Il est clair que nous entrons dans une période sinon révolutionnaire du moins pré-révolutionnaire. Nous avons assisté à une suprême tentative du capitalisme de se survivre, par la dictature et le fascisme. Déjà, avant cette tentative, le capitalisme libéral avait fait faillite, et c'est parce que, sous sa force libérale, le capitalisme ne pouvait plus se maintenir, qu'il a essayé de se survivre par la dictature.

Nous assistons en ce moment à l'échec de cette tentative et à l'écroulement de la dictature.

Il est certain que le capitalisme cherchera un nouveau procédé, pour essayer de se maintenir. Il est également certain que les masses populaires qui ont été à même de juger ces tentatives, sont, unanimes à les condamner, et ne veulent plus que d'une solution, pour rendre au monde la vie normale, celle qui mettra les moyens de production et d'échange à la disposition du peuple, autrement dit, la solution Socialiste.

Il est tellement vrai que le peuple se tourne de plus en plus vers le Socialisme que le capitalisme lui-même, au moment où il cherchait à s'imposer par la dictature, était obligé de se camoufler en mouvement Socialiste. Je n'ai pas besoin de revenir sur les exemples à qui ont été cités hier par Daniel Mayer, pour appuyer ma démonstration.

Mais, camarades, supprimer le régime capitaliste et le remplacer par le régime Socialiste, c'est une véritable révolution. Or, notre Parti est le guide naturel du peuple, sur le chemin de cette révolution. Et si notre Parti veut prendre la tête du mouvement populaire qui se prépare, il est clair qu'il doit savoir dès maintenant avec quel programme et quels moyens il va mobiliser les masses pour cette lutte.

Je laisse de côté la question du programme qui n'entre pas dans le cadre de cette discussion. Je ne veux même pas envisager les différents problèmes de la structure du Parti. Je tiens à vous dire sur ce point que je me rallie entièrement aux solutions qui ont été proposées par notre camarade Debauges. Le problème sur lequel je voudrais insister est celui de la composition du Parti. Il est évident, en effet, que si notre Parti veut être en mesure d'entraîner de larges masses sur le chemin de la révolution Socialiste, il doit devenir un instrument puissant, un instrument dynamique et actif. Et qui dit instrument puissant dit grand parti populaire, grand rassemblement de masse.

Mais, que faut-il entendre, par grand parti populaire ? Cela demande à être précisé. Hier, notre camarade Daniel Mayer en a parlé. Je ne suis pas sûr d'avoir saisi tout à fait sa pensée. Il a dit, je crois, que notre Parti pouvait et devait devenir on grand parti où pourront adhérer non seulement les Socialistes, mais même les républicains. Si telle a bien été sa pensée, je dois dire que je ne peux pas être de son avis. Appelé à guider les masses laborieuses vers la révolution Socialiste, notre Parti ne peut pas s'encombrer de gens qui ne partagent des notre idéal Socialiste et révolutionnaire. Nous devons laisser de côté tous les éléments qui ne sont pas Socialistes et révolutionnaires.

En revanche, tous les Socialistes, quelle que soit leur origine, doivent avoir leur place au sein de notre Parti, à l'exception des traîtres bien entendu.

Tous les Socialistes, quelle qu'en soit l'origine : c'est là un problème assez important pour que j'insiste un peu.
Les Socialistes qui étaient groupés dans notre Parti avant 1940 avaient pour la plupart les mêmes origines politiques. Presque tous, ayant comme conception philosophique de base le marxisme, considéraient que le Socialisme était la conséquence scientifiquement prévisible de l'évolution de la société.
Ces camarades n'étaient cependant pas les seuls à partager les aspirations Socialistes. À côté d'eux, il y a des gens qui sont Socialistes sentimentalement, sans considérer les solutions Socialistes comme ont nécessité scientifique. Il y a aussi ceux qui sont conduits vert le Socialisme par leurs conceptions morales ou religieuses.
Je ne crois pas que nous puissions, si nous voulons forger un grand parti capable de jouer son rôle révolutionnaire, rejeter les Socialistes qui ne partagent pas nos conceptions marxistes.
Nous avons, dans la clandestinité, fait une expérience. Dans la Résistance, des hommes de différents partis ont eu l'occasion de collaborer et de travailler ensemble. Nous n'avons pas tardé à nous apercevoir que nous étions très près de gens qui ne venaient pas du mouvement Socialiste, mais qui en partageaient cependant les conceptions et les aspirations. Nous avons eu notamment l'occasion, et plusieurs camarades l'ont dit avant moi, de travailler avec des Socialistes chrétiens. Dans bien des régions, Toulouse, Marseille, Lyon notamment, les Socialistes d'origine chrétienne ont non seulement fait avec nous le chemin de la Résistance, mais ont continué à lutter à nos côtés, au lendemain de la libération et nous ont suivis dans le mouvement Socialiste.
Camarades, je crois que cette expérience doit être retenue. Elle prouve qu'il est possible de procéder à ce grand rassemblement que chacun de nous désir, mais que tout de même nous envisageons avec une certaine appréhension.
Mais, il est bien certain - et là-dessus il ne doit y avoir aucune équivoque - qu'il ne saurait s'agir d'un groupement de Socialistes et de chrétiens en général.
On a parlé d'une entente entre Socialistes et démocrates chrétiens. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais bien d'une entente entre Socialistes marxistes ou Socialistes chrétiens. Et il s'agit également de laisser la porte ouverte aux Socialistes qui se réclameraient de toute autre origine.
Camarades, pour faire ce rassemblement, il ne faut pas nous dissimuler que des obstacles seront à surmonter. Nous devons avouer qu'avant 1940 le Parti Socialiste n'a pas été à même de réaliser ce rassemblement. Non seulement il n'a pas été en mesure de le réaliser, mais il n'a même pas pu maintenir sa propre unité puisque déjà, dès avant 1939, des fractions assez considérables avaient quitté le Parti pour constituer de petits groupes d'opposition.
Lorsque, en 1940, au lendemain de la défaite, les partis ont disparu, le Parti Socialiste s'est disloqué et les Socialistes se sont regroupés dans des mouvements distincts. À côté du comité d'action Socialiste s'étaient constitués des mouvements comme Liberté; beaucoup de Socialistes s'étaient groupés dans

les mouvements de Résistance : Combat, Libération, Franc tireur, au sein du MLN.
Camarades, dans la Libération, il est devenu clair pour tous les Socialistes, où qu'ils fussent groupés, qu'un rassemblement de toutes les forces Socialistes était nécessaire. Mais, la question s'était posée de savoir comment ce rassemblement pouvait s'opérer. Dans la région de Toulouse, dans celle de Lyon, les camarades Socialistes groupés dans divers mouvements ont pris contact avec le Parti Socialiste. On s'est vite aperçu qu'on était d'accord sur tous les pointa, et, dans la région de Toulouse, la fusion s'est opérée autour d'une déclaration ayant pour principaux passages les idées suivantes :
Il s'agissait de travailler ensemble à la constitution d'un grand Parti qui, tout en restant fidèle à la tradition permanente du Socialiste de Jules Guesde et de Jaurès, serait un parti nouveau, dirigé par des hommes nouveaux issus de la lutte.
La déclaration ajoutait : le Parti devra se donner une structure et un nom adaptés à son rôle et à sa mission.
Camarades, vous penserez peut-être que cette déclaration doit servir au rassemblement de toutes les forces Socialistes qui ne sont pas encore dans le Parti en qui sont considérables.
Beaucoup de Socialistes qui ne sont pas des traîtres ou des fantaisistes, des Socialistes qui sont des combattants irréprochables de la clandestinité et de la Résistance, restent encore à la porte du Parti, parce qu'ils se demandent si vraiment notre Parti est en train de se régénérer et de se rénover, et s'ils peuvent y trouver la possibilité de satisfaire leurs légitimes aspirations Socialistes.
Il y a également les milliers de militants de la Résistance qui n'avaient pas adhéré à notre Parti et qui maintenant désirent y entrer, à la condition, eux aussi, d'y trouver ce grand Parti qui pourra satisfaire leurs aspirations.
Je crois que notre premier devoir est de surmonter tous les obstacles qui peuvent s'opposer à ce grand rassemblement.
Déjà, dans le passé et depuis 1940 ou 1941, un certain nombre de ces obstacles ont été supprimés. Dans ce Congrès, d'autres ont été annihilés. Mais, il en reste encore. Nous devons faire tout notre possible pour que ces derniers obstacles tombent.
Je ne sais pas dans quelle mesure le nom est susceptible de constituer un obstacle à la venue de notre Parti de grandes masses Socialistes, si c'est un obstacle, il faut le supprimer, parce que seule la réalité compte.
Il serait peut-être opportun de reprendre le vieux nom du Parti et d'introduire dans le titre ce mot d'unité qui marque justement nôtre volonté de rassembler toutes les forces Socialistes du pays, afin de les conduire sur le chemin de la révolution qui est celui que nous choisirons ici, je l'espère.
Et si le titre du Parti d'Unité Socialiste est susceptible de réaliser la condition de ce rassemblement, je crois, camarades, que nous ne devons pas hésiter à l'adopter.
(Applaudissements)

Waiss (Vaucluse)

Camarades, je devais parler, dans le débat de politique générale, au nom de la fédération du Vaucluse ; mais, je m'étais abstenu, parti qui je pensais que beaucoup de camarades viendraient à la tribune exprimer ce que j'aurais pu dire.
Mais, il vient d'être fait allusion au cas de notre camarade Lussy et je voudrais apporter à ce sujet mon témoignage.
Il est certain, nous l'admettons, que notre camarade Lussy a eu une faiblesse regrettable. Mais, il et non moins certain qu'il s'est racheté, car il fut le premier résistant du Vaucluse.
(Applaudissements)

Un délégué de Haute-Garonne - Cela ne suffit pas.

Waiss - Vous dîtes que ce n'est pas suffisant, nous avons le droit, nous qui savons pour l'avoir vu ce qu'a fait le camarade Lussy, d'avoir une autre opinion.
Nous nous sommes réunis l'autre jour en Congrès et c'est à l'unanimité, vous entendez bien : à l'unanimité que nous avons décidé sa réintégration.
En conséquence, camarades, nous qui connaissons le camarade Lussy, nous qui savons ce qu'il a fait dans la clandestinité, nous sommes bien placés pour le juger. Nous avons étudié son cas avec le plus grand soin, croyez-le bien. Et c'est en toute connaissance de cause que nous nous déclarons que notre camarade Lussy est digne de rester au Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La Commission examinera les cas de tous les parlementaires. Vous pourrez lui présenter vos observations.
L'incident est clos.

Marcheix (Hautes-Pyrénées)

Camarades, je voudrais vous parler du recrutement du Parti, ce qui va n'amener à revenir sur ce qu'a dit hier matin notre Secrétaire général.
On a envisagé comme possibles les adhésions de Paul-Boncour, de Ramadier et de certains radicaux ou républicains de tendances diverses.
J'attire tout particulièrement l'attention de nos camarades Socialistes sur ces nouvelles adhésions.
Paul-Boncour, on connaît la situation. C'est l'homme qui a dit que la Pologne montait la garde de la civilisation à la frontière de l'Est ; c'est l'homme qui, à la suite de quelques débats politiques à la Chambre des députés, nous a doté des trop fameux gardes mobiles ; c'est l'homme enfin qui a quitté notre Parti pour décrocher quelques sinécures, pour avoir dans la recherche de postes intéressants, uns liberté d'action que le Parti aurait pu lui refuser.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Quant à Ramadier, c'est un attentiste par excellence. Il a quitté notre Parti en 1936, pour rester ministre. Et ministre du Front populaire, alors qu'il visitait les usines électriques de la région du sud de la France, il a refusé, montrant ainsi la sincérité de son Socialisme, d'entrer en relations avec les ouvriers de ses usines. Et non content de cette attitude nouvelle, il a fait décorer de la légion d'honneur des hommes qui sont aujourd'hui en prison. Ce sont des choses que nous ne pouvons pas accepter. Et nous pensons que, comme Paul Boncour, il demande à revenir au Parti pour reprendre une place de ministre, sans doute.

Quant aux radicaux, je m'en méfie très sincèrement, parce qu'il y a au gouvernement un certain Monsieur Giacobbi dont la politique ne nous enchante pas.

Ce que nous voulons, ce n'est pas nous dresser systématiquement contre tel ou tel homme politique qui aurait le désir de revenir ou de venir parmi nous. Mais, ce que nous demandons, c'est que le Parti Socialiste prenne une figure vraiment ouvrière, vraiment paysanne.

Nous nous défions de ses bonzes, de ces bonshommes usés par la politique qui ont mangé un peu à tous les râteliers. Ce que nous voulons de tout notre cœur, de toute notre passion, c'est attirer à nous les ouvriers et les paysans de ce pays, sans oublier les petits artisans. J'ai l'impression très nette qu'il y a une cassure entre le Parti Socialiste et le monde ouvrier. Je suis un syndicaliste et un vieux syndicaliste. Et j'ai le regret de dire qu'il est rare, aujourd'hui, de voir des syndicats dirigés par des Socialistes.

Je sais ce qu'on me répondra : pas d'immixtion politique au sein des organisations syndicales. Cette immixtion existe tout de même, et cette situation ce n'est pas nous qui l'avons créée, ce sont nos adversaires d'en face. Cela existe, camarades ! Aujourd'hui, toutes les organisations syndicales, presque toutes les fédérations sont dirigées par des Communistes. Pourquoi ? Parce que les Socialistes se sont contentés de respecter les statuts de leur parti, adhérant à leur syndicat sans faire d'action syndicale.

La Parti se reconstitue. C'est un fait. Mais, nous désirons aussi qu'il prenne les places, partout, où cela sera possible, afin de faire connaître et aimer le Socialisme.

Le syndicat, je ne vous apprends rien, est la cellule de l'activité économique et sociale de demain. Notre rôle, dans les syndicats ouvriers, est de diriger la lutte, pour ne pas connaître la situation qu'ont connue nos camarades tchèques, lors de leur grande grève, pour n'avoir pas su coordonner l'action de millions de travailleurs, faute d'un parti capable de donner les directives nécessaires.

Nous demandons aussi que notre Parti prépare, pour le monde ouvrier, les solutions qui constitueront demain le fondement de la nouvelle société. Nous voulons qu'il forme des militants syndicalistes et qu'il les arme, pour la lutte de chaque jour.

Dans le monde paysan également, il nous appartient de constituer des syndicats et de les diriger vers les luttes et vers les solutions nécessaires. De même, nous devons être présents à la CGA.

Contribution Jean Jaurès

Nous sommes quelque peu effrayés par les places que prennent les Communistes dans la CDAP et la CGA. Celle-ci leur appartiendra demain, si les Socialistes ne se dressent pas pour prendre les places qu'ils doivent occuper dans cet organisme. Je dis bien qu'ils doivent occuper, car les paysans sont Socialistes et surtout Socialistes.
Et les coopératives ? Est-ce que vous y avez pensé ?
Il est nécessaire que nous fassions ce travail, que nous le fassions la plus rapidement possible.
L'artisanat attend lui aussi des solutions nouvelles. Il est étranglé par les trop fameux comités d'organisation industrielle et les offices de répartition qui s'ingénient à rejeter les artisans dans le chômage et la misère.
Et qu'on ne dise pas que la Parti Socialiste n'a pas à s'occuper des artisans. Il est indispensable au contraire qu'il s'occupe d'eux.
Notre rôle n'est pas de provoquer la guerre civile. C'est de prendre immédiatement la place qui nous revient. Nous devons profiter du courant de sympathie qui attire les hommes vers notre Parti, pour les organiser dans la vie économique. Notre mot d'ordre doit être : Entraîner les forces du travail vers notre Parti, vers le Socialisme.
(Applaudissements)

Jacques Valjean (Seine)

Camarades, il est, à mon sens, un certain nombre de problèmes sur lesquels le Congrès ne semble pas s'appesantir avec suffisamment d'attention.
En particulier, on n'a pas soulevé celui qui a trait à la façon dont, le Parti Socialiste va définir le programme qu'il entend imposer à ses représentants et dont il veut à tout prix qu'il passe dans les réalisations gouvernementales.
On nous dit : "Nous avons le programme du Conseil national de la Résistance."
Je répondrai simplement, et ceci précisera notre sentiment, que, si le Parti Socialiste veut apparaître pour ce qu'il est, c'est-à-dire pour une chose originale et concrète, il importe que, d'une façon précise, il détermine, au regard de la Résistance, son propre programme, et qu'il dise de façon catégorique que le programme du Parti Socialiste est un programme révolutionnaire, c'est le programme du Conseil national de la Résistance, si excellent qu'il soit, ne lui apparaît en tout état de cause que comme un programme minimum.
(Applaudissements)
On nous propose également, et ceci, je le dis tout net, ne laisse pas d'inquiéter un certain nombre de camarades, une alliance avec certains éléments de la Résistance qui nous appellerons, cette appellation englobant un certain nombre d'éléments assez disparates, les démocrates chrétiens.
Je dis que, si nous avons, les uns et les autres, milité dans la Résistance et fort activement à côté d'éléments chrétiens, nous n'oublions pas, nous Socialistes, que l'église, dans cette affaire comme dans beaucoup d'autres, a joué un double jeu.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Ce jeu a essentiellement consisté à prendre officiellement une position qui était intégralement favorable à Vichy, cependant qu'on laissait quelques éléments séparés, sans doute très courageux, se lancer dans la Résistance, afin de sauver le présent, tout en ménageant à l'avenir.
(Vifs applaudissements)
Il va de soi, camarades, que, pour nous qui avons une certaine expérience de l'action laïque nous ne concevrions à aucun titre que le Parti Socialiste qui fut le Parti de Jaurès et le Parti de la liberté, s'autorise de cette liberté pour s'engager dans une action commune avec des éléments dont nous savons fort bien qu'ils sont à la fois les plus nocifs et les plus doctrinalement opposés à la liberté elle-même, et nous accueillons de telles perspectives avec une certaine méfiance et, une certaine défiance.
(Applaudissements)
À mon point de vue, le Parti Socialiste doit accomplir d'abord une tâche à laquelle d'ailleurs un certain nombre de militants des fédérations qui m'ont précédé à la tribune ont fait allusion, la tâche de l'épuration.
On peut admettre que les hommes aient commis des erreurs ; on peut admettre des défaillances. Mais, ce que l'on ne peut pas admettre, quand on parle au nom d'un parti révolutionnaire et républicain comme le nôtre, c'est que les mêmes hommes qui ont commis des défaillances et qui ont donné à ces défaillances un éclat d'autant plus grand qu'ils occupaient un poste plus important, puissent prétendre représenter demain le Parti, aux yeux de la nation française.
(Applaudissements)
Enfin, le problème le plus grave que vous ayez à résoudre est celui de la jeunesse. Il y a, dans cette salle, à ma gauche, un placard qui dit : "Un partisans jeunesse est un partisan sans avenir." Je serais tenté de modifier la formule pour dire qu'un parti sans jeunesse est un parti mort. Car il n'importe pas seulement que le Parti Socialiste prépare l'avenir ; il faut que dès maintenant, par l'intégration d'éléments jeunes dans ses cadres de direction et de soutien, il donne à l'action même du Socialisme français au caractère de dynamisme, d'enthousiasme et d'allant qui nous a manqué avant la guerre et qui, s'il nous manquait, encore demain, nous conduirait à la division, à la désaffection du Parti Socialiste lui-même.
(Applaudissements)
Il faut, par conséquent, que nous précisions d'urgence la position de notre Parti, à l'endroit des grands problèmes de l'heure. Il faut, par exemple, que nous disions que le problème des nationalisations ne sera pas résolu par des mesures telles que celles qui nous sont proposées et qui ont trait à la constitution de comites d'entreprise. Car nous savons que ces comités d'entreprise risquent, au regard des directions patronales, dans une position d'indépendance totale.
Il faut que nous disions que la classe ouvrière doit participer, cette fois directement, à la gestion de l'économie nationale ; il faut que nous disions que c'est pour cela que nous nous sommes battus et qui, si nous avons défendu pendant quatre ans la troisième République, ce n'est pas parce qu'elle aurait

Fondation Jean-Jaurès

représenté, tant s'en faut, le parangon de toutes les vertus politiques, mais parce que la restauration de la République nous apparaissait comme la condition absolue et préliminaire de la réalisation de la République sociale.
Si nous savons faire cela, si nous savons définir, au regard du pays qui en a grand besoin et qui est épris de clarté, la position du Parti Socialiste, si nous savons apparaître comme un grand mouvement de jeunesse et d'enthousiasme, alors nous serons près des grandes réalisations. Mais, il importe que le Parti prenne de nouvelles habitudes et qu'il s'engage vers de nouvelles voies. C'est du moins ce que pense la fédération Socialiste de la Seine.
(Applaudissements prolongés)

Le programme du Parti

Charzelege (Loiret)

Camarades, au nom de la fédération du Loiret, je vais, d'abord, sur deux points de détail, retenir quelques instants l'attention du Congrès.
C'est d'abord la question des gardes patriotiques. Il importe que vous sachiez qu'il existe encore tout un parti qui n'a jamais abdiqué et qui s'apprête à prendre sur nous sa revanche.
Nous le savons, parce que certains éléments plus ou moins camouflés de la Résistance invoquant à tout bout de champ la nécessité de juguler l'extrême gauche de la Résistance, c'est-à-dire les Communistes, mais aussi, derrière les Communistes, les Socialistes qui paraissent gênants. Ce qui nous paraît inquiétant aussi, c'est le parachutage d'armes par avions allemands dans les départements.
Je crois qu'on ne peut pas régler la question des gardes patriotiques sans tenir compte de ces deux éléments. Car s'il est sans doute gênant de voir les gardes patriotiques ne pas respecter toujours la légalité, il y a aussi un grand danger à les supprimer, tant que n'aura pas été constituée une armée très forte, capable de défendre la République, car il y a encore à défendre la République.
(Applaudissements)
Je voudrais aussi dire un mot d'une question purement locale. Un malaise règne dans notre département, parce que le commissaire de la République, directement subordonné à notre camarade Tixier, ministre de l'Intérieur, fait, pour des raisons que nous ne connaissons pas, le jeu d'une réaction purement collaborationniste.
Nous tenons à le dire, parce que nous voulons que notre camarade Tixier soit exactement informé de ce qui se passe dans un service de son ministère. Nous ne voulons pas que notre camarade endosse la responsabilité d'actes accomplis par ses subordonnés.
J'en viens maintenant aux choses essentielles, et d'abord à la question agricole.
On a trop peu parlé de la question agricole beaucoup de partis, en particulier le Parti Communiste, se tournent vers la masse des paysans qui constitue dans le pays ce qu'on pourrait presque appeler l'élément déterminant dans la politique

Fondation Jean Jaurès

de pays, alors surtout, que 15 millions de paysans viennent de surgir dans la vie politique française.
Je ne peux qu'aborder cette question. Elle se présente sous deux formes.
D'abord, il y a des problèmes immédiats, et que notre camarade Tanguy-Prigent a très bien compris, mais dont nous regrettons que le Parti et le Populaire n'aient pas suffisamment dégagé l'importance. Il y a des questions de revalorisation des prix. Il y a aussi des réformes immédiates à accomplir. Par exemple, lorsqu'on a accusé les paysans de pratiquer le marché noir, il aurait fallu d'abord savoir quels paysans faisaient le marché noir largement profitable, et dans quelles conditions. Il y a des gens que nous ne saurions excuser ; ce sont les gros propriétaires du genre de Monsieur Pointier, qui exploitent des centaines d'hectares et font un marché noir vraiment énorme ; mais il y a aussi de moyens et de petits paysans oui se sont trouvés dans la nécessité d'augmenter leurs capitaux d'exploitation, parce qu'il faut maintenant dix fois plus de capitaux qu'en 1939 pour exploiter la terre.
Ces paysans ont dû acheter les engrais bien au-dessus de la taxe, parce que les usines ne respectaient pas la taxe ; de même, le matériel agricole. Ils ont acheté des chevaux, des vaches, des porcelets bien au-dessus de la taxe, parce que aucun des intermédiaires n'a respecté la taxe. Les premiers fauteurs du marché noir, ce sont les fabricants de produits nécessaires à l'exploitation agricole, et les intermédiaires.
Nous estimons, nous Socialistes, que notre premier devoir vis-à-vis des paysans est de trouver le moyen de juguler les ambitions des industriels et des intermédiaires.
Pour cela, nous savons depuis longtemps comment il faut s'y prendre.
Le deuxième point important que j'ai à traiter en quelques mots, ce sont les réformes à envisager dans l'avenir.
Après la guerre; de grandes difficultés vont surgir dans l'agriculture : difficulté de rééquipement, pénurie de main-d'œuvre, concurrence des marchés étrangers, crise de surproduction, spéculation des gros producteurs et des intermédiaires. Cela peut se diviser en deux grands ordres de difficultés :
- rééquipement et main-d'œuvre,
- écoulement des produits sur le marché.
Il se trouve que nous bénéficions en ce moment, à l'égard des petits et moyens paysans, d'une situation privilégiée. Nous estimons qu'il faut en profiter pour prendre une position précise, qu'il faut parler chiffres et technique.
Les paysans connaissent les chiffres, et c'est en parlant chiffres que notre propagande sera efficace.
J'en viens maintenant à la question essentielle de cet exposé : la finance et la monnaie.
La question financière est, au fond, la moins importante. Elle se résume dans le fait suivant : la dette publique actuelle est d'environ 1 645 milliards ? Peut-être même est-elle très supérieure à ce chiffre. Or, le recouvrement annuel des impôts atteint 135 milliards. C'est-à-dire qu'il suffit à peine à couvrir les intérêts de la

dette, et dans un temps plus ou moins proche, l'état sera obligé de trouver de l'argent.
Comment se procurer cet argent ?
Il convient de souligner ceci qui est très important : en 1936, le gouvernement du Front populaire s'est trouvé en présence de difficultés financières telles que les réformes sociales qu'il envisageait n'ont pu être accomplies. C'est demain se qui va se produire. Il faut donc envisager dès aujourd'hui un plan financier extrêmement précis. Je m'excuse de ne pouvoir entrer dans les détails, faute de temps. Il convient d'abord de trouver de nouvelles ressources, en récupérant exactement les bénéfices illicites réalisés au marché noir, en faisant un prélèvement car le capital, en améliorant les impôts directs actuels. Car ce sont actuellement les salariés qui font les frais de l'affaire, car il y a neuf milliards de rentrées d'impôts fournis par les salariés, neuf milliards par les industriels et les commerçants, et mille-neuf-cent-milliards par les paysans. Les ouvriers et autres salariés ne peuvent pas cacher leurs profits ; mais nous avons la certitude que les industriels et les commerçants, en particulier les gros industriels et les gros commerçants, dissimulent les neuf dixièmes de leurs profits.
Il y a une grande injustice devant l'impôt. À cette injustice, nous devons trouver des remèdes.
Nous en avons trouvé un que nous avons proposé en 1936, c'est le casier fiscal, au domicile d'origine.
Enfin, il faut développer les participations de l'état dans les affaires importantes, telles que les lignes d'aviation, le Transsaharien, les affaires de pétrole.
Il faut reprendre aux particuliers les grands profits qu'ils réalisaient au détriment des services publics ; c'est-à-dire qu'il faut nationaliser les banques, les assurances, les mines, les transports routiers et l'électricité.
En outre, il faut prévoir la mise au service de l'état de certains monopoles. Je pense en particulier au monopole de l'alcool. Non seulement les monopoles rapporteraient à l'état de grands profits, mais encore, en ce qui concerne l'alcool, ce serait l'occasion de faire une œuvre utile et une œuvre morale.
Un programme aussi vaste ne peut pas s'accomplir en un an. Mais, d'ores et déjà, nous devrions nous préoccuper d'en envisager l'application sur un laps de temps suffisamment étendu pour n'apporter aucun trouble dans la vie publique.
Une Commission du Parti devrait travailler à établir un plan décennal d'organisation financière du pays.
J'en viens à la question monétaire, la plus importante. Nous avons assisté à plusieurs expériences, provoquées par la grande circulation monétaire actuelle, en particulier à l'expérience belge. Il ne s'agit pas de constater aujourd'hui si cette expérience a échoué ou a réussi, les éléments d'information nous faisait encore défaut. On pourra le dire sans doute dans plusieurs années. Ce que nous voulons dire, c'est qu'une déflation systématique dont l'incidence se ferait sentir sur les salaires, risquerait d'autre part de nous entraîner à des méthodes qui rappelleraient fâcheusement celles de 1935, où Laval a réussi à faire contre lui l'union du pays tout entier.

Enfin, nous regrettons qu'au moment où il convenait d'apporter des solutions extrêmement énergiques, le gouvernement, dans lequel se trouvent plusieurs de nos camarades Socialistes en soit venu à l'émission d'un emprunt perpétuel trois pour cent nominatif, mais aussi au porteur, c'est-à-dire un emprunt qui permettra à tous les trafiquants du marché noir de consolider leurs profits, au lieu de les rendre. Autrement dit, c'est la prime à la malhonnêteté.
(Applaudissements)
En conséquence, je dépose la motion suivante :
"Regrettant certaines mesures prises dans le domaine financier par le gouvernement ;
Considérant que l'emprunt perpétuel trois pour cent, parce qu'il est à la fois nominatif et au porteur, rend impossible, sous sa forme actuelle, la recherche et le châtiment de tous ceux qui ont édifié, grâce au marché noir, une fortune scandaleuse.
La fédération du Loiret :
Invite le Congrès à demander au gouvernement, par l'intermédiaire de ses ministres et de ses délégués, à l'assemblée consultative, que toutes les garanties nécessaires soient données, en particulier pour que l'emprunt perpétuel trois pour cent ne puisse être un moyen pour les trafiquants d'échapper à la justice républicaine."
(Applaudissements)

Foulon (Ille-et-Vilaine)

Camarades, ce n'est pas seulement au nom de la fédération d'Ille-et-Vilaine que je prends la parole ; c'est aussi au nom de la fédération du Morbihan, de la fédération du Finistère, de la fédération des Côtes-du-nord, en somme de toutes les fédérations Socialistes de la région bretonne.
Je vous parlerai de trois questions qui me semblent importantes :
- l'épuration, en particulier l'épuration économique ;
- le problème financier et monétaire ;
- le problème industriel et agricole.

Je trouve avec beaucoup de moyens en France et certainement avec vous tous que l'épuration va trop lentement ; je pense que l'action générale du gouvernement, appuyé sur une certaine partie de l'opinion publique, va à l'encontre de l'intention de la grande majorité des citoyens, parce qu'elle ralentie l'épuration.
Elle prive en partie les comités départementaux de la Libération de leurs pouvoirs d'enquête et de jugement, et si l'on touche d'autre part aux FFI et aux groupes patriotiques, on risque de les priver de toute force. Ce n'est pas ce que nous avons voulu.
En plus, il semble que, pour trois catégories de citoyens, l'épuration n'est pas faite sérieusement ; en vérité, elle n'est même pas commencée. Je veux parler de l'armée, de la magistrature et des grandes administrations.

Fondation Jean-Jaurès

On constate qu'un certain nombre d'officiers qui ont conservé soigneusement leur uniforme dans la naphtaline pendant toute la guerre, l'ont endossé à l'arrivée des américains, et trônent maintenant dans les casernements où ils ont la direction de l'armée, nous ne voulons plus de cela. Nous estimons qu'il faut faire une épuration sérieuse et nous ne croyons pas exagérer en disant que la moitié de ces officiers doivent être mis hors de l'armée ; qu'on leur donne une retraite qu'ils ont méritée par leur inactivité et leur manque de patriotisme.
(Applaudissements)
D'autre part, on constate que, dans certains départements, l'épuration judiciaire marche convenablement, parce qu'on y trouve des magistrats républicains et patriotes. Malheureusement, étant donné la formation de beaucoup de juristes, les magistrats restent trop souvent des éléments de bourgeoisie réactionnaire ; ils se payent sur le lampiste et trouvent d'infinies indulgences pour les collaborationnistes. C'est ainsi que l'épuration ne se fait pas, parc que la magistrature elle-même n'est pas épurée.
Nous ne demandons pas seulement l'épuration de la magistrature. Nous estimons que, dans l'administration comme dans la magistrature, passe un souffle républicain qui fait trop souvent défaut.
Nous demandons la création d'une école nationale d'administration, école qui sera ouverte à tous, en particulier à des boursiers, et qui empêchera la création de corps et de castes opposés à la République et au prolétariat, comme le corps des inspecteurs des finances et celui des ingénieurs des ponts et chaussées.
(Applaudissements)
Nous constatons que, chaque fois qu'il est question de faire une action quelconque dans les départements, on rencontre souvent contre nous des hommes qui devraient être pour nous : les techniciens de la finance et des ponts et chaussées notamment.
Constamment nous voyons les techniciens, tels que les trésoriers payeurs généraux et les ingénieurs des ponts et chaussées, par des moyens techniques, empêcher le Socialisme de progresser et l'épuration de se faire.
C'est ainsi que, dans l'Ille-et-Vilaine, on a rétabli l'électricité pour les cinémas, le jour où notre camarade Tanguy-Prigent devait faire un discours, de manière à l'empêcher de parler dans une salle de cinéma; en revanche, deux jours après, on a supprimé l'électricité aux journaux, pour les empêcher de donner un compte rendu de la réunion. Voilà nomment les dirigeants de la technique industrielle réussissent à nous saboter, parce que nous n'avons pas fait l'épuration.
Mais, une épuration particulièrement nécessaire est celle du monde économique. On a épuré en juillet en envoyant quelques personnages dans les camps de concentration, et c'est très bien. Mais, ce n'est pas suffisant. Le cœur du capitaliste, c'est le porte-monnaie. Pour épurer sérieusement, c'est au porte-monnaie qu'il faut s'adresser. Il faut bloquer les comptes en banque et séquestrer les fortunes.
En théorie, on bloque les comptes en banques des suspects ; mais, en pratique, on attend des jours ou des semaines pour bloquer, et, quand on arrive, il n'y a

plus rien ou bien on nous dit que la famille a besoin d'argent et on non demande combien il faut lui donner. Consultés à cet égard, les camarades Communistes et Socialistes ont répondu :
"Le salaire minimum vital."
Si vraiment les collaborationnistes recevaient toujours cette réponse, si ceux qui ont fixé le minimum vital s'y voyaient réduits, c'est qu'il y aurait une véritable révolution d'accomplis !
(Applaudissements)
Ce n'est pas tout. Le blocage des comptes en banque et la séquestration des fortunes sont des mesures trop lentes. Les collaborateurs sont en train de planquer leur fortune. Il faut donc aller plus loin. Je n'hésite pas à dire, avec les fédérations bretonnes, que nous voudrions proposer des mesures beaucoup plus énergiques que celles qu'a proposées le gouvernement.
Nous voudrions que, pour faire face à la situation financière difficile dans laquelle elle se trouve, la France sache d'abord quelles charges pèsent sur elle. Il y a 650 milliards de billets en circulation ; peut-être 200 milliards de billets qui sont partis en Allemagne, à la suite de Laval, Brinon et autres.
Voilà des sommes qu'il s'agit de résorber. Il faut donc prendre des mesures extrêmement sévères. Il faut non pas l'estampillage des billets, mais l'échange de la monnaie contre une monnaie nouvelle; il faut que toutes les valeurs mobilières au .porteur soient transformées en valeurs nominatives ; il faut que les possédants soient mis dans l'obligation d'apporter leurs billets de banque dans les caisses de l'état. Tous les collaborateurs, tous ceux qui auront fait des bénéfices excessifs devront donner des explications sur l'origine de leur fortune. On leur demandera quelles étaient leurs déclarations au fisc en 1939 ; on les confrontera avec ce qu'ils ont actuellement ; et tout ce dont ils ne pourront pas justifier l'origine sera confisqué au profit de la nation.
On demandera également, à tous les fonctionnaires républicains de faire une enquête sur la fortune des commerçants, avant et après la guerre. Nous saurons où sont passés les bénéfices illicites, en particulier ceux des fauteurs de guerre.
Car si la guerre ne rapportait pas, il n'y aurait pas de guerres. Et c'est avant tout et avant tous contre les fauteurs de guerre que doit être dirigée cette opération énergique.
À ce moment, on aura, la situation monétaire sera clarifiée et la nationalisation des banques sera en marche. De plus, à force de contrôler les banques, la France prendrait en mains les finances de la nation.
C'est par la nationalisation des banques qu'il faudrait, commencer.
Toutes les révolutions ont échoué, parce que les révolutionnaires n'ont pas pu prendre les banques.
En voulez-vous la preuve ? On a réquisitionné les usines Renault. Savez-vous ce qui est arrivé ? L'ingénieur en chef a réuni tous les techniciens et leur a dit : "Les banques suspendent leur concours."
Il ne faut pas que le drame de 1936 se reproduise ; il ne faut pas que nous laissions échapper aux mains du prolétariat organisé la révolution qui vient.

C’est précisément par mesures financières et monétaires énergiques, c’est par la nationalisation des banques que le Parti Socialiste commencera la nationalisation de la fortune nationale.
(Applaudissements)
Il faudra aussi que, dans notre programme d’avenir, nous inscrivions des mesures pour faire face à la situation agricole.
Des mesures immédiates s’imposent. Ce sont la transformation des petits fermiers et petits métayers en quelque chose de solide. Il faut empêcher qui les propriétaires et les marchands d’engrais règnent sur eux, en transformant les conditions du fermage, au moyen de Commissions paritaires où entreront des ouvriers agricoles, des métayers et des fermiers.
À ce moment, on ne pourra plus mettre à la porte un fermier, parce qu’il n’a pas les mêmes opinions que le propriétaire. Les fermiers seront alors des citoyens libres, et je suis sûr, à en juger par las réunions que fait Tanguy-Prigent, qu’ils viendront au Socialisme.
Et dans les régions où ce ne sera pas possible, dans les régions de grande culture, nous demanderons la rationalisation et la transformation des exploitations en coopératives.
Alors, l’agriculture française aura fait un grand pas.
Et ce n’est pas seulement de ce côté-là que nous voulons demander des projets au Parti Socialiste. Il faudra que, par l’enseignement postscolaire agricole, par l’encouragement à la coopération, on donne un statut meilleur et une vie plus digne à tous les travailleurs de la terre.
Nous demanderons aussi qu’après la rationalisation des banques et l’encouragement de la coopération agricole, il y ait des nationalisations dans les industries-clés, en particulier dans les mines, les usines d’électricité, les usines métallurgiques.
Car, lorsque nous aurons arraché la métallurgie au comité des Forges, nous aurons détruit une des plus grandes causes de guerre ; nous aurons mis fin à une odieuse entreprise d’enrichissement, celles des De Wendel et des Schneider, qui nous ramène la guerre tous les vingt ou tous les quarante ans.
Nous demandons que le Parti Socialiste s’intéresse aux problèmes techniques et qu’il soit appelé à l’action, parce que c’est par l’action que le Parti Socialiste est un parti jeune.
En vérité, je dois m’élever contre l’affirmation qui a été faite ici tout à l’heure que le Parti Socialiste, en 1939 ou 1940, ne comptait pas d’éléments jeunes. Des jeunes, il y en avait. Mais, qu’ils soient jeunes ou vieux, les Socialistes n’ont pas démérité ; les Tanguy-Prigent qui ont voté contre Pétain en 1940 ont toujours été à la tête de la révolution armée comme de la Résistance pacifique.
Nous avons confiance. Le Parti Socialiste est un parti jeune. Par la propagande et par l’éducation de ses techniciens, il réussira à triompher ; il saura faire l’avenir par les nationalisations, par les mesures financières les plus énergiques, et il conduira non seulement la France, mais l’Europe et le monde à l’internationalisation des moyens de production et d’échange.

Fondation Jean Jaurès

Je dépose sur le bureau les motions que je viens d'essayer de vous résumer.
(Applaudissements)

Badiou (Haute-Garonne)

Camarades, je voudrais vous apporter une expérience qui, si minuscule qu'elle soit par rapport au travail de la nationalisation que le Parti Socialiste ne va pas manquer d'approuver, peut cependant être très utile. Je veux parler de la réquisition que nous avons faite, à Toulouse, des services publics : électricité, gaz et tramway.
(Applaudissements)
Cette régulation a été faite trois jours après la Libération de Toulouse. Personne, à ce moment-là, n'a élevé la moindre protestation. Je reviendrai sur la question tout à l'heure, car, depuis deux mois, les choses ont évolué. Ce que je veux vous indiquer, c'est la formule nouvelle que nous avons employée, pour administrer ces sociétés.
Nous avons voulu éviter de tomber dans l'écueil du fonctionnarisme, c'est un écueil dans lequel risque toujours de tomber la nationalisation. Nous avons conservé aux trois sociétés la structure commerciale qu'elles avaient avant nous. Nous nous sommes contentés de remplacer le conseil d'administration capitaliste par un conseil d'administration des usagers, et, puisqu'il s'agissait d'administration municipale, par une délégation du conseil municipal.
Actuellement, ces trois sociétés fonctionnent de la manière suivante.
Un conseil d'exploitation composé de quatre membres faisant partie du conseil municipal, qui donne les directives ; un directeur responsable de la marche de l'affaire ; un conseil de gestion élu par les ouvriers et les techniciens qui a la charge de la marche normale de l'entreprise.
Voilà la formule qui a été adoptée à Toulouse et qui nous a donné d'excellents résultats.
Je relie cet exposé à ce que nous disait ce matin un membre de l'Internationale qui parlait d'éviter le fonctionnarisme et de donner à chaque cellule sociale son autonomie.
Je crois que c'est une formule excellente et qu'il ne faut pas nationaliser les services publics, même lorsqu'il s'agit de services municipaux, en transformant les ouvriers en fonctionnaires ; mais qu'il faut au contraire les intéresser à la marche de l'entreprise.
J'arrive à la deuxième leçon qu'il faut tirer. Elle est assez grave et assez immédiate. En raison des difficultés de transport entre Toulouse et Paris, nous n'avons pas pu faire approuver par la société Lyonnaise des Eaux l'inventaire que nous avons fait de l'usine à gaz de Toulouse. Lorsque les communications ont été rétablies, nous avons demandé à la Lyonnaise des eaux d'avaliser le travail qui avait été fait à Toulouse. Et voici ce qui nous a été répondu par cette compagnie, le 28 février :
"Monsieur le maire de Toulouse, le maire de Toulouse c'est moi, nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 10 octobre.

Tenant pour absolument irrégulière toute la procédure de réquisition que vous avez cru devoir employer et qui n'a pu créer qu'une situation de fait, nous estimons n'avoir aucun assentiment à donner à la façon dont on a conduit les opérations d'inventaire.
La seule question qui pourra se poser est celle de savoir dans quel délai vous comptez remettre les installations à notre disposition et quelle indemnité la ville et l'état auront à nous verser, à la suite de la décision irrégulière dont notre société a été temporairement l'objet."
Voilà comment, deux mois après la Libération on répond aux représentants du peuple français.
(Applaudissements)
Camarades, j'estime que nous ne pouvons pas le tolérer.
Je ne veux pas empiéter sur la troisième partie de cette discussion qui sera relative à la politique générale, où il sera question de l'attitude du Parti Socialiste à l'égard du gouvernement ; mais je pense que si un jour nous sommes obligés de restituer à la société Lyonnaise des eaux l'usine à gaz de Toulouse, le Parti Socialiste décidera immédiatement que les ministres Socialistes cessent d'appartenir au gouvernement.
(Applaudissements)

Exquarra (Tarn-et-Garonne)

Camarades, on a parlé en termes excellents, dans le débat, sur la structure du Parti, de la démocratie dans le Parti. En Tarn-et-Garonne, nous avons fait passer cette idée dans les faits. Nous avons, en effet, élaboré une motion sur la politique générale du Parti et sur la vie intérieure du Parti. Cette motion n'a pas été l'œuvre de camarades ou d'un camarade ou d'une tendance organisée ; elle a été l'œuvre commune de la fédération ; chacun a pu y apporter ses amendements et sa façon de penser. Elle est donc l'expression collective de la pensée de toute une fédération.
Je n'en dis qu'un mot, pour demander à tous nos camarades, dans toutes les fédérations, de faire de même, et ainsi nous aboutirons certainement à des motions précises, à un travail collectif de tous les Socialistes de France, qui nous permettra de ne plus aboutir à ces fameux nègres blancs qui sortaient des Congrès d'autrefois.
Je vous dirai seulement les passages essentiels de cette motion.
"La fédération estime que la France doit intensifier son effort de guerre… jusqu'à la victoire totale.
Elle demande la réorganisation et l'unification de l'armée nouvelle sur les bases définies par Jean Jaurès.
Elle réclame une épuration complète des cadres de l'armée dont seront chargés des organismes spéciaux auxquels participeront les CDL et les CLL ;
Elle demande spécialement l'exclusion des militaires de carrière qui n'ont pas obéi à l'appel des comités de Libération de juin 1944.

Contribution Jean-Jaurès

Le Parti Socialiste doit continuer d'apporter au gouvernement provisoire présidé par le général De Gaulle une participation effective et un soutien loyal.
Les traîtres à la patrie doivent être châtiés selon les lois de l'humanité civilisée mais sans faiblesse et sans lenteurs inutiles.
L'épuration des administrations publiques doit être conduite avec une vigueur d'autant plus impitoyable que les coupables sont plus haut placés.
La fédération demande que le programme du Conseil national de la Résistance soit réalisé immédiatement, car les réformes de structure préconisées par le programme sont indispensables pour assurer le relèvement de l'économie française.
Elle estime que le retarder n'aboutirait qu'à aggraver le marasme économique que nous a légué le pseudo-gouvernement de Vichy.
La fédération demande en outre la nationalisation de l'enseignement.
(Applaudissements)
Elle demande l'application intégrale de la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'état,… (applaudissements)… et notamment l'abrogation de la loi de janvier 1942 sur les subventions aux écoles privées.
(Applaudissements)
La fédération estime que la réalisation à bref délai du programme du CNL doit conditionner la participation effective du Parti Socialiste au gouvernement actuel.
La fédération pense qu'une politique et la confiscation des bénéfices de guerre s'impose d'urgence, pour obtenir une diminution du coût de la vie et un accroissement du pouvoir d'achat réel des travailleurs.
L'assemblée consultative doit être réorganisée dans une idée purement patriotique. Ses membres doivent être d'authentiques résistants, n'ayant jamais failli à leur devoir de Français et de républicains. Tous les parlementaires ayant voté contre les pleins pouvoirs le 10 juin 1940 doivent en être membres, à moins qu'ils ne se soient retirés de la politique.
Camarades, je me bornerai à développer deux points qui me paraissent absolument essentiels. C'est tout d'abord la question si grave de la participation du Parti Socialiste au gouvernement en régime capitaliste.
Nous sommes tous d'accord pour reprendre ce qui a toujours été la position des Socialistes de combat, c'est-à-dire la position de principe anti-participationniste en régime capitaliste. Nous sommes, en principe, entre la participation au pouvoir, tant que nous sommes en régime capitaliste, et ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles et sur un programme d'action défini que nous admettons la possibilité de participer au pouvoir.
Actuellement, c'est entendu, il y a un programme d'action ; c'est le programme du Conseil national de la Résistance, et l'élaboration duquel les Socialistes ont participé, c'est, comme on l'a dit, le programme minimum, que nous pouvons admettre pour un avenir immédiat.
Mais, si on continue, il faut bien le dire, au sujet de la politique à l'égard des banques, des trusts et des cartels, la question de la participation au pouvoir va se

poser d'une façon urgente ; nous ne pourrons pas admettre que nos camarades du Parti restent plus longtemps au pouvoir, pour ne rien faire, pour ne pas apporter de transformations de structure au régime actuel.
Ces transformations de structure sont, en effet, absolument indispensables pour assurer le relèvement de la France. Celle-ci est tombée si bas, au point de vue économique, que, pour assurer son relèvement, il faut nationaliser le crédit et nationaliser les industries-clefs.
Voilà donc, camarades, la question essentielle que nous avons à examiner. Nous devons préciser à nos camarades du gouvernement et de l'assemblée consultative que la participation au pouvoir est conditionnée par la réalisation à bref délai du programme du CNR qui est un programme minimum.
Voilà donc un premier point qui est essentiel. En voici un second. C'est la politique monétaire que doit suivre la France, pour assurer le relèvement.
Ici, je ne suis pas d'accord avec le camarade qui m'a précédé, quand il dit qu'on ne doit pas faire une politique de déflation. C'est au contraire une politique énergique de déflation monétaire que nous devons soutenir dans le Parti.
En effet, quelle est la cause de la hausse des prix à laquelle nous assistons de puis plusieurs années ? C'est incontestablement l'inflation monétaire, c'est le nombre considérable des billets lancés dans la circulation, c'est l'inflation des comptes en banque. Car, lorsqu'on examine le problème monétaire, ce n'est pas seulement le papier monnaie qui doit être pris en considération, on doit faire attention aussi au volume de la monnaie scripturale qui est considérable.
On a parlé de 650 milliards de papier monnaie en circulation. Le chiffre réel est certainement plus élevé que cela. En tout cas, au point de vue de la dette publique, de documents officiels ont indiqué qu'elle était passée de 350 à 1 600 milliards.
Donc, camarades, il faut, lorsqu'on envisage le problème monétaire, tenir compte du volume de la monnaie scripturale, égal au moins au volume du papier monnaie.
Compte tenu de la hausse générale des prix et de l'accroissement du coût de la vie, c'est l'inflation monétaire, c'est le fonctionnement abusif de la planche à billets que nous devons arrêter. Il faut couper le mal dans sa racine ; il faut supprimer l'inflation monétaire.
Est-ce que la situation actuelle peut-être comparée à celle de 1935 ? Pas du tout. En 1935, nous traversions une crise économique. Cette crise n'était pas, comme le prétendaient les économistes bourgeois, une crise de surproduction ; c'était une crise de sous-consommation, comme les Socialistes l'ont dit. C'est-à-dire que les travailleurs n'avaient pas les moyens d'acheter les produits de leur propre travail.
Nous avons dont fait une politique d'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs par le relèvement des salaires, et nous sommes arrivés ainsi à pallier les inconvénients de cette crise économique et à ramener quelque prospérité.

La situation n'est pas la même aujourd'hui. Ce dont nous souffrons, c'est une pénurie complète de denrées, et nous ne voyons pas la possibilité d'agir d'une façon immédiate sur la production des denrées.
Par conséquent, ce que nous devons faire, ce n'est pas, comme on l'a fait en Belgique, réduire de façon systématique le pouvoir nominal au billet de banque nous devons taper sur les grosses fortunes ; nous devons rétablir la proportion entre le pouvoir d'achat des riches et celui des pauvres; nous devons lutter contre cette disproportion énorme qui s'est aggravée depuis quatre ans entre le pouvoir d'achat nominal de la masse capitaliste et celui des travailleurs.
Nous devons dont faire l'estampillage des billets, faire le contrôle de tout le pouvoir d'achat nominal qui existe chez les particuliers, non seulement dans leur coffre-fort, mais dans les banques, et nous devons, au-dessus d'un certain chiffre, par exemple 500 000 ou 300 000 francs, supprimer la monnaie. Par ce procédé et en confisquant les bénéfices de guerre, on assurera à l'ensemble des travailleurs an pouvoir d'achat supérieur et on permettra aux classes moyennes de ne pas être complètement ruinées ; on permettra au petit commerçant, à l'artisan, de racheter le stock qu'il avait avant la guerre ; car aujourd'hui, il doit s'être enrichi parce qu'il a quelques centaines de milliers de francs en poche, alors qu'en réalité il a fait une perte de substance, tandis que les classes moyennes se sont certainement appauvries.
C'est donc par une politique énergique de déflation monétaire, par la résorption des grosses fortunes et par la confiscation des bénéfices de guerre que nous devons commencer notre politique économique.
(Applaudissements)

Le président - Je vous demande de vous joindre au bureau, pour saluer la présence à la tribune de notre camarade Georges Dallas membre de l'exécutif du Labour Party.
(Vifs applaudissements)

Le président - Si nous continuons la liste des orateurs jusqu'à la fin, nous pourrons terminer ce soir vers neuf heures, ce qui nous dispensera de tenir une séance de nuit.
Je consulte le Congrès, pour savoir s'il désire que la séance se prolonge jusqu'à épuisement de la liste des orateurs, c'est-à-dire jusque vers neuf heures.
Je mets cette proposition aux voix.
(Adopté)

Salomon Grumbach

Camarades, je demande pardon au Congrès de lâcher le débat sur les problèmes intérieurs. Je me demande même si j'ai raison de vouloir parler de cette immense forêt des problèmes extérieurs : dix minutes, après cinq ans de guerre, cela fait deux minutes par année ; dix minutes, après quarante-deux années d'activité Socialiste nationale et internationale, cela fait une minute et demie pour dix

années. Vouloir traiter en aussi peu de temps de façon sérieuse une seule question serait un miracle : je ne sais pas en faire. Je ne vous parlerai donc que de l'Allemagne et, très brièvement, de la société des nations.
Sans préambule, je note que la question la plus brûlante pour demain - et, n'est-ce pas, il s'agit de demain, de ce demain que personne ne connaît, à un moment où la guerre n'est pas terminée, loin de là, très loin de là - la question la plus brûlante est la question allemande dont la solution est pour nous indispensable, si nous voulons connaître la paix dans un monde réorganisé, dans une société des nations sans laquelle la meilleure solution donnée au problème allemand n'aurait aucune valeur.
Alors, je pose la question : Que ferais-je, si j'avais le pouvoir de dicter ma volonté à ceux qui gouvernent les différents pays ?
Est-ce que j'essayerai de détruire l'unité géographique nationale de l'Allemagne ? Est-ce que je demanderais son démembrement en plusieurs états ? Je dis non. Je dis non, parce que je ne crois pas que ce serait une solution de paix, parce que je craindrais que les différents tronçons de cette Allemagne morcelée essayent de se rejoindre, et ce serait une nouvelle source de danger de guerre.
Faut-il occuper de façon totale, militairement et longuement ? Je le pense.
Faut-il surveiller la production de l'Allemagne ? Je le pense et je dis oui.
Faut-il briser le pouvoir des hobereaux prussiens ? Je pense que les russes s'en chargeront, et je dis oui.
Faut-il briser les pouvoirs des grands trusts, de la grande industrie allemande ? Je dis oui.
Faut-il l'obliger à payer des réparations, en nous souvenant de la formule : "Le boche payera", de Klotz, Loucheur et compagnie ? je pense que ce sera difficile. D'après les experts, si l'Allemagne devait payer les dégâts qu'elle a déjà causés, elle serait obligée de verser 25 000 milliards de francs ! Et vous savez ce que sont devenus les quelques centaines de milliards de la dernière guerre.
Faut-il exiger des réparations en argent ? Je ne pense pas que qui que ce soit le considère comme possible.
Faut-il obliger la main-d'œuvre allemande à travailler dans les pays qui ont été couverts de destructions ? Oui.
(Applaudissements)
Sans quelles conditions cette collaboration forcée aura-t-elle lieu ? Ce n'est pas le moment de le définir. Je ne voudrais pas entrer dans les détails, non seulement parce que je n'en ai pas le temps, mais parce que ce sont des questions qu'il faudrait étudier au sein des Commissions du Parti, au sein des fédérations, avec ceux qui s'occupent de façon spéciale de ce problème. Que les russes demandent cinq ou six millions d'ouvriers, comme on le dit, ils auront le moyen de réaliser leur but. Que nous nous heurtions ou non à des Résistances venant de certains milieux de France, quel sera le chiffre d'ouvriers allemands auquel nous devrons faire appel ? Je n'en sais rien et je ne cherche même pas à l'évaluer.

Fondation Jean Jaurès

Peut-il contrôler le système d'éducation de l'Allemagne et son système d'enseignement ? Je dis oui, et d'une façon sérieuse, d'une façon permanente, d'une façon détaillée, et pour de longues années.
(Applaudissements)
Faut-il soumettre son commerce à un contrôle ? Je dis oui.
Faut-il soumettre à des règles spéciales ses relations avec les autres pays ? Je dis oui.
Faut-il annexer la Rhénanie ? Je dis non. Ayant renoncé à dire mes raisons pour mes réponses affirmatives et négatives, je tiens à dire pourquoi, sur cette question précise, je réponds par un non très ferme. Annexer un pays qui n'est pas de langue et de culture française, annexer la Rhénanie dont on a essayé depuis longtemps de faire croire à la France qu'elle avait des sympathies pour la France, alors que rien n'est plus inexact, ce serait non pas rendre un service à la paix, mais faire courir à la France un danger mortel, pour plusieurs raisons.
Je n'examinerai que deux aspects de la question :
Voudrait-on annexer la Rhénanie et garder les populations allemandes ? Avoir une minorité allemande au sein de la France ? J'espère que personne ne l'envisage.
Voudrait-on expulser les populations allemandes de Rhénanie, comme on l'envisage pour d'autres parties du monde ? Supposons qu'après les crimes commis par l'Allemagne hitlérienne, supposons qu'après l'assassinat de tant d'hommes que Hitler a commis, nous soyons en état d'expulser toute la population indigène de la Rhénanie. Qu'est-ce qui en résulterait, pour la France.
Nous avons un pays qui pourrait nourrir de 60 à 70 millions d'habitants ; nous n'avons pas assez d'habitants pour faire sortir de notre sol d'une façon scientifique et rationnelle toutes les richesses qu'il pourrait produire. Prendrions-nous le matériel humain pour aller repeupler une Rhénanie vidée de la population allemande, sans créer, à l'intérieur de notre propre pays, des trous dangereux ?
Non, il n'est pas possible qu'on envisage l'annexion de la Rhénanie, comme on le voudrait dès maintenant dans certains milieux. Et c'est pour cela que je n'hésite pas à dire, sans entrer dans les détails et sans donner d'autres raisons, que je serais opposé à toute annexion de la Rhénanie.
Certes, il faudra trouver une structure qui garantira la France, dans la mesure du possible, contre de nouvelles agressions venant de l'Allemagne. Mais cette garantie, nous la trouverons d'une façon immédiate dans l'occupation totale, dans la surveillance intégrale de toute sa production, de tout son commerce, dans l'effort de rééducation pédagogique de tout le peuple allemand, de sa jeunesse en première ligne, de cette jeunesse qui est intoxiquée à un degré inimaginable, vous avez vu quels dégâts moraux ont été provoqués en France par quatre ans et demi d'occupation ; vous savez dans quelles profondeurs est descendue la prétendue morale, dans l'âme du peuple français. Imaginez ce que doit être en Allemagne, où l'hitlérisme est tout puissant et a crée une mentalité qui constitue un véritable danger, non seulement pour le peuple allemand lui-même, qui après

tout subit les conséquences de ses propres fautes, mais un danger aussi pour le monde tout entier.
Vous savez, en tout cas, mes amis d'Alsace savent que, depuis quarante ans, j'ai employé une grande partie de mon activité à ce qu'on a appelé le rapprochement entre le peuple français et le peuple allemand. Nous avons vu la guerre de 1914, et nous avons la guerre, cette fois-ci, avec des horreurs que l'imagination humaine n'aurait pu considérer comme possible, avec une barbarie inouïe. L'homme qui vous parle, lorsqu'il vous dit que le peuple allemand en entier est responsable de ce qui s'est passé, ne le dit pas avec joie ; comme beaucoup de ses amis qui connaissent la littérature et la philosophie de l'Allemagne, qui savent ce qu'elle a donné au monde, ne peuvent pas constater sans une tristesse profonde qu'actuellement l'Allemagne hitlérienne, par la façon effarante dont elle a mené cette guerre, par les crimes inexpiables qu'elle a commis, en face d'un peuple qui a toléré, qui n'a pas réagi, un peuple où il y a treize millions de social-démocrates eu de communistes et qui m laissé Hitler durant des années au pouvoir, avant la guerre, sans tenter la moindre révolution … (applaudissements)…, c'est là où est la grande responsabilité, dans toutes les couches de la population allemande.
On dira que les meilleurs de nos amis, et je ne l'oublie pas, ont été assassinés, jetés dans les camps de concentration, torturés dans les prisons. Je la sais bien ! Combien de mes meilleurs amis J'ai perdu ! Je n'ai qu'à penser aux deux derniers qui ont été livrés, éternelle honte pour le régime de Vichy, à notre ami Breitscheid et au Dr Hilferding que vous avez vus souvent dans nos Congrès, qui ont été livrés par Peyrouton et assassinés en Allemagne, après qu'on les avait livrés.
Je n'oublie rien de cela; je n'oublie pas qu'on a détruit les syndicats, fait disparaître les journaux, envahi, occupé, dévasté, ravagé les maisons de la classe ouvrière allemande. Je n'oublie rien.
Il était difficile d'organiser une révolution et peut-être n'aurais-je pas eu le courage de dire ce que je dis actuellement, si depuis la France n'avait pas prouvé que quelques dizaines de milliers de gens décidés à aller jusqu'au bout du sacrifice peuvent agir, et qu'il ne suffit même pas qu'il y ait un régime de Vichy, les occupants, la Gestapo pour empêcher le maquis de se constituer et de combattre, fournissant la preuve que, quelle que soit l'oppression, si on veut se battre pour la liberté, on peut le faire et le faire utilement.
(Vifs applaudissements. Acclamations)
Et c'est là qu'est la responsabilité de tout le peuple allemand.
Est-ce que cela signifie que je demanderai, que je conseillerai pour toujours ou pour une période trop longue de considérer le peuple allemand comme indigne de revenir au sein des nations civilisées et comme devant en être exclu pour ont certaine période ? Non, je ne veux pas dire cela.
Je sais que le but reste le même, le but que nous avons eu durant toute notre vie, le but qui a été défendu par le Parti Socialiste français, contre vents et marées, contre toutes les injures, contre tous les mensonges.

Avant 1914, sous Jaurès, après 1913, sont Léon Blum, notre position a été la même. Nous sommes allés, au lendemain de la dernière guerre, parcourir l'Allemagne. Si Blum était là, je dirais que chaque année ou presque, en 1921, 1923, 1925, 1927, 1929, nous visitions l'Allemagne et je vois ici des amis anglais qui étaient avec nous ; nous avons travaillé, nous nous sommes donné de la peine pour rétablir la confiance, la collaboration, l'amitié, afin d'épargner au monde une nouvelle guerre. Cela n'a servi à rien du tout ; malgré tout est venu le grand désastre; malgré tout, un jour, a éclaté sur le monde l'orage le plus effroyable que le monde ait connu. Tous nos efforts n'ont servi à rien, et au contraire, ceux-là même en France qui nous avaient accusés de vouloir servir la République allemande ont collaboré avec l'Allemagne hitlérienne, sont devenus les traîtres et les collaborateurs.
(Applaudissements)
Demain, l'Allemagne sera punie terriblement. Ne soyons pas hypocrites vis-à-vis de nous-mêmes. Constatons avec franchise vis-à-vis de nous-mêmes que quelques-uns de nos principes les plus chers, quelques-unes des idées qui nous ont paru les plus fertiles pour l'avenir du monde, Hitler les a tuées.
Qui donc osera employer aujourd'hui la formule : "pas de vainqueur, pas de vaincu." Qui aurait le courage de nous demander de reconnaître l'indépendance totale de l'Allemagne ? Qui aura l'audace de nous demander de négocier la paix avec l'Allemagne ? Qui ne se rend pas compte qu'il s'agira demain d'une paix qui sera dictée, c'est-à-dire de quelque chose qu'on a cru abolir pour toujours, de quelque chose contre quoi nous avons lutté, nous qui avions cru que la véritable paix ne pourrait naître que si elle sortait de libres négociations ?
Qu'est-ce que sera l'Allemagne de demain ? Qu'est-ce que nous rencontrerons, à "la fin de la guerre, dans quatre mois, six mois, huit mois, qui le sait ?… Est-ce que ce sera une masse de 40, 50, 60 millions d'hommes, brisés dans leur Résistance physique, ruinés dans leur existence morale ? Est-ce qu'il y aura encore une figure allemande ? Est-ce que cette Allemagne aura une tête ? Est-ce qu'elle aura encore les qualités de ce qu'on appelle une personne sociale ? Est-ce qu'il y aura quelqu'un à qui on pourra demander de mettre une signature ? Ou est-ce qu'on se trouvera devant une chose immense qui ne sera que le chaos, qu'un amas fantastique de ruines, presque anonymes ? Personne ne le sait actuellement. Aucune comparaison à faire entre la civilisation de 1918 et celle de 1945. Il y a des méthodes nouvelles : que ces méthodes nouvelles ne s'éloignent pas trop du droit, tel que nous l'avons conçu, c'est mon espoir, c'est mon désir. Si je pouvais dicter leur attitude à ceux qui gouvernent le monde, je leur dirais : "Il faut être sans pitié pour ceux qui sont responsables ; il faut être sévère pour les utilités ; il ne faut pas employer de mesures qui pourraient donner l'illusion de la bonne solution ; il faut refaire l'Allemagne, changer sa structure intérieure économique, il faut changer son état d'esprit." Mais, avec quelle foi faudra-t-il agir sur le plan pédagogique ! Car, parmi les jeunes hitlériens, parmi les plus sauvages de ces jeunes gens de dix-sept, dix-huit ou vingt ans, il peut y en avoir des centaines de milliers qui sont de bonne foi ; il

peut y en avoir qui, n'ayant jamais entendu autre chose, peuvent croire que c'est cela, la vérité. Il faudra faire un effort lent et permanent pour leur montrer que le criminel, c'est Hitler, pour les ramener à une conception qui permettra à l'Allemagne toute entière d'être reçue dans le sein de l'ensemble des nations.
Et cela m'amène à parler très brièvement de la société des nations.
Je ne pense pas que, au commencement, l'Allemagne pourra être reçue au sein de la nouvelle société des nations, c'est contraire à ce que nous avions demandé, après la dernière guerre, où nous avions protesté contre l'exclusion de l'Allemagne et des autres pays vaincus.
Je pense qu'il faut exiger d'abord que l'Allemagne ait retrouvé un visage humain, individuellement et collectivement.
(Applaudissements)
Mais alors, je voudrais que la plus grande garantie pour la paix prenne des formes définitives et je vous dis, camarades, que sur ce point je suis inquiet.
Vous avez lu dans la presse beaucoup d'articles sur les conférences qui ont réuni les États-Unis, la Grande Bretagne, la Russie et la Chine, négociations auxquelles la France n'était pas invitée, ce que je regrette tout en le comprenant.
Vous avez lu beaucoup d'articles qui ont pu faire naître des espoirs. Moi qui ai suivi pendant, vingt ans les travaux de la société des nations, de la première à la dernière séance, lorsque je lis ce qui se passe, lorsque je lis ces textes de presse, je le répète, je suis inquiet.
Le problème de l'unanimité pour prendra les dédisions en face des dangers de guerre reste posé. On ne sait pas encore s'il faudra avoir l'unanimité pour que les grandes puissances puissent prendre des décisions contre l'agresseur.
Certes, il y a du nouveau, c'est la création d'un état-major militaire pour l'action militaire éventuelle; il y a quelque chose de nouveau, c'est la création d'une force militaire internationale. Mais, elle n'est pas organique. Certaines propositions qui avaient été faites en vue de la création d'une force internationale organique n'ont pas été acceptées. Certes, il y a du nouveau: une cour internationale sera prévue dans les statuts de la société des nations. Mais, tout reste en suspens et le restera aussi longtemps que la question de l'unanimité n'aura pas trouvé de solution, et elle n'en a pas encore trouvé, malgré tous les efforts qui ont été faits.
Une inquiétude plane sur le monde. Les petits états, ceux qu'on appelle les petits états ont peur ; ils se demandent s'ils vont pouvoir subsister. J'espère que les grandes puissances, sur lesquelles pèsent les responsabilités les plus lourdes trouveront une formule qui permettra à ces petits états de se considérer comme en sécurité et indépendants.
J'arrête ici, faute de temps, une démonstration que j'aurais voulu pouvoir continuer, je ne ferai pas de commentaires. Je vous remercie quand même de m'avoir permis de dire, sur la question qui me préoccupe le plus, certaines choses à propos desquelles j'ai bien réfléchi, que je n'ai pas eu à improviser, sans examen attentif du pour et du contre.

Fondation Jean Jaurès

Mais, pour que la France puisse jouer un rôle en faveur des solutions indispensables que le Parti Socialiste, je l'espère, avec l'Internationale, saura rédiger de façon précise, pour que la France ne soit pas comme sans volonté, il faudra qu'elle regagne elle-même son influence.
Elle ne le pourra que si elle ne connaît pas le désordre. Pas le désordre qu'on essaye de faire croire qu'il existe, pas le désordre qui serait provoqué par un putsch Communiste.
Je le dis avant de descendre de la tribune, je vois un danger infiniment plus grand du côté exactement opposé.
Oh ! Nos camarades Communistes font souvent un tapage magnifiquement orchestré, infernal. Mais ils tapent sur de grosses caisses entièrement vides. Tandis qu'à l'opposé, il y a des éléments qui sont assis sur des caisses archipleines et qui travaillent en silence. Tout ce qui subsiste de l'ancienne cagoule est là pour s'opposer une fois de plus à la pensée démocratique. Ceux-là travaillent, et je voudrais spécialement attirer votre attention sur dos officiers qui étaient bien discrets à certains moments, qui ont gardé leur uniforme dans la naphtaline et qui ne sont sortis de l'ombre que lorsque la victoire a été gagnée. Quatre-vingt-dix à quatre-vingt-douze pour cent du corps des officiers de l'active sont dans ce cas. Qu'ils fassent attention ; s'ils essayaient de renverser le commencement du nouveau régime qu'on a établi en France, par une tentative de putsch réactionnaire, alors deviendrait inévitable quelque chose qu'il faudrait pourtant éviter à la France, la guerre civile. La France ne peut pas supporter une guerre civile. D'autres pays ont pu supporter la perte de millions d'hommes dans la guerre civile. La France ne le pourrait pas. Si elle connaissait un tel malheur, elle serait le pays le plus ruiné qui existe au monde.
Que les réactionnaires qui ont dans leurs caisses des sommes considérables se le disent bien : les Français ne se sont pas battus dans le maquis, contre les boches et les complices des boches, comme ils l'ont fait, pour rapporter le retour des cagoulards. Ce n'est que si la France garde sa figure démocratique, que si elle se développe, que l'Amérique, l'Angleterre et la Russie sauront que la France mérite de reprendre sa place comme grande puissance, affaiblie parce qu'elle a souffert, diminuée par la défaite qui lui a été infligée par la trahison, mais toujours vivante. Ce n'est qu'alors que la France pourra supporter tout cela et entrer à égalité dans le concertées nations. Et ainsi, nous contribuerons à donner au problème de l'Allemagne et au problème de la société des nations les solutions dont nous avons besoin et dont ont besoin les autres pays.
(Longs applaudissements)

Gérard Jacquet

Camarades, je suis chargé, par la fédération de la Seine, de vous présenter une résolution qui est sortie de sa Commission fédérale des résolutions. Avant de vous donner quelques explications nécessaires, je vous demande la permission de vous lire ce texte qui sera remis à la Commission du Congrès :
(Jaquet donne lecture de la résolution de la fédération de la Seine)

Je dois vous dire, camarades, que nous avons travaillé, à la fédération de la Seine où ce texte a été accepté à l'unanimité, dans une atmosphère d'amitié et de fraternité qui nous a changés très heureusement de ce que nous avions vu à la fédération de la Seine d'avant-guerre.

Vous avez pu constater que nous avons passé rapidement sur le problème de la politique intérieure. Nous avons pensé, en effet, que nous étions tous à peu près d'accord, à quelques variantes près, sur ce problème. Nous avons seulement voulu vous donner la température de la fédération de la Seine et insister sur quelques points qui nous paraissaient plus importants que les autres.

La fédération de la Seine demande au Parti Socialiste tout, d'abord de préciser d'une façon plus solennelle qu'il ne l'a fait jusqu'à présent son propre programme. Le Parti Socialiste a adopté le programme du Conseil national de la Résistance, et je ne crois pas trahir un secret en vous disant que nous avons pris ans très large part à l'élaboration de ce programme. Mais, le programme de Conseil national de la Résistance est avant tout un programme minimum, un programme de réalisation immédiate.

Le Parti Socialiste doit préparer et présenter un programme qu'il défendra devant le pays.

Nous avons également constaté qu'un malaise certain existait, au sein de l'opinion publique. Ce malaise est avant tout crée par une épuration insuffisante et maladroite. Le gouvernement doit comprendre que la défaite des ennemis de l'intérieur serait incomplète sans une épuration rapide et massive, tous les traîtres doivent être punis ; le pays ne comprendrait pas une indulgence qui, à l'heure présente, serait coupable.

Enfin, un dernier point sur lequel nous avons tenu à insister, c'est la nécessité des nationalisations ou, si vous préférez, du retour à la nation de certaines des grandes richesses naturelles, des industries-clefs, des banques, des assurances.

Le gouvernement semble s'être engagé dans cette voie ; mais, il ne l'a fait que très timidement. Nous avons pensé qu'il était nécessaire de le dire.

C'est lorsqu'on aborde les problèmes de politique étrangère qu'on s'aperçoit que les difficultés commencent. Nous sommes tous d'accord pour réclamer la création d'un organisme international dont sa souveraineté serait supérieure à chacune des souverainetés nationales, un organisme international qui pourra dire non à l'agresseur éventuel et qui aura le pouvoir de faire respecter sa décision.

Mais, les divergences portent avant tout sur le problème allemand. Nous avons eu, à la fédération de la Seine, une discussion très sérieuse et nous avons réussi à nous mettre d'accord sur un texte précis.

Nous avons d'abord examiné le problème de la responsabilité du peuple allemand. Le gouvernement, allemand est responsable de la guerre, ce n'est pas douteux. Mais, le peuple allemand est-il lui aussi responsable ? Nous avons répondu par l'affirmative.

Hitler n'a pas pris la pouvoir par la force. Il a été appelé au pouvoir car le président de la République allemande, comme représentant du parti politique le plus puissant. Aux élections suivantes, la parti d'Hitler a obtenu la majorité des

suffrages ou presque, et, aux élections qui ont suivi, la presque totalité des suffrages.
On pourra me répondre que les élections allemandes ont été truquées. Il est en tout cas une chose qui me paraît évidente, c'est que, pendant plusieurs années, la grande majorité du peuple allemand a approuvé le parti nazi et l'a soutenu.
Eh bien ! Le peuple allemand qui votait pour Hitler ne pouvait pas ignorer la volonté belliciste de son führer.
Vous me direz qu'en fait, le parti nazi ne représentait pas toujours la majorité du peuple allemand. Le peuple allemand a voté pour Hitler à plusieurs reprises et il est incontestable que le parti nazi représente la quasi totalité du peuple allemand. Le peuple allemand est donc responsable de la guerre.
Mais, est-il le seul responsable ? Là encore, je crois que nous pouvons nous retrouver unanimes pour déclarer que le Parti Socialiste a eu raison, en 1920, d'engager la lutte contre le traité de Versailles qui contenait déjà les germes d'un conflit nouveau. Je crois que nous pouvons nous retrouver unanimes pour déclarer, comme nous le disions avant la guerre, que le capitalisme international est en partie responsable de l'arrivée d'Hitler au pouvoir.
Si le peuple allemand est responsable, il faut également reconnaître qu'il ne porte pas seul la responsabilité.
C'est là d'ailleurs un débat qui n'a plus maintenant qu'un intérêt historique, et ce qui importe ce sont les solutions à donner au problème de l'Allemagne.
Lorsqu'on aborde ce problème, on ne peut pas laisser parler seulement ses sentiments personnels ! On n'a pas le droit non plus, d'ailleurs, de les oublier. On n'a pas le droit d'oublier tous les crimes qui ont été commis par l'Allemagne pendant quatre ans. On n'a pas le droit d'oublier qu'en France il n'y a pour ainsi dire pas une famille qui n'ait eu un de ses membres arrêté, déporté, torturé ou fusillé par les Allemands.
Mais, on ne fait pas de la politique avec des sentiments personnels, Léon Blum le disait, et il faut laisser parler sa raison.
Eh bien ! Notre raison nous dit qu'il faut construire une Europe viable qui soit à l'abri de nouveaux conflits.
Le premier élément, c'est l'existence même de l'Allemagne. Si nous la supprimions de la carte du globe, nous ne pourrions pas empêcher les fragments du peuple allemand de se rechercher, afin de refaire leur unité, c'est pour cela que nous ne sommes pas partisans du morcellement de l'Allemagne, car nous craindrions des germes de nouveaux conflits.
Mais, nous ne sommes pas partisans pour cela d'une politique de faiblesse. Nous demandons la capitulation sans condition, la destruction impitoyable de tous les cadres du nazisme, à tous les échelons ; la déprussianisation de l'Allemagne, la destruction de ce militarisme prussien qui ne s'est jamais intégré tout à fait à l'hitlérisme, mais qui est presque aussi dangereux que lui. Nous demandons la prise du matériel de l'industrie lourde allemande. Nous demandons enfin et surtout la désintoxication de l'Allemagne et notamment de la jeunesse allemande qui a suivi Hitler avec enthousiasme.

Fondation Jean Jaurès

L'Allemagne reprendra un jour sa place au sein des nations européennes. Il faudra soutenir certains éléments de cette population contre d'autres éléments. Il faudra soutenir les éléments républicains et les éléments Socialistes.
Je n'ai pas beaucoup d'illusion. Je sais bien que les républicains allemands et les Socialistes allemands ont soutenu Hitler comme les autres. Mais, les années passeront, les esprits se modifieront et, comme il faudra bien imposer un gouvernement, à l'Allemagne, on lui imposera sinon le meilleur, du moins celui qui apparaîtra comme le moins mauvais, et si c'est nécessaire nous lui imposerons nos volontés.
Voilà, camarades, les quelques idées qui nous ont rassemblés.
Pour poursuivre cette politique, le Parti Socialiste réclame une collaboration plus étroite des mouvements de Résistance.
Il doit aborder ensuite le problème de ses relations avec le Parti Communiste. La fédération de la Seine sait très bien que le Parti Communiste représenta une fraction très importante de l'opinion publique, la partie la plus agissante de la classe ouvrière. La fédération de la Seine désir une collaboration sincère et loyale avec le Parti Communiste. Mais, cette collaboration ne pourra se réaliser qu'autant que le Parti Communiste mettra fin à ces attaques contre nos meilleurs militants.
Enfin, pour terminer, notre motion déclare que le Parti Socialiste doit devenir un grand parti d'avenir, par le rajeunissement et le renouvellement de ses cadres.
Voilà quelle est la motion que la fédération de la Seine a acceptée et nous a chargés de défendre aujourd'hui devant le Congrès.
(Applaudissements)

André Philip (Rhône)

Mes chers camarades, vous avez presque tous reçu la motion de politique générale qui est présentée au Congrès par la fédération du Rhône. Je voudrais ici, aussi brièvement que possible, dégager les principales idées de cette motion et vous indiquer et qui, a notre avis, doit être dit à l'heure actuelle par le Parti Socialiste, dans les circonstances que nous traversons.
Ce Congrès n'est pas une assemblée de discussion doctrinale, plus tard peut-être, dans un prochain Congrès, nous aurons le loisir de reprendre la doctrine du Parti, de la préciser et de la représenter à l'ensemble de notre peuple.
Pour l'instant, ce n'est pas notre préoccupation, et nous sommes tous d'accord pour dire que, dans l'ensemble, la doctrine du Parti sera demain ce qu'elle était hier ; que l'analyse des faits économiques et sociaux, que les positions essentielles qui se sont dégagées de l'histoire du Socialisme ont été vérifiées par les faits et que les phénomènes auxquels nous avons aujourd'hui à faire face sont précisément la reconnaissance par l'immense majorité de la nation française de la vérité des doctrines et des affirmations Socialistes.
(Applaudissements)
Aujourd'hui, ce que nous avons à faire, c'est, en présence des faits et à la lumière de notre doctrine, à préciser notre position sur un certain nombre de

Fondation Jean Jaurès

problèmes immédiats et urgents, sur lesquels le Parti Socialiste a aujourd'hui son mot à dire, une position à prendre, un message à apporter.
Je voudrais développer particulièrement les deux points de notre position sur le problème militaire et sur le problème intérieur.
Le problème militaire tout d'abord, je crois qu'il faut dire, qu'il faut rappeler en toute première page, en toute première ligne que la poursuite de la guerre, jusqu'au triomphe final, est la première de nos préoccupations. C'est cela qui doit primer tout le reste et qui doit inspirer, commander tout le reste.
La guerre n'est pas finie. Elle reste encore dure et pénible. 120 000 Allemands sont encore sur les côtes de l'Atlantique ; la Résistance se raidit sur le front. Et il nous faut rappeler à notre peuple qu'il y a deux millions et demi de nos frères qui souffrent de l'autre côté du Rhin, et qu'ils n'ont pas le droit de se sentir libres, de se laisser aller à la joie de la Libération, tant que tout n'a pas été fait pour libérer nos deux millions et demi de camarades.
(Applaudissements)
Pour cela, un effort militaire s'impose. L'effort militaire est centré autour du problème des FFI qui se pose lui-même sous un double aspect. C'est d'abord de donner à ces forces françaises de l'intérieur le matériel, l'armement, l'équipement, l'habillement, dont elles ont besoin. C'est un scandale que, soit sur le front des Alpes, soit sur le front de l'Atlantique, nous avons encore des camarades FFI qui se battent presque sans armes, sans équipement, pieds nus, dans des conditions qui sont de plus en plus pénibles, voire impossibles, au fur et à mesure qu'avance l'hiver.
Il faut que le Congrès Socialiste rappelle cela ; qu'il dise que la première œuvre à accomplir, c'est l'équipement complet des FFI qui se battent avec héroïsme, dans des conditions pénibles et vraiment désespérantes.
Une deuxième question est celle de l'organisation de ses FFI. Nous savons que les forces françaises de l'intérieur doivent être les auxiliaires de l'armée républicaine de demain ; qu'il faut qu'elles le soient, car c'est seulement si on reconstitue l'armée de la République autour des FFI que nous aurons la garantie que le passé ne renaîtra pas et que l'armée sera véritablement dans un état d'esprit conforme à la volonté du peuple.
(Applaudissements)
Pour cela, il faut que les FFI soient encouragées à poursuivre l'effort de discipline qui est commencé, qui existait au maquis dans des petits groupes d'hommes habitués à obéir à un chef qu'ils connaissaient personnellement, qui s'était imposé par son allant, son courage et son enthousiasme, et qu'il s'agit de transformer en cette discipline abstraite, nécessaire au fonctionnement des grandes unités.
Les FFI ne deviendront les auxiliaires de l'armée républicaine de demain que lorsque partout on sera arrivé à faire de l'autorité FFI régionale l'autorité effective qui se fait partout obéir des unités locales placées sous ses ordres.

Regroupement, par conséquent, de cette armée sur laquelle se fondant toutes nos espérances, en constituant sa discipline intérieure, en lui fournissant les moyens nécessaires.
L'armée ne pourra faire son devoir, ne pourra accomplir sa mission que s'il y a derrière elle toute la puissance économique du pays, si toutes les énergies sont tendues pour la production de guerre, si l'effort d'armement indispensable est accompli.
Je crois qu'ici, dans la motion qui sortira du Congrès, il est nécessaire que nous indiquions trois idées essentielles qui doivent dominer la matière.
Première idée : il faut que nous parlions au peuple de France avec toute la franchise à laquelle il a droit. Il faut que nous lui fassions comprendre que le fait que l'allemand soit parti ne signifie pas une amélioration immédiate de son sort ; que l'hiver va être rude et pénible. Le message que nous, Socialistes, représentant les travailleurs, devons apporter au peuple de France, dans les circonstances présentes, (les ponts détruits, les moyens de transport réduits à rien, un appareil productif qui n'atteint pas le niveau de 20 pour 100 de ce qu'il était en 1939) doit être un message de vérité, c'est-à-dire un appel à la discipline, un appel à la continuation des sacrifices que nous avons déjà consentis.
(Applaudissements)
C'est ce langage mâle et courageux que nous Socialistes devons parler au peuple de France et à la classe ouvrière, en lui disant de consentir les sacrifices, de faire cet énorme effort rendu nécessaire par les évènements, alors que nous avons à accomplir une besogne de reconstruction vraiment fantastique.
Ceci sera fait, si dix conditions sont réunies. La première, c'est que les travailleurs aient le sentiment qu'ils font ces sacrifices, qu'ils consentent ces efforts dans l'intérêt de la collectivité nationale et non pas en vue d'un profit qui irait à quelques individus ; que ces efforts se placent dans un plan d'ensemble de l'économie, plan répondant aux directives de notre Parti : nationalisation des grandes industries de base, en particulier des assurances et du crédit.
Enfin, car les choses sont liées, l'accession de la classe ouvrière, à la base par les comités de production, partout ailleurs par l'intermédiaire des organisations syndicales, qui doivent participer partout à la gestion des nouveaux services publics, est encore indispensable à la réalisation de cet effort productif.
Au moment où nous demandons la nationalisation, il faut préciser la différence qu'il y a entre un étatisme qui ne serait que la généralisation de la bureaucratie, avec direction par des experts et de hauts cadres administratifs qui ne sont pas tellement différents du capitalisme lui-même, et la nationalisation qui implique une décentralisation régionale, le rejet de toute dictature technique et, à tous les degrés de l'administration, la participation de la classe ouvrière, par ses représentants qualifiés et authentiques.
(Applaudissements)
Voilà, camarades, le premier point qu'il nous faut mettre dans notre motion : la préoccupation de la guerre. Et, parce que nous voulons que tous les efforts

soient faits en vue de la guerre, d'une part l'organisation de l'armée, d'autre part l'effort de production qui se relie à la nationalisation et à l'accession de la classe ouvrière à la plaine conscience de ses responsabilités.
L'autre problème intérieur est celui du rétablissement de l'ordre et de la renaissance de l'autorité de l'état.
Quelle a été la situation ? Vichy a tout détruit, Vichy a tout anéanti, non seulement matériellement, mais aussi spirituellement. Vichy a détruit les fondements mêmes de l'ordre public qui est le respect que le peuple doit avoir pour les administrations publiques qui constituent le corps même de l'état. Tout cela a été détruit ; et la rupture des communications a encore aggravé la situation.
Pendant des semaines, il a été nécessaire, il a été souhaitable que des décisions fussent prises localement, par les comités locaux de la Libération, qu'elles fussent prises départementalement ou régionalement, par les autorités civiles ou militaires.
C'était indispensable, parce qu'il fallait agir sans attendre.
Il y a eu parfois des erreurs ou des abus, parfois aussi des décisions contradictoires.
Il y en a eu très peu, et c'est un véritable miracle que, dans cette anarchie totale où nous étions placés, le peuple de France, après ce qu'il avait souffert, ait réussi à traverser cette période avec si peu de désordre et si peu d'erreurs.
Aujourd'hui, il faut que l'autorité gouvernementale puisse se faire sentir partout et que l'ordre soit fortement restauré, un ordre qui doit être national, civil et républicain. National. En matière économique, notamment, nous pensons au danger des décisions locales et départementales de blocage de denrées, prises par tel ou tel préfet, qui viennent encore gêner la circulation des marchandises. Il faut un plan national de ravitaillement, établi sur la base des renseignements fournis par les autorités locales. Il est nécessaire que ce soit entre les mains du gouvernement responsable que soit réuni l'ensemble des pouvoirs de police et de réquisition.
Nous devons rappeler que la France est une République, une et indivisible ; que l'esprit de la montagne l'a toujours inspirée et qu'il ne faut pas, aujourd'hui, essayer de faire renaître la Gironde.
Mais, si nous parlons de l'autorité nécessaire et de la République une et indivisible, il est je crois nécessaire, en même temps, de distinguer l'affirmation et l'autorité du pouvoir central dans le gouvernement, et l'affirmation en même temps de la nécessité d'une décentralisation dans l'ordre de l'administration.
Nous retrouvons là les mêmes problèmes dont je parlais tout à l'heure. Il nous faut détruire, et c'est la condition nécessaire du succès de notre révolution, les pouvoirs excessifs des grandes administrations centrales, de ces grands corps de l'état qui étaient, sous la troisième République, devenus les maîtres effectifs, les ministres n'étant trop souvent que des pantins qui défilaient à tour de rôle devant les chambres pour y défendre les thèses et les théories de leurs grands directeurs.

Il faut que la haute administration soit remise à sa fonction normale qui est une fonction de conseil et d'avis au service du pouvoir gouvernemental.
Ceci ne sera possible que dans la mesure où, au moment même de l'affirmation de la primauté du pouvoir gouvernemental, on réalisera, dans toutes les administrations, le maximum de décentralisation administrative, pour que, dans le cadre des directives fixées, chacun ait le pouvoir de prendre ses responsabilités et de décider sans toujours en référer à une autorité supérieure.
L'ordre doit être national. Il doit aussi être civil.
Il faut rappeler ici que sauf dans les régions d'opérations militaires, dans toute la zone de l'intérieur, le pouvoir civil doit avoir le pas sur l'autorité militaire ; que c'est au pouvoir civil que doivent appartenir les pouvoirs de police, les pouvoirs d'arrestation, les pouvoirs de perquisition, les pouvoirs de réquisition, faisant place, dans le plan de répartition des moyens, dans toute la large mesure nécessaire, aux besoins de l'armée.
Mais, la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil, c'est le fondement même de l'ordre républicain, et cela doit être affligé par la motion qui sortira du Congrès.
(Applaudissements)
Dernier point : l'ordre doit être républicain. C'est la question qui domine tout, car sans cela nous ne connaîtrions que le désordre, comme ce fut le cas sous le règne de Vichy. Je l'ai dit il y a un instant : il nous faut rétablir le respect de l'autorité de l'état. Pour que l'état soit respecté, la première condition, c'est qu'il soit, respectable, c'est-à-dire qu'il ait fait dans son sein l'épuration rapide et brutale qui est nécessaire. Ce n'est pas seulement une question de justice, c'est une question d'efficacité. Seules des administrations épurées, seules des administrations dont on sait que les membres sont animés du désir sincère et total de servir la République, seules celles-là seront respectées par l'opinion et pourront par conséquent asseoir leur autorité.
(Applaudissements)
Voilà, camarades, les quelques points de notre motion que je voulais développer. Je laisse de côté toute la partie internationale ; je n'ai pas le temps de l'aborder.
Ayant exposé l'essentiel, je termine en disant qu'il faudra travailler très soigneusement à la motion qui va sortir de ce Congrès, de façon qu'elle ne soit pas simplement une sorte de grande déclaration générale, mais plutôt une prise de position concrète, une affirmation de nos responsabilités dans les problèmes de l'heure auxquels nous devons faire face, parce que le peuple de France nous attend, le peuple de France attend aujourd'hui partout l'impulsion du Socialisme. S'il apparaît vraiment comme un Socialisme réalisateur, comme un Socialisme concret, comme un Socialisme rajeuni et rénové, il attirera à lui l'immense majorité de la nation française qui a réalisé la vérité de sa doctrine, l'exactitude de ses prévisions.
Il faut, pour cela, qu'il se montre suffisamment énergique, suffisamment pur et digne de la confiance que le peuple de France est prêt à lui apporter. Il faut pour cela qu'au moment de sa reconstitution, il montre clairement qu'il a rompu avec

ce qui a fait sa faiblesse dans le passé, avec ce qui a gêné son action ; peut-être un certain manque de caractère, peut-être une certaine division interne, peut-être ces organisations de tendances dressées les unes contre les autres, peut-être ce manque du sens des responsabilités qui nous a conduits à cette catastrophe de l'Assemblée Nationale de Vichy, où plus de la moitié de nos camarades ont trahi tous à la fois la France, la démocratie et le Socialisme.

Vis-à-vis de ceux-là, nous devons être impitoyables… (très bien ! applaudissements)… car, de tous les collaborationnistes, j'estime que ceux qui ont voté pour Vichy sont les grands responsables, car ils ont donné à tous les lâches le prétexte d'une légitimité ; car toutes les difficultés qu'a rencontrées le gouvernement De Gaulle à se faire reconnaître ont été fondées sur le prétexte de la légitimation donnée par le vote des lâches qui ont donné leurs voix au gouvernement de Vichy.

(Très bien ! Applaudissements)

Ces hommes doivent être définitivement éliminés du Parti, sauf la toute petite minorité de ceux qui, très vite, se sont repentis de leur acte et ont réparé en se lançant à nos côtés dans la bataille, dans le Parti Socialiste clandestin ou dans des organisations de Résistance, au moment où cela pouvait signifier la perte de leur liberté sinon de leur vie, et où par conséquent cela avait un sens. Ceux-là seuls peuvent être relevés de la déchéance que nous devons attacher au vote de Vichy.

Pour le reste, notre Parti doit vraiment apparaître comme quelque chose de nouveau, comme quelque chose de rajeuni, comme un parti d'hommes issus de la Résistance, dont le noyau responsable doit rester aux mains de ceux qui, sous l'occupation, ont pris dans la Résistance leurs risques et leurs responsabilités, quitte à s'élargir et à réadmettre d'autres éléments progressivement, à la condition qu'ils fassent la preuve qu'ils ont eu continuellement des sentiments résistants.

Le Parti Socialiste d'aujourd'hui, c'est le Parti qui est né dans la Résistance, qui est né dans la clandestinité, qui a le droit de regarder en face les autres mouvements de Résistance, parce qu'il a combattu comme eux, parce qu'il a couru les mêmes risques et parce qu'il a par surcroît une doctrine claire et précise et une expérience précieuse que nous pouvons proposer à nos amis.

(Applaudissements)

Voilà, camarades, les différents points que je voulais présenter. J'ai l'impression que notre Parti, avec sa doctrine, avec le programme qu'il présentera au peuple de France, sera capable de grouper autour de lui toute une série de forces qui se cherchent, qui ont une volonté de renouveau, une volonté de réalisations sociales, de transformation de la structure de notre économie, qui ne savent pas très bien comment faire, pour qui nous pouvons être des cadres, des amis, des aides, pour les amener à mieux se connaître, à mieux se comprendre eux-mêmes.

Nous devons, à tous ceux qui sortent de la Résistance, tendre une main fraternelle ; nous devons les considérer comme nos camarades, et je crois que le moment ne sera pas très éloigné où, avec tel ou tel organisme de la Résistance,

comme le MLN, nous arriverons à une communauté d'idées telle qu'il nous sera possible, dans les élections municipales, d'établir des listes communes et d'envisager ultérieurement une fusion d'où sortira un mouvement encore plus puissant, plus large, faisant appel à l'ensemble des couches de la nation française qui veulent vraiment aujourd'hui un renouveau.
Ce renouveau, on le veut à peu près partout, et je dirai en terminant que, s'il y a pour le Parti Socialiste un risque, ce n'est pas, comme nous avons pu le craindre au début, de ne pas être assez fort, de ne pas voir assez de gens venir chez lui. S'il y a pour nous
un risque, ce serait peut-être celui d'un succès trop grand et trop rapide.
Dans l'ensemble des classes moyennes désaxées, souffle un vent, se produit une poussée qui vient vers nous ; il y a une foule d'hommes que nous pouvons attirer, que nous pouvons absorber, à condition d'être absolument sûrs de nous et de nos bases sociales, à condition de ne pas oublier que le Parti Socialiste est d'abord le parti de la classe ouvrière, que l'essentiel de sa constitution doit être la base ouvrière et populaire, et que nous pouvons attirer à nous tous les éléments qui nous arrivent des classes moyennes, si nous avons une base ouvrière suffisamment solide pour les absorber et les éduquer progressivement.
Le danger, ce serait d'avoir des gens qui viendraient de tous les côtés vers nous, avant
que nous ayons fait notre constitution interne suffisamment solide et suffisamment certaine pour être capables de n'être pas débordés.
C'est pourquoi, dans notre travail de reconstitution du Parti, notre première œuvre et de créer un cadre solide, c'est de créer dans chaque section des militants qui ne viennent pas, comme ils sont trop souvent venus, en 1956, parce que nous étions au pouvoir, afin d'obtenir tel ou tel avantage ; mais des hommes que, dans chaque section, on mette au travail, dans les Commissions de propagande ou d'étude, dans tous les groupements annexes rattachés au Parti, qu'il s'agisse de l'action syndicale ou de l'action des coopératives de consommation ; des hommes qui soient des militants, qui fassent quelque chose en dehors du simple fait d'assister aux séances, afin de créer dans notre sein des noyaux de militants sûrs, ayant la connaissance de la doctrine Socialiste, ayant l'expérience politique.
Si nous arrivons à faire cela, je dis qu'alors nous aurons toutes les possibilités et que c'est l'immense majorité de la nation qui viendra à nous, si nous lui présentons des choses suffisamment étudiées, suffisamment précises, si nous lui présentons à la fois des idées claires et l'enthousiasme créateur.
(Longs applaudissements)

Noguères (Lozère)

Camarades, je voudrais attirer l'attention du Congrès sur certains points qui intéressent particulièrement les fédérations méridionales, la fédération de la Lozère et les fédérations de la région de Montpellier qui devraient être

représentées ici par notre camarade Missa que sa modestie retient à son rang, dans la salle.
Tout d'abord, la fédération de la Lozère m'a demandé d'attirer l'attention du Congrès sur un texte dont je vais vous donner connaissance. Ce texte demande que le Congrès se prononce pour la suppression des comités de répartition de ravitaillement, créés par Vichy, dont les dirigeants songent bien plutôt à leur propre intérêt qu'à celui de la population.
Ces organismes sont tous en plein fonctionnement, et bien souvent les hommes qui les dirigent sont ceux qui les dirigeaient sous le gouvernement de Vichy.
(Applaudissements)
Nous demandons au Congrès de se prononcer pour la suppression de ces organismes qui peuvent être remplacés par les directions départementales au ravitaillement, une fois celles-ci convenablement épurées.
D'autre part, il y a un point particulier sur lequel je voudrais attirer l'attention du Congrès. C'est le problème de la division actuelle de la France en commissariats de la République. Cette division qui respecte la formule régionale établie par Vichy s'expliquait lorsqu'on ne savait pas si le territoire serait, libéré complètement ou partiellement et alors que, les communications n'étant pas rétablies, le gouvernement ne pouvait pas faire parvenir normalement ses ordres aux régions et aux préfets.
Mais, actuellement, pour un certain nombre de régions, cette raison n'existe plus.
On a peut-être pensé qu'il ne fallait pas supprimer à la fois les hommes et les méthodes, et qu'en conservant pour quelque temps les méthodes on pourrait changer les hommes.
Dans la mesure où le gouvernement a jugé bon de changer les hommes, et il ne l'a pas fait partout, le changement est maintenant réalité. On peut donc songer à modifier les méthodes.
Le découpage en régions a été adopté par Pétain parce qu'il plaisait particulièrement à Charles Maurras. Nous n'avons pas à admettre les raisons que faisait valoir Charles Maurras, lorsqu'il demandait que la France soit découpée en provinces.
La décentralisation administrative, avec ces commissaires de la République qui détiennent tous les pouvoirs dévolus aux ministres et qui peuvent même suspendre l'application des lois de la République, est une chose qui ne doit pas subsister. Il ne faut plus qu'il y ait, entre le ministre de l'Intérieur et les préfets, un écran, constitué par les commissaires de la République.
Nous demandons que le Congres décide que les commissariats de la République, dans la mesure où leur maintien n'est pas justifié par des nécessités de transport, soient progressivement supprimés. On ne voit pas à quoi correspond, par exemple, la présence d'un commissaire de la République à Orléans, qui est à une heure de voiture de Paris.
Le dernier point de mon exposé, qui est aussi le plus délicat, a trait aux rapports qu'entretient le Parti Socialiste, particulièrement, avec les mouvements de la

Résistance. Et ce que je vais vous dire s'applique non seulement à la fédération de la Lozère, mais à la région de Montpellier.
J'ai entendu dire ici des mouvements de Résistance tout le bien qu'il faut en penser. Certes, les mouvements de Résistance, spécialement le mouvement de libération nationale ont rendu à la France des services incomparables, à un moment où la présence des Allemands sur notre sol justifiait l'action de la Résistance.
Il n'en demeure pas moins que ces éléments subsistent, qu'ils conservent un recrutement et qu'ils doivent être considérés comme une force politique, dans le pays. J'ai entendu dire beaucoup de bien de ces mouvement mais on n'a pas parlé des rapports directs que le Parti Socialiste peut avoir avec certains d'entre eux.
Dans la région de Montpellier, le mouvement de libération nationale était constitué en majeure partie d'éléments Socialistes ; cela se trouvait concrétisé par la présence, dans l'organisme directeur régional, de deux membres Socialistes sur trois membres.
Malheureusement, nous avons du constater une attitude inadmissible, de la part de certains camarades du MLN. C'est ainsi que lorsque nous avons demandé que l'un de nous fût placé à la tête de la région, il nous a été répondu que ce n'était pas possible, parce que nous appartenions au Parti Socialiste reconstitué. Ceci est inadmissible. Et ce qui l'est davantage encore, c'est que, lorsque la question a été portée par nous à l'exécutif national du MLN, la même réponse à été faite : nous ne pouvions être désignés, parce que nous appartenions au Parti Socialiste reconstitué.
Je ne pense pas qu'on me reprochera d'avoir dit la vérité qui, à mon avis, devait être dite.
Dans ces conditions, je dis que, lorsque le problème d'une éventuelle fusion avec le mouvement de libération nationale sera discuté par notre Parti, il est nécessaire que, dans les organismes qui auront à examiner la question, et même au cours des discussions préliminaires, des camarades de région dans lesquelles les rapports n'est pas été tout à fait ce qu'ils auraient, dû être, puissent être présents aux délibérations, afin de mettre en garde d'autres camarades Socialistes trop bien intentionnés contre tels ou tels personnages du MLN qui se seraient montrés nettement anti-Socialistes.
Ceci dit, et jusqu'à ce que cette fusion soit faite, je demande au Congrès de décider aussi que tous les militants Socialistes, à quelque échelon qu'ils appartiennent, dans la mesure où ils a ont à même de déployer une activité en vue de l'action patriotique, doivent avant tout consacrer cette activité et le meilleur d'eux-mêmes à la propagande du Parti Socialiste qui a besoin de tous les camarades, pour faire, dans cette période particulièrement importante pour la vie du Parti, l'effort dont le Parti a besoin.
(Applaudissements)

Bercegeais (Loire inférieure)

Camarades, je prends la parole au nom de la fédération de la Loire-Inférieure et je veux tout de suite remercier le camarade Depreux et la direction du Populaire qui, dans le numéro du 29 octobre, ont fait connaître à la France le calvaire qu'ont gravi nos camarades du bureau fédéral, et les noms de nos martyrs.

Car si le Parti Socialiste ne s'intitule pas le "parti des fusillés", ce n'est pas que chez nous ils aient été moins nombreux qu'ailleurs ; c'est seulement parce que nous respectons nos morts et si nous sommes décidés à suivre le chemin qu'ils nous ont tracé par leur exemple, nous ne voulons pas transformer leurs tombeaux en tréteaux d'où nous irions haranguer le peuple.

(Applaudissements)

Servons nos martyrs en les suivant ; mais ne les servons pas en les faisant toujours parler, alors que leur bouche s'est tue. Sachons conserver un minimum de dignité que certains semblent avoir perdus.

Je précise également que la "Loire-Inférieure étant en Bretagne, je suis tout à fait d'accord avec les thèses défendues par mon camarade d'Ille-et-Vilaine, sur tous les points qu'il a traités.

Quant à moi, je parlerai sur un point qui intéresse particulièrement notre région, je veux dire la laïcité.

La laïcité a toujours été au programme de notre Parti. Elle doit être plus que jamais un point essentiel de ce programme. Pour ma part, je considère qu'elle est la pierre de touche qui permet de distinguer les républicains. En province, il y avait autrefois les bleus et les blancs. Eh bien ! Demain, il faudra voter bleu, pour la laïcité ou blanc si l'on est contre.

Pour notre part, nous devons poursuivre la réalisation d'un enseignement national et réagir contre le sabotage volontaire de l'école laïque qui se manifeste encore actuellement.

Je vais me permettre de vous donner quelques chiffres officiels qui vous éclaireront sur la situation de l'enseignement laïque dans la Loire-Inférieure et à Nantes, en 1939 et en 1943.

En 1930, il y avait à Nantes, 17 000 élèves dans les écoles laïques, et 10 000 dans les écoles privées.

En 1949, les chiffres étaient respectivement de 17 000 et 11 000.

Dans la Loire-Inférieure, il y avait, en 1939, 45 000 élèves à l'école laïque, contre 42 000 dans les écoles privées.

En 1943, les chiffres tombaient à 31 000 pour les écoles laïques et s'élevaient à 46 576 pour les écoles libres.

À cela, il y a une explication qui est très simple : c'est que le gouvernement de Vichy a saboté volontairement l'enseignement laïc, au profit de l'enseignement libre.

Pour illustrer ce que j'avance, je citerai un article, publié en 1942 dans un journal de Bruxelles, Le soir, où l'on pouvait lire :

Fondation Jean-Jaurès

"Les facilités accordées par le gouvernement de Vichy à l'enseignement libre le sont en remerciement de l'aide apportée, notamment en Afrique du Nord, en Algérie, Tunisie et Maroc, par le clergé français, pour y asseoir son autorité."
On nous dit aujourd'hui que nous devons nous entendre avec les Socialistes chrétiens. Pour ma part, j'estime que, si nous devons nous allier avec eux, ce ne peut être que sur des bases précises et étant bien entendu qu'en aucun cas le problème de la laïcité de l'enseignement ne saurait être mis en discussion.
Car, d'autres camarades l'ont dit, et pour ma part j'en suis persuadé, l'église a joué un double jeu. Nous savons qu'elle a toujours mené une politique d'opportunité, et il ne faut pas qu'elle puisse s'en prévaloir aujourd'hui pour faire échouer la réalisation de l'enseignement national.
La nationalisation de l'enseignement est, en effet, absolument indispensable. Cela n'a pas échappé aux camarades qui ont rédigé la brochure que certains d'entre vous connaissent, qui a été publiée dans la clandestinité sous le titre "Le Parti Socialiste devant le projet de constitution". Dans cette brochure, il est dit :
"La liberté de l'enseignement n'a jamais été considérée comme une des libertés essentielles de la démocratie et la Déclaration des droits de l'Homme n'y fait aucune allusion. Bien au contraire, le monopole de l'enseignement a toujours été une revendication des Gauches…"
Pour réaliser la nationalisation de l'enseignement que nous demandons, nous proposons la création de Commissions tripartites qui comprendraient des représentants du personnel enseignant, des représentants des familles et des représentants de l'état. Toutes garanties seraient ainsi données aux parents quant à la neutralité absolue de l'enseignement, et ceci répondrait aux prétentions des amicales de l'enseignement libre de la Loire-Inférieure qui, après avoir constaté les progrès qu'a faits en quatre ans l'enseignement libre, écrivent :
… décide… de mettre tout en œuvre pour permettre aux parents de donner à leurs enfants l'éducation chrétienne qui leur convient et par suite, de les envoyer à l'école de leur choix.
On ne saurait admettre qu'en dehors des régimes totalitaires le principe de la liberté de l'enseignement soit contesté.
Il ne s'agit pas d'enseignement totalitaire. Il s'agit, simplement que, dans la République française de demain, il n'y ait qu'un seul état, qu'une seule école enseignant le respect de l'état et de la République et n'enseignant pas une chose qui, après tout, n'est pas absolument nécessaire.
À ce sujet, nous avons rédigé une motion dont je vais donner lecture et qui permettrait, à notre avis, la réalisation immédiate du programme qui est le nôtre :
"Réunie en Congrès départemental à Nantes le 29 octobre 1944, la fédération de la Loire-Inférieure du Parti Socialiste a voté la motion suivante :
"Considérant que, depuis plus d'un demi siècle, la France a été gravement divisée et affaiblie par des luttes âpres, vaines et stériles, provoquées par l'existence et la concurrence de deux enseignements hostiles : celui de l'état républicain et laïque, expression juridique de la souveraineté nationale, et l'enseignement privé ou confessionnel.

Considérant qu'il est du plus haut intérêt psychologique, moral, social et national que toutes les jeunes françaises et tous les jeunes Français puissent être réunis dans la même école et s'asseoir sur les mêmes bancs.
La fédération Socialiste de la Loire-Inférieure demande au Congrès national du Parti Socialiste d'adopter le principe d'une grande réforme nationale de l'enseignement. Cette réforme doit être claire, honnête et généreuse, comme la France elle-même. Dans l'école qui sera ainsi constituée et qui sera l'école nationale de la France, tous les maîtres, issus de quelque enseignement que ce soit, seront habilités à enseigner sous la réserve formelle qu'ils soient également pourvus de diplômes exigés par l'état.
À l'avenir, tous les maîtres appelés à donner un enseignement national, devront obligatoirement sortir des écoles normales et y avoir conquis leurs diplômes.
Ainsi, la France nouvelle assurera la sécurité à l'ensemble du personnel enseignant à la portée des populations française, attachées aux diverses croyances, la suprême garantie de stricte neutralité et de respect des convictions qu'elle peut et doit exiger de l'état républicain."
Je m'explique sur deux points. Il est entendu que tous les maîtres seront habilités à enseigner, à la condition qu'ils possèdent les diplômes voulus. Nous estimons, en effet, que des instituteurs libres sont susceptibles de faire d'excellents instituteurs laïques, lorsqu'ils auront changé de patron. Nous avons même connu, dans le passé, des maîtres laïques, de la catégorie des Davidées, qui crachaient dans l'assiette d'où ils tiraient leur nourriture.
(Applaudissements)
D'autre part, nous pensons que, à l'avenir, tous les instituteurs devront passer par l'école normale, parce que nous ne voulons pas avoir des maîtres fermés dans des séminaires, pour enseigner dans des écoles où se donne l'enseignement national. Nous voulons que ce soit l'état qui forme les maîtres destinés à enseigner dans ses classes.
La nationalisation de l'enseignement, sous la forme que nous envisageons, nous semble absolument réalisable. C'est pourquoi, en terminant, j'indique que nous devons reprendre en 1944 les possibilités que nous avions en 1936. En 1936, nous avions gagné une manche ; en 1940, nous en avons perdu une autre. Nous devons maintenant jouer la belle et la gagner.
Sur l'épuration, je me contenterai de donner lecture d'une motion qui a été adoptée par la fédération de la Loire-Inférieure et à laquelle se sont associées les fédérations de la Seine, de la Marne, de l'Oise et de la Seine-Inférieure :
"Afin de présenter au pays un Parti Socialiste qui soit à l'abri de toute critique, le Congrès national décide :
Tout parlementaire ayant voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain ou ayant servi directement ou indirectement la politique vichyssoise sera considéré comme définitivement exclu du Parti.
Toutefois, les députés et sénateurs qui, par suite d'égarement, ont émis un vote malheureux à Vichy, pourront, après avis d'une Commission d'examen, être réintégrés dans le sein du Parti, par une décision d'un Congrès national.

Les bénéficiaires d'une pareille mesure ne pourront être chargés d'un mandat ou d'une délégation quelconque du Parti, pendant une durée de dix ans, courant à partir du 1er janvier 1946.
La situation des abstentionnistes n'ayant pas failli au Socialisme et à la République, sera étudiée par la Commission spéciale désignée par le Congrès. Leur réintégration sera également décidée par le Congrès national."
(Applaudissements)

Etienne Weill-Raynal

Camarades, dernier orateur inscrit, sur le programme du Parti, je crois que je ne saurais mieux faire que de montrer brièvement le lien qui unit notre revendication essentielle à l'intérieur et notre revendication principale à l'extérieur.
À l'intérieur, ce sont évidemment les naturalisations qui forment l'essentiel de nos demandes. À l'extérieur, c'est l'organisation internationale qui aura à garantir la sécurité et la paix.
Je vais rapidement montrer, en prenant tous les points essentiels de la garantie de la sécurité et de la paix, que cette garantie ne peut être obtenue que si on la lie à nos revendications intérieures.
Voyons d'abord quelle est la condition essentielle pour garantir la sécurité de la France par des ententes avec les pays voisins.
Je sais bien qu'il y a le problème de la sécurité internationale, auquel sont intéressés tous les grands pays. Mais, la politique des États-Unis et la politique de la Russie ne dépendent pas de nous et nous ne les connaissons pas exactement.
Au contraire, il dépend de notre activité personnelle, de l'activité immédiate du gouvernement français de s'entendre avec les pays voisins, voisins par la géographie et voisins également par nos tendance.
Il me paraît certain que c'est sur une solide entente franco-anglaise que doit reposer la sécurité de l'Europe.
Il faut donc reprendre la proposition qu'avait faite Churchill d'une union intime entre la France et l'Angleterre. Si, sous la forme où il l'avait présentée, elle était, peut-être difficilement acceptable, l'esprit subsista et, autour de l'entente franco-anglaise doivent se grouper les pays voisins : Belgique, Hollande, d'autres encore sans doute, comme les paya scandinaves, l'Espagne redevenue républicaine et l'Italie redevenue également démocratique.
Si cette entente se réalise, c'est non seulement un ensemble de puissances qui représentent une force en Europe, mais c'est derrière ces puissances toutes les colonies du monde qui se trouveront, rassemblées : empire colonial britannique, empire colonial français, empire colonial belge, empire colonial hollandais.
Tout cela constituerait, dans le monde une grande force. Force dirigée contre personne, bien entendu, force orientée uniquement vers la paix et qui aurait comme lien essentiel ce qui nous est commun à tous, c'est-à-dire nos tendances démocratiques.

Fondation Jean Jaurès

Et vous voyez comment le problème extérieur se lie à notre tendance intérieure qui est la démocratie.
Et si nous prenons maintenant le problème allemand en lui-même, quelle est en vérité la seule garantie véritable de la paix ? C'est d'empêcher la reconstitution d'une industrie de guerre en Allemagne qui a comme fondement le charbon, le fer et l'industrie chimique.
Et comment, l'empêcher, sinon en faisant d'une organisation européenne l'arbitre de la production et de la répartition du charbon, aliment de la métallurgie et de l'industrie chimique ?
Il n'y a pas d'autre base solide de la paix que cet empêchement de la reconstitution des industriels de guerre en Allemagne, et cela ne peut être fait que par une organisation européenne.
Cela, je crois que tout, le monde l'accordera.
Mais alors, à ceux qui vous auront donné raison sur ce point, vous aurez le droit de dire : comment établir une organisation européenne du problème allemand, si vous ne commencez pas par résoudre le même problème chez vous ? Comment ferez-vous une organisation du charbon, si vous ne commencez pas par nationaliser la production et la répartition du charbon en France ?
Et ainsi, vous voyez comment le problème de la paix internationale se trouve lié d'une manière précise et étroite à un programme d'organisation intérieure.
Il y a un autre lien encore, c'est celui qui résulte des réparations en nature qui seront justement dues à la France et dont la France aura besoin.
Ainsi, vous voyez comment le problème international se lie encore une fois à un problème de politique intérieure.
Mais, camarades, ce n'est pas tout encore. Est-ce que, dans l'économie allemande, on peut mettre d'un côté l'industrie de guerre et de l'autre le reste de l'industrie, le reste de l'activité économique ? Ce n'est pas possible.
Je prends un exemple. Voici l'industrie du sucre qui est essentielle en Allemagne. Est-ce que vous allez la laisser de côté ? Impossible. Il faut que vous organisiez également la production et la répartition du sucre en Allemagne.
Mais, comment cela serait-il possible, si vous ne le faites pas chez vous ?
Vous voyez comment le problème de l'organisation du sucre en Allemagne influe sur l'organisation intérieure, et comment ces problèmes extérieurs se lient à la solution que nous avions abordée en 1936 par la création de l'Office du blé que certainement notre camarade Tanguy-Prigent va continuer dans les circonstances actuelles.
Ce n'est pas tout encore. N'oublions pas que l'hitlérisme allemand a commencé par régler la question de la monnaie ; que le premier pas fait par le gouvernement hitlérien a été de rendre l'Allemagne complètement indépendante des autres pays en restaurant sa monnaie et en l'établissant sur des bases indépendantes des autres pays.
Par conséquent, si vous voulez éviter la renaissance de l'hitlérisme sous une nouvelle forme, il faudra que vous résolviez ce problème de la monnaie. Et vous

voyez, là encore, comment le problème intérieur de l'organisation allemande se lie à un problème intérieur français.
Car nous aussi, nous aurons besoin d'appuyer notre monnaie nationale sur une monnaie européenne. Et ainsi se lie le problème de la monnaie française à celui de la monnaie allemande et de la monnaie européenne. Et cela montre que, quelle que soit la solution donnée au problème de la sécurité et de la paix, elle sera liée à des réformes qui devront être réalisées en France.
Cela montre enfin que le problème du désarmement général qui est essentiel (si vous voulez que les générations futures ne soient pas, en Allemagne, animées de l'esprit nationaliste, mais au contraire soient animées d'un esprit humain, on pourrait dire simplement rationnel et scientifique) sera lié à la continuation de notre tradition républicaine rationaliste, je dirai presque classique et cartésienne.
Car il ne s'agira pas, dans ce désarmement moral, d'imposer à l'Allemagne un idéal venu de l'extérieur ; il s'agira de la mettre tout simplement en face du produit de la raison et de la science, et par conséquent c'est par la continuation de ce qui est notre tradition nationale, éprise de raison et de vérité, que nous lutterons le mieux en faveur de ce désarmement des esprits qui est, avant même le désarmement matériel, la condition nécessaire à la consolidation de la paix.
Camarades, j'en ai fini. Il y a pour nous un point de vue essentiel. C'est de montrer la liaison intime, indispensable, nécessaire entre le désarmement de l'Allemagne et la socialisation de la France, c'est là notre programme et, ne vous y trompez pas, vous aurez de la peine à le faire accepter, car aujourd'hui, avec le ressentiment douloureux et naturel devant les horreurs qui ont été commises chez nous, vous allez vous heurter inévitablement à une recrudescence de nationalisme.
Il ne faudra pas y céder, bien entendu. Nous comprenons ce sentiment, nous le partageons même ; mais ce n'est pas avec des sentiments que l'on peut faire une politique. Nous ne pouvons pas oublier que nous sommes des hommes et que, si on n'a eu, du côté allemand, aucune pitié pour personne, on ne peut rendre responsables que ceux qui ont été vraiment coupables, et on ne peut pas demander aux fils de payer les crimes de leurs pères.
Seulement, ce qu'il faut, c'est que les fils des criminels, parvenus à l'âge d'homme, n'aient pas la tentation et la possibilité de réédifier le régime sous lequel nous avons vécu pendant quatre ans.
Voilà les problèmes essentiels qui se posent à nous, et vous voyez combien sont liés les problèmes extérieurs de la politique et les problèmes moraux intérieurs. Et nous aurons le droit de dire, quand nous aurons apporté cette démonstration à l'opinion publique française, que, si la paix est nécessaire au Socialisme, le Socialisme est nécessaire à la paix, et que notre patriotisme s'unit à notre idéal de citoyens du monde.
(Applaudissements)

La tactique du Parti

Rougeron (Allier)

Camarades, lorsque hier Daniel Mayer évoquait le long martyrologe du Parti, il est des noms qui ont été plus particulièrement à la délégation de l'Allier. Parmi ces noms, nous avons entendu celui d'un homme dont j'ai eu l'honneur d'être pendant six ans le collaborateur et le confident, d'un homme qui nous manque aujourd'hui cruellement, Marx Dormoy. Combien sa présence nous fait défaut aujourd'hui ! Il serait pour nous le guide éclairé et suivi, sans lequel nous avons quelque peu hésité, dans notre département.

(Applaudissements)

Nous nous sommes demandé ce qu'il eût fait, si le plus abominable des crimes ne nous l'avait arraché, et nous sommes allés de l'avant.

C'est en pleine insurrection que, le 26 août, le département de l'Allier ou plutôt le comité départemental de l'Allier a pensé que les camarades qui se battaient autour des casernes de Montluçon luttaient et tombaient pour que les choses redeviennent ce qu'elles étaient auparavant et c'est dans cette pensée que nous avons crée les comités de contrôle et de gestion d'entreprise.

J'ai entendu le discours de notre camarade André Philip ; il parlait de la participation des travailleurs à la direction du travail. Dans le département de l'Allier, nous en avons la fierté, cette réalisation n'est plus dans le domaine des revendications ; elle est d'application journalière depuis deux mois. À l'heure actuelle, quarante comités de gestion et de contrôle d'entreprise ont été constitués. Ils gèrent les plus grandes usines.

Cela n'a pas été sans difficulté. Nous avons dû mettre en prison les administrateurs des sociétés capitalistes et les directeurs qu'ils avaient nommés, et nous avons eu la satisfaction de réussir dans la plénitude de nos espérances.

Sans doute, une campagne a été menée jusqu'à Paris, autour du Finistère, on l'on a présenté la situation dans le département de l'Allier comme catastrophique, la bolchévisation de nos industries, le drapeau rouge flottant sur les cheminées, le travail abandonné. Tout, cela était absolument faux. Nous avons eu les rapports de nos comités de gestion et de contrôle ; nous pouvons constater, semaine par semaine, la cadence du travail dans ces entreprises ; nous pouvons affirmer qu'aujourd'hui, dans les usines de l'Allier où fonctionnent les comités de gestion et de contrôle d'entreprise, on travaille plus et mieux qu'on ne travaillait pendant la guerre et avant la guerre.

(Applaudissements)

Je ne vais pas entreprendre, camarades, l'historique des comités de gestion et de contrôle que nous avons crées ; je vais seulement vous donner quelques renseignements très brefs sur leur fonctionnement.

Dans chaque entreprise comptant plus de 100 ouvriers, l'organisation syndicale confédérée et l'organisation des techniciens désignent chacune un cogérant de l'entreprise, et les deux cogérants désignent à leur tour le directeur responsable. Le directeur est responsable devant les deux cogérants et l'ensemble du comité de gestion et de contrôle est responsable devant le comité départemental, auquel il fournit chaque semaine des rapports de service.

Les comités de gestion et de contrôle fonctionnent ; la production se fait normalement. Et pourtant, ce n'est pas sans mal que nous avons eu, à côté de l'offensive menée du côté du ministère, l'offensive menée, sur le terrain même de l'entreprise, par les directions capitalistes qui ne tendaient à rien moins qu'à freiner nos entreprises.

L'attaque a porté sur Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons, où l'on a vu les directions de Paris retirer successivement toutes les commandes, où l'on a vu les mines refuser de livrer le charbon, où l'on a vu, ce qui était encore plus grave, les banques refuser d'effectuer l'avance de crédit indispensable au paiement du personnel.

Un jour, je recevais une délégation de Chatillon-Commentry et Neuves-Maisons. Elle venait annoncer que le Crédit lyonnais déclarait n'être plus en mesure d'avancer la somme de deux millions, indispensable pour la paye du personnel ouvrier qui devait avoir lieu le surlendemain. La situation était difficile. Nous avons immédiatement réagi. J'ai décroché mon téléphone, j'ai appelé le directeur du Crédit lyonnais et je lui ai dit : "On m'avise que, vous refusez d'avancer les deux millions nécessaires à la paye du personnel de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons. Si à midi, c'est-à-dire dans trois quarts d'heure, la somme n'a pas été versée, je prendrai un arrêté d'internement et je vous ferai immédiatement placer au centre de séjour surveillé de Tronçay."

Le directeur du Crédit lyonnais m'a alors répondu : "La menace que vous me faites m'est désagréable ; la somme va être versée immédiatement."

Vous voyez, camarades, que la méthode n'est pas mauvaise. Seulement, j'ai eu l'impression que ce directeur de banque avait, joué le rôle du lampiste. J'aurais aimé qu'à l'échelon de Paris en tînt le même langage au baron qui est à la fois président de Commentry et administrateur du Crédit lyonnais, ce qui explique bien des choses.

Ainsi, l'offensive capitaliste se développe contre les comités de gestion et de contrôle.

Nous avons fait bloc. Trois inspecteurs sont venus enquêter sur place ; ils ont remporté un rapport des plus favorables en ce qui concerne notre tentative.

À l'heure actuelle, nous ne savons pas encore quel va être le sort de nos comités de gestion et de contrôle. En tout cas, ce que nous pouvons affirmer, c'est que ces organismes préludent, à nos yeux, à la nationalisation des trusts et à la dépossession des grands capitalistes.

Sans doute, la participation capitaliste n'a pas été abolie ; mais nous avons modifié les rapports entre le travail et le capital. Ce n'est plus aujourd'hui, dans nos usines, un directeur nommé par le conseil d'administration capitaliste qui a entre ses mains la direction de l'usine, c'est le comité de contrôle et de gestion d'entreprise, désigné librement dans les conditions que j'ai indiquées.

Nous avons donné le signal. Nous espérons que non seulement le gouvernement ne reviendra pas en arrière, mais que ce signal sera entendu et suivi dans l'ensemble du pays.

J’aurais voulu, camarades, vous apporter un bulletin de santé sur la fédération de l’Allier, la fédération de Marx Dormoy. L’heure est trop tardive pour que je le fasse.
Je vous dirai simplement que le Parti est en pleine croissance ; les hommes inquiets, viennent chez nous ; le peuple meurtri qui a faim, qui voit souffrir et mourir les enfants, tend ses bras vers nous et réclame le Socialisme. Il faut que le Parti se prépare à répondre à cet appel.
On a dit très justement qu’il fallait faire appel à des méthodes nouvelles et écarter les luttes de tendance pour faire de l’action Socialiste. Là aussi, nous avons eu quelques idées, nous avons lancé dans notre département une formule qui n’a pas été malheureuse jusqu’à maintenant ; nous avons parlé du rassemblement des hommes de bonne volonté, pour une révolution française effective, constructive et ordonnée.
Quand nous disons une résolution française, vous pensez bien que nous n’abandonnons pas nos espérances internationalistes pour sombrer dans un nationalisme étroit et que nous n’allons pas empêcher la trompette de Maurice Carrés. Notre position n’a jamais changé. Nous avons voulu simplement que la révolution, dans ce pays, se fasse avec le concours des masses populaires, sur un mot d’ordre sorti du tréfonds de notre pays, et non d’autres pays, quelle que soit la position politique momentanée qu’ils aient adoptée.
Nous avons dit aussi la révolution effective. Cela signifie que nous n’entendons pas nous en tenir à une formule, mais que nous voulons la réaliser ; et c’est ainsi que nous avons commencé de réaliser.
Révolution ordonnés. Nous sommes Socialistes et nous comprenons tout ce que ceci veut dire.
Camarades, il ne faut pas laisser passer le moment. Après, il serait trop tard. Il faut faire un rassemblement avec ceux qui, comme nous et avec nous, veulent détruire les trusts, et il faut agir, en marchant la main dans la main.
Ce que nous souhaitons, c’est la création d’un grand parti du peuple de France, un grand rassemblement autour d’un Parti Socialiste fraternel, uni et puissant, un parti de conquête et de victoire.
Je n’aurais pas complètement rempli le mandat que j’ai reçu, si je ne disais qu’il y a quelque malaise parmi nous. C’est du problème de l’épuration que je veux parler : épuration administrative, civile et militaire. Elle reste à faire à beaucoup de degrés, à beaucoup d’échelons. Il ne s’agit pas ce jeter la suspicion sur l’ensemble des fonctionnaires. Nous savons que celui qui a le sens du service public dans sa pleine acception, c’est-à-dire qui sert loyalement, intelligemment l’intérêt de tous, peut et doit demeurer en place. Ce que nous voulons c’est que la quatrième République suppose à tous les échelons de la décision et de l’autorité.
Un régime qui s’installe ne doit compter que sur ceux qui l’ont nommé et qui l’ont soutenu dans la bataille qui l’ont conduit au pouvoir. Et cela pose, bien entendu, le problème des cadres. Nos amis doivent se rendre compte que n’importe qui ne peut pas faire n’importe quoi et n’importe où.

Ce que nous ne pouvons admettre, c'est que, lorsqu'il nous a paru nécessaire, dans la période insurrectionnelle, de pourvoir à certains postes, le préfet soit ensuite revenu sur ces décisions, même lorsque nous avons réuni dans les mêmes mains les garanties de Résistance et de compétence les plus certaines. Nous avons eu un certain nombre de cas de ce genre. N'avons-nous pas vu, par exemple, un fonctionnaire de la police qui avait fait feu sur nos camarades, devenir directeur départemental de la police, et un intendant du ravitaillement contre lequel nous avions lancé un mandat d'internement administratif, devenir intendant général à Compiègne ?
Quand nous voyons ces choses-là, nous et nos camarades avions l'impression qu'on nus a fait faire un tour pour rien.
Sans doute, nous ne voulons pas embarrasser le gouvernement ; nous savons que sa tâche est difficile. Personne ne peut ignorer, nous moins que tout autre, que notre pays est le centre des regards du monde ; nous savons que les nations alliées nous attendent à l'expérience de la réorganisation française.
Il faudrait être aveugle, nous l'avons dit parfois, ou nourrir des desseins de trahison, pour ne pas comprendre qu'il est d'intérêt national de donner l'exemple d'une grande nation, capable de se diriger elle-même, dans l'ordre et sous l'égide des lois. Mais il va de soi que l'action contre les ennemis de la nation, contre les ennemis du peuple, ne saurait se ralentir, et qu'ils doivent être retirés de la vie publique.
J'en ai terminé, d'autres camarades ont déjà dit ces choses, peut-être mieux que moi. Pour nous, Socialistes qui avons été les premiers à rejoindre le général De Gaulle, nous sommes résolut à ne pas lui ménager notre appui. La Résistance est née à l'appel du général De Gaulle. La Résistance a conduit le général De Gaulle à Paris. Le gouvernement du général De Gaulle est et reste, jusqu'à la consultation populaire, le gouvernement de la Résistance.
(Applaudissements)
Et, quand nous parlons de la Résistance, nous parlons des résistants de la veille et non de ceux du lendemain. Il ne s'agit pas de faire, dans notre pays ; deux catégories de citoyens ; il s'agit simplement de faire en sorte que ceux qui ont payé de leur personne pendant quatre ans ne se trouvent pas dans le cas de s'entendre dire, dans quelques semaines ou dans quelques mois : "C'est à vous de sortir."
(Applaudissements)

Lavoquer - Camarades, j'avais préparé un exposé ; mais, comme mes prédécesseurs ont dit à peu près tout ce que j'avais à dire, je me bornerai à quelques mots, sur un fait nouveau.
Nous avons parlé de l'unité, et il n'est pas un Socialiste qui ne la désire. Eh bien ! Ce matin même, le journal l'Humanité, organe central du Parti Communiste, n'a pas dit un mot du Congrès Socialiste de la Libération.
Sans commentaire, c'est tout.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Piat (Nord et Pas-de-Calais)

Camarades, nous avons entendu, dans la journée, un certain nombre d'orateurs qui ont parlé du rajeunissement du Parti Socialiste et qui ont aussi critiqué les "bonzes" du Parti. Ceci m'a amené à faire deux réflexions que je vais vous communiquer.

C'est d'abord qu'un grand nombre de ces orateurs étaient jeunes, ce qui prouve bien que le Parti est en train de se rajeunir, puisque cette tribune a été tenue, pour la plus grande partie de la journée, par de jeunes militants.

Et d'autre part, dans l'ensemble des discours que nous avons entendus depuis hier, il faut bien que nous reconnaissions que ceux qui émergent sont ceux de Daniel Mayer, de Vincent Auriol, de Félix Gouin, de Grumbach et d'André Philip. Et cela ne me permet pas de suivre nos jeunes camarades, lorsqu'ils vitupèrent les "bonzes" du Parti. Il est des "bonzes" qui sont encore utiles.

(Applaudissements)

La fédération du Nord et la fédération du Pas-de-Calais m'ont chargé de présenter quelques observations très courtes, car je ne dépasserai pas le temps qui m'est accordé, afin de ne pas désobliger notre camarade Bracke, président de cette séance qui, s'il me laissait, excéder le temps normal de dix minutes, pourrait être taxé de partialité en faveur d'un camarade de sa fédération.

Nous n'avons pas à refaire les discours que le Congrès a entendus et qui ont été magnifiques. Lorsqu'on se remémore les exposés de Daniel Mayer, de Félix Gouin, d'André Philip, de Grumbach et de Vincent Auriol, on peut dire que tous les éléments du programme d'action du Parti Socialiste englobent tous les problèmes qui se posent à l'attention du Parti et du pays. Nous n'avons par conséquent à apporter, au nom de nos deux fédérations du Nord et du Pas-de-Calais que de petites observations, sur quelques divergences de pensée qu'il sera facile de résoudre dans les Commissions qui se réuniront demain.

Nos observations porteront sur les milices patriotiques, sur l'unité, sur le problème des élections municipales et enfin sur les élections aux organismes centraux du Parti.

En ce qui concerne les milices patriotiques, nous devons regretter qu'il y ait eu, de la part de nos délégués au gouvernement et de nos délégués au CNR, des positions différentes. Il faudra que le Parti prenne une position nette et claire sur les grands problèmes qui nous intéressent, afin que ses délégués ne se contredisent pas, dans l'avenir.

Deux thèses sont en présence, celle du gouvernement qui pose le problème de l'autorité et qui veut éviter qu'à l'avenir des perquisitions, des arrestations ou des décisions quelconques n'interviennent, sur l'initiative de groupes de citoyens armés. Il veut centraliser dans ses mains toutes les forces de police.

Et d'autre part, il y a la thèse qui a été exposée par certains orateurs, la thèse du CNR, à savoir que les milices patriotiques sont indispensables, et on a apporté quelques arguments en faveur de leur maintien ? Par exemple, la nécessité de lutter contre la cinquième colonne.

Camarades, je crois que la cinquième colonne a été beaucoup plus un état d'esprit qu'un groupement organisé ; en tout cas, beaucoup plus une force dans le passé qu'un danger dans le présent. Elle est dispersée à travers le pays, et ceux qui ont défendu les thèses de Vichy sont aujourd'hui cachés, essayant de se faire oublier, de se soustraire à la prison, ne cherchent pas à reprendre un pouvoir qu'ils ne peuvent plus espérer reconquérir.

Par conséquent, nous pouvons dire que, contre la cinquième colonne, le gouvernement dispose non seulement de forces de police qu'on est en train d'épurer, mais aussi des FFI qui sont organisées en armée nouvelle et qu'il est facile d'appeler dans les endroits où la cinquième colonne pourrait redevenir active.

Dans ces conditions, nous pensons que, s'il est nécessaire de permettre au gouvernement de concentrer toutes les forces de police sous son autorité, il est possible quand même de dire que les citoyens qui ont composé les organisations de Résistance et les groupes de milices patriotiques doivent être vigilants et peuvent rester à la disposition des organisation de Résistance et des préfets, et qu'il est toujours possible au gouvernement de faire appel à ces citoyens, pour la défense de la République.

Nous demandons donc, au nom des fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, que le Parti prononce sur ce point et qu'il décide de donner des instructions claires à la fois à ses ministres et à ses délégués au CNR.

La deuxième question est celle de l'unité. Je crois que nous sommes tous d'accord pour dire que l'unité est souhaitable et que la classe ouvrière ne pourra remporter une victoire décisive sur le capitalisme que le jour où elle sera unie devant l'ennemi commun.

Mais, camarades, nous craignons que, lorsque nous parlons de l'unité, cela ne correspond bien souvent qu'à une sorte d'affirmation sentimentale qui ne répond pas à des possibilités immédiates de réalisation.

Ce qu'il faut éviter, c'est qu'il y ait un décalage entre les mots d'ordre que va proposer le Parti et les réalisations immédiatement possibles.

Notre Parti doit proclamer qu'il n'est pas un parti anti-Communiste. Mais, il faut que les Communistes nous le permettent. Nous entendons par là que le Parti Communiste doit lui aussi proclamer qu'il n'est pas un parti anti-Socialiste.

Par conséquent, nous n'allons pas laisser attaquer par le Parti Communiste nos hommes, notre propagande, nos mots d'ordre, notre doctrine. Il faut que, à toutes les attaques, nous répondions. Si nous ne le faisions pas, nous nous présenterions devant le pays avec un complexe d'infériorité qui ne nous convient pas et qui ne serait pas digne d'un grand parti comme le notre.

Si le problème de l'unité doit être poursuivi, nous demandons, dans ces conditions, qu'il le soit en fonction des leçons du passé et des travaux qui ont été faits, en 1935 et dans les années qui ont suivi, sur les bases que nous avions établies à l'époque, celles du respect de la démocratie dans un parti nouveau, celles du respect de toutes les valeurs humaines et de tous les peuples démocratiques, toutes choses qui sont indispensables pour le fonctionnement

d’un grand parti ouvrier qui veut construire non une République autoritaire, mais une République vraiment sociale.
Le troisième point a trait aux élections municipales. Le Parti Socialiste est en présence d’une proposition du Front National qui a été repris avec empressement par le Parti Communiste, tendant à ce que les listes de candidats soient établies au sein de grandes assemblées populaires. Et comme argument, on nous a dit : "Nous ne pouvons pas, dans la période présente, montrer que la France est divisée ; il faut que dans le monde on s’aperçoive que la France est unie dans la Résistance et forme un bloc."
Camarades, un tel argument est extrêmement dangereux, parce qu’il fournit des armes à ceux qui ont combattu la République et soutenu le régime de Vichy.
Si, dès le départ de notre nouvelle démocratie, ceux qui prétendent la soutenir la méconnaissent au point de l’amputer d’une de ses règles les plus normales qui est le libre jeu des partis, si nous doutons de la démocratie, ce sera une faiblesse dont ne manqueront pas de profiter nos adversaires, ce sera apporter nous-mêmes en elle un germe de destruction.
(Applaudissements)
D’autre part, il est certain que faire désigner des candidats dans de grandes assemblées populaires, cela ne peut être considéré que comme une plaisanterie. Il n’est pas possible que les partis puissent accepter de couvrir ainsi de ridicule la démocratie nouvelle.
Nous demandons, dans ces conditions, que le Parti en revienne à la politique traditionnelle, celle qu’il a toujours eue, même quand d’autres ne l’appliquaient pas : au premier tour, aller au scrutin en développant notre drapeau ; au deuxième tour, nous désister en faveur d’une liste composée d’hommes de la Résistance, les mieux placés.
Notre ami Daniel Mayer disait qu’au deuxième tour nous pourrions former des listes uniques, composées proportionnellement aux résultats du premier tour. Nous ne sommes pas partisans d’un tel système, et voici pourquoi. Je vous citerai deux exemples. Dans une commune, trois partis se sont prononcés au premier tour ; il y a une majorité ; comment va-t-on composer la liste ? Si les trois partis se partagent, à peu près les voix, la maire de cette commune arrivera avec une faible majorité ; il ne pourra convenablement administrer sa commune. Mais, le second exemple est plus grava encore ; c’est que, dans une commune où il y aura quatre listes, le maire finira par ne plus représenter qu’une minorité. Nous croyons donc qu’il est préférable, après un premier tour où nous allons avec notre drapeau, on s’entende pour se désister en faveur du Parti de la Résistance qui aura obtenu le plus grand nombre de voix.
C’est la proposition que font les fédérations du Nord et du Pas-de-Calais.
Le quatrième point de cet exposé aura trait aux organismes centraux et aux méthodes de travail du Parti.
Hier, nous avons été un peu surpris, je le dit très amicalement à notre ami André Philip, de constater qu’on distribuait un journal reproduisant des motions. Nous avons été surpris également, je le dis aussi très cordialement à notre ami Jaquet,

de constater que le bulletin de la fédération de la Seine donnait des résolutions qui seraient portées à la tribune du Congrès.
Camarade, nous avons dit que nous ne voulions plus de tendances. J'ai l'impression que déjà elles pourraient reparaître sous cette forme.
Si nous allons à un Congrès avec des résolutions déjà établies, il n'est pas nécessaire d'ouvrir une discussion ; chacun n'a qu'à voter selon le mandat qu'il a reçu et tout est dit.
Je prétends qu'il faut, au contraire, venir ici peur étudier les rapports des délégués du Parti et du Comité directeur. Le Congrès discute ces rapports et c'est à la suite de cette discussion que sort une motion qui exprime la volonté du Congrès et qui est propagée ensuite dans le pays.
(Applaudissements)
Une autre observation se rapporte à l'action du Comité directeur du Parti. Notre ami Daniel Mayer a fait la proposition de constituer une liste sur laquelle nous aurons à choisir les membres du Comité directeur du Parti.
Nous sommes de son avis qu'il faut mettre dans cette liste non pas les représentants d'une tendance ou d'une autre, mais les meilleurs de nos camarades, ceux de nos militants qui ont les possibilités les plus grandes à mettre au service de Parti.
Mais, il y a peut-être un danger à cela. C'est que certaines fédérations seront représentées dans cet organisme, alors que d'autres n'y auront aucun représentant.
Nous demandons que la Commission qui devra examiner demain cette question retienne ce problème et lui accorde une particulière attention. Il y a sûrement une solution à ce problème. Ce serait peut-être, à côté du Comité directeur composé d'une petite équipe de camarades qu'on peut mobiliser très facilement parce qu'ils seront à portée de la main du Secrétaire général, de constituer une assemblée un peu plus large mais encore assez souple pour pouvoir être consultée rapidement ; et d'autre part, un Conseil national que l'on réunirait sans trop de difficulté, composé de camarades des différentes fédérations ; que l'on grouperait en grandes régions de propagande à travers le pays.
(Applaudissements)
Camarades, j'en ai terminé sur les quatre questions que la fédération du Nord et celle du Pas-de-Calais voulaient porter à cette tribune. Nos fédérations sont déjà à l'action ; elles ont commencé une série de réunions publiques ; nous avons tenu des Congrès qui ont été magnifiques. Les militants du Nord et du Pas-de-Calais sont à nouveau à l'action ; ils continueront à donner au Parti leur dévouement et leur ardeur.
Trop d'amis, pendant l'occupation, voyaient la Libération sous la forme d'une fête qui apportait avec elle la fin des difficultés. Ce n'est pas tout à fait cela qu'il faut attendre, et je rends hommage à notre ami Bracke qui a eu ce mot fameux, lorsque Léon Blum arrivait au pouvoir : "Enfin, les difficultés commencent." Eh bien ! Camarades, ce mot peut être repris aujourd'hui ! "La Libération est venue

; enfin, les difficultés commencent." Elles commencent, mais nous saurons les résoudre.
(Applaudissements)

Rincent (Aube)

Camarades, la fédération de l'Aube vous demande quelques minutes d'attention.
Je n'ai pas l'intention de vous faire l'histoire de la Libération dans mon département, auquel appartenaient cependant nos camarades Pierre… et Jacques…
Je voudrais seulement vous apporter quelques suggestions qui n'ont pas encore été débattues.
Tout d'abord, dans les rapports qui ont été faits, nous avons eu le regret de constater qu'il n'est pas question de l'ancienne trésorerie du Journal et du Parti. Nous aimerions en obtenir quelques nouvelles.
Sur le recrutement, on nous propose de recruter chez les démocrates chrétiens. Qu'on les admettent, c'est possible ; mais pas en trop grand nombre, car ce serait dangereux. Tant que les curés n'adhéreront pas au deuil civil, n'admettront pas que le Populaire remplace le bulletin paroissial.
Je propose donc que les démocrates chrétiens soient quelque peu tenus à l'écart, ou qu'on leur offre une carte de sympathie à cent francs.
Avec les radicaux, sans doute… Hier, ils constituaient un groupe infirme, inorganisé dont les chefs ont disparu ou ont continué de se salir pendant la guerre.
Avec Ramadier, Georges Étienne et Paul Boncour et le programme des Socialistes de France, attention ! Ils ont commis une faute très grave, à mon sens, en quittant notre grand parti de la classe ouvrière. En luttant contre lui, qu'ont-ils produit ? Les Déat, les Marquet, les Lafaye et autres. Que tous ces gens, plus ou moins munichois, passent en tout cas par la petite porte du Parti, sans quoi nous nous trouverions incités à une grande indulgence envers certains parlementaires qui ont voté pour Pétain, mais qui souvent, par la suite, ont été traqués par la Gestapo et ont gardé un cœur sincèrement Socialiste. Cela nous inciterait à une certaine indulgence pour les camarades qui, élus en 1935, sont restés à la tête de municipalités, dans des villes de plus de 2 000 habitants, et y ont travaillé dans l'intérêt général, celui de la France résistante.
Soyons nous-mêmes. Comme autrefois, ouvrons nos portes aux adhésions librement déterminées. S'il plait à des citoyens de venir à nous, anciens radicaux, démocrates, Socialistes de France, laissons-leur faire une cure dans l'expectative et examinons ensuite leur fiches d'adhésion ; donnons leur ensuite communication de notre charte et de nos règlements, en particulier sur les cinq ans de présence dans le Parti, avant de pouvoir obtenir un mandat.
(Applaudissements)
Que devons-nous faire en face des autres mouvements ?

Collection Léo-Lagrange

Avec le Parti Communiste, c'est pour nous très simple : confiance aux organismes centraux pour établir périodiquement un texte proposant l'unité. Il ne faut pas que les fédérations gaspillent leurs efforts.
Avec les autres mouvements : Franc tireur, Combat, FN MLN, Libération ou autres, il faudra préciser ce que doivent être nos rapports avec ces mouvements. Mais, le Parti d'abord.
N'oublions pas que le contrôle du Parti doit s'exercer sur tous les actes : paroles ou écrits.
Épuration
Je crois qu'il faudrait préciser les pouvoirs du CDL et construire un code des sanctions. Il ne faut pas que la simple adhésion au RNP ou au PPF soit diversement considérée d'un département à l'autre.
Également, il faut préciser le rôle et les pouvoirs des CDL en face du Préfet et du parquet ou des services administratifs.
Il faut donner un statut aux CDL.
Ravitaillement
Le marché noir sévit toujours, quelque plus condamnable qu'avant la Libération. On dirait que lui aussi est libéré.
Puisqu'il y a une crise énorme des transports et que les moyens qui restent sont très insuffisamment contrôlés, il conviendrait, à notre avis, que les populations ouvrières puissent profiter un peu plus largement et officiellement de leur production locale.
Il faudrait également se soucier de limiter le coût de la vie.
Si le gouvernement ne prend pas des mesures assez rapides et énergiques dans tous les domaines, épuration, marché noir, ravitaillement et prix delà vie, il sera débordé par une vague de mécontentement et de démagogie qui la balancera au profit du Parti Communiste. Et vu la composition de la population française, en majorité agricole, cela se terminera par une résolution sanglante.
Le gouvernement doit agir vite et énergiquement, pour que nous puissions continuer à le soutenir. Sinon, notre présence au gouvernement perdrait sa raison d'être ; nous renierions notre programme et nous nous couperions des masses ouvrières paysannes.
Deux mots sur les élections.
Je ne crois pas qu'il faille faire des listes uniques. Mais, j'attire l'attention du Congrès sur la dualité qui pourrait exister entre la candidature Socialiste, sur liste Socialiste pure, et la candidature encore Socialiste, mais sur une liste d'un mouvement Front national, Libération ou autre.
À notre avis, il faut ici, comme toujours, tenir essentiellement et étroitement à la discipline du Parti.
Deux mots sur la propagande. Les quotidiens départementaux ou régionaux sont rares ; notre presse ne s'épanouit pas comme celle du Parti Communiste, en végétations multiples et spontanées qui habitent des permanences nombreuses et consistent souvent en une escroquerie politique. Tout cela, alors qu'une fédération comme la mienne n'attend que l'autorisation ministérielle pour faire

Fondation Jean-Jaurès

paraître un quotidien Socialiste. Je demande au Parti et à ses ministres d'intervenir, s'il le faut, pour que les Socialistes de l'Aube et sans doute d'ailleurs se sentent libres de manifester leur opinion dans la région qui les intéresse.
Et en fait de propagande, je demande que le centre du Parti nous aide puissamment et rapidement, en particulier pour les paysans, les jeunes et les femmes.
Il nous faut beaucoup de documentation et beaucoup de missionnaires à la propagande.
Et avec eux, en avant pour l'idéal généreux du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie les orateurs de leur sagesse ; nous ne sommes pas en retard
sur l'horaire que nous avions prévu.
Je donne la parole à Daniel Mayer, Secrétaire général du Parti.

Secrétaire général du Parti (Daniel Mayer)

Camarades, je ne vous ferai pas, à l'heure qu'il est, un long discours. Dans ma réponse, je tenterai de suivre l'ordre un peu artificiel qui a été indiqué par notre bureau et je le partagerai en trois chapitres : structure, programme et méthode d'action. Mais, vous vous doutez que c'est assez difficile, car vous avez pu constater vous-mêmes que les orateurs, et c'était à mon sens inévitable, ont parlé à la fois des méthodes d'action, du programme et de la structure, quelle que soit la discipline intellectuelle à laquelle ils se sont efforcés.
Il y a quelque chose de changé. Dans l'ensemble, les discours prononcés ici, n'ont pas dit, contrairement à ce que l'on a entendu dans la passé : "Je vote pour la motion a ; la fédération de tel département se prononce pour la méthode b, proposée par telle fédération." Pour la première fois et je voudrais en féliciter le comité exécutif du Parti, les délégués ont exprimé des idées qui, même lorsqu'elles étaient exclusivement des idées issues des fédérations. On n'a pas compté sur des textes venus du centre ou sur des signatures ; on peut dire que c'est le Parti Socialiste qui s'est exprimé librement.
(Applaudissements)
La structure
Et d'abord, le Comité directeur. On a semblé dire à la fois qu'il avait trop d'autorité et qu'il n'avait pas donné suffisamment de mots d'ordre.
Je crois que, en vue du Congrès, il est absolument nécessaire qu'un Comité directeur s'abstienne justement de donner aucune espèce de mot d'ordre, afin de permettre aux militants, à ce que l'on appelle un peu péjorativement la base, aux militants des sections, d'émettre des idées, et c'est ce qui a été fait tout au long d'une journée et demie de Congrès.
Je n'ai pas la prétention de reprendre une à une les interventions qui se sont produites.

Fondation Jean-Jaurès

Je voudrais simplement émettre quelques idées et souligner qui les désaccords n'étaient peut-être qu'apparents, qui nous ont opposés les uns aux autres.
Il faut un Comité directeur. Il faut que ce Comité directeur soit un organisme de travail et un organisme de direction.
Tout à l'heure, vous allez désigner des Commissions qui siégeront demain, qui travailleront, qui se mettront d'accord sur des textes. Mais, je tiens à dire qu'il m'importe peu qu'elles soient d'accord sur l'ensemble des textes qui leur seront soumis, justement parce que le Comité directeur qui sera élu ensuite ne sera pas désigné proportionnellement à des tendances. Par conséquent, il importe peu de savoir à quelle majorité telle politique aura été décidée, puisque le Comité directeur sera chargé d'appliquer la politique de la majorité et la politique de la majorité seulement.
(Applaudissements)
Cela signifie que le Comité directeur doit avoir la confiance de l'ensemble des militants et que, le Congrès s'étant prononcé - et il se sera prononcé librement - le Comité directeur aura tous les pouvoirs pour appliquer, jusqu'au prochain Congrès, sans défaillance et dans la discipline, la politique définie par le Congrès.
(Applaudissements)
C'est pourquoi je me demande si certaines propositions qui ont été faites sont sages, qui tend à demander que se soient des secrétaires fédéraux qui appartiennent au Comité directeur.
Il nous faudra, dimanche, décider de la tenue du Congrès national : il nous faudra dire quel sera l'ordre du jour, fixer la date, en tout cas, la date limite à laquelle se tiendra ce Congrès national.
Entre autres choses, nous devrons mettre à l'ordre du jour les modifications aux statuts.
Il ressort de l'avis unanime de toutes les interventions que le Parti Socialiste qui, depuis quatre ans, n'applique pas les anciens statuts, ne peut pas se mettre brusquement à les appliquer de nouveau, au moment précis où il déclare qu'il lui faut rénover ses méthodes de travail, sa structure et son organisation.
Il pourrait être entendu entre nous et je voudrais, pour des raisons matérielles, que ce soit dès ce soir, si du moins, le Congrès en décide ainsi, que nous allons désigner au scrutin de liste, par exemple 21 camarades qui formeront le Comité directeur, et que ce Comité directeur aura, jusqu'au Congrès national normal, les pouvoirs que je vais définir tout à l'heure. Il faudrait qu'il fût convenu aussi que si un incident important de la vie politique intervenait entre dimanche prochain et le Congrès, on réunirait soit les anciens comités nord et sud, soit quelque chose de l'ancien Conseil national, soit encore les secrétaires fédéraux, pour permettre, dans la mesure du possible et dans l'esprit de la plus large démocratie, de consulter l'ensemble du Parti.
Ce n'est pas là une proposition transactionnelle, mais une proposition provisoire qui tient compte des réalités, car il faudra que le Comité directeur désigné par le Congrès, applique sans barguigner la politique du Parti, décidée par vous, que

Fondation Léo Lagrange

nous déciderons ensemble, sans oublier les tâches d'organisation extraordinaire qu'il aura à mener.
Il lui faudra organiser la propagande, et, sur ce plan-là, je tiendrais vous indiquer que nous entendons rétablir le délégué permanent, mais le rétablir sous une forme différente de l'ancien.
Le délégué permanent, j'en donne ici l'assurance, ne sera plus qu'une espèce de préfet ambulant, au service du secrétariat du Parti, allant diffuser les idées du secrétaire général. Il sera au service de l'ensemble du Parti et de la politique du Parti. Il ne se promènera plus de Dunkerque à Perpignan, n'ira plus parler tantôt dans une grande ville, tantôt dans un village, mêlant la politique agricole et la politique citadine. Il sera, autant que possible, délégué dans une région pour un, deux eu trois départements, suivant l'importance. Il connaîtra par conséquent rapidement sa région ; il pourra avoir sur elle des monographies de la population à laquelle il devra s'adresser ; il connaîtra la structure du département et de, la région ; il saura quelle est la composition sociale, la nature de la population devant laquelle il aura à parler ; il pourra par conséquent avoir auprès d'elle un crédit bien assis. Il sera le truchement normal et régulier entre le centre du Parti et l'ensemble des camarades qui ne seront pas placés sous sa direction ni sous son contrôle, mais qui constitueront simplement la région qu'il aura à visiter, à administrer.
Je crois que c'est là une méthode que le Comité directeur devra étudier et appliquer rapidement.
En ce qui concerne cette structure originale, je tiens à dire, avec le maximum de franchise, à nos camarades de Toulouse que je ne crois pas qu'il faille continuer à organiser des régions importantes, munies d'un secrétariat régional qui risquerait très rapidement de devenir trop puissant. Nous voulons abolir ce qu'on a appelé les luttes de tendance, ces espèces de quelque sorte verticalement, opposaient les camarades les uns aux autres. De même, il faut éviter la création d'une sorte d'opposition sur le plan horizontal entre les régions, et il est évident qu'un secrétariat régional puissant, groupant autour de lui, au chef-lieu de la région, à l'ancienne capitale de la province, toutes les petites fédérations voisine, agglutinées autour de lui, aurait rapidement une puissance qui risquerait de l'opposer au chef-lieu voisin ou au secrétariat général.
Tout comme nous voulons supprimer les dissensions verticales, nous éviterons de créer, artificiellement, d'ailleurs, des divisions horizontales.
Nous, c'est vous, ce sont les cadres des fédérations qui se sont réunies aujourd'hui en Congrès. C'est à ceux qui, sur le plan de la région, connaissent les hommes mieux que nous ne les connaissons nous-mêmes, qu'il appartient de chasser impitoyablement de leurs rangs tous ceux qui ont failli.
Je suis d'accord avec ceux qui ont dit et je crois l'avoir répété moi-même hier, qu'il faudra que les sanctions soient directement dans la Parti et aux espoirs qu'on avait mis en lui.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Mais, soyons francs. Est-ce que vous croyez que la Résistance, c'est l'ensemble du pays ?
Est-ce que vous croyez, je vous pose la question, que la Résistance, c'est la totalité de la nation ? Non, non ! C'est le cœur, c'est l'esprit, c'est la moelle épinière, c'est le moteur ; mais ce n'est pas toute la nation.
Vous connaissez tous, dans le Parti, des hommes qui n'ont rien fait de mal, mais qui malheureusement n'ont rien fait de bien, je connais des mineurs du Pas-de-Calais qui étaient au Parti, qui y sont restés, qui étaient résistants de cœur et, d'âme, mais qui n'ont pas été actifs dans la Résistance, qui se sont contentés de faire de petites choses, de très petites choses, qui n'ont parfois hébergé qu'un soir un camarade qui se cachait. Est-ce que, parce que vous ne les avez pas connus dans les cadres actifs de la Résistance, vous allez commettre cette injustice et cette erreur de dire qu'ils ne sont pas membres du Parti ? Alors que vous savez que, parfois, dans les grandes villes, il y a eu des ouvriers qui, à leur corps défendant, étaient obligés de travailler dans des usines qui recevaient les commandes de l'ennemi, de l'Allemagne hitlérienne, est-ce que vous allez leur dire qu'ils ne sont pas membres du Parti, parce que vous ne les avec pas connus dans la Résistance de tous les jours ? Ce serait commettre une erreur et une injustice. Vous n'avez pas le droit de repousser ces hommes qui n'ont rien fait de mal.
Autant vous devez chasser ceux qui ont failli, alors qu'ils faisaient partie des cadres, autant vous devez être, non pas indulgents, mais compréhensifs pour ces hommes qui sont demeurés Socialistes de cœur et d'esprit, même si vous ne les avez pas connus quotidiennement dans la Résistance active.
(Applaudissements)
Camarades, j'aurais voulu - et personne ne l'a fait, sans doute parce que cela vous paraissait chose tellement naturelle qu'il n'y avait pas à en parler - j'aurais voulu que quelqu'un vînt dire avant moi à cette tribune : "La première grande victoire que nous avons remportée, c'est ce Congrès lui-même." J'aurais voulu que l'on dise ici que nous sommes le premier parti politique français à tenir un Congrès. Tout à l'heure, quelqu'un me disait : "On ne suit pas l'ordre prévu des travaux ; la Commission de vérification des mandats n'a pas encore rendu compte de son mandat." Je lui ai répondu ceci : "Oui, c'est moi qui ai demandé que cette Commissions ne se réunisse que dimanche." Et j'ai eu raison, camarades, de demander cela, parce que, si la Commission s'était réunie hier ou ce matin, elle n'aurait pu tenir compte de camarades qui, par suite des difficultés de transport, n'étaient pas encore arrivés mais maintenant parmi nous, venus de Corse et de l'Afrique du nord. Et lorsque, dimanche, la Commission vous fera son rapport, elle pourra vous dire que, sauf un ou deux au maximum, tous les départements de France ont été représentés à ce Congrès.
(Applaudissements)
La deuxième grande victoire que vous avez peut-être oubliée aussi et qui est le résultat du travail quotidien de la clandestinité. C'est que nous sommes officiellement, légalement reconnus comme la seule Parti Socialiste de France.

Vous ne vous rendez pas compte qu'il aurait pu se rencontrer d'autres groupements prétendants être le Parti Socialiste ? Car nous n'étions rien, quand nous nous sommes groupés ; nous n'étions rien, nous n'avions rien, nous n'arrivions qu'avec notre foie Socialiste. Aujourd'hui, nous sommes le seul Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Camarades il vous suffira de lire la presse de ce matin, qui n'est pas toujours une presse amie ; vous y verrez qu'elle a rendu compte du Congrès du Parti Socialiste.
Un seul des douze quotidiens qui paraissent n'a pas parlé de notre Congrès. Vous savez lequel. Cela ne lui portera pas bonheur, car ses militants comprendront bien qu'il a eu tort de faire le silence sur les assises d'un parti ouvrier.
Mais, une seule exception, parmi tous les journaux. Est-ce que cela ne donne pas la mesure de l'importance de cette manifestation qu'est un Congrès du Parti Socialiste ? On se rend compte de la puissance du Parti Socialiste, et ce n'est ce Congrès que s'élèvera une seule voix pour dire que nous ne sommes pas le grand parti dont je définissais hier les contours.
On a parlé de Ramadier et de Paul-Boncour. Je dois commencer par vous dire qu'on s'est trompé sur ces hommes.
Ramadier a passé son temps dans la clandestinité à dire : "Le plus grand titre de gloire de ma vie est d'avoir été le ministre de Léon Blum."
Paul Boncour est partisans des conditions telles que des camarades du Loir-et-Cher ont dit : "C'est la première fois qu'un homme quitte le Parti dans des conditions aussi honnêtes." J'avais noté tout cela pour le dire au Congrès, lorsque Jules Moch m'a apporté la lettre que voici, dont je tiens à donner immédiatement lecture, avec un certain sentiment d'orgueil, en n'oubliant pas que je parle à la tribune même où, en 1933, s'est faite la session avec l'Union Socialiste républicaine :
"Mes chers camarades, nous vous remercions de l'appel amical que vous nous avez adressé, en des termes qui nous ont particulièrement des touchés. Vous savez que, Socialistes de toujours, nous sommes restés attachés à l'enseignement de Jaurès et que nos cœurs ont dû battre à l'unisson des vôtres…
Signé : René Georges Étienne, Paul Ramadier, Paul Boncour."
(Applaudissements)
Camarades, nous venons de remettre en marche un grand parti révolutionnaire et républicain dont nous définissions hier ici même les contours. Je voudrais saluer, en lui donnant sa valeur exacte, la rentrée dans le parti ce Paul Ramadier, de Paul Boncour et de René Georges Étienne.
(Mouvements divers)

Baudiou - On s'expliquera là-dessus. Comment se fait-il que Paul Boncour, en 1928, ait refusé d'être le premier sénateur Socialiste du Tarn et soit allé se

présenter dans le Loir-et-Cher ? Il nous a laissés tomber ; jamais nous ne le lui pardonnerons. Je parle sans passion et sans haine, avec le seul souci de la vérité.

Le président - Il est bien évident que le Congrès aura à prendre une résolution là-dessus, comme sur toutes les questions qui lui sont soumises. Je vous demande donc de ne pas interrompre.

Le Secrétaire général

Camarades, il est bien évident que c'est dimanche que le Congrès se prononcera sur cette question, comme sur toutes les autres. Et qu'il décidera si Paul Boncour, Paul Ramadier et René Georges Étienne sont dignes de rentrer dans le Parti Socialiste. Mais, je voudrais quand même poser la question au Congrès.
Nous passons notre temps à dire partout que nous sommes un grand parti républicain et révolutionnaire, qui sera l'épine dorsale de la France démocratique de demain.
Est-ce que cela signifie que nous accepterons les adhésions des camarades et des gens de l'extérieur qui veulent nous l'apporter ou que nous resterons strictement entre nous ? C'est, à mes yeux, comme cela que la question se pose, et je vois, dans la rentrée de Paul Boncour et de Paul Ramadier qui ont voté contre Pétain, non pas le retour de deux unités de plus qui ne feront sans doute pas une nouvelle carrière politique dans le Parti, mais bien plutôt la rentrée de deux notariés qui seront pleinement, d'accord sur les grands problèmes intérieurs ou extérieurs, avec ceux-là même qui ne sont pas très désireux de les voir revenir. Ce que je sais, pour avoir eu des conversations avec Paul Ramadier et avec Paul Boncour, c'est qu'au moins, en matière économique et sociale, la municipalité de Toulouse a leur entière approbation.

Badiou - J'en suis charmé.

Le Secrétaire général - Il s'agit d'examiner la question sans passion. Ils demandent à rentrer dans le Parti Socialiste, pourquoi ? Est-ce que vous croyez vraiment que c'est pour y avoir des mandats qu'ils détiennent déjà ? Je tiens à signaler que Paul Ramadier et Paul Boncour ont demandé leur rentrée au Parti Socialiste après avoir été désigné à l'assemblée consultative sur une liste autre que la liste Socialiste, il est par conséquent assez mesquin, si l'on veut jouer se petit jeu, de chercher à savoir quels sont les nobles humains auxquels ils ont obéi. Il me semble en tout cas qu'il n'existe, ni pour l'un ni pour l'autre, aucun intérêt actuel à leur retour.
Pour ma part, j'ai vu la possibilité de grouper autour de nous des hommes qui ne savent peut-être pas où aller.
(Mouvements divers)
Nous avons dit et nous sommes d'accord sur ce point…
(Bruits)

Fondation Jean Jaurès

Camarades, si vous voulez avoir quelques instants de patience, je vous dirai qu'il faut étudier la carte politique de pays. Il y a, d'un côté, le Parti Communiste.
On sait ce qu'il veut. Pas toujours d'ailleurs ; disons plutôt qu'on croit savoir ce qu'il veut. De l'autre côté, il y a en gestation une sorte de grand mouvement catholique qui, s'il n'a pas la chance d'avoir à sa droite un parti conservateur, se placera, malgré lui peut-être, à la droite du pays.
Et entre les deux, il n'y a rien. La Parti Radical a été trop engagé par ses parlementaires ; il n'a pas fait suffisamment de Résistance ; il a donné trop de preuves de sa mollesse et de son incapacité, pour pouvoir prétendre légitimement à une prise de direction de quelque nature qu'elle soit. Voilà un premier élément de la véritable situation.
Le second élément, c'est que nous avons passé notre temps à dire que nous ne voulions plus qu'il existât dans le pays des corpuscules sans consistance, n'ayant aucune espèce d'influence réelle dans le pays.
(Applaudissements)
Alors, il faut être logique et je pose la question au Congrès. On a dit : "Plus de discours, des actes." Et, au moment précis où nous avons la possibilité de supprimer un de ces corpuscules et de porter une atteinte peut-être mortelle à ces partis qui ont eu sans doute à un moment donné une existence justifiable, qui ont été, dans l'échelle humaine, au niveau du placement de perle de famille, mais qui ne sont plus des partis réels correspondant aux besoins du développement du capitalisme et du machinisme, est-ce que, lorsque nous avons cette occasion de faire venir chez nous les hommes que les réalités économiques et sociales poussent au Socialisme, nous leur dirons de ne pas venir ?
Nous avons passé notre temps, avant la guerre, à dire :
"Le Socialisme existe déjà dans les choses ; il est dans le machinisme, il est dans le développement économique et social de la société ; il devient le maître exclusif de l'esprit des hommes." Et au moment où nous constatons qu'il entre dans l'esprit des hommes, est-ce que nous dirons à ceux qui veulent nous revenir et qui peuvent emmener avec eux des milliers d'hommes et de femmes, dans des conditions qui reconnaîtrons que nous sommes le seul grand parti à la fois républicain et révolutionnaire, est-ce que nous leur dirons non, ou est-ce qu'au contraire nous leur ouvrirons la porte ?
Oui, il y aura un barrage, avec des enquêtes personnelles. Mais, chaque fois que l'homme aura été un résistant, nous devrons ouvrir notre porte à deux battants et lui dire : "Votre place est dans le Parti. Entrez."
(Vifs applaudissements)
Et puisque nous parlions de ce rassemblement, je reviendrais un peu en arrière. Tout à l'heure, on a dit et on a feint de croire qu'il y avait chez nous des hommes qui voulaient faire je ne sais quelle expérience, avec les démocrates chrétiens, à des fins de fusion éventuelle, cela n'a jamais été dans l'idée de qui que ce soit.

Nous avons dit que nous voulions faire avec eux, sur le terrain économique et social, un bout de chemin, puisqu'ils acceptent un programme économique, social et international qui est celui du Socialisme.
Et un certain nombre de camarades, à cette tribune, pendant une journée et demie, ont confondu la religion et la foi d'une part, l'église et le cléricalisme d'autre part.
Nous sommes anticléricaux et nous le serons chaque fois que le cléricalisme se fera l'agent du capitalisme. Mais, nous disons que la foi et la religion sont choses privées. Beaucoup de démocrates chrétiens sont excommuniés.
Je ne citerai qu'un homme qui appartient maintenant à une de nos fédérations ; il s'appelle Morandat et nous l'avons connu dans la clandestinité sous le nom d'Yvon. Venu de Londres en France et prenant contact, lui ancien secrétaire de syndicat chrétien, avec les camarades du Parti Socialiste qu'il a aidés à écouler le Populaire clandestin sorti des presses, il s'est aperçu qu'il était plus près du Parti Socialiste que de son organisation. Il est venu à nous. Lorsque les camarades de la fédération sont venus me demander s'ils pouvaient le prendre, je leur ai répondu que non seulement il fallait le prendre, que sa place était bien dans le Parti, mais qu'il fallait dire que son ancienneté remonterait du jour où il a été parachuté sur la terre de France.
(Applaudissements)
Ce n'est pas au moment où la confédération générale du travail et la confédération française des travailleurs chrétiens font des tentatives d'unité d'action et manifestent un certain rapprochement, que le Parti Socialiste, trop souvent hélas, absent de la CGT et de ces travaux, va refuser de faire un bout de chemin avec les démocrates chrétiens, pour reconstruire la France, l'Europe et le monde.
(Applaudissements)
Voilà camarades, en peu de mots, ce que je voulais vous dire sur la structure du Parti.
Le Parti Socialiste devra porter son effort vers le redressement et la reconstruction du pays. Je le dis en insistant, car je n'ai pas entendu à cette tribune, rappeler, après André Philip, ce qu'est la situation actuelle. La France est encore en guerre. Nous l'oublions trop. La Lorraine n'est pas représentée ici, parce qu'elle n'est pas libérée. Et Naegelen nous rappelait hier départements alsaciens sont encore sous la botte hitlérienne. De même, lorsque nous quittons Paris dans quelque direction que se soit, pour aller faire une tournée de propagande, nous nous apercevons que des villes, que des villages entiers ne sont plus que ruines et tas de décombres. Le Parti Socialiste, parce qu'il est désormais un grand parti et qu'il incarne à ce titre la nation, doit se préoccuper hautement du sort de la France.
Pour cela, il faut que nous préparions notre programme économique et social et que nous le fassions entrer dans la réalité.
Il ne suffit pas d'affirmer, à des tribunes, que nous sommes partisans de la socialisation des moyens de production et d'échange ; il ne suffit pas de dire que

Fondation Jean-Jaurès

nous souscrivons au programme du Conseil national de la Résistance. Il faut que nous fournissions au pays les cadres nécessaires.
Ce n'est pas là une idée bien nouvelle.
"Un parti politique ne peut vivre réussir qu'autant qu'il a forcé des spécialistes…
L'histoire de la troisième République confirme entièrement cette vérité élémentaire. Les opportunistes se sont survécus à eux-mêmes, parce qu'ils comptaient dans leurs rangs des hommes capables de lire une loi de finances, d'établir un tarif de douane, de rédiger un texte pénal. Le défaut absolu de spécialistes a condamné et condamne encore aujourd'hui à la plus regrettable impuissance, en dépit de ces succès électoraux, le parti dit radical.
Peut-être un jour les victoires du Socialisme viendront se heurter à des difficultés semblables. Il faudrait organiser dès maintenant la division du travail…"
Ceci était écrit, en l910, par Léon Blum.
Est-ce que nous comptons actuellement parmi nous suffisamment d'hommes capables de lire une loi de finances, d'établir un tarif de douane ou de rédiger un texte pénal ?
Une des tâches essentielle du Comité directeur que vous désignerez demain sera, en accord avec le secrétariat des jeunesses Socialistes, de former, à l'image de nos camarades d'Hénin-Liétard, des écoles de cadres pour la jeunesse et aussi pour les adultes, écoles de cadres non seulement pour le Parti, mais pour le pays.
Il faut que nous fournissions au pays et au Parti qui ne peuvent pas être dissociés l'ensemble des hommes qui seront capables de reconstruire la France et de construire le Socialisme dans la France.
(Applaudissements)
Nous ferons cela en tenant compte de toutes les difficultés de l'heure.
On a parlé de la politique financière de la France. Camarades, je n'en dirai rien, parce que Monsieur Le Peroq, ministres des Finances, est mort ce matin dans un accident de voiture automobile quand celle-ci est tombée dans l'Oise.
Je tiens à dire devant le Congrès que Monsieur Le Peroq n'était pas dans nos amis politiques. Mais, c'était un résistant courageux ; c'était un Français honnête. Je tiens à rendre hommage à sa mémoire, même s'il peut paraître original dans un Congrès Socialiste où on ne le faisait pas avant la guerre, de saluer la mémoire d'un adversaire politique.
Cela ne signifie pas que nous abandonnons notre politique, dirigée contre ce qu'on appelle le système libéral. Il nous faudra veiller, au contraire, à ce que ce système ne devienne pas celui d'un autre homme demain ; il nous faudra veiller à ce que la politique qu'on voulait imposer à la France ne soit pas appliquée, et nous ne sommes pas tous d'accord, avec les conclusions qu'apportait ce matin Vincent Auriol, comme l'avait dit dans le Populaire notre camarade Jules Moch.
Il vous faudra dire, et ce sera aussi la tâche que vous allez donner à votre Comité directeur, que nous sommes partisans du programme du Conseil national de la Résistance, mais que ce programme n'est pas suffisant pour la Parti Socialiste.

Vous donnerez par conséquent cette double mission à l'organisme de direction que vous désignerez dimanche matin : "Il faudra que tu veilles avec vigilance, avec un soin jaloux, à voir se réaliser l'application complète, totale, intégrale et j'ajouterai rapide du programme du Conseil national de la Résistance. Mais il faudra, en même temps, que tu élabores les solutions spécifiquement Socialistes qui devront être non seulement proposées dans des confrontations ou des polémiques publiques, en vue de je ne sais quelles consultations électorales, mais apportées au gouvernement pour qu'il s'en inspire."
Je suis de ceux qui pensent, en accord avec mes camarades du Comité exécutif clandestin qui ont travaillé à l'élaboration du programme du Conseil national de la Résistance, que, pour arriver à une complète exécution, il faut s'inspirer des traditions et des conceptions du Socialisme lui-même et que, pour être effectif, devra se transformer, au fur et à mesure de son développement, jusqu'à se confondre, au triple point de vue politique, économique et social, avec le programme du Parti Socialiste lui-même.
Vous devez indiquer à votre Comité directeur, sans aucun doute, les têtes de chapitre sur lesquelles nous sommes tous d'accord et qui sont celles du programme de la Résistance, auxquelles vous ajouterez, selon le programme Socialiste : retour à la nation des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, du monopole des assurances et des grandes banques.
Nous acceptons ce programme, nous l'avons fait nôtre, parce que à ce moment se poursuivait le combat de tous les Français contre l'envahisseur, contre le fascisme et contre les trusts. Mais, nous avons quand même nos solutions Socialistes propres, et vous demanderez à votre Comité
directeur de les préciser, non pas à grands traits dans un manifeste tellement vague que tout le monde pourrait se dire d'accord, mais avec des précisions dans le genre des articles que Lefrançois écrivait dans le Populaire. Et il faudra que vous disiez que ces solutions sont celles du Socialisme.
Vous devais dire encore autre chose. Vous devez dire qu'il y a en France trois apôtres, trois hommes qui ont commencé la réalisation de notre programme. Ces trois hommes s'appellent Baudiou, maire de Toulouse, (?), maire de Saint Raphaël et René Robert, président du comité départemental de l'Allier et vous savez qu'ils ont pris les mesures nécessaires pour faire revenir à la commune ou au département l'ensemble des richesses abandonnées par les hommes des trusts ou des grandes compagnies.
Il faudra leur que vous donniez votre appui à leur effort, comme le secrétariat du Parti l'a déjà fait, en disant que ces mesures prises à Toulouse, à Saint-Raphaël et dans l'Allier sont insuffisantes et qu'elles doivent être suivies des grandes nationalisations qui les rendront effectives et pratiques.
(Applaudissements)
Il y a peu de chance pour que l'administration suive avec enthousiasme ou même avec plaisir les expériences de socialisation que font nos camarades. Aujourd'hui, la vie des entreprises est suspendue à des autorisations et à des déblocages, il est trop facile à une administration de supprimer ce qui lui déplaît.

C’est pourquoi le secrétariat du Parti avait demandé à Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle, de donner des instructions par tous ces comités, pour que les contingents de matières premières, de charbon et d’essence, de tout ce qui leur est indispensable, soient accordés aux entreprises dont la gestion est confiée aux travailleurs, dégagée de toute emprise capitaliste, par priorité sur toutes les entreprises capitalistes de même nature.
En même temps, nous demandions à nos camarades, de Saint-Raphaël et de Montluçon de nous fournir le maximum de renseignements sur les conditions dans lesquelles leur expérience se poursuivait.
Car il y a un danger, à cette expérience. Elle est tentée dans las conditions les plus défavorables : les matières premières n’arrivent pas ou arrivent en retard, le combustible fait défaut, on ne peut pas exécuter les commandes, etc.
Et il est à craindre, camarades, qu’on ne profite de ces circonstances pour vous créer des difficultés particulière, afin de montrer que le Socialisme ne peut pas être appliqué, parce qu’il n’aurait pas réussi dans l’Allier, à Toulouse ou à Saint-Raphaël.
Veillez jalousement, veillez avec amour autour de ces tentatives de socialisation, et faites en sorte qu’elles réussissent. Nous, sur le plan national, comme nous l’avons déjà fait, nous multiplierons les efforts pour que demain les pouvoirs publics vous aident, parce que nous savons que si, par malheur, votre expérience échouait, on s’empresserait de rejeter sur l’ensemble des solutions Socialistes l’échec d’une première expérience malheureuse.
Veillons sur le travail de nos camarades et disons, par la voix du Congrès, qu’à aucun moment on ne pourra revenir en arrière, qu’à aucun moment les entreprises socialisées ne sauraient être remises à leurs anciens patrons.
(Applaudissements)
Je ne voudrais pas, comme Valjean l’a fait cet après-midi, minimiser l’importance de la création des comités mixtes consultatifs d’entreprise qui ont été crées par le ministre du Travail. Nous savons bien que l’expérience vaudra ce que vaudront les hommes et ce que vaudra cette espèce de bonne volonté patronale sur laquelle nous ne nous faisons aucune illusion et qu’il faudra, comme Rougeron le disait, rappeler à l’ordre, d’abord par téléphone, ensuite par l’intervention des gendarmes, si c’est nécessaire.
Mais, nous ne pouvons pas oublier le rôle que joueront les délégués du Parti qui constitueront, sous la présidence du chef d’entreprise, ses comités mixtes ; nous ne pouvons pas oublier qu’outre le pouvoir consultatif qui leur est octroyé par leurs attributions en matière sociale, il y a aussi, et c’est l’innovation, le contrôle de la vie financière et de la marche générale de l’entreprise.
Camarades, est-ce que pela ne rappelle pas le contrôle ouvrier que la CGT a réclamé pendant des dizaines d’années ?
Eh bien ! Il faut le dire, ce commencement de réalisation permet, pour la première fois, aux travailleurs de contrôler la gestion financière industrielle et commerciale de l’entreprise. Il faudra donc que les Socialistes entrent plus nombreux dans les organisations syndicales pour, avec ces organisations

syndicales et en leur nom, réclamer l'application intégrale de ces mesures, et pour veiller à ce qu'un patronat de combat n'en diminue pas l'importance.
Mais, il faudra faire davantage, et je m'excuse de reprendre ici quelques-unes des formules qui ne sont pas de moi par la forme, que donnait Léon Blum dans son magnifique ouvrage "À l'échelle humaine" :
"Pour que le peuple devienne digne de la mission de souveraineté… pour le remplacer."
Par conséquent, il ne faudra pas que, dans ces comités mixtes d'entreprises, nous nous contentions de dénoncer les sabotages éventuels du patronat, saboter peut-être à notre tour. Il nous faudra veiller à l'application de cette formule nouvelle ; il nous faudra empêcher le boycottage que nous prévoyons. Il nous faudra répondre à ces mesquineries, à ces bassesses, à cette rapacité, à cette cupidité patronale et bourgeoise, par un renouveau de grandeur ; comme le disait tout à l'heure un de nos camarades, il faudra besogner, travailler, parce que c'est la France, c'est le peuple de France qui réclame notre travail.
(Applaudissements)
Voilà, camarades, sur le plan de la politique intérieure, un certain nombre de choses qui me semblent se dégager de ce Congrès.
Je les résumerai dans une formule qui se trouve dans une résolution renvoyée à la Commission par la fédération des Basses-Pyrénées :
"Nous sommes partisans de toutes les socialisations et nous sommes partisans de toutes les libertés."
J'aimerais que la Commission des résolutions, fît sienne cette formule de nos camarades des Basses-Pyrénées : toutes les socialisations et toutes les libertés. C'est, justement, la caractéristique des idées-forces du Socialisme.
Nous sommes partisans d'une économie dirigée par le peuple et pour le peuple.
Nous voulons conserver, pour le peuple et par le peuple, l'ensemble des libertés individuelles.
Et d'ailleurs, si je reprends un document qui est pour moi combien émouvant, le Populaire clandestin de septembre 1943, j'y relis que nous avons mandaté un certain nombre de camarades qui étaient, je crois Le Troquer, Tixier et André Philip, pour entrer dans ce qui s'appelait encore le comité français de la Libération nationale, et que nous leur avons donné pour mission d'obtenir au gouvernement l'établissement d'un programme comportant le rétablissement des libertés traditionnelles du peuple français, en même temps que la suppression des privilèges des grands établissements bancaires, commerciaux et industriels.
Nous sommes en train, en ce moment, si nous faisons ce que je demande au Congrès, de modifier tout simplement les résolutions qui ont été prises dans la clandestinité et ratifiés par les comités de la zone sud et de la zone nord, dans la mesure des moyens dont nous disposions alors.
Le quatrième point pour lequel nous mandations nos camarades était "La création des États-Unis du monde, par l'accession active et de toutes les nations dans la sein d'un organisme international dont la souveraineté serait supérieure à chacune des souverainetés nationales."

Camarades, je voudrais, avant d'aborder en quelques mots très brefs, au terme de cette journée de Congrès, la politique étrangère, vous faire part d'une nouvelle qui, je l'espère, sera accueillie avec enthousiasme par le Congrès.
Monsieur Winston Churchill est arrivé cet après-midi à Paris.
(Vifs applaudissements)
Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de renvoyer à la Commission des résolutions un petit texte que nous avons préparé et qui serait le salut du Congrès et du Parti Socialiste à l'homme dont nous ne devrons jamais oublier que, dès 1940… (longs applaudissements)… il a porté tout seul sur ses épaules sans armes, sans autre force que l'immense espérance de tous les peuples, de la terre opprimée, le poids d'une Résistance qui a permis la continuation de la guerre et qui nous conduira à la victoire et à la liberté. Et ici encore, j'ouvre les mémoires prophétiques de Léon Blum :
"Quand viendra le jour de la victoire commune, on saura dans quelle mesure elle est due à la résolution impitoyable, implacable de Churchill, à l'esprit de sacrifice qu'il sut insuffler à son peuple."
Camarades, je vous présente la résolution suivante que nous pourrions adopter tout de suite :
"Au moment où Winston Churchill arrive à Paris, le Congrès du Parti Socialiste tient à saluer le chef du gouvernement britannique et à lui exprimer son admiration et sa reconnaissance.
Il n'oublie pas que Churchill, dans les heures les plus tragiques, n'a jamais confondu le peuple de France avec ces criminels de Bordeaux et de Vichy.
Il n'oublie pas davantage que Churchill a été le symbole de le Résistance à Hitler, l'infatigable ouvrier de la victoire et l'ami fidèle de la France, à laquelle il a promis, dès 1940, qu'elle serait restaurée dans son intégrité et dans sa grandeur."
(Longs applaudissements. Les congressistes, debout, acclament le nom de Winston Churchill.)

Le président - La motion est adoptée à l'unanimité.

Le Secrétaire général - Il est impossible aussi que le Congrès se sépare avant d'avoir approuvé la résolution que Vincent Auriol et moi-même sommes allés remettre, avant-hier soir, au nom du comité exécutif du Parti et du groupe Socialiste à l'assemblée consultative, à l'ambassade des États-Unis.
Par cette résolution, sans entrer dans le politique intérieure d'un état étranger, fût-il ami, nous saluons, non pas pour des fins politiques quelconques, mais comme l'annonce de la fin prochaine de la guerre qu'elle nous permet de prévoir, la réélection de Franklin Roosevelt à la présidence des États-Unis.
(Longs applaudissements. Les congressistes, debout, acclament le nom de Roosevelt)
Camarade, j'ai écrit il y a quelques semaines, dans le Populaire, un article que j'ai intitulé tout bonnement SFIO. Je m'efforçais d'exprimer cette idée qui, pou

Fondation Jean Jaurès

moi, est extrêmement simple, à tel point que je me demandais comment elle pouvait être discutée, que le Parti Socialiste était obligé d'être internationaliste.
Hier, je disais devant, le Congrès que la volonté du Parti Socialiste tout entier était la reconstruction, la rénovation d'une Internationale ouvrière.
Le camarade De Brouckère, ce matin, nous a dit : "Je ferai la commission à Huysmans."
Je crois que cette commission sera tardive. En effet, pour la première fois dans l'histoire de l'Europe libérée, l'Internationale a commencé à s'exprimer, ce matin à la tribune de Congrès, et ce sera la gloire de cette assemblée d'avoir, pour la première fois depuis que Hitler s'est emparé de l'ensemble de l'Europe, réalisé cette grandiose manifestation internationale qu'est la réunion du Congrès du Parti Socialiste français.
(Applaudissements)
L'Internationale s'est reconstituée ce matin et a commencé à travailler.
L'Internationale revivra. L'Internationale n'est pas morte, et vous me permettrez, malgré tout ce qu'on en a dit, de souligner l'unanimité du Congrès sur un problème très délicat.
Nous avons applaudi le magnifique exposé de notre camarade Grumbach qui a traité un certain nombre de points particulièrement importants, sur la psychologie allemande. Nous pouvons ne pas être totalement, d'accord sur l'ensemble des considérants qu'il nous a apportés, on tout au moins sur quelques-uns d'entre eux. Mais, il a conclu comme on pourrait conclure n'importe lequel des camarades qui pourraient être en désaccord sur ces considérants, en demandant que le Parti Socialiste français réclame qu'il n'y ait, à l'encontre de l'Allemagne populaire de demain, aucune mesure de morcellement, autant annexion de territoire rhénan.
Sur ce point particulier, le Congrès sera sans aucun doute unanime derrière Grumbach, pour se rallier aux paroles de Monsieur Georges Bidault qui déclarait récemment que la France ne réclame aucun lambeau du territoire d'aucun pays.
Unanimité du Congrès pour affirmer que nous sommes un parti républicain et révolutionnaire.
Unanimité pour déclarer qu'il faudra créer une société des nations qui comprenne notamment, sur le terrain politique et économique, l'ensemble des peuples et qui dispose de moyens de coercition implacables qui seront employés, si c'est nécessaire, pour imposer aux états récalcitrants les conceptions économiques et sociales qui permettront de construire la paix.
À cet égard, je tiens à vous le dire, ce sera une des fiertés de ma vie d'avoir assisté à ce Congrès qui aura été de bout en bout, quelles que soient les thèses soutenues ici, un Congrès qui permet de dire qu'il y a vraiment quelque chose de changé.
Oui, unité totale, unité nécessaire. Et d'ailleurs, la nature elle-même ne place-t-elle pas toutes choses sous le signe de l'unité ?
Les mille petites sources qui s'écoulent de la montagne ne se réunissant dans la rivière que pour gagner l'océan vers lequel se dirigent tous les fleuves. Et le soir,

Cour Fondation Jean Jaurès

lorsque l'étoile polaire brille au firmament, c'est vers elle que se tournent toutes les petites lumières du ciel. La nature cherche l'unité, et l'homme est le chef-d'œuvre de la nature, il est donc normal que nous désirions l'unité. Unité du Parti pour reconstruire la France, Unité des démocrates pour reconstruire le monde.
(Applaudissements prolongés)

Nomination des Commissions
Le président - La parole est au Secrétaire général.

Le Secrétaire général - Camarades, nous vous proposons une série de Commissions qui se réuniront demain.
Pour la Commissions des parlementaires qui étudiera l'attitude de tous les parlementaires du Parti, nous vous proposons des camarades qui n'ont pas de parlementaire dans leur département ; nous l'avons fait volontairement. Voici leurs noms : Capdeville, Roubert, Foulon, Perrard, Wagner, Thérèse Espinadel, Roche, Rophe, Lotton, Max Briançon. Président : Verdier.

Un congressiste - Il faudrait un représentant du Tarn, à titre d'information.

Le Secrétaire général - La Commission étudiera les dossiers de tous les parlementaires, de Léon Blum à Paul Faure, par ordre alphabétique.
Les secrétaires des fédérations viendront témoigner devant la Commission de l'état d'esprit de leur fédération ; ils viendront accroître le dossier dans un sens ou dans l'autre.
La Commission rapportera devant le Congrès dimanche matin, et les membres du Congrès pourront présenter leurs observations.

Bloncourt - Je pensais que les membres du Congrès, une fois qu'ils auraient été mis an courant de l'organisation des Commissions, auraient pu manifester leur désir et participer à telle ou telle Commission. Ceci paraîtrait beaucoup plus normal que la désignation d'office. Car enfin, Daniel Mayer, tu empêches un certain nombre de camarades de participer à la Commission des parlementaires.
Quelles ont été les bases sur lesquelles on s'est fondé pour désigner tel ou tel membre de telle ou telle fédération ?
Je crois et je demande au Congrès de se rallier à cette proposition, qu'il faut permettre aux fédérations que cela intéresse d'assister aux débats de telle ou telle Commission, sans que ses Commissions soient limitées à un nombre plus ou moins grand de camarades et sans empêcher la participation des fédérations ou des congressistes à une Commission. Nous voulons que chacun puisse participer à une Commission de son choix.

Le Secrétaire général - Bloncourt se méprend sur le rôle réel de cette Commission. Il ne s'agit que d'une sorte de Commission d'étude qui rapportera

Fondation Jean Jaurès

les cas litigieux, et chaque délégué, chaque Secrétaire fédéral pourra venir à la Commission. C'est d'ailleurs la Commission elle-même qui décidera, demain matin, de sa méthode de travail et qui dira comment elle entend recevoir les observations des camarades intéressés, sur les cas litigieux. Le fera-t-elle ? Je n'en sais rien.
Des Secrétaires fédéraux m'ont demandé si les parlementaires visés pourraient être entendus. J'ai répondu que la Commission serait maîtresse de sa procédure.
Pour ma part, je crois qu'il est bon que la composition de la Commission soit faite de telle sorte que ses membres ne soient pas directement intéressés à chacun des cas. S'il en était autrement, elle n'en sortirait pas.
C'est pourquoi, je demande au Congrès de ratifier, en y ajoutant s'il le désire un ou deux noms, la composition que je viens de lui soumettre.

Badiou - Je voudrais savoir de quels principes cette Commission s'inspirera. La fédération de la Haute-Garonne a déposé une motion tendant à exclure tout parlementaire qui, en juin 1940, a voté pour Pétain. Je voudrais savoir si cette motion est adoptée.

Le Secrétaire général - La Commission qui sera en présence des cas présentés par le comité exécutif s'inspirera des principes qui ont été admis à plusieurs reprises et publiés dans le Populaire clandestin, à savoir, dans les grandes lignes, que tous ceux qui ont voté pour Pétain seront exclus du Parti ; tous ceux qui ont voté maintenu si les cas des abstentionnistes absents seront étudiés, notamment ceux des parlementaires qui étaient sur le Massilia.
Car je répète à Badiou ce que j'ai dit hier matin. L'humanité est composée d'hommes et la vérité n'est jamais aussi simple que celle que je viens d'exprimer Badiou. Par exemple, des hommes qui ont voté contre mais qui, depuis, ont failli, ne doivent pas être maintenus dans le Parti, et voilà déjà une première entorse au principe. D'autre part, vous avez admis qu'il y avait quatre camarades qui, ayant voté pour Pétain, s'étaient rachetés, qui étaient maintenus dans le Parti, parce que le comité exécutif en avait à l'époque ainsi décidé. Peut-être, quoi que, je m'élève contre cette hypothèse, la Commission dira-t-elle que le comité exécutif s'est trompé.
Nous avons, pendant trois ans et demi, passé notre temps à légiférer pour des camarades. J'ai l'impression que nous ne nous sommes pas tellement trompés et nous attendons la décision de la masse Socialiste du pays.
Nous vous proposons une liste ; nous vous disons pourquoi nous l'avons composée comme elle l'est. À vous de confirmer ou d'infirmer. Je demande au président de mettre aux voix.

Le président - Y a-t-il une opposition ?

Un congressiste - Vous avez dit que les Secrétaires fédéraux pourraient assister à la Commission. Il me paraît indispensable que le Congrès sache quels sont les cas litigieux.

Le Secrétaire général - Il y a des cas litigieux dans tous les départements ou presque. Car, au fur et à mesure que l'armée rouge avançait vers l'Allemagne et que les alliés avançaient vers Paris, les parlementaires s'apercevaient qu'ils avaient été merveilleux dans la Résistance.
Je demande à tous les Secrétaires fédéraux qui ont des parlementaires dans leur département de se mettre en rapport demain avec la Commission.

Un congressiste - Je demande d'ajouter à la liste Briançon, de l'Aveyron.

Le Secrétaire général - L'Aveyron n'ayant pas de parlementaire, on peut ajouter ce camarade.

Un congressiste - Je demande qu'on ajoute quelqu'un des Vosges.

Le Secrétaire général - C'est entendu.

Le président - Je mets aux voix la proposition du Secrétaire général, avec les adjoints proposés.
(Adopté à la quasi-unanimité)

Le Secrétaire général - Nous vous proposons une Commission féminine qui pourrait être présidée par notre camarade Marianne Rauze et qui comprendrait toutes les femmes déléguées au Congrès, toutes les femmes non-déléguées qui s'intéressent à la propagande, et, à la demande des femmes Socialistes elles-mêmes, deux ou trois camarades de mon sexe qui seraient particulièrement désireux de s'occuper de la propagande féminine.

Le président - Pas d'opposition ? Adopté.

Le Secrétaire général - Commission des jeunes : Mistral, Montel, André Viénot, Henri Noguères, Cuers, Malancrida, Florimonde Leconte, Pierre Bloch, Chragelègue, Alexandre Pique, Maurice Brassard, René l'Hospitalier, Valjean, Dechezelles, Tanguy-Prigent, Bieau, Docquiert, Des Rez, Lécutier, Lagauche, Ligou, Faggianelli, Capdeville, Deprez, sous la présidence de Jacquet.
(Adopté)
Commission de la presse : Bidoux Alexandre, Favier, Piat, Claude Valéry et tous les directeurs et rédacteurs en chef des journaux Socialistes délégués au Congrès, président : Bidoux.
(Adopté)

Fondation Jean-Jaurès

Une Commission des comités départementaux de Libération et tous les membres du Congrès appartenant aux comités départementaux de Libération.
(Adopté)
Une Commission de tous les camarades s'intéressant à la FSGT et tous les délégués s'intéressant à la question.
Une Commission composée des camarades Libération nationale.
(Adopté)
Une Commission des finances, chargée exclusivement de contrôler la gestion du comité exécutif clandestin, qui pourrait lire ainsi composée : Paricaud, Manacci, Provo, Archidice sous la présidence de Depreux.
(Adopté)
Je souligne qu'à cette Commission siègera, malgré qu'il se sente fatigué, l'homme qui a été durant je ne sais combien de décades le trésorier du Parti, notre camarade Grandvallet… (applaudissements)… qui viendra rendre ses comptes de trésorier du Parti d'avant-guerre.
Une Commission de propagande qui ne s'occupera pas de la structure du Parti, mais sera chargé exclusivement de tenir une sorte de calendrier pour l'organisation des tournées que le Comité directeur du Parti et le groupe Socialiste ont décidé d'entreprendre à partie de la fin de l'année. Cette Commission serait composée de : Robert, Pierre, Bloch, André Philip, Gernez, Just Evrard, Sibué, Jules Moch, Buttez, Verdeille, Fredel et Bordelongue, sous la présidence de Lambert.
Enfin, Commission des résolutions. Elle pourrait être ainsi composée : tous les membres du comité de la zone nord et du comité de la zone sud qui ont été, durant la clandestinité, l'armature du Parti, ceux sur lesquels nous avons tous compté et qui ont, à mon sens, en premier lieu, leur mot à dire sur la politique générale du Parti ; ensuite, nos camarades Bercegeais, Ferrat, Moutet, Guy, Auriol, Jules Moch, Grumbach, Naegelen, Masson, Lacroix, Lamarque-Cando, Bracke, Guillet, Veillard, Louis Lévy, Ballini, Lestard, Weil-Reynal, Laxar, F. Moch, Baureus, Mattei et Robien. La liste n'est pas limitative.

Un congressiste - Ceux qui ont déposé des motions.

Le Secrétaire général - Presque toutes les fédérations en ont déposé.

Un congressiste - Naccas, du Tarn-et-Garonne.

Le Secrétaire général - Entendu.
(Adopté)

Le président - Permettez-moi de vous dire, à l'issue de cette séance, que je suis heureux d'avoir assisté à un Congrès qui donne une aussi parfaite image de l'unité et qui aboutit à l'unanimité, même après que des divergences d'opinion se sont manifestées.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Demain, dans les Commissions, vous préparerez le travail de dimanche matin. Quelques-uns pourront se rappeler que c'est le onze novembre et prendre part aux manifestations qui se préparent.
Vous ne trouverez pas mauvais qu'un homme qui est depuis cinquante-huit ans dans le Parti puisse dire que la date du onze novembre lui rappelle un évènement important pour le Parti, et exprimer le vœu que l'année prochaine, le onze novembre, le Parti qui sera alors revenu dans l'opinion du monde ce qu'il doit être, pourra célébrer le centenaire de Jules Guesde.
(Applaudissements)
La séance est levée.
(La séance est levée à 21h15)

Commission de vérification des mandats
La Commission de vérification des mandats s'est réunie le onze novembre 1944, onze heures, grande salle de la mutualité. Elle a constaté que, sur cent une fédérations que comptait le Parti en 1940, quatre-vingt-seize sont actuellement reconstituées. Toutefois, en raison de la difficulté des moyens de communication ou de la situation actuelle de certaines d'entre elles, six fédérations n'ont pas pu se faire représenter, ce sont les fédérations de : la Meuse, la Moselle, la Haute-Saône, la Tunisie, la Vendée, la Vienne.
Le nombre de délégués présent s'élève à deux cent dix régulièrement mandatés. D'autre part, sur les quarante-quatre membres des organismes centraux (comité de la zone nord et comité de la zone sud dans lesquels sont compris les membres du comité exécutif) qui ont dirigé le Parti dans la clandestinité et qui ont voix délibérative dans ce Congrès, trente-six sont présents auxquels il faut ajouter les trois représentants de la délégation française de Londres (groupe de Jean Jaurès).
La Commission de vérification des mandats vous propose en conséquence de valider toutes ces délégations.
Le rapporteur de la Commission : Paul Colliette.

Action du Parti dans la Résistance

Le rapporteur (Jules Moch)

Camarades, j'ai une tâche agréable, facile et rapide à remplir. Elle consiste à vous demander d'approuver l'action de nos camarades dans la clandestinité, à les féliciter de cette action, à rendre hommage à leur héroïsme. La Commission a été unanime, sauf un membre dont il a fallu forcer la modestie, c'est, vous l'avez deviné, notre ami Daniel Mayer, de qui, contrairement à nos traditions, nous voulions faire figurer explicitement le nom dans cette motion, étant donné les services tout particuliers qu'il a rendus durant cette période tragique.
Les espagnols disaient d'Asana qu'il était le révolutionnaire modèle des espagnols qui cependant avaient déjà donné tant de preuves de leur courage. De même, on peut dire de Daniel Mayer qu'il a donné sa pleine mesure, qu'il s'est pleinement révélé homme d'action et homme de courage dans la Résistance.
(Vifs applaudissements)

Collection Jean Jaurès

La motion vise les comités, les délégations à l'assemblée et les ministres ou anciens ministres du gouvernement De Gaulle. La voici :
"1° Le Congrès national du Parti Socialiste, officiellement reconstitué après sa lutte ininterrompue dans la clandestinité, approuve pleinement l'action du comité exécutif du Parti clandestin, des comité des zones nord et sud et du délégué du Parti au Conseil national de la Résistance dont il rappelle que la constitution avait été initialement demandée par lui. Il joint à son approbation ses félicitations reconnaissantes aux animateurs de la Résistance Socialiste et, en particulier, à ceux d'entre eux qui, en sauvant l'honneur du Socialisme français, ont assumé les responsabilités les plus lourdes et les plus périlleuses, au premier rang desquels il tient à mentionner son Secrétaire général, Daniel Mayer.
(Applaudissements)
2° Le Congrès approuve le choix des sept délégués du Parti au groupe de la Résistance métropolitaine de l'Assemblée Nationale consultative et ratifie les désignations faites par son groupe parlementaire. Il exprime le regret que l'ordonnance du 11 octobre 1944 n'ait pas permis d'inclure dans l'assemblée les quatre-vingt parlementaires qui, ayant voté contre Pétain, et ceux qui, empêchés de voter par l'ennemi ou par l'usurpateur, ont fait acte de Résistance active dès le lendemain de la trahison.
3° Le Congrès, fidèle à la politique constante du Parti en présence, de circonstances exceptionnelles, persuadé de la nécessité de maintenir au gouvernement provisoire de la République le plein appui des masses Socialistes, approuve le comité exécutif d'avoir autorisé la participation au gouvernement de André Philip, de Tixier, de Le Troquer, d'Augustin Laurent, de Tanguy Prigent."
(Adopté à l'unanimité)

Commission des finances

Le rapporteur (Provost)

Camarades, c'est moins un rapport financier qu'une sorte d'approbation tacite de la situation financière du Parti, que la Commission de contrôle m'a chargé de vous demander d'adopter unanimement.
La raison, vous la connaissez. La guerre, la lutte clandestine ont eu pour conséquence d'éliminer et le contrôle et le jeu normal des écritures.
D'autre part, notre ami, Raoul Evrard, qui a assuré les fonctions de trésorier de la zone nord avec dévouement et autorité est décédé et notre camarade Suzanne Buisson qui tenait les mêmes fonctions en zone sud est en Allemagne, déportée par la Gestapo. La Commission m'a prié de leur adresser une pensée fraternelle.
La passation dés écritures s'est faite comme c'était possible en pareille circonstance. Aujourd'hui, il n'est pas dans nos moyens de vous présenter un bilan et nous pouvons dire que le Parti, malgré les charges écrasantes qu'il a assurées, tant pour la solidarité que pour le fonctionnement de ses services, a pu équilibrer son budget.

Fondation Jean Jaurès

Il ne doit rien. Peut-être est-il utile de dire que cette constatation est heureuse et que ce résultat n'a pu être atteint que par le dévouement de tous et le concours de nombreux amis généreux.
Je veux aussi traduire les sentiments de la Commission de contrôle en rendant un hommage particulier à Grandvallet.
Il a rempli sa mission avec cœur et intelligence. Les comptes qu'il nous a présentés pour les années 1939, 1940, 1941, 1942 étaient précis et clairs. Nous avons voulu le dire pour qu'au moment où Grandvallet part en retraite le Congrès s'associe à nous et le remercie pour son dévouement, sa clairvoyance et sa ténacité.
Nos amis Jaquet et Verdier, successivement trésoriers du Parti clandestin, après la mort d'Evrard et l'arrestation de Suzanne Buisson, ont dressé un bilan très complet de leur activité.
Nous voulons dire combien l'effort de solidarité a été grand, à la mesure des évènements.
Nous les félicitons chaleureusement pour le travail qu'ils ont accompli et les remercions d'avoir facilité notre tâche en mettant à notre disposition les éléments essentiels de leur comptabilité.
Le Congrès voudra, sans aucun doute, en tenant compte de la situation particulière qui a été faite au Parti durant la guerre, accepter ce rapport qui est plutôt un rapport moral de la question financière.

Gérard Jacquet

Durant la maladie de Monsieur Evrard, je fus amené à le remplacer provisoirement comme trésorier du Parti clandestin.
De décembre 1943 à décembre 1944 :
Recettes :
1° De R. Evrard :
- en décembre : trois-cent-soixante-mille (360 000) francs,
- en janvier : trois-cent-quarante-mille (340 000) francs.

Soit un total de sept-cent-mille (700 000) francs.
Il reste une somme en banque au nom de R. Evrard qu'il est encore impossible de débloquer, pour cette somme, il doit revenir environ cent-cinquante-mille (150 000) francs au Parti. La mort brusque de R. Evrard nous empêche d'apporter plus de précisions à ces comptes sur ce point.
2° De la Résistance :
- mensualité de décembre : quatre-cent-mille (400 000) francs,
- mensualité de janvier : quatre-cent-mille (400 000) francs,
- mensualité de février : quatre-cent-mille (400 000) francs,
- subvention exceptionnelle en mai : quatre-cent-mille (400 000) francs.

Soit un total de cent-soixante-mille (160 000) francs.
3° Remboursements de dépôts
- Allemagne : cent mille (100 000) francs,
- Verdier : cent mille (100 000) francs,

Fondation Jean-Jaurès

- Bastianagge : deux-cent-mille (200 000) francs,
- Ch. Dumas : cent mille (100 000) francs
- Dr Souchey : sept-cent-vingt-cinq-mille (725 000) francs.

Soit un total d'un-million-deux-cent-vingt-cinq-mille (1 225 000) francs.

Lors de son arrestation, il restait en dépôt dans la zone nord :

- cent mille (100 000) francs chez Bloncourt,
- cent mille (100 000) francs chez Madame Biondi,
- cent mille (100 000) francs chez Dizard.

4° Reçus de Suisse : quatre-cent-trente-sept-mille-six-cent (437 600) francs.

5° Reçus sommes diverses : mille-deux-cents (1 200) francs.

6° Il faut ajouter un dépôt permanent de cent-mille (100 000) francs que j'avais reçu de Raoul plusieurs mois auparavant.

En mai 1944, lors de mon arrestation, j'avais donc reçu la somme de quatre-millions-soixante-quatre-mille-cinq-cents (4 064 500) francs.

Dépenses :

Sont sorties de la caisse les sommes suivantes :

En janvier : quatre-cent-onze-mille-quatre-cent-vingt-et-un (411 421) francs,

- dont le dépôt sud-ouest (cent mille francs),
- dont le dépôt Normandie (cent mille francs).

En février : sept-cent-quatre-vingt-neuf-mille-sept-cent-quatre-vingt-et-un (789 781) francs.

En mars : sept-cent-quarante-deux-mille-cinq-cent-quatre-vingt-dix-sept (742 597) francs.

En avril : huit-cent-quatre-vingt-cinq-mille-deux-cent-cinquante-huit (885 258) francs, dont le dépôt de Bretagne (cent mille francs).

En mai : un-million-dix-neuf-mille et huit-cent-quarante-deux (1 019 842) francs, dont un prêt (cinq-cent-mille francs) à la zone sud.

Soit un total de trois-million-huit-cent-trente-neuf-mille et huit-cent-quatre-vingt-dix-neuf (3 839 899) francs.

(4 064 500 - 3 839 899 = 224 601)

Restait donc en caisse lors de mon arrestation la somme de deux-cent-vingt-quatre-mille-six-cent-un (224 601) francs qui furent donnés à Verdier.

Robert Verdier

1° Lorsque, à la suite de l'arrestation de Gérard Jacquet, j'ai reçu du comité exécutif le mandat de gérer les finances du Parti Socialiste clandestin, mon premier soin a été de dresser un bilan de la situation.

C'est ce que j'ai fait à la date du 25 mai 1944 grâce à la dispersion de nos fonds par des dépôts chez divers camarades, nous avions pu conserver une somme suffisante pour que l'action du Parti ne fût jamais interrompue.

Voici comment s'établissait ce bilan :

Dépôts :

- Bloncourt : cent mille (100 000) francs,
- Madame Biondi : cent mille (100 000) francs,

Fondation Jean-Jaurès

- Dizard : cent mille (100 000) francs.
Soit un total de trois-cent-mille (300 000) francs.
En caisse :
- Reçu des services financiers de la Résistance : trois cent mille (300 000) francs.
- Remboursement de la caisse de solidarité : cent mille (100 000) francs.
- Reste de la caisse précédente : deux-cent-vingt-cinq-mille (225 000) francs.
Soit un total de six-cent-vingt-cinq-mille (625 000) francs.
Total général : neuf-cent-vingt-cinq-mille (925 000) francs.
2° Voici maintenant le relevé des recettes et des dépenses, du 26 mai 1944 au 11 octobre 1944, date à laquelle ont été arrêtés les comptes de l'action clandestine.
Recettes
- le 7 juin, collecte du Bund : huit-mille-cinq-cents (8 500) francs,
- le 15 juin, retenu de l'avance pour le Populaire légal : cent mille (100 000) francs,
- le 16 juin, services financiers de la Résistance : deux-cent-quatre-vingt-dix-huit-mille et cinq-cents (298 500) francs,
- le 20 juin, caisse de solidarité : cent mille (100 000) francs,
- le 6 juillet, fonds venus de la Suisse : quatre-cent-mille (400 000) francs,
- le 13 juillet, collecte de Bund : mille-cinq-cents (1 500) francs,
- le 24 juillet, caisse de solidarité : deux-cent-mille (200 000) francs,
- le 25 juillet, service fin de la Résistance : cinq-cent-mille (500 000) francs,
- le 30 juillet, caisse de solidarité : cinq-cent-soixante-quinze-mille (575 000) francs,
- le 7 août, caisse de solidarité : deux-cent-cinquante-mille (250 000) francs,
- le 11 septembre, service fin de la Résistance : cinq-cent-dix-sept-mille (517 000) francs,
- le 17 septembre, service fin de la Résistance : six-cent-mille (600 000) francs.
Soit un total de trois-millions-cinq-cent-quarante-cinq-mille et cinq-cents (3 545 500) francs.
Plus l'avoir du 26 mai de la somme de neuf-cent-vingt-cinq-mille (924 500) francs, ce qui nous donne quatre-millions-quatre-cent-soixante-dix-mille (4 470 000) francs.
Dépenses
Mai : trois-cent-quarante-quatre-mille-six-cent-quatre-vingt (344 680) francs.
Juin : cinq-cent-quatre-vingt-sept-mille-cinq-cent-trente-neuf (587 539) francs.
Juillet : sept-cent-huit-mille-cent-vingt (708 120) francs.
Août : sept-cent-trente-sept-mille-six-cent-soixante-six (737 666) francs.
Septembre : sept-cent-quarante-trois-mille-huit-cent-soixante-deux (743 862) francs.
Jusqu'au 11 octobre.
Soit un total de trois-millions-soixante-et-un-mille-huit-cent-soixante-et-un (3 061 861) francs.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Envoyons un souvenir ému à la mémoire de Raoul Evrard et à notre camarade de la zone sud déportée en Allemagne.

Le rapporteur - Le président vient de faire ce que la Commission m'avait chargé de faire, je l'en remercie.
(Le rapporteur donne lecture de son rapport)
(Adopté à l'unanimité)

Le nouvel organisme central

Le rapporteur (Daniel Mayer)

Camarades, vous venez de liquider, avec approbation, le passé. Vous avez maintenant à vous occuper de. l'avenir, vous avez à accomplir l'acte qui sera peut-être, pour l'avenir du Parti, le plus important de ceux qui seront sortis de ce Congrès. Vous avez à désigner les organisations centrales, et je dois vous faire connaître sur quels principes votre Commission des résolutions s'est appuyée pour les nominations et les attributions de ce comité.
A - Composition, mode d'élection
1° Le nouvel organisme central s'appellera Comité directeur. Il sera composé de vingt-cinq membres comptant cinq années consécutives de présence au Parti, élus au scrutin secret par les délégués des fédérations au Congrès.
2° Si, au moment du vote, une délégation fédérale est incomplète, le délégué présent pourra voter pour ses co-délégués absents.
3° Tous les candidats figureront dans l'ordre alphabétique sur une liste unique imprimée par les soins du secrétariat du Parti et remise à chaque délégué pour être utilisée comme bulletin de vote.
4° Tout membre du Comité directeur décédé ou démissionnaire sera remplacé par le candidat qui aura obtenu le plus grand nombre de suffrages après les membres proclamés élus. En cas d'égalité de voix, l'attribution du siège vacant se fera au bénéfice de l'ancienneté dans le Parti.
La Commission des résolutions a estimé unanimement que le comité central doit être un pouvoir de direction et posséder en ses mains tous les moyens dont peut disposer un comité, pour assurer la direction effective et générale de la politique du Parti, en fonction et dans la limite des directives données par le Congrès.
Il faut donc que ce comité, désigné par le Congrès, ait en ses mains les attributions et les pouvoirs qui lui sont nécessaires.
La Commission des résolutions a estimé qu'il fallait que ce comité s'appelât Comité directeur, afin que ne puisse s'élever aucune espèce de contestation fondée sur la grammaire. Le Comité directeur est évidemment un comité de direction.
Il a été décidé ensuite que ce Comité directeur serait composé de vingt-cinq membres ; que ces membres seraient choisis par le Congrès ; qu'ils seraient couchés sur le papier par ordre alphabétique, sans aucune espèce de désignation autre que la qualité de membre du comité exécutif ou de membre du comité de la zone nord ou du comité de la zone sud.

J’ouvre toutefois une parenthèse pour dire que l’on a demandé, sans vouloir pour cela faire pression sur le Congrès, et cette demande a été unanime, qu’il y ait un ordre préférentiel dans la présentation, pour trois camarades : d’abord, deux femmes qui sont présentées , comme vous le dira Marianne Rauze , par la Commission des femmes qui s’est réunie hier, afin qu’il y ait officiellement deux femmes, à ce titre, dans le Comité directeur. il s’agit de nos camarades Émilienne Moreau et Andrée Marty. Ensuite, la Commission des jeunes ayant, demandé qu’un jeune soit, à ce titre, membre du Comité directeur, on a également et unanimement indiqué, dans la liste préférentielle, le nom de notre camarade Mistral.

À part cela, ordre alphabétique et démocratie la plus totale, la plus complète.

Je dois dire que, sur ce nombre de trente-cinq et sur ce mode d’élection, la Commission des résolutions, dans un premier vote, le seul d’ailleurs qu’elle ait émis au cours de la soirée, et de la nuit, n’a pas été unanime. Un certain nombre de camarades, particulièrement notre camarade Badiou de la Haute-Garonne, préconisaient un Comité directeur restreint de quelques membres, pris dans les diverses régions, pour former un organisme politique qui pourrait se réunir environ deux fois par mois. Notre camarade Badiou a été mis en minorité ; je dirai que cette minorité a été assez peu importante : vingt-cinq (25) à vingt-huit (28) voix contre six (6) ou sept (7). Je tiens à ajouter que notre camarade Badiou n’a pas persévéré dans son dessein de faire appel, au nom de la minorité de la Commission des résolutions, devant le Congrès, et qu’il a accepté, dans un souci d’unité, de se ranger à l’avis de la majorité, tout en conservant son plein droit. Ce qui prouve tout de même qu’il y a quelque chose de changé dans nos Congrès.

(Applaudissements)

Notre camarade Badiou ne l’a d’ailleurs fait que sur la promesse que vous aurez à ratifier tout à l’heure, lorsque nous parlerons de l’ordre du jour du prochain Congrès national, que les modifications nécessaires des statuts du Parti seraient mises à l’ordre du jour du prochain Congrès, et que par conséquent toute la question reste entière, dans le fond de sa pensée, en ce qui concerne la structure du Parti.

Voilà, camarades, ce que j’avais à vous dire, en ce qui concerne la nomination du Comité directeur.

Pour ce qui est de sa structure et de son fonctionnement intérieur, nous pensons que ce Comité directeur devra désigner un certain nombre de secrétaires qui seront chargés de questions particulières, j’ai cité les femmes; j’ai cité les jeunes ; il y a la propagande, il y a la presse, il y a les Commissions d’étude, il y a les liaisons indispensables avec les groupe à l’assemblée consultative, il y a toute la série des questions qui se posent et pour lesquelles vous entendrez tout à l’heure les rapports de la Commission de propagande, les vœux, les projets que nous avons pour ce qui touche à l’avenir du Parti, le travail que nous entendons fournir, la documentation que nous voulons vous envoyer. Vous le voyez, il y a place pour un secrétariat nombreux, agissant et puissant.

C’est pourquoi nous pensons que ces secrétaires, pris dans le Comité directeur, doivent avoir la possibilité, sous le contrôle et l’autorité de ce Comité directeur, de choisir et de désigner eux-mêmes les Commissions qui travailleront, autour d’eux. Je dois dire d’ailleurs que le seul fait, dans la pratique, d’avoir été candidat à une Commission, candidat sous le signe de la compétence et non de la tendance, candidat sous le signe du talent, du dévouement et aussi du temps consacré à la question, ce seul fait aura pour conséquence qu’automatiquement les candidats seront membres de la Commission pour laquelle ils auront posé leur candidature.
Par conséquent, toutes les Commissions dont je viens de vous parler : femmes, jeunes, etc. seront, si vous le voulez bien, désignées par le Comité directeur. Cela ne présente aucun inconvénient, puisque ce sont le plus souvent, des Commissions techniques chargées de travailler, et non des Commissions politiques.
Le Comité directeur, je tiens à le dire, demande, affirme et réclame pour lui toutes les responsabilités politiques de la lutte que le Congrès aura définie dans ses grandes lignes.
Voilà pour ce qui concerne les attributions.
Pour le mode d’élection, vous allez recevoir des feuilles ce vote. Vous aurez à voter de la manière suivante :
Trois voix par fédération. Si il y a des fédérations qui ne sont représentées que par deux délégués, ils disposeront quand même de trois voix.
Il y a une quarantaine de candidats. Vous aurez à marquer d’une croix les noms des candidats de votre choix.
Toutes indications pratiques sont d’ailleurs données sur la feuille de vote qui vous a été remise.
Pour ne pas faire perdre de temps au Congrès, je propose que le vote commence tout de suite, dans une salle voisine.
(Marques d’approbation)
Et comme sans doute on ne trouverait pas, dans ce Congrès, beaucoup de camarades disposés à quitter la salle pour aller s’occuper du vote, je pense que nous pourrions confier ce soin au service d’ordre que je tiens à remercier de tout le travail qu’il a fait pendant ces trois ou quatre jours.
(Applaudissements)
Je demande au Congrès de dire s’il est d’accord.
(Marques d’approbation)
Nous avons dit : trois voix par fédération. Il est entendu que le groupe Jean-Jaurès à Londres est considéré comme une fédération.
Les membres du comité nord et du comité sud voteront à raison d’une voix par membre.
C’est l’ensemble de ces dispositions qui sont visées dans le texte suivant, résumant les décisions de la Commission, en ce qui concerne les pouvoirs du Comité directeur.
B - Pouvoirs du Comité directeur

"Le Congrès décide que le Comité directeur provisoire disposera, jusqu'au prochain Congrès national, des attributions et des pouvoirs qui étaient dévolus à la CAP et au Conseil national, par les articles 37, 33, 29, 40, 41, 42, 56, 59, 63, 66, 67 et 65 du règlement du Parti."
Jusqu'au prochain Congrès national, le Comité directeur se propose de réunir, probablement à Paris, le plus souvent qu'il le pourra pratiquement, ou quand la situation politique l'exigera, les secrétaires de toutes les fédérations, en attendant que nous ayons des statuts. Il faut en effet, entre ce Comité directeur dont je viens de préciser, je pense avec l'approbation du Congrès, les attributions et le rôle, il faut entre lui et le Parti, un organisme politique qui puisse tenir compte de la position de nos camarades.
Mais, ceci est renvoyé au Comité directeur lui-même, et vous n'avez pas à en discuter maintenant.
Le lien normal entre vous et nous, entre les fédérations de province et le Comité directeur, pourrait consister en de grandes délégations permanentes régionales, en des délégués permanents, pour lesquels vous pourriez soumettre des candidatures au Parti ; ce pourrait être des camarades connaissant bien vos régions, des camarades qui feraient de la propagande dans vos régions, qui reviendraient à Paris nous indiquer vos desiderata et vos suggestions, et qui retourneraient en province, nantis des mots d'ordre et du matériel de propagande que nous leur donnerions. Ceci serait indépendant, de l'assemblée politique que constituerait la réunion des secrétaires, fédéraux.
Ce serait là une installation du Parti essentiellement provisoire, qui ne préjugerait en rien la modification aux statuts que vous aurez à mettre à l'ordre du jour du prochain Congrès national.
Voilà, camarades, l'ensemble des dispositions que nous avons à vous soumettre. Je demande à notre camarade Le Troquer de les mettre aux voix, si c'est possible, dans l'ordre, à savoir :
1° Le nombre des membres du Comité directeur ;
2° Les attributions et le rôle du Comité directeur.

Le président - Sur le nombre, vingt-cinq, nous sommes d'accord ?

Vincent Auriol - Je demande la parole. Ce n'est pas pour combattre le nombre de vingt-cinq ni l'ensemble des propositions que je prends la parole, je veux seulement faire remarquer que, sur la liste des candidats figurent les membres sortants du comité exécutif, sauf un. Le nom de l'absent, c'est celui de notre camarade Renée Blum, dont le rôle dans la Résistance a été à tous points de vue admirable.
(Applaudissements)
Mais dont le désintéressement et la modestie ne surprendront pas ceux qui la connaissent et qui l'aiment.
Je fais au Congrès la proposition suivante. Outre les vingt-cinq membres, je demanderai qu'une place spéciale soit créée et, réservée à celui dont le Congrès

a gardé, pendant toutes ces séances, un souvenir constant et affectueux, à Léon Blum et je demanderai que cette place soit occupée par Renée Blum, non seulement parce que ce geste aurait une haute valeur symbolique, mais aussi parce que Renée Blum s'en est montrée digne.
Je suis sûr que le Congrès voudra faire ce geste qui ne manquera pas de grandeur.
(Applaudissements)

Le président - Les applaudissements du Congrès manifestent son approbation unanime. La proposition de Vincent Auriol est adoptée à l'unanimité.
Sur le nombre de vingt-cinq, il n'y a pas d'opposition ?… Adopté.
Sur les attributions définies par Daniel Mayer, il n'y a pas d'opposition ?… Adopté.
Je vous recommande, en votant, de ne cocher que vingt-cinq noms ; toute liste qui comporterait plus de vingt-cinq noms serait nulle.
Il a été indique que chaque fédération disposerait de trois voix, même si elle n'a pas trois délégués. Il n'y a pas d'opposition à ce sujet ?… Adopté.

Le rapporteur - Il s'agit maintenant d'un texte qui ne fait que renforcer ce que vous avez décidé et qui consiste en la suppression de la représentation proportionnelle des tendances :
Décision modifiant l'article 19 du règlement du Parti
Le Congrès :
Constatant que la pratique de la représentation proportionnelle qui, au soin du Parti, et depuis sa fondation, a présidé d'une façon constante à la désignation des organismes d'exécution, si elle a été un bien à l'origine, car elle a permis aux anciennes organisations de se fondre complètement dans l'unité, a été très vite, par la suite, une source d'impuissance pour le Parti car elle a engendré les groupements dits de tendance et fait naître ainsi la discorde et la désunion entre militants.
Décide :
- Que les dispositions de l'article 19 du règlement du Parti joueront uniquement pour la désignation des délégués des sections aux Congrès fédéraux et la désignation des délégués fédéraux au Congrès national.
- Que les organismes d'exécution à tous les degrés de l'organisation : Commission exécutive de section, comité fédéral, Commission exécutive fédérale, organismes centraux seront nommés au vote secret par les membres des assemblées qualifiées du Parti ; assemblées de Section, Congrès fédéral, Congrès national.
Le Congrès considérant, d'autre p)art, que la liberté de discussion est entière dans la presse et dans le Parti pour les questions de doctrine et de méthode, n'interdit pas à des militants de s'entendre et de se réunir en groupements d'études ou d'affinités pour faire connaître et défendre leurs conceptions au sein du Parti, mais il rappelle que ces groupements n'ont aucune existence légale au

Fondation Jean-Jaurès

regard de la constitution du Parti et qu'ils ne sauraient se substituer aux organismes réguliers.
Le Congrès interdit en outre aux sections et aux fédérations de prendre en considération des textes de quelque nature qu'ils soient, motions, ordres du jour, etc. qui pourraient émaner de ces groupements.

Le président - Pas d'opposition ?… Adopté.

Le rapporteur - Et voici un deuxième texte :
"Le Congrès décide :
1° Que le règlement du Parti qui était en vigueur en 1940 le demeurera jusqu'au prochain Congrès, exception faite pour les parties modifiées par les dispositions nouvelles qui viennent d'être adoptées.
2° Que le Comité directeur provisoire présentera au prochain Congrès, pour servir de base de discussion, un projet de charte constitutive et un projet de statuts."

Le président - Pas d'opposition ?… Adopté.

Les Finances du Parti
Le rapporteur - Camarades, je vous demande le renvoi au Comité directeur des problèmes concernant :
- les feuilles de cotisations,
- les souscriptions pour la reconstitution du Parti,
- l'établissement et la promulgation du budget de 1945,
- le problème des retraités du Parti.

Le président - Pas d'opposition au renvoi ? Adopté.

Le rapporteur - En ce qui concerne le remboursement des frais de voyage, la Commission des résolutions m'a .chargé, unanime, de vous dire ceci : Vous n'avez pas d'argent; nous n'en avons pas davantage.

Le président - Cela ne fait pas beaucoup, comme total. Nous sommes surtout riches d'espérances.

Le rapporteur - Il n'a pas été établi de règle générale. Les relations fraternelles qui existent entre nous et le sentiment de sagesse qui nous anime nous permettent de faire appel à la raison et à l'amitié de nos camarades, surtout à leur compréhension de l'intérêt général du Parti.
S'il y a des fédérations ou des camarades qui ont besoin qu'on leur rembourse leurs frais de voyage, on le fera. Mais, s'il y en a, comme c'est certain, qui peuvent ne pas être remboursés, nous leur demandons de faire ce geste, pour ne

Fondation Jean-Jaurès

pas vider la caisse du Parti, afin que le trésorier ne fasse pas d'opposition aux mesures de propagande que nous vous demanderons tout à l'heure d'approuver.

Le président - Il n'y a pas d'opposition ?… Adopté.

Le rapporteur (Jules Moch) - J'ai à soumettre au Congrès une courte motion qui vise à ne permettre l'admission dans le Parti reconstitué que des résistants, sans toutefois fermer la porte à des camarades qui n'ont pas pris part effectivement à la lutte dans la Résistance ou qui n'y ont, pris qu'une part relativement faible, et à rétablir certaines anciennetés :
"Le Congrès, constatant que les fédérations ont procédé aux mesures d'épuration si nécessaires pour le renouvellement et la santé morale du Parti.
Décide que sont membres de droit du Parti reconstitué :
1° Les membres du Parti à la date du 16 juin 1940 qui ont milité dans les rangs du Parti clandestin.
2° Ceux qui, membres du Parti antérieurement à cette date, ont effectivement milité depuis lors dans une organisation de Résistance ou qui fournissent la preuve d'une action résistante personnelle ou de sentiments patriotiques inébranlés.
À compter du 11 novembre 1944, les adhésions de citoyens ne répondant pas à l'une des conditions précédentes ne deviennent définitives qu'après examen de chaque demande par une Commission nommée par la section intéressée, et prennent date du jour où l'adhésion est admise, sauf validation rétroactive d'ancienneté dans la Résistance.
Les bulletins d'adhésion fournis par le Parti seront établis dans tous les cas et préciseront l'ancienneté de l'adhérent."

Le président - Pas d'opposition ?… Adopté.

Les femmes Socialistes

Le rapporteur (Marianne Rauze)

Camarades, la Commission des femmes s'est réunie, faisant appel à toutes les femmes qui assistaient au Congrès. Nous avons été une trentaine, à ce Comité. Nous espérons que, dans le prochain Congrès, le nombre des femmes sera quintuplé. Nous avons mis notre Commission sous le souvenir de celle dont on nous a dit tout à l'heure qu'il fallait éviter de parler dans la presse, nous avons pensé que cette grande camarade nous protégerait, par son souvenir. Nous lui avons exprimé toute notre affection, à travers l'espace. Lorsque nous avons nommé les déléguées dont on vous parlait il y a un instant, comme candidats à l'exécutif, nous avons décidé que notre candidate, c'était l'absente, et que celle qui était nommée était intérimaire, parce que nous voulons, si on nous la rend, qu'elle retrouve sa place à notre tête.
Le rapport sur l'organisation a été présenté par notre camarade Andrée Marty-Capgras dont vous connaissez les qualités organisatrice.

Fondation Jean-Jaurès

Ce rapport s'est inspiré de données nouvelles, de procédés nouveaux, des mesures de structure nouvelles dont Daniel Mayer vous a entretenus. Car les femmes veulent collaborer à côté de vous, leurs compagnons, et avec vous; elles ne veulent pas rester en marge du Parti. Elles espèrent que vous les aiderez dans cette tâche. Le rapport sur la propagande a été présenté par notre camarade Andrée Viénot, dont vous connaissez tous la compétence et le dévouement. Elle a surtout tenu à présenter quelques modalités extrêmement neuves de cette propagande, s'appliquant parfaitement aux conditions actuelles, qui sont peut-être provisoires, mais qui sont très pressantes.
Nous avons également entendu un rapport sur l'internationale de notre camarade Marthe-Louise Lévy, dont nous savons tous qu'elle aura été, pendant son séjour à Londres, la créatrice, pour ainsi dire, de la réorganisation de l'Internationale Socialiste.
(Applaudissements)
Et, lorsque le Parti aura à envisager le choix de délégués pour les organisations internationales, je pense que toutes les femmes Socialistes, aussi bien que tous les camarades hommes Socialistes, voudront utiliser la compétence extrêmement vaste de notre camarade Marthe-Louise Lévy et la délégueront à l'Internationale.
Nous avons pensé aussi qu'il nous fallait entendre les fédérations de province, et les camarades nous ont apporté des détails sur ce que nous pourrions appeler la spécialisation de notre propagande dans les différentes régions. Cet exposé a été extrêmement instructif.
Enfin, nous avons entendu un rapport sur la Commission d'études, qui est renvoyé, avec tous nos autres rapports, au comité exécutif, pour être étudié. Car nous pensons qu'il peut servir aussi bien pour les jeunes et pour les camarades adultes hommes, que pour les femmes.
On nous a fait une promesse dont nous voudrions qu'elle pût être tenue par le Parti. Ce serait un organe féminin qui manque réellement pour notre propagande et qui pourrait s'adresser aux femmes de la campagne, aux paysannes, aux ménagères sans aucune éducation Socialiste, mais qui viendraient à nous par le truchement de cet organe, mis à leur portée.
Enfin, camarades, nous avons adopté le vœu suivant :
"Étant donné la situation entièrement (…) qui nous est commun."
(Applaudissements)

Le président - Le rapport est approuvé.

Les femmes Socialistes
Le Congrès, a adopté à l'unanimité le rapport suivant présenté par la Commission féminine :
Dans son projet de réorganisation, le Parti apportera une attention toute particulière à la question de la propagande parmi les femmes qui doit être menée avec méthode, souplesse et hardiesse, au moment où les femmes devenues électrices, vont être sollicitées par toute la propagande.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le Parti a adopté la méthode suivante :
1° À l'échelle nationale l'organisme central qui sortira du Congrès devra désigner les secrétaires pour divers postes. Un de ces secrétaires ou une secrétaire devra se consacrer entièrement à la propagande parmi les femmes.
Le Parti mettra à sa disposition un bureau et l'appareil nécessaire. Le ou la secrétaire sera chargé d'animer la propagande parmi les femmes dans tout le pays.
Il devra en outre rétablir la liaison entre les femmes de l'Internationale, organiser par exemple "La journée internationale des femmes".
Le secrétaire devra faire fonctionner des Commissions spécialisées chargés de rassembler la documentation sur les questions intéressant particulièrement les femmes. Ces Commissions seront composées de femmes et hommes que ces questions intéressent ou qui auront une compétence particulière. Les Commissions d'études seront autorisées éventuellement à titre d'information, et sous une forme à examiner par chacune d'elles, à faire appel à des techniciens qui, sans être membres du Parti, seront prêt à lui fournir un apport technique en l'absence des techniciens Socialistes.
2° Les principales Commissions que l'on pourra faire fonctionner pourront être les suivantes : études Socialistes, éducation Socialiste, loisirs, enseignement, questions syndicales, propagande, droit des femmes, etc.
3° Sur le plan fédéral et de la section, une organisation, analogue doit fonctionner. Le secrétariat fédéral et le secrétariat de la Commission comprend obligatoirement un membre homme ou femme, chargé de la propagande parmi les femmes et de leur éducation politique. Les secrétaires à l'échelle nationale ou à l'échelle fédérale. ou de la section, s'étant entourés de tous les avis des Commissions feront au Parti, à la fédération ou à la section, toutes propositions concernant la propagande parmi les femmes ou les demandes de crédit.
Après accord avec le Parti sur les buts, la méthode et la tactique de la propagande, éditions de tract, brochures et affichés, le ou la secrétaire aux questions féminines devra trouver dans l'esprit du Parti toute l'aide nécessaire.
4° Les élections - Au moment des consultations électoral féminin. À cet effet, le programme électoral du Parti, les tracts, affiches, brochures, seront rédigés avec le secrétaire aux questions féminines.
En outre, le secrétaire sera chargé de faire au Parti des propositions concrètes d'une propagande écrite ou parlée et d'obtenir des crédits nécessaires.
Dans le cas où la propagande féminine serait confiée à un homme, il devra immédiatement faire appel à des femmes pour l'assister dans son travail.
Vœu des femmes Socialistes
Étant donné la situation entièrement nouvelle, créée par la décision gouvernementale d'accorder aux femmes le droit de vote aux prochaines élections municipales,
Étant donné qu'en l'absence des prisonniers et déportés, les femmes vont former la majorité du corps électoral - soixante-et-un pour cent (61%) et par conséquent déterminer l'orientation politique du pays.

Les femmes Socialistes présentes au Congrès national extraordinaire de novembre 1944 émettent le vœu que le Parti mette en œuvre d'urgence tous les moyens dont il dispose pour animer et développer la propagande parmi les femmes en vue de les guider dans l'exercice de leurs droits et de leurs devoirs de citoyennes de leur montrer que le Socialisme est la seule doctrine qui puisse satisfaire leurs aspirations et de leur rappeler que le Parti Socialiste a été le premier à défendre leurs revendications légitimes.
Les délégués Socialistes attendent au Parti des crédits nécessaires à l'organisation de cette propagande. Il leur parait en effet indispensable que les femmes Socialistes françaises soient mises en mesure de travailler dans des conditions dignes d'elles, dignes de la SFIO, et comparables à celles qui sont offertes à leurs camarades de l'Internationale.
Elles demandent également au Parti d'envisager pour un très prochain avenir la réunion d'une conférence nationale des femmes chargées d'étudier les questions relatives aux prochaines élections, et notamment de définir les revendications féminines sur le plan municipal et cantonal.
Les femmes Socialistes françaises font solennellement appel à leurs camarades masculins. Ayant lutté comme eux et avec eux pour la défense de la France et de la République, elles leurs demandent d'apporter à l'action féminine une aide totale.
Elles les invitent en particulier à entreprendre eux-mêmes autour d'eux un travail de propagande et d'éducation susceptible d'amener au Parti des militantes averties, convaincues et dévouées à l'idéal qui leur est commun.

Jeunesses Socialistes

Le rapporteur (Bideau)

Camarades, la Commission des jeunesses m'a chargé de rapporter devant vous les décisions qu'elle a prises hier. Je serai bref, parce que je sais que les instants du Congrès sont précieux. Vous me permettrez cependant, de vous indiquer, dans les grandes lignes, comment nous avons conçu, à la Commission, l'organisation des jeunesses Socialistes.
Nous pensons que la forme mixte que nous avons connue dans le passé a donné satisfaction à tout le monde et nous demandons au Congrès d'adopter cette proposition, à savoir que nous aurons, d'une part, des délégués représentant les jeunesses Socialistes qui travailleront en commun, aux différents échelons, sur le plan national d'abord, sur le plan fédéral ensuite, sur le plan local enfin.
Il ne vous échappe pas, en effet, camarades, que c'est dans la mesure où les jeunesses et le Parti collaboreront étroitement unis que nous pourrons obtenir des résultats sérieux.
Nous avons adopté un certain nombre de motions que nous avons déposées au bureau.
La première de ces motions a trait à l'épuration de nos jeunesses Socialistes, parce que nous avons connu nous aussi nos Paul Faure, nos Paul Rives, nos Gaillard. Mais, nous pensons que l'ensemble du mouvement de la jeunesse

Socialiste n'a pas failli. Nous connaissons le rôle magnifique qu'ont joué les jeunes dans la Résistance, en particulier dans les journées glorieuses de la Libération. Nous savons quel travail ont accompli, depuis la Libération du territoire, d'abord en Afrique du nord, ensuite en France métropolitaine, ces camarades jeunes que nous connaissions par ailleurs, que nous avons rencontrés dans la Résistance et qui aujourd'hui ont apporté, au service de la jeunesse du Parti, leur foie et leur enthousiasme. Nous avons voté une deuxième motion demandant que soient reprises le plus rapidement possible les relations internationales de la jeunesse, nous pensions, hier, en écoutant De Brouckère et les camarades des fédérations sœurs qui sont venus saluer ce Congrès, qu'il y avait aussi, à travers le monde, des jeunesses Socialistes qui avaient, comme les jeunes Socialistes français, lutté contre l'ennemi, et qui avaient le désir de renouer le plus rapidement, possible les relations internationales.

Nous avons adopté un certain nombre d'autres motions qui ont trait à l'organisation des amis de l'enfance ouvrière, parce que nous n'avons pas seulement étudié hier le problème de la jeunesse Socialiste, mais le problème de la jeunesse tout court ; nous pensons qu'il y a là aussi un effort sérieux à faire. Camarades, vous avez connu les résultats satisfaisants qu'ont apportés les Faucons rouges. Je dois dire que le mouvement des amis de l'enfance ouvrière reprend et qu'il faut que nos camarades fassent encore à cet égard un effort sérieux. La jeunesse Socialiste a un rôle éducatif et un rôle politique à mener. Les Faucons rouges, les Amis de l'enfance ouvrière ont aussi un rôle pédagogique et Socialiste à accomplir. Il faut intimement lier l'action de la jeunesse à celle des Amis de l'enfance ouvrière, et je demande, au nom de la Commission de la jeunesse, que cette question soit étudiée.

Nous avons également voté une motion qui tend surtout à féliciter nos jeunes camarades. Vous avez vu, sans doute, avec une certaine satisfaction que le comité national provisoire que nous avions désigné et qui a fini sa tâche aujourd'hui, avait pris l'initiative du mouvement national qui s'appelle jeunesse. Vous pensez et vous sentez comme nous la nécessité qu'il y a à organiser, à lancer un organe national de la jeunesse, et vous avez sans doute constaté que, si tout n'est pas parfait, un effort sérieux a tout de même été accompli, et je voudrais féliciter, au nom des adultes du comité provisoire, les deux camarades qui ont plus particulièrement travaillé à ce journal. Ce sont deux tous jeunes camarades qui sont venus au Parti depuis quelque temps à peine, mais dont nous avons déjà apprécié et la foi et le dévouement. J'ai nommé nos camarades René Lhospitalier et Pic.

Camarades, je vous demande de bien vouloir adopter le rapport que nous vous présentons, et je veux vous indiquer, en conclusion, que nous avons décidé de soumettre à votre approbation qu'il y aurait quinze délégués nationaux adultes et quinze délégués des jeunesses. Les délégués adultes seront désignés par le Parti, par le Comité directeur les délégués jeunes seront désignés respectivement par leurs fédérations.

Mais, je voudrais aussi, après notre Secrétaire général Daniel Mayer, vous demander de désigner tout à l'heure, lorsque vous voterez pour le comité exécutif, notre camarade Roger Mistral. Il ne s'agit pas, camarades, de la part de la Commission, de vous imposer une candidature officielle; mais il ne vous échappera pas non plus que les camarades adultes responsables du mouvement des jeunesses Socialistes en France doivent participer aux travaux du comité exécutif, parce qu'il faut qu'il y ait une liaison que je vous demandais tout à l'heure et dont vous sentez la nécessité, entre le Parti et la jeunesse Socialiste.
Le mouvement ces jeunesses, vous savez ce qu'il est. Vous savez quels espoirs on peut fonder sur lui. S'il y avait dans cette salle des camarades qui douteraient des possibilités de la jeunesse Socialiste, je leur dirais de regarder sur cette tribune, à côté de moi : ce sera la joie et la fierté des jeunesses Socialistes de vous avoir donné le Secrétaire général du Parti d'aujourd'hui.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je mets aux voix l'adoption du rapport. Pas d'opposition ?… Adopté.
Rapport de la Commission de la jeunesse
Afin de permettre aux JS, d'être un organisme cohérent et en complet accord avec le Parti, il est indispensable de faire collaborer étroitement les responsables JS avec les délégués du Parti.
La forme administrative à donner au mouvement doit avant tout permettre une large initiative aux JS, mais d'autre part empêcher que les JS puissent discuter la ligne politique du Parti ou les problèmes pendants devant, l'opinion publique.
Les jeunesses Socialistes ont pour but essentiel d'amener les jeunes au Socialisme, de leur donner une large éducation, d'en faire des militants. Elles devront s'adresser à tous les jeunes sans aucun esprit sectaire, mais sans accepter de déviation intérieure ou extérieure.
Organisation
À la base ; le groupe est administré par un bureau composé d'un secrétaire, d'un secrétaire adjoint (auxquels seront adjoints) et d'un trésorier.
Un certain nombre de camarades du groupe, ainsi que trois membres de la section locale du Parti pour former la Commission administrative du groupe.
Pour assurer le travail par département, les groupes sont unis dans une entente ou fédération.
Administrée par un bureau formé par un secrétaire fédéral, un secrétaire à la propagande, un secrétaire à l'éducation, un secrétaire administratif et un trésorier auxquels seront adjoints huit secrétaires de groupes ainsi que huit membres de la Commission fédérale de la jeunesse du Parti qui formeront le comité fédéral.
Afin de coordonner l'action de quatre, cinq ou six fédérations, un délégué régional membre du comité national des JS aura, dans une région déterminée, tous les pouvoirs du CN et assurera la liaison comité national et fédération.

Fondation Jean-Jaurès

À la tête du mouvement siégera le comité national des JS administré par un bureau national des JS formé par deux secrétaires nationaux (un jeune et un membre de la Commission de la jeunesse désigné par le Parti) :
- le secrétaire de la Commission nationale de propagande,
- le secrétaire de la Commission nationale de presse et édition,
- le secrétaire de la Commission nationale d'éducation,
- le secrétaire de la Sous-Commission nationale de la Propagande auprès des femmes,
- le trésorier national.
Autour de ce bureau et sous la direction de leur secrétaire respectif fonctionnent sept Commissions de travail (propagande, presse, éducation, sports et loisirs, relations extérieures, internationale des JS, étudiants Socialistes).
Les membres de ces Commissions sont pris aux JS aux ES ou au Parti.
Il pourra être fait appel à des personnes non adhérentes au Parti pour siéger dans ces Commissions qu'il apparaît que ce pu être l'intérêt du mouvement (médecins, éducateurs, sportifs, écrivains, artistes, etc) à la condition que leurs sentiments républicains et laïques soient évidents.
Pour former le comité national des JS, il sera adjoint au bureau National treize délégués régionaux représentant le CN en province et chargés de coordonner l'action de leurs fédérations.
Il sera de plus adjoint à ces camarades jeunes, quinze membres du Parti désigné par le Comité directeur du Parti.
Parmi eux sera choisi le secrétaire national (adulte).

La presse
Le rapporteur (Marcel Bidoux) - Camarades, les quelques lignes que le Populaire a consacré ce matin à la réunion de la Commission de la presse qui s'est réunie hier, me permet de limiter ce rapport à quelques mots.
Nous avons eu le plaisir de nous retrouver, réunis à une trentaine de camarades, représentant l'ensemble de la presse hebdomadaire et quotidienne de province. Nous avons, sur le projet de l'agence libre de presse dont j'avais entretenu le Congrès, échangé des vues, des idées et des suggestions. Une assemblée de la presse Socialiste se tiendra à Paris, à la fin du mois ou tout au début du mois qui suivra, de manière à mettre sur pied un plan qui donnera au Parti un organisme nouveau, un organisme pratique dont il appréciera l'utilité dans sa propagande et dans sa diffusion par les journaux.
Je crois que le Congrès peut faire confiance à l'assemblée qui s'est réunie hier et qui n'a d'autre désir que d'aboutir.

Le président - Pas d'opposition ?… Adopté.

Questions agricoles

Fondation Jean Jaurès

Le rapporteur (Montel) - Camarades, je suis chargé de vous présenter le rapport de la Commission d'action agricole et paysanne, qui est née hier, après dîner. Le voici.
(Montel donne lecture de son rapport)
L'action agricole et paysanne
Le rapport ci-dessous présenté par le camarade Montel au nom de la Commission d'action agricole et paysanne a été adopté par le Congrès.
Votre Commission a tenu à souligner l'importance de la paysannerie dans tout le pays, dans le Parti Socialiste et le rôle du paysan dans la vie du pays.
En considération de cela, la Commission d'action agricole et paysanne a décidé de soumettre à votre approbation les propositions suivantes :
1° Mesures de sécurité
a) La corporation nationale et paysanne et ses annexes sont immédiatement dissoutes (groupes nationaux spécialisés, fédération nationale corporative, unions régionales corporatives, etc) partout où ces organismes subsistent encore. Leurs biens seront mis sous séquestre, en attendant d'être attribués aux organisations à créer.
b) Toute personne ayant pris spontanément une part active à la création au développement et au fonctionnement de la corporation nationale et paysanne ou de ses annexes est déclarée incapable de participer à la gestion de tout organisme agricole professionnel mutuel coopérative ou syndicat.
2°) Mesures de justice
a) Les représentations professionnelles de l'agriculture et du ravitaillement dans tous les organismes du droit public sont immédiatement révisées.
b) Les mesures expropriant les biens des traites seront appliquées aux promoteurs de la corporation nationale paysanne et aux agents qui ont spontanément participé aux trahisons perpétrées par cet organisme
c) La gestion de tous les organismes crées depuis 1940, fera l'objet d'enquêtes immédiates.
En particulier, la comptabilité de tous les organismes de la corporation nationale paysanne et de ses annexes sera vérifiée, les sommes indûment touchées par des particuliers seront reversées aux nouveaux organismes nationaux de l'agriculture.
3°) Mesures d'organisation
a) La production et la distribution agricoles seront réorganisées, en collaboration avec les représentants qualifiés des organisations de producteurs (comité d'action agricole et confédération générale de l'agriculture) et des consommateurs (confédération générale du travail et coopératives de consommation).
Cette réorganisation entraîne l'établissement d'un plan de production et de répartition des produits agricoles, assurant la liberté de production et de consommation à la ferme, compte tenu des exigences du ravitaillement général. Dans le même esprit, ce plan devra organiser la répartition des produits vendus et achetés par l'agriculture (office et contrats collectifs) de façon à relever et à

défendre le niveau de vie des travailleurs des champs et en particulier des ouvriers agricoles. Les bases de la nouvelle organisation agricole seront la mutualité, la coopération et le syndicalisme. Cette organisation, la confédération générale de l'agriculture, née dans la Résistance, représentera les intérêts économiques et sociaux de l'agriculture auprès des pouvoirs publics, dès la dissolution de la corporation.
La confédération générale de l'agriculture assurera, en collaboration avec l'enseignement supérieur agricole, la formation économique et technique des nouveaux cadres de l'agriculture.
Dès maintenant :
Il faut supprimer les Commissions d'impositions actuellement existantes.
La taxation des produits ne doit pas s'exercer à sens unique. C'est à dire que le paysan doit pouvoir à son tour acheter à la taxe.
Si la réquisition s'exerce contre le paysan au profit du consommateur elle doit s'exercer aussi à son avantage contre les trusts détenteurs de toutes les matières premières et moyens de production nécessaire à l'exploitation.
Il faut assurer la péréquation des prix à la production.
La région économique ne doit plus être un obstacle à l'échange des produits.
Un office de la viande constitué avec des représentants des producteurs, des consommateurs et de l'état peut seul résoudre les problèmes que pose la période, actuelle.
b) Au sein du secteur autonome de commerce extérieur seront crées deux sous-directeurs de l'agriculture (importations/exportations) avec les conseils correspondants.
Ces organismes réaliseront, dans la cadre du budget et du plan d'équipement d'une part les importations, et les répartitions des engrais, machines agricoles etc. que l'industrie française ne pourra fournir ainsi que les produits agricoles nécessaires à la France, et d'autre part, l'exportation des produits que l'agriculture française pourra diriger vers l'extérieur.
Seront représentées à ces conseils, outre les agriculteurs et l'administration de l'économie nationale, les administrations des colonies et du commerce et les secteurs autonomes des transports de l'industrie chimique (engrais) et de la métallurgie (machines agricoles).
c) Un office national foncier sera crée immédiatement qui devra tendre à l'expropriation des hobereaux et grands propriétaires fonciers pour qui la terre n'est qu'un placement de capital, au remembrement de la petite propriété morcelée, au développement des exploitations coopératives et à la création de villages coopératifs.
Il sera chargé, à l'origine, de gérer les biens ruraux expropriés par mesure de justice. Il recevra le statut d'un secteur autonome (voir organisation économique), son conseil sera composé de représentants qualifiés des agriculteurs (propriétaires exploitants), fermiers, métayers et ouvriers agricoles et des pouvoirs publics (agriculture, économie nationale et finances).

Fondation Jean-Jaurès

Il aura pour mission de louer les biens confisqués expropriés ou acquis et d'en fixer les conditions d'exploitations. Il aura aussi à dresser l'inventaire des biens ruraux en France et dans les territoires d'Outremer pour en assurer l'exploitation la meilleure. À ce sujet, il conviendra de dresser un vaste plan de remembrement des exploitations qui permettra une utilisation rationnelle des terres et une production accrue avec un effort moindre.
Les biens ruraux qui auront été dévolus à l'office nationale foncier ou qui aura acquis seront progressivement à la disposition des coopératives agricoles d'exploitation et des voilages coopératifs.
d) Le premier plan d'équipement de l'agriculture devra prévoir :
1° La mise en place progressive de nouveaux services de recherches et d'expérimentation (laboratoires, centres et stations).
2° La reconstruction des régions dévastées avec amélioration de l'habitat rural, à étendre à l'ensemble du pays sur les plans suivants. Cette amélioration devra porter non seulement sur la maison, mais sur tout urbanisme rural et les conditions de vie de l'agriculteur.
3° Le développement de l'enseignement agricole populaire (centres d'apprentissage et écoles départementales d'agriculture et supérieur)
4° L'équipement routier rural.
Nous avons le devoir de favoriser la création de coopératives de production, d'achat et de revente, de permettre aux paysans l'utilisation au maximum des caisses régionales et nationales de crédit agricole. La revalorisation des produits agricoles doit permettre de réduire et de supprimer même les marges bénéficiaires entre le prix imposé par la taxe et le prix payé par le consommateur. Par là, on atteindra directement le marché noir.
Voici les questions principales que dans sa conversation le ministre de l'Agriculture a signalées à notre attention et que la Commission après un très intéressant débat, a ainsi résumées et adoptées.
- Création d'une organisation professionnelle agricole réunissant tous les paysans, dirigée par des paysans élus parmi eux.
- Réforme totale des statuts du fermage et du métayage dormant en même temps que des conditions matérielles de vie plus décentes, la sécurité dans le présent et dans l'avenir aux travailleurs de la terre.
- Extensions aux cultivateurs exploitants des assurances sociales et des retraites aux vieux travailleurs.
- Création d'une caisse nationale d'assurances et de solidarité agricoles s'étendant aux calamités et aux accidents de travail.
- Création d'un statut des ouvriers agricoles assurant à ces derniers des salaires suffisants, un logement convenable et des conditions de vie meilleure, la stabilité et la sécurité dans l'emploi.
- Remembrement de la propriété rurale et amélioration des méthodes de cultures.
- Enseignement agricole postscolaire.
- Création au village des conditions d'existence matérielles intellectuelles et morales meilleures.

- Création d'exploitations coopératives dans les régions de grande culture sur de grands domaines possédés par des non-exploitants.
- Monopole des importations et des exportations par des organismes interprofessionnels permettant d'éliminer complètement les spéculateurs.
- La Commission d'action agricole et paysanne demande à ce que soient intensifiés l'électrification des campagnes et l'équipement rural.
- Que la subvention de l'état ou du département et des communes aux travaux d'utilité agricole soit inversement proportionnelle à la densité de la population.
- Enfin, ainsi que nous en ont donné l'exemple nos camarades de la Haute-Garonne, la Commission propose la confiscation des propriétés des miliciens et des Français indignes. Elle compte sur le camarade Tanguy-Prigent pour créer l'office national des engrais par la nationalisation des trusts de l'industrie chimique.

La création d'un office national du vin répond également à une nécessité. Sa mise au point exigera une étude très approfondie de la question que votre Commission est bien décidée à entreprendre et à mener à bien pour éviter à la viticulture des "chaud et froid" ces crises périodiques génératrices de désordre et de misère.

Nous avons également abordé l'étude des cultures maraîchères et des primeurs. Ces importantes questions exigent une minutieuse attention et une ample information que nous avons pu recueillir mais que nous réunirons dans le moindre délai.

Le président - Il n'y a pas d'opposition ?… Adopté.

Les élections municipales

Le rapporteur (André Philip)

Camarades, à la Commission, nous avons pris position contre toute idée de liste unique ou de désignation des candidats sur la place publique.

(Applaudissements)

Nous savons, en effet, ce qu'ont représenté, ce que représentent pour la démocratie les conquêtes de la République, au sujet du vote secret. C'est la possibilité du vote secret qui est la garantie de la sincérité de la consultation électorale.

Par ailleurs, nous pensons que si l'on procède à des élections, c'est afin que le peuple consulté exprime son opinion sur l'ensemble des candidats qui sont soumis à son suffrage, et qu'il est par conséquent nécessaire qu'au premier tour il y ait une liberté complète et totale dans la présentation de ces candidats.

(Applaudissements)

Nous pensons que, si l'on essayait d'établir au premier tour une liste dite unique, il arriverait ce qui, s'est produit à Vichy où, quand on a voulu constituer le parti unique, il y en a eu tout de suite plusieurs, parce qu'il y avait plusieurs candidats au secrétariat général du parti unique : nous aurions, en réalité, plusieurs listes dont chacune serait dite unique, et de toute façon, essayer au premier tour

d’établir un équilibre ou de faire un dosage entre les différents éléments de la Résistance apparaît comme une impossibilité, plus qu’un des avantages des élections municipales et cantonales serait précisément de permettre au peuple d’exprimer avec clarté l’influence réelle de chaque parti et de chaque mouvement de la Résistance et de mesurer l’audience effective qu’il a auprès de l’opinion publique. Nous sommes donc opposés au principe des listes uniques.
Nous estimons que le Parti doit essayer, partout où cela est possible, de présenter lui-même ses listes complètes de candidats. Mais, en même temps, reconnaissant les situations locales ou régionales qui peuvent se présenter, nous donnons latitude aux fédérations, partout où cela paraît nécessaire, de faire, non pas une liste unique, mais des listes communes avec tel ou tel parti, tel ou tel mouvement de Résistance qui, dans l’esprit d’une libre démocratie, accepte les principes du Socialisme.
(Applaudissements)
Ceci, pour le premier tour, étant entendu qu’au second tour toutes coalitions seraient possibles, en vue de faire échec à la réaction et d’assurer le succès de l’ensemble de la Résistance.
Voilà, camarades, la position qui a été prise par la Commission des résolutions sur ce point. Et voici les deux motions que nous vous soumettons :
Première motion :
"Le Congrès charge le Comité directeur provisoire de mettre à jour le. programme municipal du Parti, en vue de ces élections.
En outre, il lui donne mandat d’établir une documentation à l’usage des candidats et de mettre un matériel de propagande à la disposition des sections et des fédérations."
Deuxième motion :
"Le Parti Socialiste affirme son hostilité à toute liste unique ainsi qu’à toute désignation (…) et assurer le succès de la Résistance."
(Adopté)
Les élections municipales et cantonales
A - Programme et documentation
Le Congrès a pris la décision suivante : Le Congrès charge le Comité directeur provisoire de mettre à jour le programme municipal en vue de ces élections. En outre il lui donne mandat d’établir une documentation à l’usage des candidats et de mettre un matériel de propagande à la disposition des sections et des fédérations.
B - La tactique
La motion suivante rapportée par Philip au nom de la Commission des résolutions a été adoptée à l’unanimité.
Le Parti Socialistes affirme son hostilité à toute liste unique ainsi qu’à toute désignation de candidats sur la place publique par la population.
Il estime, en effet, que le corps électoral doit être appelé à exprimer librement son choix entre les divers candidats qui lui sont présentés dans les conditions prévues par les lois républicaines (vote secret, enveloppe, isoloir, etc) toute liste

Fondation Jean-Jaurès

unique aurait pour seul résultat de réduire la participation au vote et d'ôter sa signification au scrutin.
Le Congrès recommande à ses sections de présenter des listes complètes de militants aux prochaines élections municipales et cantonales, chaque fédération étant libre de constituer dès le premier tour des listes communes avec les organisation ou partis résistants qui, dans l'esprit d'une libre démocratie, acceptent les principes du Socialisme.
Au second tour, toute coalition sera autorisée qui paraîtra nécessaire pour faire échec à la réaction et assurer le succès de la Résistance.

Les rapports du Parti avec le mouvement de Libération nationale

Le rapporteur

Camarades, vous savez que des négociations et des conversations ont été engagées depuis quelque temps par le comité exécutif avec le Comité directeur du mouvement de Libération nationale.
Celui-ci, à l'issue de son Congrès, a fait diverses propositions à divers mouvements et partis, parmi lesquelles des offres de discussion avec le Parti Socialiste.
Le Congrès doit répondre aux propositions qui lui ont été faites ; il doit dire son opinion ; il doit dire s'il approuve ou s'il désapprouve l'initiative qui avait été préalablement prise par le comité exécutif du Parti.
Nous avons pensé, à la Commission des résolutions, qu'il était nécessaire désapprouver les initiatives prises jusqu'ici par notre comité exécutif d'engager le Comité directeur à poursuivre les discussions et conversations, en lui laissant toute liberté et toute latitude d'agir selon la façon dont les événements se présenteront et selon ce que l'on trouvera comme possibilité avec nos divers interlocuteurs, qu'il s'agisse du MLN dont la proposition nous a actuellement saisis, ou qu'il s'agisse de tout autre mouvement de Résistance qui pourrait se trouver dans des conditions semblables.
C'est pourquoi votre Commission des résolutions vous propose le texte suivant :
Le Congrès, saisi par l'ordre du jour du Congrès MLN, de la proposition de continuer les négociations engagées, mandate le Comité directeur en vue de poursuivre les conversations et de rechercher les possibilités d'accords tant avec le MLN qu'avec toute autre organisation de Résistance animée d'un esprit démocratique et Socialiste.

Le président - Pas d'opposition ?… Adopté.

Unité du monde du travail

Le rapporteur (Jules Moch)

Camarades, j'ai à vous proposer une résolution qui n'a pu être soumise que ce matin à la Commission des résolutions.
Elle est fondée sur cette constatation que chacun de vous a pu faire et que tant d'hommes qui ne sont pas Socialistes font presque à leur insu, à savoir que les

Commission Jean-Jaurès

événements eux-mêmes amènent aux solutions Socialistes. Et nous savons aussi que ces solutions ne seront réalisées en régime démocratique que si elles sont non seulement imposées par les événements, mais encore acceptées et réclamées par la grande masse des citoyens de la nation.
Cette volonté des masses est nécessitée par la division des partis qui les représentent, et c'est pourquoi nous pensons que l'unité est aujourd'hui plus nécessaire que jamais.
Le Parti l'a compris depuis longtemps, les causes de la divergence initiale de l'isolement de la Russie de la communauté internationale, de l'isolement corrélatif du Parti Communiste de la communauté française, se sont depuis longtemps atténué, ont disparu.
Dans la clandestinité, les deux partis ont lutté parallèlement si chacun d'eux peut dénombrer une longue et douloureuse liste de morts qu'on n'a pas le droit d'opposer les uns aux autres, car ils sont tombés pour la même cause.
(Applaudissements)
D'où l'offre du comité exécutif du parti clandestin au Comité directeur du Parti Communiste clandestin, faite à l'époque de la pire réaction, dans les conditions périlleuses que chacun connaît, d'où aussi la renouvellement de cette offre que la Commission des résolutions vous propose de faire, dans la première assemblée que tient le Parti, revenu à la vie publique officielle.
Voici cette motion :
Le Parti Socialiste renouvelle sa volonté d'unir tous les travailleurs intellectuels et manuels en une seule et même organisation passionnément attachée à la défense de la patrie, des libertés démocratiques et du Socialisme.
L'unité des travailleurs a existé dans le monde à une époque moins tragique et où l'on ne percevait pas aussi clairement les possibilités, l'imminence et la nécessité d'une transformation sociale. Elle a été brisée sur des divergences et pour des raisons qui, sérieuses à l'époque, ce sont progressivement atténuées et ont, aujourd'hui, pratiquement cessé d'exister. Il faut la reconstituer dans l'intérêt du travail, de la France et de la paix.
Le Parti Socialiste renouvelle solennellement au Parti Communiste français avec sa loyauté et sa traditionnelle bonne foi l'offre d'unité déjà faite dans la lutte clandestine.
(Applaudissements)

Le président - Le Congrès est unanime à applaudir et à adopter les conclusions de Jules Moch.

L'unité ouvrière internationale
Daniel Mayer - Après l'unité ouvrière française, l'unité ouvrière internationale, je ne commenterai pas le texte suivant :
Le Congrès proclame la nécessité d'une reprise des relations entre sections de l'Internationale, dont l'activité est indispensable, en vue de l'organisation de la paix par l'union des travailleurs de tous les pays.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Pas d'opposition ?… Adopté.

Le président

J'ai à vous lire un certain nombre de lettres reçues par le bureau du Parti :
Du parti social-démocrate allemand :
"Nous aurions espéré (…) du sol national."
(Applaudissements)
Du Parti Socialiste autrichien :
"Nos camarades, Autriche (…) l'Internationale Socialiste."
(Applaudissements)
De la conférence américaine du travail : (…).
Du comité exécutif du parti social-démocrate de Roumanie : (…).
Un télégramme de nos camarades du parti social-démocrate : (…).
Des Socialistes juifs de Pologne : (…).
Du Parti Socialiste de Londres : (…).
Un message de douze pays européens, avec la signature de notre camarade du Labour party.
J'indique à ce sujet que votre Commission des résolutions, unanime, vous demande d'envoyer un message d'affectueuse sympathie à Jeanne Dormoy, sœur de notre camarade Marx Dormoy, assassiné.
(Applaudissements)
Elle vous demande également, d'envoyer un message de sympathie à la citoyenne Camel, épouse de notre camarade Camel, assassiné.
(Marques d'approbation)

Un congressiste - Je voudrais savoir pourquoi la Commission ne parle pas de l'abrogation de la loi scolaire de 1942 qui accorde une subvention annuelle de sept-cent-mille (700 000) francs aux écoles privées et pourquoi il n'est pas question de la nationalisation de l'enseignement.
(Applaudissements)

Une congressiste - J'ajoute que le curé est toujours au lycée ; il faudrait demander qu'il n'y soit plus. Le curé peut y faire sa propagande, ce qui est inadmissible. Il faut que chacun soit libre d'aller à l'église. Mais il faut aussi qu'on puisse aller au lycée sans y rencontrer le curé.

Le rapporteur (François Moch)

Nous allons être dans l'obligation de faire quelques commentaires. Je vous ai dit que l'accord s'était fait facilement à la Commission. Je vous signale que cette motion a été rédigée par trois camarades dont un instituteur qui représentaient, je crois, les grands courants des préoccupations actuelles en France.

Fondation Jean Jaurès

Il y a, me semble-t-il, deux grands courants de l'opinion républicaine et dans l'opinion Socialiste française.
Nous rencontrons d'abord des républicains chez qui les derniers événements ont réveillé la passion de la laïcité, ce qui se conçoit parce que, pendant les quatre années que nous venons de vivre, vous savez à quel point le cléricalisme allait tenter de profiter de la présence de ses hommes au pouvoir.
Mais, lorsque nous vous parlons dans ce texte des amitiés que nous avons pu nouer dans le coude à coude c'est pour beaucoup d'entre nous et pour ceux qui l'ont rédigé, en particulier, c'est à une expérience vécue que nous faisons allusion.
Je pense notamment à un capitaine que j'ai connu, au temps de la mobilisation, qui était, dans le fort où nous nous trouvions à ce moment-là, le seul officier avec lequel je me trouvais d'accord presque sur tous les points, et ce capitaine, dans le civil, était curé.
Quand je parle d'accord, il ne s'agit pas d'un accord superficiel et ce n'est pas pour esquiver la question. Car je me rappelle, cherchant ce qui pouvait nous diviser, avoir évoqué avec lui les incidents dont on nous avait parlé au Congrès de Nantes : les instituteurs à qui des paysans, sur l'injonction du curé, refusaient ce donner du lait pour leur enfants ; je me rappelle avoir évoqué avec lui les horreurs de la répression de Dollfuss, en Autriche ; la potence où l'on avait pendu (…) et devant laquelle on obligeait sa femme à se promener chaque jour, dans la cour de la prison ; je me rappelle que cela soulevait de sa part la même indignation qui était, la mienne.
Nous avons pu ignorer jadis qu'il y avait de tels hommes en face de nous, et ces hommes ont pu ignorer aussi ce qu'était le Socialisme. Aujourd'hui, nous le savons et nous n'avons pas le droit de l'oublier.
Je vous ai parlé de deux courants de tendance. Je n'ai pas insisté sur le premier qui était évident ; j'ai insisté un peu plus sur le second qui apporte peut-être quelque chose de nouveau à certains camarades.
Mais, il est indispensable, que la motion que nous allons voter, tienne compte de ces deux courants.
C'est pourquoi nous avons parlé de la laïcité avec force, puisque nous avons repris les termes mêmes de la motion de 1929, mais nous en avons parlé avec justice et avec sérénité, parce que la force, sans la justice et la sérénité, n'est que de la tyrannie. Nous avons parlé de lois que nous voulions acceptables pour tous.
Notre Parti reste un parti révolutionnaire, et, nous savons bien qu'au moment d'une révolution les lois nouvelles qu'on impose ne sont pas acceptables pour tous ; nous savons ce qu'ont été les batailles contre le cléricalisme et contre le boulangisme. Mais, de telles crises ne pouvant se terminer que par une phase brutale, où la majorité impose sa volonté à la minorité, à une minorité qui peut être forte. Or, une République à laquelle s'opposerait une minorité puissante serait une République…
(Bruits, cris : Au vote ! Au vote !)

Camarades, je voudrais vous demander de réfléchir, avant de demander un vote sur cette importante question. Si vous voulez voter une motion sur la question dont on a parlé, faites un texte séparé, mais ne mêlons pas cela à la grande motion de laïcité…
(Bruit. Cris : Si, si !)

Le président - Camarades, n'interrompez pas. La liberté de discussion est entière. On a déjà exprimé des critiques et formulé des vœux dans la calme ; je demande au Congrès de rester digne.

Le rapporteur - Ce Congrès est la première grande manifestation publique d'un grand parti, après la Libération, je voudrais que cette première manifestation, dans laquelle on a beaucoup parlé d'une rénovation du Parti, reste empreinte d'une certaine volonté de sérénité. Je vous ai demandé cela parce que je le croyais juste ; je le demande aussi parce que je le crois sage.
Camarade si, nous avons voulu une grande mesure, parce qu'elle était juste, c'est le vote des femmes. Mais, en l'acceptant, nous avons accepté aussi un risque redoutable pour l'avenir. Les femmes souffrent et sentent les injustices comme les hommes ; mais il y a des choses qu'elles ne sentent pas toujours comme les hommes. Nous pouvons les avoir avec nous dans les batailles sociales ; nous pouvons avoir avec nous des hommes.
Comme celui que j'évoquais tout à l'heure. Mais, déjà trop la bataille serait dure pour que nous cherchions à l'aggraver sur le meilleur des terrains. Nous n'avons pas, par sagesse, choisi comme premier sujet de bataille celui que vous choisiriez si vous votiez la proposition qu'on vous apporte. Je vous demande, camarades, de voter la motion que propose la Commission ; je demande à vous tous de la voter avec nous. Et vous pourrez, en un texte séparé, revenir sur cette question des crédits à l'enseignement libre.
(Protestations)
Camarades, je vous le demande, parce que je suis convaincu que, en ne le faisant pas, vous iriez à l'encontre de ce que vous voulez vous-mêmes. Vous donneriez, en effet, aux citations que nous avons placées en tête de cette motion, un sens qu'elles n'ont pas. Elles affirment la continuité de notre pensée et elles orientent l'action des hommes à qui vous donnerez votre confiance tout à l'heure. Ne faites pas, en vous séparât d'elles et, en indiquant qu'elles n'ont pas leur sens plein, que ce texte soit, un coup de chapeau.

Le président - Deux amendements ont été déposés. Je donne la parole à leur auteur.

Lavoquer

Camarades, au nom des fédérations de Bretagne, de Tarn-et-Garonne, de la Lozère, et d'autres encore, nous qui sommes dans un pays où la lutte cléricale contre la laïcité est particulièrement vive, où d'autre part la Résistance a été

Fondation Jean-Jaurès

particulièrement énergique et où nous avons connu le coude à coude avec des croyants sincères en même temps qu'avec des instituteurs, nous ne pensons pas mettre en danger l'unité de la Résistance, en proposant l'adjonction suivante à la motion proposée par la Commission :
Quelles que soient les alliances envisagées, il est bien entendu que le Parti Socialiste pose comme condition essentielle le respect intégral de la laïcité. Il affirme que la nationalisation de l'enseignement est une des conditions nécessaires au maintien de l'unité française.
Il demande la suppression de la loi scolaire de 1942 accordant une subvention annuelle de sept-cent-millions (700 000 000) de francs aux écoles privées.
(Vifs applaudissements)

Le président - Je crois être un président impartial en constatant que c'est la quasi-unanimité qui, par ses applaudissements, a adopté l'adjonction proposée par Lavoquer.
En conséquence, les conclusions de la Commission et le texte de Lavoquer sont adoptés.

La propagande

Le rapporteur (Lambert)

Camarades, c'est au nom de la Commission de propagande, unanime, que je vais rapporter les propositions et suggestions que cette Commission fait au Congrès, en ce qui concerne la propagande à effectuer dans le pays, pour le Parti.
Tout d'abord, nous tenons à indiquer que nous désirons que le Parti se serve, pour sa propagande, des moyens publicitaires les plus modernes. Nous désirons ne plus voir sur les murs de France de ces affiches trop longues que personne ne lit ; nous désirons que les tracts rédigés par le Parti soient faits d'une façon très lisible et compréhensible par tout le monde.
Nous avions approuvé ce qu'a déjà fait le comité exécutif, en matière de propagande. Entre autres, le comité exécutif a décidé de remettre à chaque délégué des fédérations un questionnaire qui nous permettra de constituer, pour le Parti, une documentation sur la construction des fédérations.
Nous avons également décidé de donner aux secrétaires fédéraux un questionnaire qui sera à distribuer dans les sections, pour permettre la constitution d'un fichier central du Parti.
Quant à ce qui a été réalisé pour la propagande, la Commission tient à manifester sa satisfaction pour la présentation des brochures de propagande qui ont été diffusées par les éditions de la liberté. Elle demande que des dépôts de ces brochures soient faits dans les librairies de province, afin d'en permettre une grande diffusion.
Je vous signale également qu'une affiche reproduisant le programme du CNR a été édité par le Parti et est à la disposition des camarades de province, au bureau du Populaire.

Collection Jean-Jaurès

Cette affiche sera apposée sur des panneaux réservés, dans un certain nombre de villes de province, aux frais du Populaire.
La Commission demande que le Comité directeur se mette rapidement à l'étude d'un certain nombre de publications que je vais énumérer :
1° Création d'un bulletin intérieur de propagande, qui donnerait périodiquement des arguments et des faits, permettant à nos propagandistes et à nos militants de province de commenter les faits du jour et de répondre à certaines critiques.
2° Établissement rapide d'une sorte de vade-mecum du propagandiste.
3° Mise à l'étude, en vue de la faire aboutir aussi rapidement qu'il sera possible, de la création d'une revue Socialiste.
Il faudra également, vous avez pu en ressentir le besoin dans vos fédérations et dans vos sections, que l'on mette à la disposition des secrétaires de section un aide-mémoire capable de les guider dans leurs travaux.
Enfin, le Parti doit envisager, pour sa propagande, et ceci très prochainement, de mettre à la disposition des fédérations et des sections, des affiches illustrées. La Commission de propagande a déjà demandé à des techniciens de la publicité, à des dessinateurs, des projets d'affiches que vous avez pu voir exposés à l'entrée de cette salle.
Très prochainement, le Comité directeur va se décider, en tenant compte des avis que vous avez manifestés les une et les autres, sur le choix d'une de ces affiches qui sera envoyée en partie contre remboursement, en partie gratuitement aux fédérations.
Enfin, concernant les affiches, nous pensons qu'il y a intérêt à ce qu'un même mot d'ordre et une même présentation signalent à l'attention du public que des réunions Socialistes sont organisées. Pour cela, nous allons éditer une affiche passe-partout qui annoncera les réunions publiques et que nous mettrons à la disposition des sections et des fédérations contre une modeste somme et où il n'y aura qu'à faire des repiquages pour annoncer les réunions projetées. Cette affiche sera établie en différentes dimensions, pour permettre aux petites communes comme aux grandes villes ce faire un affichage convenable.
Le Parti doit également se soucier de faire à bref délai un dépliant illustré.
Un certain nombre de tracts à mettre à la disposition des sections sont déjà envisagés. Le premier va sortir ces jours-ci, c'est un tract concernant la femme. Il doit être mis cette semaine même à la disposition des fédérations.
Nous avons envisagé des tracts spécialisés, pour différentes catégories de travailleurs : agriculteurs, commerçants, etc.
Nous avons pensé également qu'il fallait créer un modèle unique de bulletin d'adhésion. Nous avions remarqué que, dans certaines fédérations, le bulletin d'adhésion indique seulement le nom, l'adresse et la profession de celui qui demande à être admis. C'est insuffisant. Il faut que l'adhérent adhère à quelque chose ; il doit être spécifié qu'il adhère au Parti Socialiste et, qu'il accepte les disciplines et la doctrine de ce Parti. C'est pour cela que nous allons imprimer un bulletin d'adhésion qui sera remis aux fédérations.

Nous sommes aussi d'avis que le Parti doit créer un insigne. L'insigne du Parti était le drapeau rouge, avec les lettres PS. Il a été remplacé par les trois flèches qui sont un insigne antifasciste. La Commission a été unanime pour décider que le nouvel insigne du Parti serait le bonnet phrygien, avec cocarde tricolore et les lettres PS enlacées.
(Applaudissements)
Nous voulons mettre sur pied une section cinématographique qui permettra de meubler les réunions publiques que nous faisons dans toute la France. Cette section mettra à la disposition des fédérations et des sections, des films qui seront donnés en location. Nous avons l'espoir de constituer rapidement une cinémathèque importante.
Nous voulons également que le Parti envisage la création d'un cinéma ambulant qui permettrait de toucher jusqu'aux plus petits coins de France.
Il faut également, et ceci est une œuvre de longue haleine, que le Parti envisage la création de films de propagande.
Nous toutes ces suggestions, nous demandons au Comité directeur d'envisager la création d'un bureau d'étude et de réalisation artistique, non seulement bureau qui serait non seulement à la disposition de la propagande centrale du Parti, mais qui pourrait fournir des éléments à toutes les fédérations de province. Nous voulons que ce bureau tire des photographies et des caricatures qui seraient louées aux fédérations et transmises de l'une à l'autre.
Enfin, nous pensons qu'il faut que Paris possède un foyer Socialiste, où les militants de province puissent se retrouver, et retrouver leurs camarades de Paris. Ce foyer comprendra un hôtel-restaurant-bar, des bureaux de renseignements, de location de places de théâtre, etc.
Nous voulons que ce soit une affaire commerciale viable, et nous pensons que les camarades du Parti auront à cœur de venir dans ce foyer, lorsqu'il sera réalisé.
(Applaudissements)
Il faudra également que le Parti envisage la création d'une école centrale du propagandiste et la création d'écoles régionales du propagandiste. C'est une œuvre à laquelle il faudra s'attacher rapidement.
Camarades, toutes ces propositions, toutes ces suggestions demandent, pour être réalisées, des sommes considérables. Vous connaissez l'état d'impécuniosité du Parti. Il faut absolument trouver des fonds.
La Commission de propagande a été unanime pour vous demander d'envisager le lancement d'un emprunt que nous appellerons l'emprunt de la liberté, qui permettra au Parti d'avoir un fonds de roulement et de propagande, nécessaire pour lancer en grand la propagande dans le pays.
Pour cela, nous envisageons de créer une caisse mutuelle qui récolterait ces fonds, qui les gérerait, qui permettrait aux sections et aux fédérations de déposer leurs disponibilités, en compte courant à vue, au lieu de les laisser dormir soit chez le trésorier, soit au compte courant de la section.

Fondation Jean-Jaurès

Nous voulions que les fonds déposés dans cette caisse mutuelle soient, toujours à la disposition des camarades trésoriers des fédérations et des sections, lorsqu'ils en auront besoin.
Mais, cette crémation permettra de faire face à des difficultés momentanées de trésorerie.
Camarades, j'en ai terminé avec la propagande écrite: Mais, je pense qu'il faut que le Parti entreprenne rapidement une tournée de masse dans un certain nombre de départements.
Nous avons choisi un certain nombre de départements, mais le secrétaire de la propagande sera heureux d'accueillir vos suggestions, où les tournées pourraient avoir lieu très rapidement. Je vais vous indiquer quels sont des départements :
Nous avons mis en tête la Saône-et-Loire, parce que c'était le département de Paul Faure qui a trahi, et qu'il y a dans ce département deux fédérations : la nôtre qui est la véritable fédération du Parti, et une autre, clandestine, si je puis dire. Nous voulons faire un gros effort dans cette fédération, nous attendons les suggestions de nos camarades de Saône-et-Loire, pour organiser cette tournée de propagande dans ce département.
De même, nous voulons faire une tournée de propagande dans les départements suivants : Corrèze, Haute-Loire, Gard, Alpes-Maritimes, Meuse, Côtes-du-Nord, Gironde, Ain et Aisne, circonscription de Monnet. À cette liste, nous ajouterons les départements qui en feront parvenir la demande au secrétariat.
Voici, camarades, quelles sont les conclusions de la Commission de propagande. Je vous demande de les renvoyer pour étude au Comité directeur, et je suis convaincu que, si elles sont réalisées rapidement comme nous l'espérons, le Parti pourra accroître son recrutement dans de très fortes proportions.
(Applaudissements)

Le président - Vous avez, par vos applaudissements, indiqué suffisamment que le rapport de la Commission de propagande est adopté.
La propagande
Au nom de la Commission de propagande, Lambert a présenté un certain nombre de propositions parmi lesquelles nous citons :
- Invitation au Parti à se servir des moyens publicitaires les plus modernes.
- Intensifications des éditions de la liberté.
- Création d'un bulletin intérieur de propagande.
- Édition d'un manuel à l'usage des propagandistes.
- Édition d'un aide-mémoire destiné aux secrétaires de section.
- Édition d'affiches illustrées.
- Création d'un bureau d'études des moyens de propagande.
- Création à Paris d'un foyer à l'usage des militants de province.
- Création d'écoles centrales et régionales de propagande.
- Organisation immédiate d'une tournée de propagande, notamment dans l'Aisne, la Corrèze, La Saône-et-Loire.

Lambert a annoncé également l'édition de tracts pour les femmes, les agriculteurs, les commerçants, etc, ainsi que la création d'un insigne du Parti du modèle suivant : bonnet phrygien avec cocarde tricolore et lettres PS enlacées.
Le Congrès a retenu toutes ces propositions pour renvoi au Comité directeur en vue d'études et de mises au point.

La politique coloniale
Daniel Mayer - Le rapporteur est notre camarade Marius Moutet. C'est à sa place que je rapporte dans les termes suivants : (…).

Le président

Pas d'opposition ?… Adopté. Le Congrès a voté le texte suivant rédigé par Marius Moutet au nom de la Commission des résolutions :
Le Congrès du Parti Socialiste, fidèle à une politique traditionnelle qui n'a jamais séparé dans ses préoccupations de sort des populations coloniales et celui des habitants de la métropole.
Rappelle qu'il s'est toujours apposé aux abus de la force qui ont trop souvent été la cause d'une oppression intolérable, a toujours défendu un idéal de civilisation tendant à ne laisser inexplorée aucune des richesses pouvant améliorer la condition humaine. Combattant toute exploitation de l'homme par l'homme il a conçu que l'objet de toute politique coloniale devait être d'abord le relèvement de l'état économique, du niveau intellectuel, moral et social des indigènes.
Qu'à cet effet, il s'est efforcer de réaliser une association fraternelle dans le même travail des indigènes et des colons en assurant à chacun une juste part dans les produits de ce travail.
Qu'il a est élevé contre les régimes de travail forcé rappelant par trop le servage ou même l'ancien esclavage.
Qu'il a prôné toutes les mesures améliorant l'état sanitaire, assurant la diffusion de l'hygiène, de l'instruction, la réalisation de vastes programmes d'assistance sociale, de prévoyance de coopérative, de travaux publics spécialement adaptés aux conditions de vie des indigènes.
Qu'en respectant leurs mœurs, leurs coutumes, leur religion tout en les dépouillant progressivement de ce qu'elles pouvaient de primitif, le Parti Socialiste a réussi à faire obtenir des droits politiques essentiels leur permettant d'être chaque jour associés davantage au gouvernement et à l'administration de leur pays.
Le Parti Socialiste a appliqué au pouvoir de la doctrine qu'il avait défendue dans l'opposition ; il a notamment présenté et fait adopter par la Chambre des députés le premier projet qui assurait l'indépendance nationale à la Syrie et au Liban.
L'action Socialiste a ainsi largement animé la politique coloniale française et contribué à répandre dans ces populations les sentiments de respect, de confiance et d'affection pour la métropole dont elles ont donné et donnent encore de si magnifiques témoignages.

Fondation Jean Jaurès

Le Parti Socialiste entend persévérer dans cette action émancipation. Il rend hommage aux efforts de tous ceux qui ont admirablement travaillé, pour réaliser cette œuvre coloniale sur des territoires où se sont forgées les armées de la Résistance et de la Libération.
Il rappelle que c'est un des siens, Félix Eboue, noir d'origine, nommé gouverneur par un ministre Socialiste, qui a donné au Tchad le signal du soulèvement des colonies contre l'oppression nazie et fasciste et contre les traîtres de Vichy.
Le Parti Socialiste entend que soit réalisée, aux colonies et pays du protectorat comme dans la métropole, l'épuration destinée à chasser de tous les services publics et de toutes les organisations économiques les collaborateurs de l'ennemi commun.
Il demande que les mesures de nationalisation préconisées pour la métropole et spécialement celles du crédit public, des richesses minières, des forces hydrauliques, des transports, des services concédés, soient étendues à ces pays dont la mise en valeur des richesses naturelles sera accélérée surtout si l'on met en place un équipement moderne.
Le Parti Socialistes proclame une fois de plus que sa politique coloniale doit s'inspirer des grands idéaux républicains et Socialistes. Qu'elle doit appliquer le peindre de liberté en donnant comme but ultime à ses efforts, l'émancipation des populations indigènes, émancipation qu'elles trouveront dans une union toujours plus intime avec la France démocratique et Socialiste ; principe d'égalité en s'opposant aux abominables doctrines du racisme ; principe de fraternité qui doit unir tous les hommes sans distinctions d'origine ou de croyances.
L'aboutissement de cette politique et la constitution de la communauté des nations françaises, métropolitaines et d'Outremer, dont chacun jouira d'un régime politique traduisant son évolution et pouvant aller jusqu'à l'égalité complète de droits dans une fédération, avec la France métropolitaine ou jusqu'à l'assimilation complète avec les départements français, dans l'esprit de la conférence de Brazzaville dont le Parti enregistra avec satisfaction des résultats.

Prochain Congrès du Parti

Daniel Mayer

Trois questions se posent : l'ordre du jour, la date et le lieu.
En ce qui concerne l'ordre du jour, nous aurions à traiter les questions suivantes :
1° Rapports statutaires (comité exécutif provisoire, secrétariat, trésorerie, Commission de contrôle, Commission nationale des conflits, comité national des JS, groupe Socialiste à l'assemblée consultative provisoire).
2° Statuts du Parti.
3° La situation politique.
4° Élection des organismes centraux.
5° Toutes questions nées des événements que le Comité directeur aurait à ajouter.

Le lieu sera choisi par le Comité directeur.
Quant à la date, la Commission des résolutions est unanime pour ne pas la fixer, mais pour dire que ce Congrès devra avoir lieu le plus tôt possible, dans le courant de l'année 1945.
Nous ne savons pas ce que seront les événements ; nous ne savons pas s'il ne faudra pas tenir rapidement un Congrès ; nous ne savons pas quelles possibilités nous aurons. Nous vous demandons, étant donné que nous nous réservons de réunir les secrétaires fédéraux le plus souvent que nous le pourrons, de laisser au Comité directeur le soin de fixer la date de ce Congrès national ordinaire, suivant les événements. Ce sera le plus tôt possible ; nous espérons qu'il coïncidera non seulement avec la victoire totale des démocraties et la Libération complète du territoire, mais avec la présence à la tribune du Congrès national, de l'homme qui nous manque, de Léon Blum.
(Applaudissements)

Le président - Le Congrès est d'accord ?… Adopté.

Questions diverses
Daniel Mayer - Je vous demande de décider le renvoi au Comité directeur de toutes les résolutions concernant des problèmes particuliers.
Je tiens cependant à épingler, parmi ses problèmes particuliers, une motion concernant le sort des déportés et des prisonniers. Je donne au Congrès l'assurance que le Comité directeur s'intéressera plus particulièrement à cette douloureuse question.
(Marques d'approbation)

Le président - Je donne connaissance d'un message :
(…) anciens combattants.

Commission des parlementaires
Le rapporteur (Foulon) - Camarades, le rapport que je vais vous fournir sera très bref.
(Foulon donne lecture de son rapport)

Les décisions du Congrès au sujet des parlementaires
Le Congrès a pris les décisions suivantes :
Sont maintenus dans le Parti :
1° Déportés en Allemagne : Léon Blum, Badin, Biondi, Jordery, Lebas, Malroux, Eugène Thomas.
2° Prisonnier de guerre : Max Lejeune.
3° Parlementaires ayant voté à l'Assemblée Nationale "contre" les pleins pouvoirs à Pétain, ou absents lors du scrutin, par cas de force majeure et ayant eu une attitude résistante indiscutable : Audeguil, Vincent Auriol, Bachelet, Beche, Pierre Bloch, Elie Bloncourt, Buisset, Bondoux, Jean Bouhey, Georges

Cdl Fondation Jean-Jaurès

Brugiuer, Bugain, René Cabannes, Cadot, Arthur Chaussy, Collomp, Depierre, Dupré, Fie, Froment, Félix Gouin, Louis Gros, Salomon Grumbach, Amédée Guy, Lucien Hussel, Georges Isard, Augustin Laurent, André Le Troquet, Luquot, Adrien Mabrut, Léon Martin, Robert Mauger, Jules Moch, Marius Moutet, Jean Meunier, Louis Noguères, André Philip, Tanguy-Prigent, Jean-Louis Rolland, Joseph Rous, Senes, Sion, Tellier, Thivrier et Zunino.
4° Maintenu sans condition en raison des services exceptionnels rendus au Parti, quoique ayant voté "pour" : Raymond Gernez.
5° Réintégrés, bien qu'ayant voté "pour" ou s'étant abstenus à Vichy, en raison des services rendus au Parti ou à la Résistance, mais avec suspension de tout mandat pendant la durée d'une législature :
Gaston Allemane, Arbeltier, Blanchet, Dupont, Pétrus Faure, Max Hymans, Lambin, Charles Lussy, Pringolliet, Rifaterre, Saint Venant Sibue.
Sont exclus du Parti Socialiste :
Albertien, Andraux, Baron, Basquin, Beaugrand, Beauvillain, Bedouce, Beltremieux, Berlia, Blancho, Boudet, Brunet, Burtin, Campargne, Castagnez, Chasseigne, Chouffet, Coulandon, David, Debregeas, Deudon, Duboss, Dubois, Esparez, Paul Faure, Février, Fieu, Franchi, Gerchery, Gardiol, Arsène Gros, Guerret, Jardillier, Lagrossilière, Laroche, Lefèvre, Lemaux, Leroux, L'Heveder, Lucchinini, Maffray, Majurel, Mennecier, Monnet, Morin, Muret, Nouelle, Pageot, Paulin, Peschadour, Planche, Quinson, Rausy, Ravanat, Régis, Rives, Rivières, Roldes, Roucayrol, Hubert Rouger, Roumajon, F. Roux, Henri Salengro, Louis Sellier, Sérol, Silvestre, Soula, Espinasse, Tessier, Thiéfaine, Thiolas, J.-M. Thomas, Thomon, Vaillandet, Valière, Vantielke, Vardelle, Vassal, Raymond Vidal, Villedieu, Voirin.
Sénateurs :
Bertoulle, Léon Bon, Nicollas.
Le citoyen Lazurick, qui a été exclu du Parti par décision du comité exécutif clandestin, reste hors du Parti et son cas est renvoyé à l'examen de la Commission internationale des conflits.
Henri Martin a voté "pour" l'Assemblée Nationale, mais il est aujourd'hui déporté en Allemagne. Son cas est réservé.

Le cas Max Hymans

Parfait (Indre)

Camarades, au nom de la fédération de l'Indre, je dois vous faire part de l'émotion et des difficultés que nous cause la décision de la Commission des parlementaires. Je déclare que notre fédération acceptera la décision que va prendre le Congrès.
Néanmoins, je crois que la question n'est pas seulement une question politique, mais est aussi une question de Résistance.
Je suis forcé de vous dire que je suis un résistant de la première heure, de 1940, sous les ordres de Max Hymans, et que je suis membre du comité de Libération départementale, membre actif dans la Résistance, dès sa constitution.

Fondation Jean Jaurès

C’est en tant que résistant que je vais vous dire que Max Hymans, actuellement président de la délégation, française à la conférence de Chicago, où il a été désigné comme vice-président et où il représente par conséquent, la France dans la première grande conférence internationale, a été le premier, dans l’Indre, à constituer un organisme de Résistance, dès le mois d’août 1940; qu’il a organisé, dans le sud de la France, les premiers parachutages d’hommes et d’armes. Je demande à Pierre Bloch notamment d’apporter ici son témoignage à ce sujet.
Il a voté pour Pétain; mais il est de ceux qui, très vite, se sont rachetés. Toute la question est de savoir si une faute peut comporter une rédemption. Peu de résistants ont fait autant que Max Hymans, et dans la fédération de l’Indre qui, presque toute entière a été résistante, Max Hymans a été celui qui a le plus fait, sinon le plus risqué.
(Applaudissements)
Et voici que la que avion de l’adhésion de Max Hymans à la fédération de l’Indre se pose dans des conditions extrêmement particulières. Il est parti en 1933, avec Renaudel, dont il suivait les directives, pour des questions de politique militaire. Il n’est pas revenu à la fédération de l’Indre après la victoire de 1944, pour servir des espérances électorales. Il est rentré au Parti en 1942, à la fédération de Londres, dite groupe Jean Jaurès. Je fais appel sur ce point au témoignage de notre camarade Marthe Louis-Lévy. C’était à une époque où la victoire était encore incertaine, où les conditions dans lesquelles le Parti se présenterait devant les électeurs pouvaient permettre de craindre qu’il n’y aurait peut-être pas de Parti, pas d’élections, pas de victoire.
Comme conséquence, la fédération de l’Indre, il y a un an et demi, à l’unanimité moins une voix, n’a fait qu’entériner des volontés Socialistes, manifestées deux ans auparavant.
J’ajoute que Max Hymans est titulaire de la médaille de la Résistance ; qu’il est titulaire d’une citation signée du général De Gaulle ; qu’il a été officiellement réhabilité, à Alger, par le texte que je vais vous lire.
Vous vous souvenez que, lors de la constitution de l’assemblée d’Alger, tous les parlementaires qui désiraient en faire partie, étaient astreints à la réhabilitation, s’ils avaient mal voté en 1940.
Hymans ne fut pas candidat, pour permettre à d’autres parlementaires Socialistes d’entrer à sa place au comité d’Alger. Mais, il demande que son cas soit examiné. Le comité national de la Résistance, composé de camarades de tous les partis, a déclaré en ce qui concerne notre camarade :
"Cas Max Hymans,
Ce qui ne peut être étudié plus à fond, Monsieur Hymans n’étant pas candidat à l’assemblée consultative.
Décide à l’unanimité qu’une lettre sera envoyée à Hymans, pour le féliciter de son activité comme résistant."
Et voici maintenant le texte de la citation à l’ordre du jour de la Résistance qui lui a été décernée :
"Dès l’été de 1940, déjà en contact avec la Résistance de Londres (…)."

J'ajoute que toute la famille de Hymans a été harcelée, poursuivie, que plusieurs de ses membres ont été arrêtés, que sa mère, sa femme et son enfant de six ans ont été traqués par la police, jusqu'à la fin des combats de 1944.
Il nous apparaît, à nous de l'Indre qui ne nous prétendons pas plus résistants que le général De Gaulle, qu'un homme à qui le véritable chef de la Résistance donne de tels témoignages d'abord dans la Résistance, puis ensuite dans l'administration française, s'est véritablement lavé de sa faute alors que, en bonne morale, il n'est pas de faute dont un homme ne puisse être relevé.

Pierre Bloch - Je dois, au regard de la stricte vérité et de l'honnêteté, apporter mon témoignage à Max Hymans.
En avril 1941, je dis bien avril 1941, un parachutiste anglais radio, le premier parachuté en France, atterrissait dans les environs de Châteauroux. Max Hymans était de l'équipe de réception.
Le premier parachutage d'armes a été fait en septembre 1941, en Dordogne. À côté de moi, sur le terrain, il y avait Max Hymans.
Le premier réseau de renseignements monté en France en 1941 l'a été par Max Hymans.
Je demande si Max Hymans qui n'a sollicité aucun poste, qui n'a pas été candidat à l'assemblée consultative, qui a été militant Socialiste à Londres, qui a été notre propagandiste à Alger, n'a pas sa place dans ce Parti rajeuni. Je demande qu'il soit réintégré.
(Applaudissements)

Jules Moch - Je veux aussi très brièvement apporter mon témoignage. J'étais à Toulouse, à ma sortie d'internement. Max Hymans était venu me voir une première fois, et je dois avouer que je refusai de le recevoir, parce qu'il avait voté pour Pétain, à Vichy.
Il est revenu quinze jours plus tard, traqué par la police, me demandant asile pour le temps de se procurer des faux papiers qui, à ce moment, n'étaient pas aussi fréquents que plusieurs mois plus tard, je l'ai logé.
Ce que je tiens à marquer, c'est que, dès 1940, Max Hymans a effectivement travaillé dans la Résistance et a été traqué pour avoir reçu des parachutistes.
(Applaudissements)

André Philip

Deux mots simplement, dans le même sens que ceux qui m'ont précédé, j'ai rencontré Max Hymans dans l'hiver de 1941, à Lyon, alors qu'il était poursuivi et traqué par la police de Vichy et la Gestapo.
Je lui ai, moi aussi, donné asile. J'ai fait prévenir les services de Londres et demandé qu'il soit, le plus rapidement possible acheminé vers Londres.
J'ai su par les services qu'il a été un des premiers en France, sinon même le premier, à recevoir des parachutages d'armes.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Je l'ai vu au moment où il était traqué, au moment où il combattait dans des conditions pénibles et difficiles.
Nous l'avons vu à Londres, nous l'avons vu à Alger, où il a agi véritablement en Socialiste et où notre camarade Le Troquer, à ce moment-là ministre de la Guerre, l'a nommé directeur des services aériens.
C'est au nom de Le Troquer et de Félix Gouin, en même temps qu'au mien, que j'ai fait les propositions qui vous ont été communiquées, de laver Hymans de l'erreur qu'il a commise au moment où il a voté pour Pétain, en estimant que, par son activité et par les risques qu'il a courus, il s'est intérieurement racheté.
(Applaudissements)

Félix Gouin

Camarades, je dois ajouter deux témoignages à ceux qui viennent d'être produits à cette tribune.
Le premier est celui-ci. J'ai reçu à Marseille, dès le commencement de l'année 1941, la visite de Max Hymans. Il était déjà poursuivi, traqué par la police, je lui ai demandé d'aider le Parti.
Quelque temps après, c'est un point d'histoire qu'il faut signaler, notre camarade Hymans me faisait remettre par un tiers vingt-cinq-mille (25 000) francs qui ont été les bienvenus dans l'organisation clandestine que nous avions constituée.
J'ai revu ensuite Max Hymans, après cette entrevue, c'est l'homme que j'ai trouvé le premier, lorsque je suis arrivé au camp de Miranda. I1 y était arrivé deux jours avant moi, après avoir franchi clandestinement la frontière. Nous sommes arrivés quelque temps après, au mois d'août 1942, en Angleterre.
Il s'est fait inscrire immédiatement au groupe Jean Jaurès. Il a milité pour le Parti. Il a continué à militer en Algérie.
Je crois que le Congrès doit tenir compte des services qu'il a rendus et de sa très particulière conduite dans la Résistance.
(Applaudissements)

(?) (Alger) - Camarades, je viens ajouter un mot à ce qui a été dit sur le cas Max Hymans et dans le même sens.
Au lendemain de la reconstitution à Alger du Parti Socialiste qui portait alors le nom de comité d'élection Socialiste, le camarade Hymans qui était depuis quelque temps à Alger a essayé de nous rejoindre. Il est venu parmi nous et nous a prêté son concours le plus large et le plus affectueux, dans toutes les manifestations que nous avons organisées à ce moment-là, pour essayer de ranimer le Parti, dans un pays où il avait été mis en difficulté très sérieuse par la défection inqualifiable de notre député Marcel Régis. Il nous a aidés, il n'a jamais ménagé sa peine; il a été, dans tous les moments difficiles, un camarade assidu. Je dois dire que, lorsque nous avons organisé avec Félix Gouin la première manifestation du Parti, le camarade Hymans était à nos côtés. Il a répandu la bonne parole Socialiste et a fait une impression très forte sur l'auditoire.

Fondation Jean-Jaurès

Nous devons dire qu'à partir de ce moment nous l'avons considéré comme un des nôtres et nous serions heureux qu'il soit avec nous, comme il en a conquis le droit.
(Applaudissements)

Le rapporteur - Je me contenterai d'expliquer les raisons de la sévérité de la Commission, en rappelant que Max Hymans a quitté le Parti en 1933, que d'autre part, il a trahi son mandat en votant pour Pétain, et qu'il n'est rentré qu'en 1942. En demandant qu'il ne puisse recevoir de mandat électif, nous ne refusons pas qu'il soit réintégré dans la Parti ; nous demandons seulement qu'il soit suspendu. Ce n'est que l'application des statuts du Parti qui prévoient que, quelle que soit la valeur d'un camarade, il doit attendre cinq ans avant d'être investi d'un mandat électif.
(Applaudissements)

Le président - Je suis saisi d'un amendement tendant à réintégrer purement et simplement Max Hymans. Je le mets aux voix (pour soixante-seize voix). L'amendement est rejeté.

Vincent Auriol - Je voudrais faire remarquer que les autres camarades réintégrés le sont avec suspension d'une législature, par dérogation, la Commission propose, pour Max Hymans, une suspension de deux législatures. Pour mettre tout le monde d'accord, pour tenir compte à la fois de la volonté que vous venez d'exprimer et de l'équité, je demanderai que Max Hymans soit mis sur un pied d'égalité avec les autres réintégrés, en disant que la suspension sera, pour lui comme pour tous, d'une législature.

Le président - Le Congrès a entendu la proposition de Vincent Auriol, je la mets aux voix. Elle est adoptée.
Les conclusions de la Commission, ainsi amendées, sont adoptées.

Le cas Blancho
Bercegeais - Camarades, la fédération de la Loire-Inférieure et un certain nombre de délégués au Congrès seraient heureux de connaître les raisons pour lesquelles Blancho est exclu du Parti,
Vous savez ce qu'étais Blancho, vous savez le rôle qu'il a joué dans le gouvernement Blum ; vous connaissez les attaques dont il a été l'objet et la façon dont il a su répondre au Sénat.
Blancho a voté pour Pétain. Mais, d'après lui, il a fait de la Résistance. Les circonstances matérielles font que Blancho n'a pu grouper un dossier qui aurait été soumis à la Commission des parlementaires, je demande que le cas de Blancho soit réservé ou que le Congrès veuille bien envisager non l'exclusion définitive, mais la réintégration dans les conditions qui ont été admises pour certains députés qui avaient voté pour Pétain.

Fondation Jean-Jaurès

Le rapporteur - Je rappelle à nos camarades que si la Commission a décidé comme elle l'a fait, en ce qui concerne Blancho, c'est pour deux raisons.
D'abord, son vote. En votant, Blancho savait ce qu'il faisait. La veille, dans le débat qui a eu lieu au groupe parlementaire du Parti Socialiste, le président, Jean-Louis Robin avait adjuré Blancho, en termes extrêmement émouvants, de se souvenir qu'il avait été ministre du Front populaire et qu'il ne devait pas trahir les idées de démocratie. Blancho ne l'a pas compris.
Il y a une autre raison. C'est que Blancho n'a pas pu donner la preuve de son action de Résistance et que, bien au contraire, il nous a été dit que, dans un arsenal français, je ne sais plus lequel, il a fait de la propagande pour le parti unique.

Le président - Je mets aux voix la proposition de réintégration qui a été faite.
La proposition est repoussée. Les conclusions de la Commission sont adoptées.

Le cas Albert Rivière
Roussilat - Je n'ai qu'un mot à dire sur le cas d'Albert Rivière, ancien ministre.
Albert Rivière prétend que seul un homme aujourd'hui absent de France peut fournir, sur l'attitude qui fut la sienne, les explications qui pourraient éclairer le Congrès. Cet homme qui l'honorait et, qui l'honore encore, je pense, de son amitié, c'est Léon Blum.
Albert Rivière ne demande, par la voix de la fédération de la Creuse, qu'une chose. C'est que son cas soit réservé jusqu'au retour de Léon Blum.

Daniel Mayer - J'ignore totalement ce qu'a pu dire Léon Blum dans des conversations particulières. Mais, je sais que, le 10 juin 1940, Léon Blum n'a pas voté pour Pétain et que Rivière n'avait qu'à suivre l'exemple de son chef.
(Applaudissements)

Le président - Je mets aux voix la proposition d'ajournement.
(Trois voix pour)
Elle est repoussée. Les conclusions de la Commission sont adoptées.

Le cas Lagrosillière

Élie Bloncourt

Camarades, c'est en ma qualité de président du comité central de la zone nord pendant la clandestinité que je monte à la tribune. Je demande au Congrès de prêter à mes propos la plus grande attention. Je viens, non pas pour défendre un traître, un lâche, pas même un défaillant. Je viens demander au Congrès de réparer ce qui est vraiment quelque chose d'inouï, d'invraisemblable, de réparer une erreur, une injustice sans nom.

Col. Fondation Jean Jaurès

Hier, la Commission a examiné les cas des parlementaires qui lui ont été soumis, à la suite d'une proposition du comité exécutif du Parti. Il s'agit, en l'espèce, du cas du citoyen Lagrosillière, député de la Martinique.
Camarades, vous avez entendu tout à l'heure la liste des parlementaires du Parti dont on propose l'exclusion, et vous avez entendu également les rubriques sous lesquelles ces parlementaires ont été classés. On propose l'exclusion de Lagrosillière, sous la rubrique de ceux qui étaient absents de Vichy.
Il faut dire les choses comme elles sont. Dans un parti comme le nôtre, il faut avoir le courage d'être loyal et dire la vérité quelle qu'elle soit, je croirais, pour ma part, commettre la plus odieuse des félonies, si je ne disais pas au Congrès la vérité la plus nette, la plus stricte.
Lagrosillière est celui qui, à la tête d'un petit groupe, a reconstitué le Parti Socialiste clandestin dans la zone nord, c'est chez lui, au mois de décembre 1940, comme je l'ai déjà dit à la tribune, même au Congrès, que la réunion constitutive du Parti Socialiste s'est tenue. C'est chez Lagrosillière que, pendant quatre ans, s'est réuni le comité central de la zone nord, c'est chez lui que sont venus, pendant quatre ans, tous les camarades qui appartiennent aujourd'hui aux organismes centraux du Parti : comité exécutif, comité central de la zone nord, comité central de la zone sud.
Pendant quatre ans, à aucun moment, pas un instant, personne n'a pensé à formuler contre Lagrosillière le moindre grief, le moindre reproche.
Et puis, un beau jour, en 1944, on s'aperçoit, à ce moment-là, seulement quatre ans après, que Lagrosillière ne serait plus digne de rester au Parti Socialiste reconstitué !
Camarades, ne sentez-vous pas qu'il y a là quelque chose d'absolument invraisemblable ?
Il ne s'agit pas d'un parlementaire qui a voté pour Vichy et dont on demande la réhabilitation ; il ne s'agit pas d'un parlementaire qui s'est abstenu. Il s'agit d'un parlementaire qui n'a pas pu voter, pour des raisons que vous comprendrez certainement.
Lagrosillière était le représentant à la chambre d'une colonie, la Martinique, d'un pays où les populations indigènes, comme vous le savez, sont odieusement traitées par les représentants des gouvernements et des régimes capitalistes contre lesquels nous nous élevons ici avec tant de force. Déjà, en temps normal, les populations coloniales sont en quelque sorte mises au ban, sont l'objet de mesures particulièrement dures.
Lagrosillière n'a pas cru devoir participer au vote de Vichy, en raison même de la situation des populations coloniales qu'il représentait. Il a préféré ne pas participer à ces débats, à cette odieuse comédie de Vichy, où nous avons vu, en effet, la République assassinée.
Mais, il n'a pas fait que cela. Il a reconstitué le Parti Socialiste.
Et alors, chose encore invraisemblable, c'est sur la proposition de ceux-là même qui sont membres de l'organisme d'exécution du Parti que son exclusion est aujourd'hui demandée au Congrès !

Camarades, je veux rappeler simplement que le comité exécutif comprend quatre délégués de la zone nord et quatre délégués de la zone sud. Les délégués de la zone nord ont été désignés, paraît-il, par Lagrosillière lui-même ; ce sont les mandataires de Lagrosillière. Et aujourd'hui, ils veulent frapper leur mandant.
(Bruits, mouvements divers)
Camarades, jamais nous n'avons assisté à un spectacle aussi extraordinaire et, je puis le dire, aussi injuste, aussi unique.
Henri Rivière qui ne manquera pas de monter à cette tribune, Henri Rivière qui a été acclamé par le Congrès pour son courage et son désintéressement, a déclaré qu'il ne pouvait pas commettre ce qu'il a appelé lui-même une infâme malhonnêteté.
Henri Rivière qui a été membre du comité exécutif clandestin, n'a pas cru devoir se solidariser avec nos camarades du comité exécutif, dans la position qu'ils ont prise.
Aujourd'hui, c'est au Congrès souverain que je m'adresse. Je vous demande, à vous qui êtes des juges, de vous dégager de toute espèce d'idée préconçue, de voir les choses telles qu'elles sont, et de dire si vraiment celui qui, pendant quatre ans, n'a pas vu se dresser qui que ce soit contre lui, ni au sein du comité exécutif ni au sein du comité central, qui a hébergé des membres du parti clandestin, doit être traité comme on vous le propose et si les conclusions de la Commission doivent être retenues.
J'accomplis ici un acte d'équité. Sans doute, Lagrosillière est un homme qui a le sang chaud, le sang précisément d'un homme né sous les tropiques. Il a un caractère qui l'amène parfois à être vif, à prononcer des mots à écrire des choses qui peuvent paraître durs. Mais, n'oublions pas que celui qui se sent attaqué a parfois des réactions de défense qui peuvent sembler inacceptables à certains.
En tout cas, je vous demande de vous prononcer, et je suis persuadé que le Congrès du Parti Socialiste reconstitué n'acceptera pas que soit chassé de ce Parti un de ceux qui ont présidé à sa reconstitution.

Vincent Auriol - J'ai le regret de combattre les conclusions de notre ami Bloncourt qui lui aussi est antillais et qui nous est si chéri à tant de titres, j'appuie les conclusions du rapport. En effet, Lagrosillière était à Vichy le 10 juin 1940 ; au moment du vote, il est parti et a emporté sa boîte.
Secrétaire général du groupe Socialiste depuis 1920, j'ai connu Lagrosillière ; il a quitté bien des fois le Parti Socialiste ; il est revenu, il est reparti. Au moment où nous avons surtout besoin de fidélité, je crois que ce n'est pas l'heure d'admettre chez nous des oiseaux de passage.

Le rapporteur - Je n'ai rien à ajouter à ce que vient de dire le camarade Vincent Auriol. Vous avez entendu le récit exact de la conduite de Lagrosillière, à Vichy.
Cependant, je dois dire que les camarades du Parti Socialiste se doivent de renouveler la moralité du Parti et d'abattre tous ceux qui, à quelque degré que ce soit, peuvent défendre n'importe qu'elle forme du capitalisme, et vous

permettrez à un militant des luttes antialcoolique de vous dire que Lagrosillière a été le défenseur du capitalisme de l'alcool.
Je demande au Congrès d'adopter les conclusions de la Commission.

Le président - Je mets aux voix l'amendement de Bloncourt.
(Pour : onze voix)
L'amendement est repoussé. Les conclusions de la Commission sont adoptées.

Le cas Jean-Marie Thomas
Escande - Mes chers camarades, je voudrais en quelques mots vous parler de la situation du département de Saône-et-Loire qui est celui de Paul Faure. Dans ce département, sur six parlementaires Socialistes, cinq ont trahi. Le sixième, Thomas, n'a pas trahi, en ce sens qu'il n'a pas voté à Vichy contre la République, qu'il est parti sur Massilia et qu'il n'a pas, pendant quatre ans, pris position pour ou contre Vichy.
Thomas était à Paris. Il nous a expliqué, lorsqu'il est venu à la fédération de la Saône-et-Loire, qu'il avait travaillé à la diffusion du Populaire clandestin, à Paris.
Je voudrais donc demander au Congrès de ne pas prononcer l'exclusion de Thomas et d'accepter son maintien dans nos rangs, en essayant de comprendre les difficultés de la situation dans notre département.
Car je dois vous dire que nous avons actuellement deux fédérations Socialistes : la fédération du nouveau Parti et la fédération de Paul Faure qui continuera à nous combattre âprement.

Le président - Certains contestent que ce soit une fédération Socialiste.

Un congressiste - Thomas est venu avec un mandat de la même signature que Théo Bretin.

Le rapporteur - Pour le camarade Jean-Marie Thomas, nous avons prononcé notre jugement sans avoir entendu la fédération, de sorte que vous êtes à peu près aussi éclairés que la Commission. Nous savons simplement que Thomas affirme avoir diffusé le Populaire clandestin à Paris. C'est tout ce que nous savons.

Le président - Le Congrès est-il d'avis de réadmettre Thomas ?
(Cinq voix pour)
L'amendement est rejeté.

Les cas Lambin, Mennecier et Monnet

Fondation Jean-Jaurès

Levindrey

Au nom de la fédération de l'Aisne, j'interviens en faveur de Paul Lambin, pour qui la Commission prévoit une suspension de tout mandat pour la durée d'une législature.

Lambin a malheureusement voté pour les pleins pouvoirs. Mais, dès notre première rencontre, à Château -Thierry, en octobre 1940, il a reconnu son erreur et a repris la propagande Socialiste dans sa circonscription. Les contacts que nous avons eus avec lui pendant toute la durée de l'occupation ont été excellents. N'est-ce pas lui qui assurait la diffusion du Populaire et de Libération dans sa circonscription ? Il a pris une part extrêmement active à la Résistance militaire. Lambin compte parmi les meilleurs militants de notre fédération. Malgré son erreur de Vichy, nous l'avons toujours considéré comme appartenant au Parti Socialiste, nous demandons sa réintégration pure et simple.

D'autre part, je dois, au nom de la fédération Socialiste de l'Aisne, élever une protestation contre la décision prise par la Commission, en ce qui concerne les citoyens Mennecier et Monnet.

Nous protestons d'abord parce que la fédération n'a pas été appelée à donner son avis sur ces deux cas, ignorant la procédure qui serait suivie. Elle a d'ailleurs saisi régulièrement la Commission fédérale des conflits des cas de Mennecier et de Monnet.

Nous protestons également parce que, au pays des Droits de l'Homme, il est inadmissible que des hommes soient condamnés sans avoir été entendus.

Je demande que ces deux cas soient réservés.

Daniel Mayer - Camarades, je ne répondrai que sur le cas Lambin. Nous ne faisons pas ici de justice distributive ; nous faisons de l'équité. Je pense que la sanction doit être proportionnée à la faute, sans doute, mais aussi aux espoirs que le Parti mettait en certains hommes.

(Applaudissements)

Le rapporteur - Je rappelle que la Commission a considéré que Lambin, ayant été résistant, pouvait être réintégré ; mais que, ayant voté pour les pleins pouvoirs, il avait manqué de courage républicain et qu'en conséquence il méritait une suspension. Ceci a été l'opinion de la majorité de la Commission ; mais, quelques-uns de ses membres proposaient l'exclusion pure et simple.

Le président - Par conséquent, trois cas. D'abord, celui de Lambin, pour qui la Commission propose la rentrée avec suspension, tandis qu'un amendement tendrait à la rentrée pure et simple.

Je mets aux voix l'amendement. Il n'est pas adopté. Ce sont donc les conclusions de la Commission qui ont l'agrément du Congrès.

On demande que les cas de Mennecier et de Monnet soient réservés.

Collection Jean Jaurès

Le rapporteur - Sur Mennecier et sur Monnet, les camarades sont fixés. Mennecier a été un propagandiste sur lequel on avait fondé des espoirs.
Sur Monnet, je n'attaque pas Monnet en tant qu'homme ; nous conservons notre sympathie à l'homme. Notre camarade de la fédération de l'Aisne disait, invoquant les Droits de l'Homme, qu'on ne condamne pas un accusé sans l'entendre. Je fais observer à cet égard que nous ne sommes pas un tribunal, mais un parti qui s'épure, nous disons à certains parlementaires en qui nous avions mis notre confiance :
"Vous n'êtes pas capables de représenter notre Parti politique ; vous êtes capables d'être des citoyens, mais non des militants de la vie politique." Voilà ce que nous leur disons. En particulier, en ce qui concerne Monnet, nous regrettons beaucoup qu'il se soit désolidarisé de Léon Blum, à qui il devait tant.
(Applaudissements)

Le président - Je mets aux voix l'amendement tendant à réserver les cas de Mennecier et de Monnet.
(Pour : vingt-et-une voix)
L'amendement est rejeté.

Le cas Arbeltier

Veillard

Camarades, j'interviens pour un parlementaire de mon département, la Seine-et-Marne. Il s'appelle Arbeltier.
Les raisons qui n'amènent à dire quelques mots sur la décision qui le frappe sont les suivantes.
Le vote émis par ce parlementaire, le 10 juin 1940, n'est pas établi. On ignore encore, à l'instant où je parle, s'il a voté pour, s'il a voté contre ou s'il s'est abstenu. Voilà ce qu'on pourrait appeler son passif.
Son actif, je vais vous l'exposer : quatre années de Résistance constante dans la clandestinité, quatre années de parachutages, quatre années de sabotage.
Tout à l'heure, on vous proposait, pour le député Lambin le maintien pur et simple au Parti, sans suspension, bien qu'il ait voté pour Pétain, et cela en raison de son activité dans la Résistance. D'autre part, notre ami Daniel Mayer a très justement dit que notre justice n'était pas une justice distributive, et, je veux le croire, attendu qu'elle est absolument égale pour tous nos militants. Ma voix sera sans doute la seule à se faire entendre pour Arbeltier, mais elle n'en aura que plus de force, parce qu'elle n'est pas suspecte. Je demanderai donc que ce qui a été fait pour l'un soit fait pour l'autre. Ayant admis pour Lambin qu'il serait frappé d'une suspension de mandat pour la durée d'une législature, je vous demande d'accepter la même solution pour Arbeltier.

Daniel Mayer - Camarades, je n'interviens pas en mon nom personnel ; mais, je crois qu'il est de mon devoir, en l'absence de Bracke, de dire au Congrès que,

Coll. Fondation Jean-Jaurès

chaque fois que j'ai discuté avec Bracke le cas Arbellier, il a sérieusement apprécié l'action de Résistance de ce camarade.
Je ne vous apporte pas ce renseignement pour faire pression ni dans un sens ni dans l'autre, si Bracke était là, il aurait certainement pris la parole et se serait montré à la fois plus éloquent et plus convaincant; il a l'expérience et le Congrès lui donne son affection. Pour moi, j'ai pris la parole plus par devoir vis-à-vis de Bracke que pour vous influencer sur le cas d'Arbeltier.

Le rapporteur - Sur le cas Arbeltier, je me contenterais, de mettre le Congrès en présence de la documentation que nous avons eue hier.
Il y a, effectivement, ce témoignage de Bracke, pour qui nous avons beaucoup de respect, de sympathie et d'amitié ; il y a le fait qu'Arbeltier a sûrement participé à la Résistance.
Mais, d'un autre côté, il y a l'opposition du secrétaire de sa fédération et il y a ce fait qu'Arbeltier a été considéré comme ayant voté pour Pétain et annoncé, plusieurs jours après, dans la presse, comme ayant émis ce vote. Or, à ce moment-là, le 10, le 15 juillet, il y avait encore des journaux relativement libres, soit en France non occupée soit, en Afrique du nord, et il est certain que si Arbeltier avait voulu rectifier, ces journaux n'auraient pas demandé mieux que d'accueillir sa rectification.

Veillard - J'apprends pour la première fois que j'aurais donné, moi secrétaire de la fédération, un avis défavorable à la réintégration d'Arbeltier. Je n'ai jamais été consulté et je n'ai jamais pu dire qu'il serait contraire aux intérêts du Parti de réintégrer de camarade.
Par conséquent, je maintiens ma demande. Et je dis que même s'il était avéré - ce qui n'est pas - qu'il ait voté pour Vichy ; Arbeltier se serait racheté, tout comme Lambin. Je vous demande une solution semblable.

Daniel Mayer - Je dois faire une confession, en indiquant que j'avais pour excuse les difficultés de la clandestinité. Je reconnais m'être trompé, en mettant dans le dossier des propos qu'on m'avait rapportés contre Arbeltier. Je m'en excuse devant le Congrès.

Le président - Je mets aux voix la proposition de réintégration, avec suspension pendant quatre ans de tout mandat électif.
L'amendement est adopté.

Le cas Lussy
Waiss - Camarades, avant-hier, je suis monté à la tribune et n'ai pas retenu longtemps l'attention du Congrès. J'ai simplement demandé la réintégration de notre camarade Lussy. Je crois que c'est maintenant chose faite.
Tout en considérant qu'il fait, dans certains cas, être très énergique, nous avons demandé, nous fédération du Vaucluse, la réintégration de notre camarade

Cof Fondation Jean Jaurès

Lussy. Aujourd'hui, nous demandons que le Parti s'efforce d'obtenir l'arrestation de Vailland et, collaborateur de Dumas.
Je crois que vous serez tous d'accord avec nous et que le nécessaire sera fait.

Un congressiste - Pourquoi Lussy est-il au Populaire ?

Malacrida - Camarades, je ne parle pas ici au nom d'une fédération ; je parle comme délégué à la propagande, pendant la période clandestine, dans la région du sud-est. Jeune militant, j'ai été facilité dans mon travail par Félix Gouin et par de nombreux anciens militants du Parti. C'est ainsi que j'ai rencontré Lussy. C'est lui qui m'a aidé dans ma campagne, qui m'a fait connaître les meilleurs des militants, lesquels non seulement se sont livrés, grâce à lui, à la propagande pour le Parti, mais aussi à la direction de la Résistance dans le Vaucluse.
J'avais le devoir de dire cela, je l'ai dit.

Plusieurs congressistes - Et le Populaire ?

Le président - Par conséquent, les conclusions de la Commission sont adoptées.

Un congressiste - Nous demandons des explications sur la présence de Lussy au Populaire.
(Marques d'approbation)

Defferre - J'ai été, pendant la période clandestine, le Secrétaire général de la zone sud, et j'ai rendu compte de mon mandat au Congrès, dans la première journée.
J'ai connu Lussy qui nous a beaucoup aidés. Il est venu à Marseille prendre les numéros du Populaire qui se trouvaient dans le bureau de Daniel Mayer et les a distribués dans sa fédération.
Quand il a été question de réintégrer Lussy, nous avons demandé à la fédération du Vaucluse ce qu'elle voulait faire. Prenant acte de la Résistance de Lussy, la fédération a demandé qu'il soit réintégré dans le Parti.
On propose de le réintégrer avec suspension de quatre ans. Je pense que le Parti peut le réintégrer purement et simplement.
(Mouvements divers)

Le rapporteur - La Commission a proposé la réintégration avec suspension de quatre ans.

Un congressiste - La question posée a trait à sa présence au Populaire. Voilà la question.

Fondation Jean-Jaurès

Le rapporteur - Dans la pensée de la Commission des parlementaires, la suspension de mandat signifie suspension de mandat électif pendant une législature, c'est-à-d ire à une assemblée élue. C'est tout.

Un congressiste - Le poste que Lussy occupe au Populaire est bien plus important pour le Parti qu'un mandat électif. Nous demandons que la suspension s'applique aussi à la réduction du Populaire.
(Mouvements divers)

Daniel Mayer

Camarades, je voudrais d'abord répondre à cette espèce de question préalable qui s'adresse à l'ensemble de la rédaction du Populaire. On a pris l'habitude, peut-être parce que je suis un ancien rédacteur du Populaire, chaque fois qu'on a une critique à élever, de s'adresser à ma personne. J'accepte toutes les responsabilités, encore que je ne les aie pas prises personnellement ; mais j'assume totalement, pleinement celle de l'entrée de Lussy au Populaire. Et je vais expliquer pourquoi on n'a pas attendu la décision du Congrès.
Camarades, nous avons mis à la porte du Parti un certain nombre d'hommes ; nous leur avons interdit l'entrée du Congrès, sans attendre de demander l'avis du Congrès.
Pour tous, nous avons estimé que la décision prise en toute souveraineté par le comité exécutif du Parti, siégeant comme vous aujourd'hui en une sorte de tribunal, ne pouvait avoir d'appel que devant, le Congrès, mais que, jusqu'au Congrès, elle avait toute sa valeur.
Vous ne nous le reprochez pas, lorsqu'il s'agit, d'hommes que nous avons exclus ; je crois même que vous nous en félicitez.
Pour que cette décision soit complète et totale, il faut que nous soyons logiques avec nous-mêmes et, que ceux que nous reprenons reviennent avec tous leurs droits.
Personne n'a protesté contre la présence dans ce Congrès de parlementaires dont vous avez accepté avec nous le maintien dans le Parti.
La présence de Charles Lussy au Populaire s'explique très simplement. Lussy a été réintégré, dans l'ordre chronologique, le dernier des parlementaires réadmis : nous l'avons fait attendre pendant huit mois avant de lui donner la réponse du comité exécutif, parce que nous attendions nous-mêmes la réponse du camarade (…) secrétaire de la fédération du Vaucluse, et un rapport que devait nous faire parvenir notre camarade (…) du comité sud.
Lussy qui s'est abstenu dans le vote de Vichy a, par la suite, à Marseille, avec moi-même (mais je ne voudrais pas que mon témoignage pût entrer en ligne de compte) assuré la distribution du Populaire clandestin, c'est lui qui a reconstitué sa fédération du Vaucluse. Et c'est au bout de huit mois, je viens de le dire, que le comité exécutif s'est prononcé pour sa réintégration dans le Parti.
Nous ignorions à ce moment-là e t nous ne pouvions imaginer un seul instant que le Congrès établirait une sorte d'échelle des peines.

Fondation Jean Jaurès

Je dis à ce Congrès et spécialement à certains camarades que ce n'est pas parce que je pourrais avoir avec Charles Lussy je ne sais quelle solidarité raciale que je parle comme je le fais, et ceux qui ont propagé une telle pensée restent peut-être encore, bien malgré eux, empreints d'une certaine propagande hitlérienne.
(Applaudissements)
Je me prononce sur le cas de Charles Lussy comme je me suis prononcé sur ceux, d'Arbeltier et d'autres camarades ; c'est en toute liberté et en toute conscience que je Parle.
Camarades, dans la mesure où votre justice sera impartiale et sereine, pour notre part, nous nous inclinerons devant votre décision. Mais, je vous déclare que vous commettriez une injustice humaine en même temps qu'une erreur sentimentale et politique, si vous ne réintégriez pas, avec tous ses droits, Charles Lussy dans le Parti.

Un congressiste - On a été dur pour certains, pour Lagrosillière notamment. Pourquoi placer à la tête du Populaire un camarade qui a eu la même attitude ?

Le président - On demande d'ajouter aux propositions de la Commission une sanction supplémentaire. On propose d'abord de réadmettre Charles Lussy, avec suspension de mandat électif pendant quatre ans ; et on demande d'ajouter qu'il lui soit interdit d'exercer sa profession de journaliste au Populaire.
Je mets aux voix cette dernière proposition.
(Pour : quarante-cinq voix ; contre : quatre-vingt voix)
La proposition est rejetée.
Je mets aux voix les conclusions de la Commission tendant à admettre Charles Lussy, avec suspension de mandat électif pour une législature.
(Adopté)

Le président - Vous me permettrez de saluer en votre nom la présence à la tribune de notre camarade (…) représentant le Parti Socialiste américain.
(Vifs applaudissements)

(?) - Camarades, c'est pour moi un grand plaisir, plus qu'un plaisir, une joie de me trouver ici, avec les camarades français, et de me rappeler que, la dernière fois que je suis venu en France, j'ai eu le grand honneur de me trouver avec votre grand camarade international Léon Blum.
Je vous apporte le salut fraternel de vos camarades américains qui sont à vos côtés dans la lutte pour la liberté du monde. Et comme américain, je rappellerai le mot de notre grand président qui disait : "Tout homme a deux patries, la sienne et la France." Et j'ajoute, pour nous Socialistes : le parti international de tous les travailleurs du monde, le monde international, l'Internationale Socialiste.
(Applaudissements. Les congressistes, debout, chantent l'Internationale.)

Fondation Jean Jaurès

Butez (Puy-de-Dôme)

Camarades, je voudrais vous faire part de quelques remarques que je dois vous exposer, à la suite du Congrès du Puy-de -Dôme qui s'est tenu le 29 octobre dernier.

Peut-être nous sommes-nous trompés ; mais, nous avions compris, d'après la circulaire numéro six qui nous a été envoyée, que ce Congrès serait une simple assemblée d'information, et rien ne nous faisait prévoir, ni dans cette circulaire ni même dans l'ordre du jour qui a été distribué au premier jour du Congrès, que la question des parlementaires serait, débattue et tranchée définitivement aujourd'hui.

C'est la raison pour laquelle, dans notre Congrès départemental, nous n'avons pris de décisions que sur notre attitude générale et non sur les cas particuliers.

Notre attitude générale est la suivante : exclusion définitive de tous ceux qui ont voté pour Vichy.

Nous avions pensé que le présent Congrès ne pouvait faire que des propositions. Nous nous sommes peut-être trompés. Tel a été notre état d'esprit. Nous avions pensé que l'examen des cas particuliers devait revenir d'abord à la station locale, puis à la fédération, puis au Conseil national, en vertu de l'article 59 des règlements du Parti, enfin au Congrès souverain. Nous avions pensé que c'est le prochain Congrès, formé de toutes les fédérations définitivement reconstituées, qui aurait décidé.

Je tenais à faire ces remarques qui sont fondées sur les articles 59 et 60 des règlements du Parti.

Le président - J'indique au Congrès que ce qui pourrait apparaître comme une motion préjudicielle n'a pas été formulée à l'ouverture du débat qui est engagé et que cela ne pourrait s'appliquer par conséquent qu'aux élus de la fédération du Puy-de-Dôme.

Le Congrès est-il d'avis que le cas des élus du Puy-de-Dôme puisse être réservé ?

Butez (Puy-de-Dôme) - Je ne le demande pas.

Le président - Alors, quelle est votre conclusion ?

Butez (Puy-de-Dôme) - Je soutiens que rien ne faisait, prévoir que l'ordre du jour du Congrès recevrait cette adjonction.

Le président - Toutes les fédérations ont compris.

Le rapporteur - Le Parti Socialiste a demandé à plusieurs reprises, par la voix des délégués de nombreuses fédérations, que l'épuration dans toute la France soit très rapide et ne s'embarrasse pas de formes administratives trop minutieuses.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Nous sommes des militants, habilités à prendre certaines décisions. Je suis sûr que, pour l'épuration du Parti, la grande majorité de nos camarades des fédérations qui attendent des habitudes nouvelles dans le Parti, approuveront l'action de ce Congrès extraordinaire.
Nous devons faire, dès ce Congrès, l'épuration de notre Parti, car comme l'a dit Jules Guesde, je crois, un parti qui s'épure devient plus fort.
(Applaudissements)

Butez (Puy-de-Dôme) - Je regrette beaucoup certaines paroles qui viennent d'être prononcées par le camarade qui m'a précédé l'épuration dans le Puy-de-Dôme a été faite selon des règles qui ont été précisées, et peu de fédérations ont précisé de telles règles. Notre fédération est épurée. Notre attitude au point de vue de l'épuration des parlementaires est très nette : exclusion de tous ceux qui, à Vichy, ont voté pour Pétain.
Par conséquent, on ne répond pas à mon observation que je répète :
Rien ne faisait prévoir que le Congrès extraordinaire serait définitivement souverain.
Je dis cela pour expliquer l'attitude de la fédération du Puy-de-Dôme ; mais, je ne remets rien en question.

Le cas Sibué
Gaston Defferre - Camarades, j'interviens en faveur de Sibué, député de la Savoie, que la Commission propose de réintégrer, mais avec suspension de tout mandat pour une législature.
Sibué est un camarade qui a manifesté son action non seulement dans la Résistance en général, mais dans la Résistance du Parti. Je vais me contenter de vous lire à ce sujet une lettre qui a été écrite par le chef responsable du MLN de la Savoie, vous connaissez tous le maquis de la Savoie…

Plusieurs congressistes - De la Haute-Savoie.

Gaston Defferre

De la Haute-Savoie et aussi de la Savoie. Voici la lettre : (…)
Cette lettre est signée : "Dulac, ex chef régional de la Résistance, actuellement membre du Comité directeur départemental, représentant de la Résistance syndicale, membre du CRP."
Voilà pour la Résistance.
Voici maintenant pour le Parti. Sibué a travaillé avec nous à la diffusion du Populaire. Il n'a jamais eu aucun titre dans le Parti Socialiste clandestin ; mais il a couru de graves dangers, il a été recherché, il a même été arrêté. Nous avions déposé le Populaire dans un entrepôt qui se trouvait à Lyon ; nous savions que cet entrepôt était menacé ; Sibué y est allé quand même. Pris par la milice, il a été acculé au mur, entre les cadavres de deux de nos camarades qui venaient d'être assassinés par les miliciens : il est resté face à ce mur pendant deux

Collection Jean Jaurès

heures. Relâché par la milice, grâce à une fausse carte d'identité, il s'est remis au travail le jour même, il a repris la diffusion du Populaire.
Croyez-vous qu'un camarade qui a eu le courage de poursuivre son action dans de pareilles conditions ne mérite pas d'être réintégré purement et simplement dans le Parti ?
Je vous demande, en présence des états de service particulièrement brillants de Sibué, non seulement pour la Résistance, mais pour le Parti, de le réintégrer purement et simplement, sans aucune suspension.

Bricout

En tant que secrétaire fédéral de la Haute-Savoie, je ne viens pas combattre ce qu'on a dit en faveur de Sibué. Seulement, je ne peux pas permettre qu'on se serve de la Résistance savoyarde uniquement en sa faveur.
Je serais le premier à soutenir la proposition de la réintégration pure et simple de Sibué, si on n'avait pas commis une injustice à l'encontre de la Haute-Savoie, en n'admettant pas Amédée Guy à l'assemblée consultative.
Oui, la Haute-Savoie a été le pivot de la Résistance. Nous avons eu le plateau de Gières, nous avons eu le cimetière de Monsieur (?), nous avons eu les milices envoyées en Haute-Savoie par Vichy. Cependant, ni au titre de la Résistance ni au titre des parlementaires nous n'avons de représentant à l'assemblée consultative, alors qu'Amédée Guy a été le seul parlementaire de la Haute-Savoie à voter contre Pétain. Cela devait être dit à cette tribune.
Encore une fois, nous ne voyons pas d'inconvénient à la réintégration de Sibué ; mais, nous pensons qu'avant cette réintégration les paroles que vous venez d'entendre devaient être prononcées.
(Applaudissements)

Le président - Je crois interpréter les sentiments du Parti tout entier en disant à Amédée Guy notre affection pour sa vaillance et pour les souffrances qu'il a endurées pour le Socialisme.
(Applaudissements)

Le rapporteur - Nous reconnaissons que, par ses états de services, Sibué mérite d'être réintégré. Cependant, c'est à l'unanimité moins une abstention que la Commission a voté sa suspension durant une législature.

Le président - Je mets aux voix la réintégration pure et simple de Sibué.
(Le Congrès vote à main levée, puis, par assis et debout)
La proposition est repoussée, à trois voix près.
Sibué est admis, avec suspension pendant quatre ans de tout mandat électif.

Le cas Gaston Allemane

Fondation Jean Jaurès

Édouard Depreux

Camarades, je voudrais vous dire quelques mots très brefs et vous apporter un témoignage extrêmement objectif, en ce qui concerne l'attitude de Gaston Allemane.

Gaston Allemane a eu tort de voter à Vichy pour le maréchal Pétain. J'ai été le premier à le lui dire et à le lui dire avec une certaine véhémence.

Il est très facile de dire, après coup, ce qu'on aurait fait, et de déclarer : "Si j'avais été à Vichy, j'aurais voté avec enthousiasme pour la République et pour la France."

En tout cas, il y a une circonstance dans laquelle Gaston Allemane a été un résistant, et je veux lui apporter ce témoignage que sa Résistance a servi la propagande Socialiste dans le pays tout entier.

Un beau jour, en décembre 1941, en lisant le Matin, j'ai appris que j'étais bombardé président du Conseil départemental de la Seine. Vous savez que, dans la limite qui a suivi cette nouvelle, j'ai rédigé une lettre de démission suffisamment nette et violente que, pour éviter toute équivoque, j'ai portée moi-même au préfet de la Seine.

Le Troquer, quelques amis et moi avons fait tous nos efforts pour réunir le groupe Socialiste de l'hôtel de ville, car nous aurions voulu une attitude commune de ce groupe. Nous n'avons pas pu réussir. Nous nous sommes heurtés à une force d'inertie d'un certain nombre de camarades dont nous dirons, pour être modéré, qu'ils n'étaient pas très courageux. Allemane a été à nos côtés. Et le seul élu qui ait imité mon geste et ait donné sa démission a été Allemane.

Le Troquer - J'en apporte le témoignage.

Édouard Depreux - Aucun autre Socialiste n'a fait de même ; aucun autre Socialiste n'a donné sa démission.

C'est un fait dont vous avez le devoir de tenir compte.

Je suis plutôt sévère, je viens de voter-plusieurs fois contre des propositions d'indulgence. Je suis sûr de n'être pas victime de mes sentiments d'amitié étant donné que j'ai voté contre la réadmission d'un ami personnel, parce que je pense que l'intérêt du Parti doit passer avant tout. Ce n'est pas mon amitié pour Allemane qui me guide.

Je ne veux pas insister en vous racontant quelle a été la difficulté de la vie matérielle d'Allemane. Je puis tout de même vous dire qu'au moment où sa femme est morte, Allemand ne savait pas s'il pourrait aller la voir à l'hôpital de la Pitié, tandis que, s'il avait marché avec Vichy, il n'aurait pas été dans l'obligation de se cacher.

N'est-il pas possible de dire qu'on ne suspendra pas Allemane pendant quatre ans, étant donné son attitude à l'hôtel de ville qui, incontestablement, a servi la Résistance et a été - nous avons reçu des milliers de lettres et d'ordres du jour qui l'ont dit - le début de la Résistance Socialiste dans la Seine.

Fondation Jaurès

Si cette proposition était acceptée, Allemane pourrait revenir à l'hôtel de ville où il a déjà rendu de si grands services.

Le président - Je mets aux voix la proposition réintégration pure et simple.
La proposition est rejetée. La suspension de Quatreaux est décidée.
Le cas Saint-Venant
1° Chers camarades, la fédération du nord n'intervient pas souvent dans les Congrès du Parti. Elle est aussi une fédération qui, sur le chapitre de la discipline se montre généralement assez difficile. Toutefois, elle m'a confié la mission de défendre aujourd'hui à cette tribune notre ami Saint-Venant, dont on propose la réintégration, mais avec une suspension d'une législature.
Je suis chargé de dire au Congrès quels services a rendu au Parti notre camarade Saint-Venant.
Depuis 1940, il a compris qu'il devait être à nos côtés pour diffuser nos brochures, nos circulaires et nos tracts qui étaient assez nombreux, dans notre région du nord. Cela lui a valu, en octobre 1940, une arrestation et son renvoi dans la capitale, les Allemands ne voulant plus le voir à Lille.
Au cours de la période qui va de 1940 à 1943, Saint-Venant a reçu dans la capitale toutes les brochures destinées à la propagande dans l'ensemble du pays ; il a reçu tous nos camarades, comme Thomas ; et c'est encore lui qui a servi d'intermédiaire entre les organisations de la Résistance et notre Parti.
Il a fait une propagande très efficace et, en 1943, a été arrêté pour la deuxième fois, par la Gestapo qui l'a retenu pendant neuf mois. Brutalisé, il a conservé son courage et n'a dénoncé personne. Nous pouvons dire qu'il a dans ces circonstances, largement racheté la faute qu'il avait commise en 1940.
Je n'insiste pas davantage. Tout de même, je répète que la fédération du nord serait heureuse, si le Congrès comprenait qu'à Lille nous avons une grande partie à jouer et que Saint-Venant qui nous y aiderait efficacement doit être réintégré dans le Parti sans supporter aucune suspension.

Le président - Je mets aux voix la proposition de réintégration pure et simple.
La proposition n'est pas adoptée. Suspension de quatre ans.

Le cas Pringolliet
Marsais
Camarades, au nom de la fédération de la Savoie, je me permets de protester contre la décision prise par la Commission des parlementaires, à l'égard de notre camarade Pringolliet qui n'avait pas apporté de dossier, et pour cause. Il était entendu, dans la clandestinité, que le cas des parlementaires serait porté à la tribune ou Congrès ordinaire. Le dossier Pringolliet est prêt. Ce que je puis dire, c'est que ce camarade a fait de la Résistance depuis le début et que de plus il jouit de toute notre sympathie.
J'affirme sur l'honneur, que Pringolliet fut un des premiers résistants. Adjoint au chef départemental puis attester tout ce qu'il a fait. À soixante-deux ans,

Pringolliet s'est mis à notre disposition, a constitué ces maquis, s'est chargé de leur ravitaillement, pour les services rendus, il fut nommé chef de district. Au jour de l'insurrection nationale, à son âge, il n'hésita pas à prendre les armes et à combattre, à côté de ceux qu'il avait organisés en maquis.
La fédération de la Savoie tout entière lui garde sa sympathie.
Pour ses raisons, je demande au Congrès de bien vouloir associer notre proposition qui est de permettre à la fédération Socialiste de Savoie de garder Pringolliet comme un simple militant, un simple camarade de combat.

Le rapporteur - Je possède une certaine documentation qui a été apportée hier à la Commission des parlementaires, concernant Pringolliet. Elle nous a été remise par nos camarades de la Savoie eux-mêmes. Pringolliet a effectivement pris le maquis, a tenu la mairie d'Ugines tient encore cette mairie et fait partie du comité local de la Libération. Incontestablement, c'est un résistant. Malheureusement, il a contre lui l'immense majorité du comité départemental de la Libération.

Marsais - C'est absolument inexact.

Le rapporteur - J'ai noté qu'une grande partie de l'opinion était contre lui.

Marsais - C'est tout le contraire.

Le rapporteur - D'autre part, Pringolliet s'est déterminé sous la cession du sénateur Borel qui a dit que la Savoie serait annexée à l'Italie, et les parlementaires de la Savoie votaient contre Vichy, j'ai l'impression que, lorsqu'on est un vieux militant, on ne devrait pas se laisser prendre à une pression qui vient en réalité de l'ennemi.

Le président - On propose de reprendre Pringolliet, avec suspension de quatre ans. Je mets cette proposition aux voix.
(Adopté)

Le cas Petrus Faure

Robert

Camarades, c'est au nom de la fédération de la Loire que j'interviens, pour soumettre à votre attention les cas de nos deux parlementaires qui, à Vichy, se sont abstenus.
Dans la Loire, nous avions deux députés Socialistes : Albert Sérol et Pétrus Faure qui avait rejoint nos rangs en 1937, quand nous avons fait l'unité avec le parti pupiste. Ils se sont tous deux abstenus à Vichy.
Nous n'intervenons pas en faveur de Sérol qui n'a rien fait pour racheter son abstention. La fédération de la Loire est unanime à condamner l'attitude de Sérol.

Fondation Jean Jaurès

Mais, nous intervenons en faveur de Petrus Faure. J'apporte ici, en qualité de secrétaire fédéral de la Loire, en dualité aussi de délégué permanent en zone sud dans la clandestinité, l'affirmation que Petrus Faure, dès les premiers jours qui ont suivi le vote de Vichy, s'est lancé dans la Résistance. Il a appartenu avec efficacité à un service de renseignements. Et, lorsque nous avons reçu, dans la Loire, la visite d'un camarade qui nous a demandé de rallier l'action pour le Parti, sans pour cela abandonner celle que nous menions dans la Résistance avec Petrus Faure, c'est Petrus Faure lui-même qui a eu l'initiative de la reconstitution de notre fédération.
J'ajoute que Petrus Faure s'est abstenu à Vichy, et, que vous avez admis la réintégration de huit parlementaires qui, à Vichy, ont voté pour Pétain.
Je pense qu'il serait, d'une élémentaire justice de nous permettre pour le moins de conserver dans la Loire Petrus Faure, comme simple militant.
Si vous n'admettiez pas cette proposition, nous nous inclinerions, naturellement ; mais vous priveriez notre Parti, dans une région ouvrière particulièrement difficile, travaillée avec efficacité par le Parti Communiste, du concours d'un camarade qui jouit d'une autorité incontestable.
J'ai fait observer au rapporteur de la Commission qu'il était injuste d'exclure Petrus Faure qui s'est abstenu, alors qu'on réintègre huit parlementaires qui ont voté pour Pétain. Il n'a dit, que la raison de la décision de la Commission, c'était que Petrus Faure avait été autrefois membre du PUP. Je crois que ce n'est pas une réponse. J'ajoute, pour combattre cet argument, que, en 1937, lorsque le Parti a fait l'unité sur le terrain national avec le parti pupiste, Petrus Faure, sans hésitation, a rejoint les rangs de notre Parti. Il n'avait aucun intérêt; à la faire ; il n'y était contraint par rien ; il avait, dans la quatrième circonscription de Saint-Étienne, une situation personnelle qui le dispensait de s'intégrer à notre Parti ; il n'en aurait pas moins obtenu son élection au premier tour.
En conséquence, je vous demande pour le moins de réintégrer Petrus Faure comme militant.

Daniel Mayer

Camarades, le Secrétaire général du Parti s'intéresse particulièrement à une fédération qui est dans une région singulièrement ouvrière et à un militant qui est un ouvrier mineur. Le comité exécutif, à l'unanimité, avait admis la rentrée de Petrus Faure, étant donné le travail qu'il a accompli.
J'ouvre une parenthèse. Je veux, en tout état de cause, rendre hommage à la probité et au sérieux avec lesquels Foulon et la Commission des parlementaires ont travaillé. Je tiens à dire qu'au fond de moi, c'est, grosso modo, un des très rares cas sur lesquels je ne sois pas d'accord avec leurs conclusions.
Petrus Faure a travaillé sans arrêt dans la fédération de la Loire.
Admettez-le avec les sanctions que vous voudrez, cela ne m'intéresse pas et ne me regarde pas ; mais ne commettez pas à son égard une injustice qui serait double. D'abord, parce que, dans un département où deux parlementaires ont eu la même attitude à Vichy, mais l'un n'ayant ensuite rien fait, l'autre ayant

travaillé, il serait injuste de les mettre dans le même cas. Ensuite, parce que, dans cette fédération de la Loire, où les luttes ouvrières sont ardentes, où les traditions ouvrières sont anciennes, il serait à la fois injuste et inopportun de nous priver d'un propagandiste qui n'a plus aucune ambition personnelle mais qui jouit d'un grand crédit et a mené le bon combat dans toutes les batailles de Saint-Étienne, contre la Gestapo et contre l'équipe de Pétain.

Le président - On demande la réintégration pure et simple de Petrus Faure. Je mets cette proposition aux voix.
(Rejeté)
Je mets aux voix la réintégration avec suspension de quatre ans.
(Adopté à l'unanimité moins deux voix)

Le cas Henri Martin

Lagauche

Camarades, au nom de la fédération de la Marne, je voudrais attirer l'attention du Congrès sur un cas peut-être unique, celui d'un parlementaire qui, ayant voté pour Pétain, n'en a pas moins été déporté en Allemagne, notre camarade Henri Martin.
Dès son retour dans la Marne, en 1943, il a pris contact avec des résistants, car à cette époque, le Parti n'était pas encore reconstitué officiellement. Il a mené le bon combat pour l'action viticole qui est partie intégrante de l'action Socialiste. À ce titre, il a adhéré sous à un organisme qui fut créé sous Vichy, mais qui était soutenu par le Parti Socialiste, la fédération viticole.
En 1943, la fédération a pris contact, avec Henri Martin, pour lui confier la tâche que comportait la question viticole, pour laquelle le Parti Socialiste aurait bien voulu, dans la période présente, obtenir la. place qui est la mienne.
Je demande, en considération de l'action que Henri Martin a menée et qui a motivé sa déportation en septembre 1943, que son cas soit réservé.
Henri Martin, suivant sa propre déclaration, ne fera plus de politique après la guerre, mais il nous a affirmé qu'il se mettrait à l'entière disposition du Parti Socialiste, pour cette question viticole qui est très importante pour nous.
La Commission n'a pas cru devoir prendre en considération notre demande de réintégration du camarade Henri Martin. Nous vous demandons en conséquence, soit la réintégration avec suspension de mandat pendant une législature, soit l'ajournement qui permettra le retour de Henri Martin et la consultation de camarades qui, déportés eux aussi en Allemagne, pourront à leur rentrée en France fournir des renseignements sur ce qu'a été l'action de Henri Martin dans la clandestinité.

Le président - Je mets aux voix l'ajournement du cas Henri Martin.
(Adopté)

Le cas Lazurick

Fondation Jean-Jaurès

Le rapporteur - Plusieurs camarades et une partie de la Commission des parlementaires demandent au Congrès de se prononcer sur le cas du citoyen Lazurick, exclu du Parti par décision du comité exécutif clandestin.

Le président - On proposait, dans les conclusions de la Commission, de réserver le cas Lazurick pour l'envoyer à la Commission des conflits.

Un congressiste - Il faudrait savoir ce qu'on reproche à Lazurick.

Le rapporteur - Il a été dit que le citoyen Lazurick était sur le Massilia, au moment du vote de Vichy. Il n'a pas été exclu du Parti pour cela. Mais, à plusieurs reprises, il a manifesté une certains hostilité pour les camarades qui militaient dans la clandestinité ; il a eu une attitude sans franchise vis-à-vis de ces camarades ; il lui est arrivé d'avoir des contacts avec des groupes qui luttaient contre le Parti Socialiste, dans la clandestinité.
À un autre point de vue, on reproche également au citoyen Lazurick son attitude, au point de vue personnel. Mais, là-dessus, la Commission n'a eu aucun document entre les mains. C'est pourquoi elle avait renvoyé à la Commission des conflits l'examen complet du cas du citoyen Lazurick.

Buisson - Camarades, la Commission des parlementaires n'a pas cru devoir prendre une décision hier soir, parce qu'elle manquait d'éléments d'information.
En qualité de délégué de la fédération du Cher, nous sommes intervenu auprès de la Commission et nous lui avons demandé d'ouvrir le dossier Lazurick. On nous a répondu que ce dossier était très maigre. Il était tellement maigre, en effet, qu'on n'a pu nous apporter aucune précision.
Lazurick n'a voté ni pour ni contre Vichy, parce qu'il était embarqué sur le Massilia, avec d'autres camarades, avec Grumbach, avec Thomas, député du nord, déporté en Allemagne.

Un congressiste - Il n'était pas sur le Massilia.

Le Troquer - Nous étions quelques-uns sur le Massilia. Il y était.

Un congressiste - Thomas n'y était pas.

Le Troquer - Non. C'était J.-M. Thomas, de Saône-et-Loire.

Buisson - En tout cas, à bord du Massilia, il y avait Lazurick.
La Commission a reconnu elle-même hier soir qu'elle manquait de renseignements.
Il nous semble indispensable que Lazurick soit entendu devant la Commission des conflits, puisque, de l'aveu même de la Commission qui siégeait hier, le dossier est insuffisant.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Lazurick déclare qu'il a travaillé dans la clandestinité et offre d'apporter certains témoignages.
En conséquence, je demande au Congrès de renvoyer le cas Lazurick à la Commission des conflits.

Le président - Je mets aux voix le renvoi à la Commission des conflits.
(Les congressistes votent d'abord à main levée, puis par assis et levé)
Le renvoi à la Commission des conflits est prononcé.

Commission des résolutions
Le manifeste du Parti

Le rapporteur (Vincent Auriol)

Camarades, ce matin, comme à huit heures et demie, quelques amis et moi nous promenions dans la salle, des délégués qui arrivaient nous ont dit : "Est-ce que ça marche, à la Commission des résolutions ?" J'ai répondu : "Mais oui, voyez ! Nous venons de passer une bonne nuit chez nous; vous pouvez aller dans la salle de la Commission, vous n'y trouverez aucune chaise percée." En effet, la Commission, réunie hier, a examiné longuement, avec attention, les textes qui lui étaient soumis par diverses fédérations: Elle a discuté sérieusement, mais cordialement : l'accord fait en nous comme il est en vous, tellement la doctrine est forte, tellement les idées sont claires et tellement notre union est parfaite.
Il s'agissait de rédiger. L'esprit alerte et la plume experte de (?) nous ont aidés dans notre tâche.
Nous nous sommes réunis en deux sous-Commissions : une Commission de politique extérieure, une Commission de politique intérieure ; nous avons ensuite rassemblé les textes.
Je vous soumets le texte unique qui a été voté à l'unanimité par la Commission plénière des résolutions. Je ne ferai aucun commentaire, car, par ce texte, le Parti Socialiste qui, je l'espère, sera tout à l'heure unanime, s'adresse à la nation française :
"Incomplètement libérée, la France est toujours en guerre (…) et, par la sécurité collective, la paix entre les peuples."
(Longs applaudissements)

Le président - Personne ne demande la parole ?
Je constate avec vous que c'est par un accord unanime que le Congrès donne son adhésion au très beau texte que vient de lire Vincent Auriol.
(C'est par acclamations qu'il est adopté. Nouveaux applaudissements)
Le Parti Socialiste au peuple de France
Incomplètement libérée, la France est toujours en guerre, et trois millions de français, prisonniers et déportés, restent aux mains de l'ennemi.
Le Parti Socialiste proclame que la première tâche est de tout faire pour conquérir, avec tous les alliés de la France, la victoire totale et rapide.

Collection Fondation Jean Jaurès

Il veillera à ce que de l'amalgame des FFI, des combattants de la France libre et de ceux de l'Afrique du nord naisse cette armée nouvelle dont Jaurès a défini la structure et l'esprit, dont l'expérience montre la nécessité.
Le combat du soldat est aussi celui du travailleur. Chacun, en France doit fournir l'effort productif maximum pour accroître la puissance combattive des forces de la République.
Cette victoire sur l'ennemi ne sera possible que par la victoire sur le passé et la victoire sur nous-mêmes.
Fortifié par ses sacrifices, confirmé dans sa doctrine, rénové dans sa composition, le Parti Socialiste surgit de la Résistance avec une âme nouvelle, un esprit rajeuni, une structure transformée.
Il constate que sa doctrine, dont l'application eût seule apporté des solutions aux crises périodiques d'avant guerre, se trouve confirmée par les événements; que l'évolution des esprits rejoint l'évolution économique que nombre d'hommes, naguère dressés de bonne foi contre le Socialisme, soutiennent aujourd'hui, parfois à leur insu, des thèses qui, toujours, furent siennes. Il retrouve une preuve de cette évolution dans les socialisations spontanées qui en diverses régions ont accompagné la Libération et que l'état doit consolider, étendre et coordonner.
Il constate aussi que la démission des classes dites dirigeantes a porté au premier rang de la Libération nationale les hommes de pensée et de travail, qui ont ainsi conquis leurs titres de noblesse et sont en droit de revendiquer une police éminente et leur part de responsabilité dans la direction politique et économique de l'état.
Seul le Socialisme, libérant l'état de la servitude des trusts et l'homme de la servitude du capitalisme, assurera la prospérité nationale et l'épanouissement humain.
Rattachant à son idéal son constant souci des réalités, résolu à empêcher le retour offensif, chaque jour plus menaçant, des féodalités industrielles et bancaires, le Parti Socialiste collaborera de toutes ses forces à la réalisation du programme du CNR, énumérant "les mesures à appliquer dès la Libération du territoire" dont les principales restent encore à réaliser. Il est décidé à s'entendre avec toutes les organisations de la Résistance pour mener sans délai ces transformations à leur terme comme il est résolu à apporter à cette fin tout son concours actif, désintéressé et loyal au président Charles De Gaulle, qui sut traduire la volonté profonde du pays non seulement de reconquérir son indépendance mais encore de réaliser sa Libération sociale.
Mais fort de son expérience et de sa doctrine, le Parti déclare que toutes réformes demeureraient irréalisables sans la socialisation des branches maîtresses de l'économie telles que les sources d'énergie, les matières premières, les industries lourdes, les transports, les assurances et avant tout le crédit qui oriente et féconde toutes les activités. Une telle socialisation, respectueuse de la liberté individuelle dans la coopération disciplinée, ne doit aboutir ni au capitalisme d'état ni à cette bureaucratie dont l'actuel monopole

Fondation Jean-Jaurès

nous fournit l'exemple. Groupés par secteurs spécialisés mais dotées d'une large autonomie, les usines seront, comme les secteurs, gérées par les travailleurs associés aux techniciens et aux représentants des intérêts généraux, chaque conseil tripartite légiférant sous réserve d'accord, de ces trois sections, dans le cadre du plan économique national délibéré par les représentants du suffrage universel souverain.

Ainsi, le travailleur, libéré de l'oppression capitaliste et conscient d'œuvrer pour le profit commun contribuera par un effort libre et joyeux au plein rendement d'une technique désormais au service de l'homme. De même l'agriculteur défendu contre la spéculation et l'usure trouvera dans de libres coopératives le moyen de bénéficier du progrès de la science.

Il serait vain de tenter une telle révolution sans avoir au préalable mis hors d'état de nuire ceux qui ont trahi le pays et chassé de leurs postes, publics ou privés, ceux qui ont servi l'usurpateur.

Il n'est pas moins indispensable de créer un ordre politique assurant l'autorité du gouvernement libéré des puissances d'argent. Cette autorité ne sera pleinement acquise que si le centralisme hérité de Napoléon fait place à des institutions souples, déconcentrées et décentralisées, à une administration moderne de la République qui ne sautait être dirigée que par des républicains éprouvés, à un gouvernement stable, appuyé sur des partis peu nombreux, mais puissants, adhérents et disciplinés.

La démocratie sociale ainsi amorcée dans le cadre de la nation ne se réalisera pleinement que par une paix stable et une démocratie internationale.

Fidèle à sa politique extérieure et traditionnelle, le Parti Socialiste déclare que la condition d'une paix de justice, de prospérité et de durée réside dans la coopération politique et économique des peuples libres, c'est-à-dire dans une organisation mondiale de la sécurité collective fondée sur la justice. Cette organisation ne doit pas s'effectuer sous l'hégémonie d'une ou de plusieurs grandes puissances, mais sous la forme d'une fédération de nations libres abandonnant chacune une part de leur souveraineté à un organisme supérieur doté d'une direction propre d'un budget, d'une armée suffisante pour assurer la sécurité de chacun et de tous.

Cette organisation politique doit se compléter par une organisation économique et sociale disposant d'offices internationaux : matières premières, main d'œuvre, crédit, transports, reconstructions, etc.

C'est seulement dans cet ensemble d'institutions que seront efficaces les mesures à prévoir pour permettre la future intégration d'une Allemagne, rénovée dans sa structure et sa mentalité, au sein de la communauté civilisée dont l'a exclue la barbarie hitlérienne.

L'Allemagne, d'où les institutions nazies seront exterminées, devra être entièrement occupée par les alliés, intégralement désarmée ; son industrie lourde sera socialisée et gérée par les nations européennes ; la grande propriété foncière sera morcelée : l'administration décentralisée : les coupables de guerre, châtiés, l'enseignement et la presse transformés et contrôlés, dans l'espoir qu'un jour les

éléments démocratiques allemands et les masses ouvrières feront eux-mêmes de l'Allemagne une nation humaine et pacifique. Mais le Parti Socialiste croit devoir attirer l'attention du pays sur les dangers de revanche nationaliste que présenteraient tout démembrement de l'Allemagne et de toute annexion de territoires spécifiquement allemands.
Pour être digne de la mission nationale et internationale qu'il s'est fixée, le Parti, remportant une victoire sur lui-même, s'est transformé moralement, comme il s'est transformé dans sa structure. Il a chassé de son sein les traîtres, les lâches, les défaillants. Il a confié ses leviers de commande à des Socialistes issus de la Résistance. Il entend conquérir la victoire par une propagande sans haine, violence, ni mauvaise foi, dans la libre émulation de partis égaux en droits.
Il salue avec joie la venue ou la rentrée dans le Parti de purs démocrates, de croyants sincères, de militants laïques, de révolutionnaires ardents qui le rejoignent en rangs chaque jour plus nombreux.
Grande force républicaine, démocratique et révolutionnaire de la nation, il établira, dans la liberté et par la justice, la concorde entre les citoyens de France et par la sécurité collective, la paix entre les peuples.

Constitution des organismes centraux
Le rapporteur (Daniel Mayer) - La Commission des résolutions vous propose les Commissions suivantes :
A - Commission nationale des conflits :
Kastenbaum, Rémy Sicard, Jacque, Arpentinier, Rophé, Maubert, Carteyrade, C. Lagrange, Navier.
Suppléants : Thalamas, Florimond Leconte.

Le président - Pas d'opposition ? Adopté.

Le rapporteur
B - Commission nationale de contrôle :
Bastianaggi, Monceau, Bourgeois, Robert Veray, Biset, Fauque Houille.
Suppléants : Malavas, Miflier.

Le président - Pas d'opposition ? Adopté.

Comité directeur
Daniel Mayer - En ce qui concerne le Comité directeur, les résultats ne sont pas encore acquis. Vous les trouverez, en tout cas, dans le Populaire de mardi.
En ce qui concerne le Secrétaire général, la Commission des résolutions pense qu'il serait sage qu'il fût désigné par le Comité directeur.

Le président - Pas d'opposition ? Adopté.

Message de la délégation britannique

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le président - Je donne au Congrès communication du message suivant :
"La délégation britannique désire s'exprimer au Congrès ses remerciements pour l'accueil (…) en Angleterre et en France."
(Vifs applaudissements)
Comité directeur provisoire
Le scrutin pour la désignation des vingt cinq membres du Comité directeur provisoire a donné les résultats suivants :
Ont été élus : Vincent Auriol, Élie Bloncourt, Gaston Deferre, Édouard Depreux, Charles Dumas, Just Évrard, Paul Favier, Édouard Froment, Félix Gouin, Salomon Grumbach, Gérard Jaquet, Pierre Lambert, Augustin Laurent, André Le Troquer, Andrée Marty Capgras, M-E Naegelen, Daniel Mayer, Mistral, Jules Moch, Émilienne Moreau, André Philip, Tanguy-Prigent, Henri Ribière, Jacques Valjean, Robert Verdier.
Renée Blum a été désignée par acclamations pour faire partie du Comité directeur.

Clôture du Congrès

Daniel Mayer

Camarades, vous pensez bien que je serai le plus bref possible ; mais je ne crois pas que ce Congrès puisse se terminer sans qu'on en tire quelques conclusions, quelques enseignements, quelques leçons.
Est-ce que je vous cacherai l'appréhension que je ressentais, au fond de moi, en pensant à ce que j'appelais, durant la. clandestinité, le Congrès des cadres, sur lequel je me déchargerais des responsabilités énormes, lourdes, qu'avaient prises écrasantes qu'avaient prises le comité exécutif et l'ensemble des camarades qui avaient travaillé avec nous.
Une fois, se présentant devant la Société des nations, notre camarade Léon Blum disait : "J'arrive devant vous avec toute la force de mon inexpérience."
Je suis arrivé devant le Congrès avec, moi aussi, toute la force de mon inexpérience, et je suis heureux de dire que ce Congrès fut un grand Congrès, un Congrès historique, pour le Parti et pour l'Internationale.
(Applaudissements)
Si nous en établissons le bilan, nous nous apercevons qu'en trois jours à peine de travaux et une journée de Commissions, le Parti a approuvé le volumineux bilan que nous lui apportions ; le Parti s'est donné une structure centrale différente de celle de l'organisme central qu'il possédait antérieurement; il s'est occupé des grands problèmes de la politique ; il a, avec un sérieux qui l'a transformé pendant quelques instants en une sorte de cour de justice, exécuté impitoyablement, définitivement et sans appel, les hommes qu'il avait le devoir de chasser de ses rangs. Il a fait tout cela, en même temps qu'il définissait les grandes lignes de sa propagande, à lui Parti, tout en travaillant pour l'ensemble de la population. Vous avez voté ce matin des textes qui entreront dans la réalité des faits et qui intéressent aussi bien les paysans, les jeunes et les femmes que les peuples coloniaux qui étaient représentés ici même par un grand nombre de

délégués. Puis, passant du plan de la population laborieuse au plan de l'état, parce que ce Parti (je le dis pour qu'on le sache) est devenu le grand Parti de la nation française, nous avons étudié quelles pouvaient être les répercussions de nos décisions et leur influence sur l'état, en même temps que nous disions que cet état serait libéré par des solutions extraordinaires. Pour cela, en un texte dont vous avez senti à la fois la noblesse et la nouveauté du ton, nous avons apporté les solutions du Socialisme et du Socialisme seul, pour l'ensemble du pays et j'ajouterai pour l'ensemble du monde.
Ce sera notre contribution à la reconstruction économique et sociale du pays ; ce sera la contribution du Parti qui aura le premier tenu un grand Congrès national, d'où chaque militant, après s'être librement exprimé, repartira dans sa fédération bien décidé à exécuter avec discipline les consignes qui lui auront été données par le Congrès même.
Camarades, à cette tribune, il y a onze ans déjà, à Renaudel qui disait qu'il ferait appel d'une décision du Congrès et qu'il irait dans les fédérations, le Secrétaire général répondait : "Nous nous retrouverons dans les fédérations."
Je vous tiens le même langage. Mais, il s'agissait alors de querelles de tendances qui nous opposaient les uns aux autres, dans les fédérations, dans les Congrès et, même au-delà des frontières de ce pays. Aujourd'hui, je vous donne rendez-vous pour des réunions de propagande où, coude à coude, le Comité directeur, les militants des fédérations et le Secrétaire du Parti iront ensemble porter les mots d'ordre et les décisions que nous avons adopté ce matin, exposer ce qu'est le Parti, dire qu'il est le Parti de Léon Blum et de Jean Jaurès.
Le Léon Blum, et je voudrais, camarades, que, par une sorte de télépathie mystérieuse, il sorte de ce Congrès un message pour lui, un message qui, franchissant les frontières et toutes les barrières, aille lui dire : "Le Parti est un grand parti, et vous en êtes toujours le chef."
(Vifs applaudissements)
Et le Parti de Jean Jaurès qui savait bien qu'un parti n'est pas une chose inerte mais vivante et que, quelle que soit la structure qu'on lui donne, il fallait se tenir prêt à la notifier pour l'adapter aux événements ; de Jean Jaurès qui empruntait ses plus belles figures à la nature dont il n'envisageait jamais que les forces vivantes, souvenez-vous, camarades, parlant des arbres, il évoquai toujours les branches qui poussent et s'étendent, la sève qui monte, jamais le tronc mort et desséché. C'était toujours le fleuve allant vers la mer qu'il faisait miroiter aux yeux attentifs et, enthousiastes de ses auditeurs, jamais les eaux mortes des étangs et ces marais. Car le mouvement, c'est la vie, et le Socialisme, c'est aussi la vie.
(Longs applaudissements)

Le président

Vous permettrez au président de cette première séance de vous dire l'immense satisfaction éprouvée, non seulement par lui, mais par tous, de la magnifique tenue de ce Congrès. Pas de luttes de tendances, pas de chocs personnels, la

volonté sérieuse, digne, de travailler pour le Parti. Nous avons eu à pratiquer ces opérations chirurgicales : elles ont été faites sans passion, avec le souci de la justice. Nous avons constaté notre état de santé : des malades, des décès et puis des guérisons. C'est maintenant terminé.
Nous sommes fiers d'avoir fait ce travail avec tout le sérieux qu'il commandait.
Vous allez repartir dans vos fédérations. Vous allez dire à nos camarades comment le Congrès s'est tenu, que c'est ce Parti qui a été le premier, dans la clandestinité, à combattre pour la patrie et pour la liberté, et que demain, il faut continuer.
Je vous dis à tous : "En avant, pour le Socialisme !"
(Vifs applaudissements)
Pour que notre Congrès exprime bien à la fois son amour de la patrie et sa volonté de défendre la liberté, la démocratie et le Socialisme, je vous propre de chanter d'abord la Marseillaise et ensuite l'Internationale.
(Les congressistes, debout, chantent la Marseillaise et l'Internationale)
Le Congrès est clos.
(La séance est levée à quatorze heures un quart)

Coll. Fondation Jean-Jaurès